

LES

Formes Actuelles du Syndicalisme

EN FRANCE

Thèse pour le Doctorat

(Sciences Politiques et Économiques)

présentée et soutenue le 31 Mai 1923, à seize heures et demie.

PAR

Pierre PARAF

JURY	{	Président : M. GERMAIN MARTIN.
		Suffragants { MM. MESTRE. HITIER.

PARIS

ÉDITIONS DE LA VIE UNIVERSITAIRE

13, Quai de Conti, 13

—
1923



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553032_0070

LES

Formes Actuelles du Syndicalisme

EN FRANCE

LES

Formes Actuelles du Syndicalisme

EN FRANCE

Thèse pour le Doctorat

(Sciences Politiques et Économiques)

présentée et soutenue le 31 Mai 1923, à seize heures et demie.

PAR

Pierre PARAF

JURY	{	Président : M. GERMAIN MARTIN.
		Suffragants { MM. MESTRE. HITIER.

PARIS

ÉDITIONS DE LA VIE UNIVERSITAIRE

13, Quai de Conti, 13

1923

LE SYNDICALISME

INTRODUCTION

En France, comme dans presque toutes les nations du monde, la place du syndicalisme n'a cessé de croître depuis un demi-siècle. Les économistes et les historiens, si divisés quand il s'agit de déterminer son rôle et d'apprécier sa légitimité, sont unanimes à reconnaître son importance. L'Association professionnelle, qui servit de base à l'organisation sociale de l'ancien régime et qui, depuis la Révolution française jusqu'en 1884 fut tantôt interdite, tantôt seulement tolérée, revêt aujourd'hui les formes les plus diverses : débordant les cadres des travailleurs manuels — ouvriers et paysans — ainsi que ceux du patronat industriel, agricole et commercial, elle s'étend maintenant aux employés, aux fonctionnaires, aux techniciens et aux intellectuels. Elle ne borne plus dans l'ensemble son activité à la défense des intérêts corporatifs : la plupart des organisations syndicales, ne séparant pas ces intérêts des intérêts généraux de la nation, prétendent réaliser une transformation partielle ou totale de la société et servir de rouages essentiels dans le fonctionnement du monde nouveau.

Animés par un idéal religieux, philosophique ou social, les divers syndicalismes sont en désaccord non seulement sur le but à atteindre, mais aussi sur les moyens à employer. L'un poursuit la suppression de l'Etat, l'autre la dictature. L'un ne place son espoir qu'en la violence, écartant comme fatales au succès de sa cause toutes compromissions avec un régime condamné, l'autre ne voit le salut qu'en des réformes réalisées avec prudence, l'autre enfin, décidé à user de toutes les armes dans la lutte quotidienne et dans la lutte finale, se proclame à la fois réformiste et révolutionnaire.

Les événements de ces dernières années, qui ont si lourdement pesé sur la vie de notre organisme social, ne furent pas sans agir profondément sur le syndicalisme; leurs conséquences politiques, économiques, psychologiques ont été considérables; ce n'est pas seulement, comme on l'a dit, la carte de l'Europe qui a été changée, mais aussi « la carte des âmes » (1). A la lueur des événements, le syndicalisme de 1914 à 1919 a apporté à la « patrie en danger » une collaboration qui ne s'est presque jamais démentie. Cette collaboration a été marquée par une série de mesures législatives dont la classe ouvrière éprouve encore le bienfait; elle a été couronnée par l'adhésion au syndicalisme d'un grand nombre de travailleurs qui y étaient jusqu'alors étrangers. En juin 1919, le traité de paix a été conclu : les difficultés auxquelles ont donné lieu son application, l'intensité d'une crise économique sans précédent ont déçu cruellement les espérances qu'on avait fondées sur l'après-guerre; dans l'âme des syndiqués qu'envahissaient la lassitude et le découragement, les principes de la Révolution russe ont trouvé

(1) Edouard AMMANIEUX, *l'Armature sociale*.

un terrain particulièrement favorable. La collaboration avec les pouvoirs public a pris fin et cette rupture a été accompagnée d'une scission au sein même de la Confédération Générale du Travail, où des polémiques personnelles ont aggravé le conflit que des divergences de doctrine avaient provoqué. Mais l'histoire sociale des trois dernières années qui fut marquée par ces graves divisions a vu s'organiser en même temps et se développer d'une manière autonome le syndicalisme chrétien, le syndicalisme des techniciens et celui des intellectuels.

C'est aux diverses formes du syndicalisme, à leur évolution de 1914 à 1922 que sera consacrée cette étude. Après avoir brièvement rappelé l'histoire de nos syndicats depuis 1864, date à laquelle le droit de coalition fut pour la première fois accordé par le législateur, jusqu'à la déclaration de guerre de 1914, je tenterai d'exposer dans leurs grandes lignes les doctrines syndicalistes, telles qu'elles ont été dégagées par les historiens, les philosophes, les économistes et les militants du syndicalisme lui-même : celle des révolutionnaires — anarchistes et communistes —, celle des réformistes, celle des chrétiens, celle des techniciens et celle des intellectuels, en rapprochant et en opposant leurs divers points de vue à l'égard des grands problèmes sociaux de l'heure présente (1). J'essaierai de décrire ensuite la structure du syndicalisme, le mécanisme et le fonctionnement des grandes confédérations syndicales, leurs organismes centraux et locaux, l'importance de leurs services et de leurs effectifs. Enfin j'étudierai les diverses manifestations de l'activité syndicale sous son aspect

(1) Le syndicalisme patronal ne sera pas compris dans les limites de ce sujet déjà fort étendu

constructif et destructif, et notamment la participation du syndicalisme ouvrier de 1914 à 1919 à l'œuvre de défense et de reconstitution nationales, puis sa rupture avec le Gouvernement et les divisions intestines, les grèves partielles et les tentatives de grèves générales qui la marquèrent de 1919 à 1922.

Et je m'arrêterai à la fin de cette année 1922, où dans le syndicalisme divisé, les premiers symptômes d'unité se manifestent à nouveau; je poserai seulement le point d'interrogation sur l'avenir mystérieux dont il est encore impossible de discerner l'ombre ou la clarté.



CHAPITRE PREMIER

Le syndicalisme de 1864 à 1914

Le syndicalisme répond à des besoins si impérieux des travailleurs vivant en société qu'on peut relever dans les temps les plus reculés des traces de groupements professionnels. Mais ce n'est que dans la deuxième moitié du xix^e siècle qu'il prit véritablement conscience de lui-même, parvint à s'ériger en doctrine autonome et manifesta son activité constructive et destructive dans la vie économique de la nation. La loi du 25 mai 1864 marqua le début de cette évolution : en accordant au prolétariat le droit de coalition, Napoléon III donnait au mouvement ouvrier si longtemps enrayé le moyen de se développer au grand jour. Quelles que fussent les restrictions apportées à la liberté nouvelle (les anciens articles 414-415 et 416 du Code pénal avaient été abrogés et remplacés par de nouveaux articles permettant de punir le délit d'atteinte à la liberté du travail et même les atteintes légères à cette liberté), (1) si apparente que fût l'intention du Gouvernement

(1) Les anciens articles 414-415-416 du Code pénal, reproduisaient, en les aggravant, les dispositions du décret des 14-17 juin 1791 (Loi LE CHAPELIER) et de la loi du 22 germinal an XI sur les coalitions ; ils avaient été modifiés par la loi du 27 novembre 1849 qui avait soumis au même régime les coalitions des

de domestiquer le prolétariat qu'il était de bonne politique de réconcilier avec le régime impérial (1), les associations professionnelles n'en profitèrent pas moins de ce libéralisme relatif. Dix ans d'empire autoritaire les avaient réduites à se dissimuler sous la forme de mutualités; elles reparurent alors dans un grand nombre de métiers, organisant des grèves parfois victorieuses (2) et tentèrent de créer entre elles des fédérations nationales (3). La loi du 24 juillet 1867, affranchissant à demi les coopératives et les sociétés d'assurances mutuelles, celle des 6-10 juin 1868 autorisant avec quelques restrictions les réunions publiques furent autant d'éléments favorables au progrès du mouvement associatif. La classe ouvrière qui n'a guère bénéficié de la prospérité économique de la nation « parce que la hausse des salaires est compensée par l'augmentation des vivres et des loyers, la rareté des chômages par la discipline rigoureuse... cherche alors son

patrons et des ouvriers. Ces articles punissaient de 16 à 3.000 francs d'amende et de 6 jours à 3 mois de prison, les ouvriers coalisés; de deux à cinq ans de prison les « moteurs » des coalitions ainsi que les ouvriers ayant prononcé des défenses, amendes, damnations, soit contre les entrepreneurs, soit contre les autres ouvriers et de la surveillance de haute police pour une durée de deux à cinq ans ceux qui les ont poussés à ces délits.

Les nouveaux articles 414, 415 et 416 du Code pénal punissent de 6 jours à 3 mois de prison et de 16 à 3.000 francs d'amende quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces et manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée du travail. La surveillance de haute police pour une durée de 2 à 5 ans s'ajoutera aux peines précédentes, ou, au cas où ces faits auraient été commis par suite d'un plan concerté. « Les moyens d'intimidations légères » (amendes, défenses, prescriptions, interdictions) sont également réprimés.

(1) Il avait favorisé l'envoi d'une délégation ouvrière à l'Exposition universelle de Londres en 1862.

(2) En 1867, la Société de solidarité du Bronze obtint par ce moyen une augmentation de salaire et la journée de dix heures.

(3) C'est le cas des bronziers et des typographes. En 1869 s'ébauche également une Chambre Syndicale des ouvriers chapeliers de France.

salut en elle-même, dans les institutions corporatives qui lui permettront de défendre son capital humain contre l'usine et les servitudes excessives qu'on lui impose » (1). Les souvenirs de la seconde République, des espérances qu'elle avait fait naître et de ses réalisations trop brèves sont toujours présents dans l'âme du prolétariat des faubourgs. Ses revendications se précisent, ses doctrines s'affirment et se transforment sous l'influence d'une association qui sera la véritable animatrice du mouvement ouvrier, *l'Association Internationale des Travailleurs*.

« Née en 1864 d'un meeting dont l'insurrection de la Pologne a été la raison d'être, elle est d'abord faible, hésitante, très modérée dans ses principes. Elle se prononce encore en 1867 au Congrès de Lausanne pour un programme qui ne dépasse point le réformisme mutualiste; mais d'année en année, elle imprime à ses revendications une couleur plus foncée (2) ». Poursuivie et condamnée en 1868 par un arrêt de la Cour de Cassation, parce qu'elle a pour objet avoué « de créer un point central de communication et de coopération entre les ouvriers des différents pays aspirant à un but social et économique défini », elle n'en reçoit pas moins l'adhésion de nombreux syndicats, qui, sous son inspiration intensifient la lutte ouvrière.

Les nécessités de cette lutte amènent les organisations à mettre leurs ressources et leurs forces en commun. Pour soutenir pécuniairement les grèves qui se multiplient, on voit apparaître une *Caisse du Sou*, alimentée par des Unions de professions différentes. Des Chambres syndicales pari-

(1) Georges RENARD, *Syndicats, Trade Unions, Corporations* ip. 263).

(2) Georges RENARD, *op. cit.*

siennes se groupent en un organisme unique et l'on projette même la création d'une Fédération Nationale du Travail.

* * *

La guerre franco-allemande survint : elle apporta le trouble et la consternation dans le syndicalisme ouvrier en pleine évolution. Nul ne s'attendait à cette levée d'armes provoquée par l'Allemagne et acceptée par la France et lorsque nos premières défaites eurent amené la République, les ouvriers saluèrent son avènement avec un enthousiasme plein d'espérances. C'est en eux que la Commune trouva ses plus chauds partisans et la *Chambre Fédérale des Sociétés Ouvrières de Paris* s'unit à l'*Internationale* pour soutenir l'insurrection du poids de leur autorité. Cinq des membres du Comité Central de la Commune, VARLIN, THÉSY, AVRIAL, LANGERON et PINDY faisaient partie de ces deux organisations. La répression versaillaise avec ses 46.000 procès et ses 23.000 condamnations brisa momentanément la résistance ouvrière, dont la plupart des militants furent tués, emprisonnés ou mis en fuite : de cette absence de chefs qui la laissa amoindrie et diminuée, l'action syndicale devait se ressentir gravement pendant les débuts de la Troisième République.

De 1872 à 1914, l'histoire du syndicalisme peut se diviser en un certain nombre de périodes (1) dont quatre congrès marquent les étapes : il traverse successivement la phase corporative (1872-1879), la phase politique (1879-1895), puis s'achemine vers l'autonomie et l'unité (1895-1902) et assure l'une et l'autre sur des bases solides qui résisteront à la guerre et ne seront intégralement ébranlées qu'en 1921.

(1) André MAX, *Le Syndicalisme révolutionnaire* (1872-1906).

* * *

Dans la première période, le syndicalisme limite son action à la défense des intérêts corporatifs; son extrême modération ne lui concilie pourtant pas la bienveillance du gouvernement. On continue, hanté par les souvenirs de la commune, à être très effrayé du mouvement ouvrier et socialiste. Une loi du 13 mars 1872 punit de trois mois à cinq ans de prison et de 50 francs à 2.000 francs d'amende l'affiliation à *l'Association Internationale des Travailleurs*. Et quelques mois après la promulgation de cette loi, *le Cercle de l'Union syndicale Ouvrière* dont le but est pourtant bien prudent, puisqu'il se propose seulement de réaliser par « l'étude la concorde, la justice, toutes améliorations que les travailleurs sont susceptibles d'obtenir » est dissous par la Préfecture de Police (23 octobre 1872). L'opinion publique, elle, est loin de partager l'état d'esprit du gouvernement; des souscriptions sont ouvertes et couvertes pour l'envoi d'une délégation ouvrière à l'Exposition Universelle de Vienne de 1873, de Philadelphie en 1876. En faveur de la délégation à cette dernière Exposition, le Conseil municipal de Paris vote une subvention de 30.000 francs et le Parlement de 100.000 francs, somme que les délégués refusent, parce que Dufaure, auteur de la loi contre *l'Internationale*, fait alors partie du ministère. En octobre 1876, un congrès de syndicats ouvriers se tient à Paris, auquel assistent 350 délégués représentant 94 groupements. Toutes les précautions sont prises pour que l'ordre y soit respecté et que seuls les professionnels puissent y trouver place. Le patriotisme des congressistes est si ombrageux

geux qu'un délégué belge se voit refuser la parole à cause de sa nationalité, bien qu'il ait fait campagne en 1870 comme engagé volontaire pour la France (1). Beaucoup de réformes préconisées à ce congrès sont réalisées aujourd'hui : telles la loi de huit heures, les retraites ouvrières, l'octroi de la personnalité civile aux syndicats et la création de conseils de prud'hommes.

Il est intéressant de constater que la presse entière rend hommage à sa modération. *Le Figaro* reconnaît qu'il est dirigé « par des hommes bien sages ». *Le Moniteur* le trouve terne à force de sagesse et *la Défense* écrit : « On se sent au milieu de bons, braves et honnêtes gens ». MM. Yves Guyot et Jules Guesde, qui déburent alors dans la sociologie et dans la politique, font également son éloge. Seul le groupe blanquiste lui témoigne sa sévérité. Dans un libellé publié à Londres : « *Les Syndicaux et leur Congrès* », il trouve scandaleux que « dans la ville de la Révolution, cinq ans après la lutte de la Commune, sur la tombe des massacrés, devant le bagne de Nouméa, devant les prisons pleines, des hommes aient pu se trouver, osant prendre le caractère de représentants du prolétariat, pour venir faire en son nom, amende honorable à la bourgeoisie..., étireurs de formules philanthropes, ils couvrent le vide de leurs idées du galimatias de leurs discours ».

Le Congrès de Lyon (8 février 1878) est inspiré par des idées aussi modérées que celui de Paris et la minorité révolutionnaire qui trouve en BALLERET un éloquent défenseur ne recueille que huit voix sur une motion tendant à faire dévier le syndicalisme de la voie corporative. Certains syndicats

(1) André MAR, *op. cit.*

préfèrent se diviser plutôt que d'admettre une orientation vers le collectivisme.

En face de ces tendances nettement corporatives du mouvement ouvrier, le gouvernement se montre assez hésitant; s'il interdit la tenue d'un Congrès ouvrier à Paris en automne 1878, à la suite des violentes grèves qui accompagnèrent alors la réunion de l'Exposition Universelle, il témoigne d'autre part aux organisations économiques une certaine bienveillance et se préoccupe de les soustraire à l'influence des hommes politiques socialistes. Sa sollicitude va jusqu'à créer un bureau spécial chargé de l'étude des questions ouvrières. Mais ce double jeu n'empêche pas le syndicalisme d'aller vers ses destinées. Le retour des vieux militants de la Commune que l'amnistie ramène en France, l'influence de jeunes intellectuels (1) qui ont expié de plusieurs mois de prison leur sympathie trop agissante à l'égard de la classe ouvrière, vont stimuler son activité et coordonner ses efforts avec ceux de la politique socialiste.

* * *

Le Congrès de Marseille (20-30 octobre 1879) consacre le triomphe des tendances politiques du syndicalisme; il impose à chaque groupe de syndiqués « l'obligation au moins morale de présenter à toutes les élections des candidats ouvriers socialistes, partout où faire se pourra. L'accord entre les syndicalistes et les socialistes est ratifié par les chefs du socialisme international, Karl Marx, Engels, Paul Laffargue alors

(1) M. Jules Guesde, Deville, etc..., qui firent alors du quartier latin un véritable foyer de socialisme.

à Londres; mais les divisions qui se manifesteront au sein du syndicalisme et du socialisme vont en diminuer la portée. Dès 1880, au Congrès syndical du Havre (1), une scission se produit entre l'aile gauche et l'aile droite de l'Assemblée; et les socialistes, à mesure que leurs doctrines se précisent, que leur activité s'exerce de façon plus régulière et plus efficace, se distinguent en un certain nombre de groupes, séparés tantôt par de grosses divergences de principes, tantôt par de simples différences de recrutement et de méthodes, et qui n'arrivent pas à trouver un terrain d'entente favorable.

Les *blanquistes* restent fidèles à la tactique des coups de mains chère à leur vieux chef vénéré. Edouard VAILLANT, qui lui succède dans la direction de son groupe, teinte le blanquisme d'une certaine dose de marxisme et joint au goût traditionnel des émeutes un sentiment profond de l'autonomie syndicale.

Les *guesdistes*, que depuis 1882 le *Parti ouvrier français* réunit dans son sein, sont au contraire des partisans convaincus de la subordination du syndicalisme au socialisme, le premier n'étant bon qu'à obtenir à la classe ouvrière des petits avantages matériels et à éveiller en elle la conscience de classe.

Les *broussistes* se distinguent par leur modération extrême, leur sens des réalités qui les amène à fractionner le but poursuivi jusqu'à le rendre enfin possible, ce qui leur a fait donner le nom de « possibilistes ».

Les *Allemanistes* professent à peu près les mêmes opinions, mais reprochent aux broussistes leur état d'esprit d'intellectuels; dans le *parti socialiste ouvrier* qu'ils ont fondé, c'est

(1) 2 novembre 1880.

l'élément manuel qui domine et l'on s'y sent véritablement entre ouvriers.

Les Anarchistes enfin forment un clan qui, pour être peu nombreux, n'en est pas moins fort remuant et fort convaincu et dont j'aurai l'occasion d'exposer plus longuement la doctrine dans un prochain chapitre, en raison de l'influence profonde qu'elle continue d'exercer sur les destinées du syndicalisme.

Ces divisions parfois fort subtiles qui séparaient alors les adeptes du socialisme eurent pour effet de diminuer ses moyens d'action sur le mouvement ouvrier et d'orienter peu à peu celui-ci vers une autonomie plus complète dans sa doctrine et dans son activité.

La loi du 21 mars 1884 devait faciliter cette orientation, en donnant aux associations professionnelles, sur lesquelles pesaient encore l'interdiction de principe de la loi de Le Chapelier (décret des 14-17 juin 1791) et les sévères pénalités édictées par les articles 291 et 294, 414, 415 et 416 du Code pénal (1), la liberté de se constituer sans autorisation administrative (2). Au bénéfice de cette liberté, le législateur, il est vrai, mettait certaines conditions : tout d'abord les syndicats ne peuvent se constituer qu'entre personnes exerçant des métiers *similaires* et *connexes*; la déclaration des statuts est obligatoire et la nationalité française est exigée pour les administrateurs; enfin l'activité des syndicats doit être strictement professionnelle : ces conditions furent assez mal accueillies par les

(1) Les articles 291 et 294 sont relatifs aux associations, les articles 414 et suivants aux grèves.

(2) La loi du 21 mars 1884 supprimait l'article 416 du Code pénal qui visait ces moyens d'intimidation légère (mise à l'index, mise à l'interdit, etc...), dont la répression est incompatible avec le droit de coalition.

syndicats, qui « habitués à recevoir de l'Etat plus de rebuffades que de caresses considèrent avec défiance ce bloc enfariné (1) ». La nouvelle loi provoque cependant un remarquable essor du syndicalisme. Les syndicats se multiplient et se groupent tantôt par profession, tantôt par voisinage; ceux de mêmes professions forment entre eux une *Fédération d'Industrie et de Métier* qui tend à devenir nationale et même internationale. Quant aux syndicats de professions différentes, ils se réunissent en *Unions de Syndicats* ou en *Bourses du Travail*, nom qui désigne à la fois l'immeuble où ils ont chacun leur siège social et le bloc ouvrier local qu'ils représentent.

C'est ainsi que se constituent parallèlement en 1886 l'*Union Nationale des Syndicats*, munie d'un Conseil fédéral et de Conseils régionaux, qui fonctionne pendant neuf ans (de 1886 à 1896) et qui tient quatre Congrès (Montluçon, 1887; Bordeaux, 1888; Marseille, 1892; Nantes, 1894) et en 1892 la *Fédération Nationale des Bourses du Travail* dont l'activité fut d'une portée plus vaste et plus durable. « Par leur nature composite, les Bourses du Travail, en effet, devaient subordonner les intérêts particuliers aux intérêts de classe, faire passer au premier plan l'attaque non contre tel ou tel abus secondaire, mais contre les fondements mêmes de la société capitaliste (2) ». La création d'immeubles municipaux était déjà projetée sous la Deuxième République; elle fut réalisée pour la première fois en 1889 (3) et les grandes villes de

(1) Georges RENARD, *op. cit.*

(2) Georges RENARD, *op. cit.*

(3) La Bourse du Travail de Paris occupa primitivement un immeuble de la rue Jean-Jacques-Rousseau. La Bourse actuelle du Travail, sise rue du Château-d'Eau, fut construite en 1892, elle est réglementée par un décret du 7 décembre 1895 modifié par décret du 17 juillet 1900.

province suivirent peu à peu l'exemple de la capitale. Le Gouvernement vit d'abord d'un œil favorable ces lieux de réunion qui pouvaient être un instrument précieux de paix sociale, mais le syndicalisme particulièrement violent que les bourses du Travail incarnèrent, le langage parfois fort intempérant de leurs représentants, les doctrines révolutionnaires dont elles furent le foyer, eurent vite fait de changer cette bienveillance officielle en une véritable hostilité. Chaque Congrès de la Fédération Nationale des Bourses du Travail marquait en effet une victoire pour l'extrémisme syndical : à Marseille en 1892, à Paris en 1893, à Nantes en 1894, l'idée de grève générale préconisée par deux brillants militants, MM. Fernand PELLOUTIER et Aristide BRIAND, avaient recueilli un nombre de voix toujours croissant malgré l'opposition des guesdistes.

Pendant vingt années d'activité, le syndicalisme s'était ainsi libéré peu à peu des étreintes de la politique qui prétendait l'asservir. Le moment devait être venu pour lui de réaliser cette autonomie et cette unité à laquelle il aspirait confusément, mais ardemment.

* * *

C'est en 1895 que la première étape est franchie vers ce double but : au Congrès de Limoges (1) où sont représentées vingt-huit Fédérations, dix-huit Bourses du Travail, cent vingt-six Syndicats isolés, les Fédérations de métiers, les Fédérations d'industrie et les Bourses du Travail décident la création d'un organisme unique, *la Confédération Générale*

(1) 27-28 septembre.

du Travail. Son siège est fixé à Paris et il est convenu que les diverses organisations s'uniront dans la Confédération Générale du Travail, sans perdre toutefois leur autonomie. Les effectifs syndicaux s'augmentent alors d'éléments nouveaux : les anarchistes, dont les lois de 1893 et 1894 ont permis de poursuivre la propagande et dont les sanglants attentats ont été sévèrement réprimés ». Les anarchistes viennent en masse chercher asile dans ces Syndicats qui grâce aux grèves violentes réalisent tant bien que mal cette guerre sociale dont ils ont tant entendu parler (1) ».

La Confédération Générale du Travail, sous leur inspiration (2), se signalera par une intense agitation corporative et extra-corporative; constituée sur des bases solides au Congrès de Montpellier en 1902, divisée en deux sections comprenant la première les Fédérations de Métiers, les Fédérations d'industrie et les Syndicats isolés, la seconde les Unions locales, départementales et régionales des Syndicats et des Bourses du Travail, dotée d'un organe officiel, *la Voix du Peuple*, elle manifeste dès lors une opposition irréductible au « réformisme ministériel » qui fut celui de M. Millerand, lors de son avènement au pouvoir. Toutes les sympathies des gouvernants lui sont suspectes; dans leurs mesures les plus bienveillantes, elle voit des tentatives de corruption; c'est ainsi qu'elle interdit à son ancien leader, M. Pelloutier, malade et sans ressources, d'accepter de M. Millerand, alors ministre du Commerce, le poste de Commissaire-enquêteur. Les dirigeants du Syndicalisme sont en majorité revenus à la

(1) Georges RENARD, *op. cit.*

(2) La place prépondérante occupée par les anarchistes à la C.G.T. tient pour une certaine part au mode de votation adopté au Congrès de Marseille et dont traitera le chapitre IV de cette étude, consacré à la structure du syndicalisme.

vieille doctrine de l'Association Internationale des Travailleurs.

« Constituer les travailleurs en parti de classe, les orienter vers l'action directe sous toutes ses formes contre le patronat et l'Etat et préparer la transformation de la Société par la grève générale ».

Le Congrès Confédéral d'Amiens de 1906 définit clairement cette position dans son ordre du jour adopté à l'énorme majorité de 830 voix contre 8, sur la proposition de M. Griffuelhes :

« La C. G. T. groupe en dehors de toute école politique les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.

« Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte des classes qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière ».

Le Congrès précise par les points suivants cette affirmation théorique.

« Dans l'œuvre de revendication quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts des ouvriers, l'accroissement du bien-être des travailleurs, par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc.... Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme; il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyens d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans

l'avenir le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

« Le Congrès déclare que cette double besogne quotidienne et d'avenir découle de la situation de salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le Syndicat. Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer en dehors du groupement corporatif à telle forme de lutte qui répond à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander par réciprocité de ne pas introduire dans le Syndicat les opinions qu'il professe au dehors.

« En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare, qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas à se préoccuper en tant que groupements des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent préparer en toute liberté la transformation sociale ».

* * *

De 1906 à 1914, le syndicalisme évoluera sur les bases de ce programme; la Confédération Générale du Travail qui l'incarne élèvera la voix dans tous les événements politiques ou économiques du pays pour préconiser les solutions les plus révolutionnaires, faire l'apologie de la grève générale, du sabotage, de l'antimilitarisme. Qu'il s'agisse du vote

d'une réforme sociale ou d'une loi militaire, du statut des fonctionnaires ou de la poursuite d'un militant, elle a coutume de donner son avis aux pouvoirs publics sans aucun ménagement et d'accompagner cet avis de manifestations souvent tapageuses. Son antimilitarisme s'affirme à ses Congrès de Marseille (1908), de Toulouse (1910), du Havre (1912); à ce dernier Congrès, on vote par acclamation un ordre du jour de M. Jouhaux rappelant « que les prolétaires n'ont pas de patrie, que les seules frontières sont les frontières économiques ». Elle prend part à des grèves violentes (1) et rejette la responsabilité des événements sanglants qui parfois y mettent fin sur l'hostilité du Gouvernement à la classe ouvrière.

Elle organise le chômage des « premier mai » à l'occasion desquels de nombreux publicistes annoncent la « Révolution qui vient » et donne à ces anniversaires tantôt le calme majestueux d'une fête du travail, tantôt l'agitation de l'émeute, annonciatrice des révolutions. Pendant quelques années, on a pu dire qu'elle accaparait l'attention de l'opinion publique qui l'avait jusqu'alors ignorée. Des parlementaires, s'émeuvent de ses « agissements »; en 1906 ils réclament la dissolution de la Confédération Générale du Travail, comme d'un dangereux foyer de désordre. Le Gouvernement s'y refuse pourtant et tout en poursuivant les excès individuels de ses membres, il estime qu'il y a lieu de faire confiance à la principale organisation du prolétariat.

La Confédération Générale du Travail qui réunit 600.000

(1) Grève de Draveil-Vigneux en 1907. Grève des inscrits en 1912. Grève générale des mineurs du Nord en 1913. Grève générale des mineurs, sauf ceux du Nord et du Pas-de-Calais, en février 1914.

syndiqués, occupe ainsi en 1914 une place prépondérante dans le syndicalisme français; elle n'est cependant pas seule à l'incarner et l'on commettrait une grave lacune en oubliant de signaler dans ce bref historique le syndicalisme des ouvriers qui s'en sont détachés et qu'on oppose sous le nom de *syndicalisme jaune* au syndicalisme rouge de la Confédération Générale du Travail, le syndicalisme catholique des employés, celui des agriculteurs et celui des fonctionnaires.

* * *

C'est en 1898 et 1899 qu'apparurent les premiers syndicats, dont la couleur a pour origine les morceaux de papier jaune collés sur les vitres cassées par des grévistes dans un café, lors des grèves de Montceau-les-Mines. Formés tantôt spontanément, tantôt sur l'intervention du patronat pour réagir contre les excès du syndicalisme rouge, les syndicats jaunes recrutèrent tout d'abord leurs adeptes dans la Loire (1), puis chez les tisseurs de Tourcoing, chez les ouvriers de Valenciennes, et chez les métallurgistes du Creusot chassés d'une Société de Secours mutuels par leurs camarades grévistes, enfin dans la région parisienne. A Paris le Conseil municipal accorde aux premiers syndicats jaunes une subvention de 38.500 francs, mais M. Millerand, alors ministre du Commerce, refuse au Préfet de la Seine l'autorisation de leur mandater cette somme.

C'est du 1^{er} avril 1902 que date la constitution d'une *Fédération Nationale des Jaunes*, formée sur l'instigation de leur leader M. Biétry, et réunissant alors 300 Syndicats et 100.000

(1) Le Bâtiment, l'Ameublement, l'Habillement comptèrent respectivement 200 membres, 80 membres et 150 membres.

membres. Cette Fédération prend en 1903 le titre d'*Union Fédérative des ouvriers et Syndicats professionnels indépendants* et dans ses organes successifs le *Travail Libre* et le *Jaune*, elle combat énergiquement « la démagogie socialiste ». A son Congrès de 1904, elle répudie :

« Tous les principes socialistes, quels qu'ils soient, collectiviste, communiste, révolutionnaire, municipal ou autre, parce qu'ils ont pour effet de limiter, même de supprimer la liberté de l'homme en rendant impossible la conquête de la propriété individuelle ».

Aux Congrès de 1904 et 1905, l'« Union Fédérative » représente tour à tour 304.000 et 375.000 travailleurs (1). En 1906, deux députés jaunes sont élus au Parlement, comme porte-parole de l'organisation; leur propagande à la Chambre amène une scission au sein de l'Union qui restera uniquement professionnelle, tandis que les militants politiques exerceront leur activité à l'extérieur. Les syndicats jaunes se réunissent pour la dernière fois en 1909 (2); leur Congrès consacre le triomphe des tendances décentralisatrices et pose le principe des syndicats ouverts à tous, y compris les patrons et à *fortiori* les employés, les agriculteurs et les intellectuels. L'Union proclame solennellement que « le syndicalisme révolutionnaire est décliné, que le socialisme doctrinal et politique est complètement démasqué et son influence ramenée aux justes proportions où l'on doit maintenir les partis inférieurs et parasitaires ».

(1) Au Congrès de 1905 sont représentés 852 organisations, 37 fédérations ou unions de syndicats, 499 syndicats ouvriers, 75 syndicats agricoles, 41 syndicats patronaux et cercles jaunes, 148 coopératives ou sociétés en participation.

(2) Depuis cette date l'influence et les effectifs des syndicats jaunes n'ont cessé de diminuer.

Cette déclaration nous semble aujourd'hui manquer à la fois de mesure et de clairvoyance.

* * *

Ce n'est pas au milieu des syndicats jaunés, mais à côté d'eux qu'il faut placer les syndicats d'employés et d'ouvriers catholiques fondés en 1889 et 1890, par d'éminents philanthropes, tels que le Comte de Mun, le Frère Hiéron, etc... et qu'on désignait autrefois sous le nom des rues de leur siège social (rue des Petits Carreaux, rue de Sèze et rue de l'Abbaye); ces syndicats réunissent en 1914 plus de 80.000 membres recrutés principalement chez les employés et les ouvrières. Au contraire des syndicats jaunes qui depuis quelques années sont en décadence marquée, ils ont pris pendant et après la guerre un essor important sur lequel nous reviendrons longuement dans les chapitres suivants (1).

* * *

Quant aux syndicats agricoles, ils sont presque toujours restés à l'abri des rumeurs et des conflits, poursuivant dans le calme leur but exclusivement corporatif, évitant de faire parler d'eux et se montrant fort réservés à l'égard des avances des chefs syndicalistes.

De tous temps, depuis Sully, Turgot et les ministres physiocrates, les intérêts agricoles avaient bénéficié de la sollicitude des pouvoirs publics. En 1852, le législateur avait créé les Chambres consultatives d'Agriculture, en 1880 les Comices agricoles, et, grâce à l'amendement de M. Oudet,

(1) Ch. II, Ch. III et Ch. IV.

sénateur du Doubs, inséré à la dernière minute dans la loi du 21 mars 1884, les agriculteurs avaient conquis à cette date le droit de former des syndicats. Ils usèrent largement de cette liberté en gardant toutefois à leurs syndicats, mixtes, pour la plupart, un caractère tout différent de celui des syndicats ouvriers : ouvriers agricoles, employés de culture, fermiers, métayers, propriétaires s'y réunissent pour défendre les intérêts agricoles de leur région ou de la branche d'agriculture dans laquelle ils sont spécialisés (1).

Le nombre des syndicats agricoles se montait en 1914 à 6.667, comptant 1.049.215 cotisants et en réalité un chiffre d'adhérents sensiblement plus élevé, puisque si le chef de famille est en fait seul inscrit au syndicat, le chiffre total des bénéficiaires du groupement atteint en réalité 4 à 5 millions d'agriculteurs.

Il faut ajouter que parmi ces syndicats il en est qui, composés exclusivement d'ouvriers agricoles avaient adhéré, dès avant la guerre, à la Confédération Générale du Travail : celui des bûcherons fondé en 1892, celui des ouvriers agricoles et celui des vigneron de la Marne fondés en 1893 qui constituèrent en 1905 un Comité interfédéral et tinrent deux importants Congrès à Saint-Fargues en 1908, au Havre en 1912.

* * *

Le droit syndical fut étendu par la loi du 30 novembre 1892 aux médecins et aux sage-femmes, qui dans la pensée du législateur de 1884 s'en trouvaient privés. Mais ni la juris-

(1) Les syndicats agricoles ont formé entre eux des sociétés départementales, des unions régionales, et les syndicats spécialisés se sont groupés par branche de la production agricole.

prudence, ni la loi n'admirent que les fonctionnaires pouvaient en bénéficier. En 1894, Casimir Périer refuse le droit syndical aux cheminots; en 1887 et 1894, les ministres Spuller et Rambaud le déniaient aux instituteurs et Dubief aux employés des Postes. Les Amicales elles-mêmes sont poursuivies jusqu'en 1889, date à laquelle elles forment une fédération. Lorsque la loi du 1^{er} juillet 1901 eût proclamé la liberté d'association pour tous les Français, les fonctionnaires purent jouir librement de cette liberté et on ne leur contesta plus que le nom de syndicats qu'ils donnent parfois illégalement à leurs groupements, ainsi que le droit de se mettre en grève et de s'affilier directement à la Confédération Générale du Travail (1).

La question se trouvait ainsi posée sur un autre terrain et ce furent plutôt certaines tendances révolutionnaires et notamment le droit de grève et l'affiliation à la C. G. T. qu'on poursuivait que le droit syndical lui-même. La doctrine et la jurisprudence établirent à ce sujet des distinctions fort subtiles et parfois même contradictoires entre les catégories de fonctionnaires auxquels ce droit pouvait être accordé. On admet pratiquement que tous les ouvriers des services publics (cheminots, postiers, ouvriers des arsenaux) et d'une manière générale tous les fonctionnaires de gestion peuvent en bénéficier, tandis — que les fonctionnaires détenteurs d'une parcelle de l'autorité publique en restent privés. Le droit de grève, incompatible avec l'idée de continuité de la Puissance Publique est au contraire refusé à tous (2).

(1) Une partie des Amicales d'Instituteurs avait pris cette décision en 1907.

(2) Conseil d'Etat. Voir arrêt Winckel et autres 1908, Conclusions TARDIEU,

Le problème est pourtant loin d'être résolu et l'on verra par l'histoire des faits du syndicalisme de ces dernières années que les gouvernants ont grand peine à enrayer le mouvement puissant qui pousse les fonctionnaires à rejoindre le prolétariat dans ses organisations syndicales.

* * *

Telle était, brièvement résumée la situation du syndicalisme à la veille de la guerre. Il apparaissait comme une des grandes idées-forces, en progrès toujours croissant, dont l'importance résidait moins dans la quantité de ses membres, encore assez modeste vis-à-vis de l'ensemble des Français. (La C. G. T. en comptait alors 600.000, les syndicats d'employés 80.000) que dans leur ardeur et leur qualité (1).

On verra dans le chapitre suivant les doctrines qui les inspirèrent : ces doctrines, dont la plupart remontent à une date bien antérieure à 1914 et dont certaines ont pour auteurs des théoriciens du Second Empire, ont subi dans ces dernières années d'importantes transformations. Les unes ont évolué dans le sens de la précision et du réalisme, les autres dans celui du mysticisme ; d'autres doctrines enfin, dont l'essor a été provoqué par des circonstances nouvelles, se sont manifestées. Leur diversité et leur complexité valent qu'on s'y arrête un peu longuement et leur intérêt n'est pas moins

rendu à propos d'une grève de postiers. Les grèves des cheminots qui éclatèrent à plusieurs reprises et donnèrent lieu à de vifs incidents furent également considérées comme illégales. Le président du Conseil dut recourir alors à la militarisation du personnel.

(2) Voici quelques chiffres empruntés à *L'Annuaire des Syndicats professionnels en France et aux colonies* qui montreront l'importance et les progrès du mouvement syndical de 1890 à 1914.

grand au point de vue purement théorique qu'à celui de leurs conséquences politiques et économiques dans la vie nationale.

Nombre de syndicats					
	Patronaux	Ouvriers	Mixtes	Agricoles	Totaux
1890	1.004	1.006	97	648	2.755
1903	2.757	3.934	156	2.433	9.280
1910	4.450	5.260	184	4.948	14.842
1911	4.742	5.325	194	5.407	15.668
1912	4.488	5.217	255	5.879	16.209
1914	4.967	4.846	233	6.667	16.713

Nombre d'adhérents aux syndicats					
1890	93.411	132.592	14.096	234.234	481.433
1903	205.463	643.757	33.431	598.834	1.481.483
1910	368.547	977.350	38.005	813.038	2.196.940
1911	403.759	1.029.238	40.145	912.944	2.386.086
1912	410.160	1.064.413	46.646	934.317	2.455.536
1914	403.143	1.026.302	51.111	1.029.727	2.510.283

CHAPITRE II

Les doctrines du Syndicalisme

La doctrine a joué dans l'histoire du syndicalisme un rôle essentiel. Depuis un demi siècle et plus particulièrement depuis ces vingt dernières années, elle lui a inspiré à la fois son but et ses moyens d'action. Les groupements corporatifs, qui n'avaient poursuivi jusque là que des améliorations partielles et dont l'activité avait été subordonnée à des circonstances de fait, spéciales à chacun d'entre eux, ont engagé le combat avec un programme à la fois plus vaste et plus précis, s'efforçant d'apporter dans sa réalisation la logique et l'unité qui leur avaient trop souvent fait défaut.

Si l'influence des théoriciens a été si profonde, c'est que nombre d'entre eux se trouvèrent dans les rangs des syndicats et y forgèrent leurs doctrines au contact de la réalité, les inculquant dans l'esprit de leurs camarades par des discours, des articles de journaux, des petites brochures, mieux qu'ils ne l'auraient fait par de volumineux traités, écrits dans le silence du cabinet. Aux yeux des syndiqués en effet, de longues années d'expérience et de dévouement actif à la classe ouvrière donnaient à ces doctrines une force particulière, et la personnalité des militants, tels que MM. Pelloutier, Victor

Griffuelhes, Emile Pouget, Sydney Webb et Mme Béatrice Webb, fut certainement pour beaucoup dans la popularité de leurs théories syndicalistes.

Parmi ces théoriciens, il est vrai, figurent également de purs doctrinaires, des hommes d'études, n'ayant été mêlés que de loin aux luttes sociales, et qui agirent pourtant sur l'orientation du mouvement ouvrier moins directement sans doute, mais non moins puissamment que les militants eux-mêmes. Leur influence tient alors non seulement à l'originalité de leurs doctrines constructives ou destructives, mais encore au légitime prestige qui s'attache à leur compétence et à leur situation. Quand un prince de l'Eglise comme Léon XIII, un ingénieur en chef des Ponts et Chaussées comme M. Georges Sorel, un historien comme M. Georges Renard, un juriste comme M. Maxime Leroy, un homme d'Etat comme M. Millcrand, un grand industriel comme M. Walther Rathenau, apportent leurs solutions au problème économique, on conçoit qu'ils soient écoutés avec attention par un public ardent et avide de théories nouvelles. On conçoit aussi que ces solutions soient fort différentes et parfois même opposées. L'une sera plus mystique, l'autre plus pratique, celle-ci plus prudente, celle-là plus audacieuse. La doctrine elle-même recevra des leçons de l'expérience; des échanges incessants d'idées se feront entre théoriciens et militants parfois confondus en la même personne. Le syndicalisme sera suivant les cas, purement corporatif, ou au contraire dominé par une idée religieuse ou philosophique ou politique; souvent aussi, libéré de toute ingérence, il aura su se créer une doctrine entièrement autonome, quant au but à poursuivre et quant aux moyens à employer.

Ce chapitre sera consacré à l'étude des doctrines du syndicalisme des ouvriers et des employés, sous sa triple forme révolutionnaire, réformiste et chrétienne, puis à celle des doctrines du syndicalisme des techniciens et des intellectuels sous sa forme récente de l'Union Syndicale des Techniciens de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture et de la Confédération des Travailleurs Intellectuels.

* * *

I. — LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

A) *Les sources.* — C'est bien à *Proudhon*, semble-t-il, qu'il faut remonter pour saisir à sa naissance la doctrine du syndicalisme révolutionnaire. Le grand négateur, dont l'œuvre puissante et touffue peut fournir des armes aiguës à presque tous les partis politiques et sociaux (1), témoigna toujours au corporatisme ouvrier une grande confiance. Sa haine de l'Etat et de la centralisation devait fatalement l'amener à réserver dans le régime de l'avenir une place prépondérante à ces organes décentralisés que sont les syndicats. Au syndicalisme, Proudhon inculqua son intransigeance brutale et son âpre sincérité. Il lui donna aussi ce caractère de bellicisme exaspéré qui apparaît dans ces lignes, assez surprenantes sous la plume d'un grand doctrinaire socialiste :

(1) M. Georges RENARD a pu le définir spirituellement en ces termes (*Histoire socialiste : La République de 1848*) :

« Ami et ennemi de tout le monde, telle paraît être sa devise. Il semble un sophiste qui s'amuse à jongler avec les idées, à dire tour à tour blanc et noir, qui se tient toujours prêt à argumenter contre n'importe qui et n'importe quoi pour la joie maligne d'exercer « l'esprit contrariant qu'il a reçu des cieux. »

« La guerre est le phénomène le plus profond, le plus sublime de notre vie morale ».

Proudhon a conçu le syndicalisme comme une guerre et comme une guerre organisée : aussi n'a-t-il que mépris pour la lutte de francs-tireurs que préconisent les anarchistes, de même que pour les pacifiques efforts des modérés du socialisme. Son austérité profonde (1), sa conviction d'un perfectionnement moral indispensable à tous ceux qui prétendent engager le combat, se retrouveront chez certains de ses disciples et ne cesseront de guider les militants préoccupés de donner à leurs doctrines d'une audace parfois périlleuse un caractère d'intransigeante honnêteté.

Si le syndicalisme doit à l'auteur du célèbre axiome « La Propriété c'est le vol » quelques-unes de ses vertus combattives, il reçut aussi du marxisme une impulsion profonde. C'est Karl Marx qui, en faisant ressortir la prédominance du phénomène économique sur le phénomène politique, en invitant les prolétaires de tous les pays à s'unir sur tous les terrains dirigea nombre de prolétaires vers les syndicats, fit bénéficier le syndicalisme naissant de l'aide de la politique et orienta les syndiqués vers une action méthodique et internationale.

L'idée anarchiste qui dans son principe semblait devoir être contraire à l'action syndicale, puisque celle-ci risquait d'entraver la libre expansion de l'individu, exerça sur les destinées du syndicalisme une influence plus grande encore.

Trois grands esprits, BAKOUNINE, KROPOTKINE, Elisée RECLUS,

(1) Proudhon a toujours insisté sur la nécessité de sauvegarder la famille dans son intégrale sainteté... Il a même témoigné à ce propos un violent antiféminisme, en posant ce dilemme qui choquerait aujourd'hui « Ménagère ou courtisane ».

formulèrent les préceptes de la doctrine anarchiste qui, au sein de l' « Internationale », avait tenu déjà à marquer son opposition contre le socialisme autoritaire de Karl Marx. On sait l'existence agitée des deux premiers, tous deux russes, tous deux officiers, qui connurent tous deux de longs mois de prison dans la forteresse Pierre et Paul, et qui poursuivirent à travers l'Europe leur inlassable apostolat.

Partis de l'axiome de Max Stirner « l'individu est tout, il a droit de tout faire... il est seul réel en face d'une société irréaliste », ils tentèrent d'allier l'idée socialiste et l'idée de liberté.

« La liberté sans le socialisme, écrivait Bakounine, c'est le privilège et l'injustice, et le socialisme sans la liberté, c'est l'esclavage et la brutalité (1) ».

Pour lui comme pour Elisée Reclus, la liberté paraît être le but suprême, l'Etat, le suprême ennemi. « Toute obéissance est une abdication..., c'est une loi de nature que l'arbre porte son fruit, que tout Gouvernement fleurisse et fructifie en caprices, en tyrannie, en misère, en scélératesse, en meurtres et en malheurs » proclame Elisée Reclus (2). Et Bakounine écrit dans le *Social Politische Briefwechsel* : « Nous voulons détruire tous les Etats et toutes les Eglises avec leurs constitutions et leurs lois (3) ».

Assez imprécis, quant au but poursuivi (les anarchistes parlent de substituer à l'oppression de l'Etat l'entr'aide de

(1) *Œuvres*, p. 59. Fédération, Socialisme et Antithéologisme.

(2) *L'Evolution, la Révolution, l'Idéal anarchiste*.

(3) Seule l'autorité de la science trouve grâce devant l'universelle négation des anarchistes. « Nous reconnaissons l'autorité absolue de la science vis-à-vis des lois naturelles ; il n'est pour l'homme qu'une liberté possible, c'est de les reconnaître et de les appliquer toujours davantage. Il faut par exemple être un fou, un théologien ou pour le moins un métaphysicien, un puriste ou un économiste bourgeois, pour se révolter contre cette loi d'après laquelle deux fois deux font quatre » (*Œuvres*, t. III, p. 51).

la Fédération dont le syndicat serait un des éléments essentiels), ils sont plus explicites en échange, quant aux moyens à mettre en œuvre, encore qu'ils ne soient guère d'accord sur le choix de ces moyens.

Si certains mystiques, tels que RUSKIN, TOLSTOÏ, répudient toute violence comme la manifestation du génie du mal que l'œuvre du Christ doit paralyser à jamais, beaucoup d'autres acceptent la violence et certains même l'attentat individuel comme un moyen de réveiller le peuple endormi, de frapper à la tête les responsables d'un régime social inique et condamné. Il est juste d'ajouter que les plus grands parmi les théoriciens de l'anarchie n'ont jamais ouvertement prôné la violence que comme un devoir temporaire et toujours déplorable à accomplir. Ainsi Bakounine, dans le *Social Politischè Briefwechsel* (1) déjà cité, écrivait :

« Les révolutions sanglantes sont parfois nécessaires à cause de la bêtise humaine, mais elles sont toujours un mal, un mal immense et un grand malheur. Non seulement à cause de leurs violences, mais aussi à cause de la pureté et de la perfection du but à poursuivre et au nom duquel on les accomplit ».

* * *

B) *Le syndicalisme de M. Georges Sorel et de ses disciples.*
— Proud'hon, Karl Marx, Bakounine, Kropotkine, Elisée Reclus, laissèrent dans les cerveaux formés de 1870 à 1900 une empreinte profonde; c'est en eux que le syndicalisme révolutionnaire trouva longtemps et cherche encore souvent

(1) p. 297 et 305.

son inspiration ; Jean GRAVE, Emile POUGET, Victor GRIF-FUELHES, PELLOUTIER, Sébastien FAURE qui les suivirent ne firent que développer les principes de ces grands devanciers, en les enrichissant d'une expérience personnelle de plusieurs années de vie militante.

Il appartenait à M. Georges SOREL, Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, que l'étude des mathématiques et l'exercice d'une profession uniquement scientifique n'avaient pas éloigné des questions philosophiques et sociales, de donner au syndicalisme révolutionnaire une doctrine autonome, indépendante de l'anarchisme et constituant à elle seule un idéal, une mystique capable d'enflammer les générations de travailleurs.

Il est impossible de saisir l'originalité de cette doctrine sans la rattacher au mouvement politique et philosophique de l'époque où elle fut formulée. Les *Réflexions sur la Violence* de M. Georges Sorel, mort il y a quelques mois, parurent au lendemain de l'Affaire Dreyfus, en un temps où le socialisme inclinait vers le réformisme parlementaire, où sans être représenté officiellement au Gouvernement il y comptait au moins des alliés, anciens membres de son parti ; ses dirigeants s'étaient ouvertement prononcés contre la violence que Jean Jaurès appelait « signe de faiblesse passagère » et que M. René Viviani définissait « fille déchue et dégénérée de la force (1) ».

L'horizon philosophique d'autre part venait de s'éclairer d'une lumière nouvelle ; les premiers ouvrages de M. Henri Bergson, « *Matière et Mémoire* », « *Les Données Immédiates de la Conscience* » avaient rendu à l'intuition sa véritable place

(1) Procès Eousquet Lévy. Dépôts à la Cour d'Assises de la Seine en 1907.

dans le domaine de la pensée, la situant dans ces plans les plus profonds de la conscience dont l'intelligence n'a que les pâles reflets.

C'est comme une protestation contre le socialisme politique, comme une exaltation sur le plan social de la doctrine bergsonienne (qui, comme on l'a dit, eût peut-être renié une exploitation aussi compromettante et aussi fantaisiste de ses idées) qu'apparaissent les théories de M. Georges Sorel. Il a clairement exposé dans sa *Préface à Daniel Halévy* les sentiments qui l'inspiraient et comme il s'était préparé au renouvellement de son esprit :

« Pendant vingt ans, j'ai travaillé à me délivrer de ce que j'avais retenu de mon éducation; j'ai promené mes idées à travers mes livres, moins pour apprendre que pour nettoyer ma mémoire des idées qu'on lui avait imposées. Depuis une dizaine d'années, je travaille vraiment à apprendre; il m'a fallu être mon propre maître et en quelque sorte me faire la classe moi-même (1) ».

Ce travail autonome de construction, qui ne doit qu'aux propres réflexions de l'auteur, les solutions du problème, s'est effectué dans une atmosphère nettement pessimiste : M. Georges Sorel l'avoue; il s'en vante même, parce que l'optimisme lui paraît néfaste et infécond :

« J'ai eu, il y a longtemps déjà, le sentiment que si la philosophie grecque n'a pas obtenu de grands résultats moraux, c'est qu'elle était généralement optimiste. Socrate l'était même parfois à un degré insupportable (2) ».

C'est à ce pessimisme sans doute qu'il doit cette vision impi-

(1) Réflexions sur la violence.

(2) Georges Sorel, *op. cit.*

toyable de la décadence bourgeoise, son mépris des réformes qui ne sont pour lui « que le fruit de la poltronnerie gouvernementale », son ironie à l'égard du socialisme mondain, son hostilité vis-à-vis des chefs socialistes contemporains. « En montrant à quelques fonctionnaires de syndicats, écrit-il, que les bourgeois ne sont pas des hommes aussi terribles qu'ils l'avaient cru, en les comblant de politesses dans des commissions constituées dans les ministères ou au Musée social, en leur donnant l'impression qu'il y a une équité naturelle républicaine... on a pu changer l'attitude de certains révolutionnaires (1) ».

Au contraire de M. Millerand qui recommandait alors à ses camarades « d'avoir peur de faire peur », M. Georges Sorel se complait dans l'art d'effrayer ses contemporains. Peut-être a-t-il gardé du nietzchéisme, la nostalgie des temps préhistoriques, dont la mâle brutalité contrastait tant avec la dégénérescence du ^{xx}e siècle..., peut-être aussi conserva-t-il du marxisme l'idée fondamentale du Manifeste Communiste, confiant aux travailleurs eux-mêmes le soin de leur affranchissement.... Toujours est-il que sa défiance à l'égard des intellectuels, son aspiration vers une humanité plus brutale et plus pure transparait dans toutes les pages de son œuvre.

M. Georges Sorel est un pessimiste comme Nietzsche; il est aussi un mystique comme Pascal, témoin ces trois lignes de sa Préface à Daniel Halévy déjà citée :

« Vous savez aussi bien que moi que ce qu'il y a de meilleur dans le tourment de la conscience moderne est le tourment de l'infini ».

Son mysticisme le conduisit à débarrasser le syndicalisme de

(1) Georges Sorel, *op. cit.*

tous les préjugés qui l'encombrent, à faire pour lui ce que la Réforme a fait pour le christianisme, en l'empêchant de subir l'influence des humanistes. Ses études historiques, tant anciennes que modernes, lui ont appris que « les hommes qui participent aux grands événements sociaux se représentent leur action prochaine sous forme d'images de batailles assurant le triomphe de leur cause ».

« Je propose d'appeler « mythes », écrit M. Georges Sorel, ces constructions dont l'existence offre tant d'importance pour l'histoire (1) ».

Le mythe est ce qui jaillit au fond de nous-mêmes, dans ce « moi » que nous connaissons si peu et dont nous n'apercevons, comme dit M. Henri Bergson, « qu'un fantôme décoloré ». Le mythe doit avoir pour le syndicalisme la vertu d'un moteur suprême, d'un générateur d'héroïsme, il faut qu'il soit pour les ouvriers du xx^e siècle ce que fut pour les catholiques le mythe de la lutte satanique ou encore celui de la gloire dans l'épopée de la Révolution. C'est par le mythe seulement qu'il sera possible d'éviter le danger d'affaiblissement, « d'embourgeoisement » qui menace le syndicalisme. Mieux vaut se contenter des organisations faibles et chaotiques que de tomber sous la domination des syndicats qui copieraient les formes de la bourgeoisie. Le mythe que M. Georges Sorel propose aux foules, le drapeau qui devra les conduire à la victoire, l'instrument de violence adapté aux nécessités de la lutte d'aujourd'hui, c'est la grève générale.

L'idée de grève générale était fort ancienne; sans remonter

(1) La Ruine du Monde Antique.

(2) Voir à ce propos les passages de « Clarté », le célèbre roman de M. Henri Barbusse qui eut également une grande influence sur les cerveaux des syndicalistes, où l'auteur oppose aux mots artificiels le « cri » jailli des profondeurs de la conscience.

à Mirabeau qui y fit de claires allusions en parlant du peuple « qui pour être formidable n'aurait qu'à rester immobile », on peut rappeler que l'Association Internationale des Travailleurs fut poursuivie et condamnée sous Napoléon III pour avoir prêché ce moyen de lutte et que, sous l'influence de MM. Pelloutier et Aristide Briand, les syndicats en adoptèrent le principe à leurs congrès de 1895 à 1906, à des majorités toujours croissantes (1). A chaque premier mai, la menace de grève générale pesait sur la population française, comme celle d'une mobilisation des forces prolétariennes en vue d'une prochaine révolution. M. Georges Sorel n'eut donc pas à créer le mythe; il n'eut besoin que de le fortifier. La grève générale lui paraissait en effet présenter un intérêt considérable, indépendamment des avantages attachés à son exécution. « Quand l'idée de la grève générale n'aurait eu pour résultat que de rendre plus héroïque la notion socialiste, elle devrait par là seulement être répandue comme ayant une valeur inappréciable.... C'est que les grèves ont engendré dans le prolétariat les sentiments les plus nobles, les plus profonds, les plus moteurs qu'ils possèdent. La grève générale les groupe tous dans un tableau d'ensemble et par leur rapprochement donne à chacun d'eux son maximum d'intensité, faisant appel à des souvenirs cuisants de conflits particuliers, elle les colore d'une vie intense par les détails de la composition présentée à la conscience (2) ».

La grève générale à laquelle M. Georges Sorel fait allusion n'a rien de politique; elle ne ressemble pas aux simili-insur-

(1) Victor Griffuelhes l'avait définie « le refus des producteurs de travailler pour procurer la jouissance et la satisfaction aux non-producteurs, l'explosion consciente des efforts ouvriers en vue de la transformation sociale ».

(2) *Réflexions sur la violence*, p. 345.

rections chères aux blanquistes. Elle ne doit pas aboutir à cette dictature du prolétariat dont le seul effet est d'éviter la solution de continuité entre l'ancienne et la nouvelle tyrannie (1). A cet égard, M. Sorel est de l'avis du socialiste allemand Bernstein qui raillait une telle dictature, comme celle des orateurs de clubs et des littérateurs. La grève générale politique, toute concentrée vers l'Etat, conduirait le prolétariat à une universelle servitude. Il n'en est pas de même de la « grève syndicaliste » qui exige chez tous ses partisans une haute valeur morale, une discipline à toute épreuve, un sens du « collectif », comme en eurent les constructeurs de cathédrales, les soldats de l'armée révolutionnaire en 1792, ou encore les inventeurs obscurs de nos usines dont le désintéressement ne connaît pas même la récompense de la Gloire...

On pourrait craindre, il est vrai, qu'une telle grève générale fût entachée de fâcheuses violences. Mais M. Georges Sorel ne paraît guère s'en émouvoir. La violence n'est-elle pas le seul moyen qui reste au prolétariat pour imposer sa volonté, à défaut de l'argent du patronat... aussi bien ne la déconseille-t-il pas et ce philosophe, si pacifique dans sa vie privée, n'hésite pas à écrire ces lignes pour le moins inattendues :

« Je crois très utile de rosser les orateurs de la démocratie et les représentants du Gouvernement (2) ». Au reste, l'intransigeance même des combattants lui paraît de bon augure; c'est à l'idéologie qu'il faut, selon lui, attribuer la responsabilité des plus grands crimes des révolutions. Plus le syndicalisme sera purifié de l'influence des intellectuels, plus le combat

(1) Il est intéressant de noter que cette opinion ne fut plus celle de M. Georges Sorel dans ses dernières années, puisqu'il témoigna à la dictature bolchevique des sentiments fort sympathiques.

(2) Réflexions sur la violence

sera loyal. « En guerre, on ne tue pas les ennemis vaincus (1) », écrit naïvement M. Sorel qui ne paraît décidément pas avoir été très documenté sur ce sujet.

Un peu gêné par des arrière-pensées de chevalerie dont il a quelque honte, il s'efforce pourtant d'idéaliser la violence avec un mysticisme plus militaire que sociologique. Il termine ses célèbres réflexions par ces lignes :

« J'ai établi en effet que la violence prolétarienne a une toute autre signification historique que celle que lui attribuent les savants superficiels et les historiens; dans la ruine totale des institutions et des mœurs, il reste quelque chose de puissant, de neuf et d'intact; c'est ce qui constitue à proprement parler l'âme du prolétariat révolutionnaire et cela ne sera pas entraîné dans la déchéance des valeurs morales, si les travailleurs ont assez d'énergie pour barrer le chemin aux corrupteurs bourgeois, en répondant à leurs avances par la brutalité la plus intelligible.... C'est à la violence que le socialisme doit les hautes valeurs morales par lesquelles il apporte le salut au monde nouveau ».

Cette profession de foi si brutale rencontra un franc succès non seulement dans une partie du monde syndicaliste, mais encore et surtout chez un certain nombre d'intellectuels séduits à la fois par la haute culture de l'auteur et sa haute valeur morale. La doctrine de M. Georges Sorel fit des disciples aussi bien à l'extrême gauche pour employer la terminologie politique qu'à l'extrême droite où son apologie de la force, ses violentes attaques du parlementarisme, trouvèrent des échos favorables.

(1) Réflexions sur la violence.

Il suffit de lire les intéressants ouvrages d'un des principaux disciples de M. Georges Sorel, M. Edouard BERTH (*les Nouveaux Aspects du Socialisme, les Méfaits des Intellectuels*) pour s'en rendre compte.

Avec la même violence que son maître, M. Edouard Berth flétrit la lâcheté des intellectuels qui prétendent jouer le rôle de conciliateurs entre les combattants irréconciliables. Il les compare à ces pédants, dont parla Proudhon, qui refusèrent de donner le prix à Hercule tant et si bien, que celui-ci brisa l'estrade où discutaient ses examinateurs... Le prolétariat doit faire comme Hercule et le syndicalisme révolutionnaire sera la grande force du présent et de l'avenir, à condition toutefois qu'il sache rester foncièrement patriote et préserver la cité future de son triple ennemi : *le marchand, l'intellectuel, le politicien*, qui sont incarnés par ces trois abstractions, *l'échange, le concept et l'Etat*. On conçoit que M. Edouard Berth, champion du syndicalisme national ait eu pour certains groupes d'extrême droite une sympathie marquée : non sans quelque paradoxe, il affirme que le parti monarchiste est le seul où subsiste encore le meilleur de l'idée républicaine et souhaite que la jeunesse prolétarienne connaisse un réveil semblable à celui qui se manifesta dans la jeunesse bourgeoise. Il s'étend avec complaisance sur les avantages d'un régime anti-parlementaire, décentralisé et traditionnaliste qui, au lieu d'être abstrait, serait incarné dans une famille, « ce qu'il y a de plus concret, de plus vivant et de plus réaliste; ce serait l'Etat fait homme et non plus cette monstrueuse abstraction démagogique qu'est l'Etat moderne (1) ».

On voit par la doctrine de M. Berth, qui compte encore un

(1) *Les méfaits des intellectuels*, p. 13.

certain nombre d'adeptes (1) que le syndicalisme a des ramifications très nombreuses et qu'on peut tirer des préceptes de certains de ses théoriciens des déductions inattendues. Et il est intéressant de constater que les caractères essentiels du syndicalisme révolutionnaire contemporain, dont le public, ignorant de l'histoire, attribue parfois la paternité au seul bolchevisme, existaient bien avant la guerre.

La Confédération Générale du Travail était, dans son Comité Confédéral, tout au moins, imprégné de l'esprit mystique et belliqueux que les doctrinaires lui avaient inculqué et dès 1908, M. Paul Deschanel, dans un discours à la Chambre des Députés, pouvait caractériser ses dirigeants en ces termes (2) : « Ils sont à la fois césariens, aristocrates et mystiques. Césariens autant par leur mépris des institutions parlementaires que par le mode de votation arbitraire et la direction autoritaire de la Confédération. Aristocrates par le dédain du suffrage universel et de la démocratie. Mystiques, parce qu'ils croient au cataclysme d'où surgira le monde nouveau ».

C) *Les doctrines actuelles du syndicalisme révolutionnaire.*

— *Le syndicalisme communiste et le syndicalisme anarchiste :*
Le rapide historique des principales doctrines, où le syndicalisme a trouvé à la fois sa substance et son stimulant, ne nous a qu'insuffisamment renseignés sur le but et les moyens actuellement préconisés par ses militants. Outre que ces théories

(1) Un groupe de syndicalistes ayant à sa tête MM. Georges Valois et Pierre Dumas a pris place dans les rangs de l'*Action Française*. M. Dumas a raconté sa conversion au monarchisme; il a dit comment il avait été déçu par la politique de la C. G. T. : « Aujourd'hui je sais qu'il y avait en France une vie des métiers, dont nous avons, nous ouvriers, perdu la tradition. Tout le chemin parcouru m'a ramené ainsi à mes origines d'ouvrier, de paysan, sortant d'une famille conservatrice et catholique ».

(2) Séance du 23 octobre 1908

remontent pour la plupart à un certain nombre d'années, elles apparaissent à la fois imprécises et incomplètes, parce qu'elles sont restées trop souvent dans le pur domaine spéculatif où se complaisent les philosophes, parce qu'elles n'ont développé que certains aspects du problème social, qui frappaient plus vivement l'esprit de leurs auteurs.

C'est dans les discours des militants qu'il convient de puiser une documentation plus générale, dans leurs discussions de Congrès, dans leurs conversations (1), dans les statuts et les manifestes de la Confédération Générale du Travail Unitaire, organe de combat du syndicalisme révolutionnaire ; c'est enfin dans la doctrine des dirigeants de la République soviétique de Russie dont l'action fut si profonde sur l'esprit d'un grand nombre de syndiqués. Cette documentation un peu touffue me servira de base pour dégager la doctrine sinon officielle, du moins la plus courante du syndicalisme communiste et anarchiste, examiner son but, ses moyens d'action et sa position à l'égard d'un certain nombre de questions particulièrement actuelles : la politique de collaboration, l'impôt sur les salaires et l'antimilitarisme.

* * *

Le syndicalisme révolutionnaire, ainsi qu'on l'a vu par l'exposé des doctrines de ses fondateurs, est caractérisé à la fois par son esprit essentiellement mystique et intransigeant, par son but, l'abolition du patronat et, d'une manière plus vaste, la disparition de la société capitaliste sous toutes ses formes,

(1) Certains dirigeants de la C. G. T. U. et de la C. G. T. de la rue Lafayette ont bien voulu me préciser oralement le point de vue actuel de leurs confédérations.

par ses moyens, au nombre desquels la violence doit être appelée à jouer un rôle spécialement efficace.

Mais ces caractères généraux demandent quelques précisions et, si le mysticisme du syndicalisme révolutionnaire a été suffisamment défini, il n'en est pas de même de son objet et de ses méthodes de combat.

Cet objet varie, dans sa partie constructive tout au moins, suivant qu'on se trouve en présence de l'un ou de l'autre des deux groupements qui se partagent aujourd'hui en parties à peu près égales, le syndicalisme révolutionnaire, celui des syndicalistes communistes et celui des syndicalistes anarchistes. Les uns et les autres, il est vrai, sont d'accord pour poursuivre la suppression violente du régime existant, mais tandis que les premiers se proposent de remplacer « l'anarchie capitaliste » par la dictature du prolétariat, impliquant une mise en commun de tous les instruments de production et d'échange sous le contrôle de l'Etat centralisateur, les seconds restent fidèles à la vieille devise de Blanqui : « Ni Dieu, ni Maître ». Cet antagonisme a revêtu un caractère d'âpreté particulière du fait de l'instauration en Russie de la dictature bolchevique. Aux deux partis en effet la Révolution russe offrait un champ d'observation, fort vaste, encore qu'assez lointain; on devine avec quel enthousiasme elle fut accueillie à ses débuts dans tous les clans du syndicalisme révolutionnaire, tant qu'on connut de son histoire l'œuvre uniquement destructive. Les inimitiés que la Révolution russe s'était faites dans toutes les nations capitalistes, les attaques dont elle avait été l'objet de la part des modérés du socialisme, l'audace avec laquelle elle avait réalisé pour la première fois dans le monde un régime de communisme intégral, le mys-

tère qui planait sur elle, tout contribuait à la parer d'une auréole de gloire, qui, aux yeux mêmes des syndicalistes revenus de leurs illusions premières, n'a pas encore entièrement disparu. C'est en Russie que les cheminots révoqués partaient en masse chercher le pain et le travail; Moscou fut pendant de longs mois la Jérusalem nouvelle, où l'on espérait trouver sinon le paradis attendu, du moins la terre des sacrifices féconds et du labeur souverain. Bien plus que la grève générale, la Révolution russe a été ce « mythe » fascinateur et excitateur des foules dont M. Georges Sorel avait proclamé la nécessité (1). Trois années d'expérience devaient diminuer sensiblement le nombre de ses admirateurs. A mesure que les voyageurs revenaient du pays de la Révolution, à mesure que se desserrait le réseau intellectuel et économique que les puissances européennes avaient dressé

(1) Nous avons vu plus haut qu'en dépit de son autiétatisme de principe, M. Georges Sorel en avait ressenti tout l'attrait. Il écrivait en effet « Matériaux d'une théorie du prolétariat ».

« La sanglante leçon de choses qui se produira en Russie fera sentir à tous les ouvriers qu'il y a une contradiction entre les démocraties et la mission du prolétariat. L'idée de constituer un Gouvernement ne périra pas.... Le cri « Mort aux intellectuels » si souvent reproché aux bolcheviks finira peut-être par s'imposer aux travailleurs du monde entier. Il faut être aveugle pour ne pas voir que la Révolution russe est l'aurore d'une ère nouvelle ».

La Révolution russe fit succéder au mythe de la grève générale un autre mythe, celui du contrôle ouvrier. Au contraire du premier purement négatif, le second contenait une idée positive : la gestion des entreprises par les milieux ouvriers organisés. Nous verrons la place que lui réservèrent les projets de nationalisation industrialisée de la C. G. T. Le contrôle ouvrier trouva dans la République des soviets un vaste champ d'application : il s'exerça dans chaque entreprise par une Commission de contrôle, puis dans chaque région par des Commissions de contrôle régionales, enfin par le Conseil du contrôle ouvrier pour toute la Russie. Ces divers organes furent investis de pouvoirs économiques, de pouvoirs de juridiction, de pouvoirs réglementaires et de pouvoirs politiques.

(Consulter à ce sujet dans la collection de l'*Action Nationale* « Le Contrôle ouvrier et l'Expérience russe » de M. Germain Martin et de M. Roger Picard. « Le Contrôle ouvrier sur la gestion des Entreprises » (Marcel Rivière et Cie).

Rappelons également que l'Italie fit elle aussi l'expérience du contrôle ouvrier, qui détermina peut-être par réaction l'éclosion du facisme.

autour d'elle, la vérité se faisait jour dans les âmes des anarchistes. Ils apprenaient les persécutions dont leurs camarades russes étaient victimes, la répression sanglante qui avait frappé les libertaires. La structure même du régime soviétique leur parut contraire au principe de l'anarchie. Et tandis que les communistes restaient passionnément attachés au dogme de la Révolution russe qu'ils se faisaient un devoir d'admirer en bloc, quels que pussent être ses erreurs ou même ses crimes, les anarchistes le répudiaient avec éclat.

Les deux thèses furent élégamment exposées par M. O. Frossard, au Congrès de la C. G. T. d'Orléans le 2 octobre 1920 et par MM. Sébastien Faure et André Colomer dans les numéros du *Libertaire* d'avril et juin 1922.

M. Frossard, de retour de Russie, s'efforça devant ses camarades de France de défendre le régime soviétique des multiples critiques dont il était alors l'objet.

Aux révolutionnaires qui reprochaient aux soviets leur opportunisme, il répondit en ces termes :

« Avant la Révolution, l'opportunisme a pour effet de maintenir le régime, dans la mesure où il diminue l'action de la classe qui doit à son tour s'emparer du pouvoir de l'Etat pour y réaliser l'émancipation totale. Au lendemain de la Révolution, il faut le dire très nettement, très loyalement; si nous n'étions pas capables, nous représentants du mouvement ouvrier français, de consentir par habileté tactique aux concessions indispensables, nous saboterions la Révolution. Nos camarades russes l'ont compris; il convient de les en féliciter ».

Et plaidant d'une manière générale la cause de la Révolution attaquée, il s'écrie :

« Voilà un immense pays de 150 millions d'habitants qui a fait sa révolution, où la classe ouvrière et paysanne a mis la main sur le pouvoir d'Etat et l'a utilisé pour briser la résistance de la classe capitaliste expropriée ! Eh bien, ce pays a droit à la solidarité agissante de tous les autres prolétaires, et ceux-là qui sont dans l'impossibilité de se libérer de leurs maîtres à l'exemple de la Russie, ne peuvent la lui refuser sans se déshonorer. S'ils ne font pas la Révolution, c'est bien le moins qu'ils ne servent pas la contre-révolution ».

De tels sentiments sont loin d'être partagés par les libertaires.

« Le temps n'est plus, écrit l'un d'entre eux (1), où, les yeux extatiques fixés sur Moscou, résolus à voir dans cette ville sainte, malgré les brumes qui l'enveloppaient le berceau de la Révolution mondiale, nous restions penchés sur ce berceau, attendant, le cœur débordant de tendresse et l'esprit empli d'une aveugle confiance, qu'en sortît le glorieux enfant dont la force grandissante devait terrasser partout le capitalisme inique et cruel et apporter au monde la rédemption si ardemment désirée, salaire équitable de tant de sacrifices et d'immolations ! La vérité nous est enfin connue aujourd'hui, décevante, douloureuse, lamentable (2). « Les bolcheviks

(1) *Le Libertaire*, 21 avril 1922, Sébastien Faure. *L'Expérience russe*.

(2) La dictature russe inspira à M. Eugène Bizeau un poème paru dans le *Libertaire*, animé des mêmes sentiments : ce poème intitulé *Dictature*, se signale, à défaut d'une richesse de rimes, par une ardente conviction.

Quoi ! se servir de leur police,
Laisser debout leurs échafauds
Pour... le salut de la justice
Et la beauté des temps nouveaux.

Quoi ! préparer cette aventure
Pour baillonner tous les esprits
Qui n'aiment pas la dictature

Et lui témoignent du mépris !
.....

Car Elle (la dictature) éteint ma foi
[profonde]

En la splendeur de l'avenir
Et je ne veux pour tout au monde
Ni l'exercer, ni la subir.

n'ont tenu aucune de leurs promesses; ils ont vendu leur sol et leur sous-sol au capitalisme étranger.... Les soviets ont été sous la domination du seul parti communiste ». Et M. Sébastien Faure termine par cette assertion conforme au dogme de l'anarchie : « C'est la preuve, la preuve décisive que la Révolution et l'Etat prolétarien sont ennemis mortels et que la Révolution sociale doit anéantir l'Etat, si elle ne veut pas être anéantie par l'Etat » ! Le syndicalisme lui apparaît ainsi rigoureusement adversaire de toute forme de Gouvernement, quelle qu'elle soit; seule l'abolition de l'Etat permettra l'émancipation des travailleurs (1).

M. André COLOMER, jeune théoricien de l'anarchie, désireux de préciser un peu l'avenir encore assez vague, annonce que l'Etat sera remplacé : « par les travailleurs au travail, par les producteurs organisant leur production et leur consommation ». Il définit alors, sans être bien explicite, ce que sera le régime anarchiste basé sur le syndicalisme de tous les travailleurs manuels et intellectuels, conscients désormais de la valeur de leur travail. Ce sera la *syndicalisation individualisée* : « Elle est de l'anarchie en action; elle est le seul ordre que nous puissions admettre dans le monde; celui, qui résultant de la décadence de toute autorité de droit exercée supérieurement sur les hommes, s'établit par la volonté de chacun dans la pratique même de l'action ».

* * *

Si syndicalistes, anarchistes et communistes diffèrent quant au but à atteindre, ils sont d'accord au contraire sur les moyens propres à sa réalisation. Cette réalisation ne leur

(1) Sébastien Faure, *Le Libertaire*, 7 avril 1922.

semble possible que par l'emploi de *l'action directe*, expression fort répandue et déviée fort souvent de son sens primitif, qui n'implique pas forcément la violence, mais indique seulement la nécessité d'agir directement, d'une manière autonome, sans la collaboration des éléments extérieurs et sans l'intervention de la politique (1). Il faut, suivant les mots de M. Pouget (2) que « le prolétariat se convainque que la Révolution est une œuvre de tous les intants... elle est une action continuelle, une bataille de tous les jours sans trêve, ni répit, contre les forces d'oppression et d'exploitation ».

De quels moyens d'action directe le syndicalisme entend-il user ?

Tout d'abord du *label*, la marque syndicale qui recommandera le produit aux travailleurs et aux consommateurs, invitera le camarade de lutte à l'acheter, à l'exclusion des produits des concurrents.

Indépendamment du *label*, le syndicalisme a dans son arsenal de moins pacifiques armes : *le boycottage*, *le sabotage* et *la grève*.

Le mot *de boycottage* vient d'Irlande, où certain capitaine du nom de Boycott, coupable d'exactions envers les populations, fut mis sévèrement à l'index. Le boycottage, qui s'exerce le plus souvent contre les patrons et parfois aussi contre les ouvriers transfuges, aboutit à isoler complètement les uns et les autres; il était déjà pratiqué au XVIII^e siècle par les *compagnons* qui s'engageaient à refuser leur travail aux *maîtres* ne souscrivant pas à certaines conditions d'hygiène ou de salaire.

(1) Les syndicalistes communistes fort préoccupés de sauvegarder théoriquement l'autonomie syndicale accepteraient pratiquement une étroite alliance avec le parti politique communiste.

(2) Emile Pouget, *Le parti du Travail*, p. 13.

Le *sabotage* jouit dans l'opinion publique d'une assez fâcheuse notoriété. Tantôt il signifie restriction volontaire de la production pour obtenir une amélioration déterminée ou pour protester contre une mesure d'hostilité à l'égard de la classe ouvrière (suppression de la loi de huit heures par exemple) et dans ce cas il est universellement admis par les militants du syndicalisme révolutionnaire. Tantôt le sabotage veut dire violence contre le personnel non gréviste et plus particulièrement contre le matériel de l'employeur (coupage des fils, destruction de machines, etc.) et dans ce cas il est, actuellement du moins, le plus souvent condamné.

Il fut un temps, il est vrai, où la « cisaille », la chaussette à clous étaient recommandées aux cheminots, un temps où M. Emile Pouget proposait (Congrès de Toulouse, 1897) la motion suivante à propos d'une grève de travailleurs municipaux :

« Le Congrès, reconnaissant qu'il est superflu de blâmer le Gouvernement qui est dans son rôle en serrant la bride aux travailleurs, engage les travailleurs municipaux à faire 100.000 francs de dégâts dans le service de la ville de Paris ».

Les militants de 1922 semblent avoir plus de sagesse; peut-être ont-ils médité sur l'immoralité sociale d'un tel procédé, que M. Georges Sorel avait fort bien mise en lumière. Peut-être ont-ils compris qu'en « sabotant » le matériel qui demain peut lui appartenir, c'est son propre patrimoine en même temps que le patrimoine national, que le prolétariat risque d'endommager. Toujours est-il que les dirigeants de la C. G. T. unitaire ont bien voulu nous assurer, qu'un tel sabotage ne figurait pas dans leur programme et même qu'ils le condamnaient.

La *grève* est actuellement encore un des moyens de lutte les plus efficaces de la classe ouvrière en bataille contre le patronat. Les syndicalistes révolutionnaires la considèrent avec faveur non seulement pour les résultats qu'elle obtient, mais encore et surtout en elle-même, parce qu'elle entretient le prolétaire dans une atmosphère belliqueuse et qu'elle offre une excellente occasion pour les agitations de l'usine et de la rue : même suivie d'un échec, la grève ne leur paraît pas tout à fait inutile, parce qu'elle laisse au cœur de l'ouvrier vaincu une rancune féconde et un désir d'éclatante revanche.

Cette vertu belliqueuse existe dans la *grève générale*, à un degré supérieur; c'est bien là ce qui fit, nous l'avons vu plus haut, la valeur de ce mythe et les militants continuent à préconiser plusieurs fois par an, la grève générale parce que, même à l'état de simple menace, elle leur paraît salutaire, comme serait l'annonce de l'ordre de mobilisation à l'approche d'une guerre imminente et souhaitée.

* * *

Il me reste maintenant à examiner rapidement le point de vue du syndicalisme révolutionnaire à l'égard d'un certain nombre de questions à l'ordre du jour, la politique de collaboration, l'impôt sur les salaires et l'antimilitarisme.

Sur ces divers points, le syndicalisme révolutionnaire se montre d'une intransigeance irréductible, en conformité avec les principes mêmes de sa doctrine.

S'agit-il de collaborer soit avec le patronat, soit avec le Gouvernement, en participant à des commissions mixtes, où patrons, ouvriers et fonctionnaires sont représentés, dans les organismes nationaux et internationaux de protection du

travail, la C. G. T. U. s'y refuse. Elle n'attend rien de ces contacts avec des adversaires dont les concessions apparentes ne pourraient qu'affaiblir le prolétariat ; ce voisinage lui paraît funeste et tout effort de conciliation lui semble une duperie ; sans repousser imprudemment les avantages que la « générosité » ou la « crainte » incitent les gouvernants à accorder à la classe ouvrière, elle ne se soucie pas de compromettre sa popularité en collaborant avec eux. Son rôle est de travailler non pas à côté d'eux, mais contre eux à la préparation intensive de la révolution.

Puisque le syndicalisme révolutionnaire estime que son intérêt n'a rien de commun avec l'intérêt national, puisqu'il ne reconnaît à aucun degré la souveraineté de l'Etat, il est naturel qu'il refuse de participer aux charges qui découlent du droit de citoyen et notamment aux charges fiscales et aux charges militaires.

La question s'est posée assez récemment pour les premières à l'occasion de l'impôt sur les salaires institué par la loi du 31 juillet 1917. Cet impôt, s'ajoutant aux impôts indirects qui grèvent déjà si lourdement la population laborieuse, frappe d'un taux de 6 % les salaires dépassant une certaine somme qui a été fixée pour Paris à 6.000 francs et pour les autres communes, selon leur importance à 5.000 et 4.000 francs. Les syndicalistes révolutionnaires se sont élevés non pas seulement contre le taux de cet impôt et la quotité du minimum imposable, mais encore contre le principe lui-même. Bien que partisans résolus des impôts directs et de leur substitution à tous les impôts indirects, ils n'admettent pas que le travail puisse être imposé, comme les autres sources de revenus. Les prolétaires, n'ont pas, selon eux, à prendre

part au fardeau des finances publiques si défectueusement gérées et servant à des fins absolument contraires à l'esprit révolutionnaire. Le syndicalisme ne veut avoir dans cette gestion ni participation, ni complicité.

A l'égard des charges militaires, cette attitude fut plus formelle encore et remonte à un grand nombre d'années. On sait que la propagande antimilitariste trouva traditionnellement dans la Confédération Générale du Travail une active et puissante alliée. Le rôle fort ingrat qui fut si fréquemment confié à l'armée dans les conflits ouvriers, la sévérité avec laquelle les agitations de certaines grèves furent réprimées par la force, amenèrent le syndicalisme à s'élever violemment contre cette utilisation des troupes, détournées ainsi de la tâche de défense nationale, dont la loi les investit. Mais là ne se borna pas sa propagande à la caserne : c'est le militarisme lui-même que le syndicalisme révolutionnaire attaque, le militarisme générateur de guerres qui dresse les prolétaires les uns contre les autres, alors que leurs intérêts communs devraient les unir dans la révolution universelle. Le syndicalisme révolutionnaire dans cette lutte antimilitariste fut à peu près unanime. Il n'en fut pas tout à fait de même dans sa campagne antipatriotique (1). Tandis que certains militants trouvaient fâcheuse l'intrusion du syndicalisme en ce domaine, d'autres n'hésitèrent pas à brandir la devise marxiste « les prolétaires n'ont pas de patrie » et à blâmer secrètement ou ouvertement la défense nationale. Avant la guerre, M. Griffuelhes dans une

(1) Voir à ce sujet l'ouvrage de M. Carcanagues sur le syndicalisme réformiste : à la fin de son volume, il reproduit un questionnaire adressé à un certain nombre de militants sur la question de la propagande antimilitariste et antipatriotique. Beaucoup d'entre eux, même les plus révolutionnaires, sont opposés à cette propagande. Il est vrai que l'enquête date de 1911.

déclaration qui a presque l'allure d'une confidence, a donné avec beaucoup de sincérité une des raisons de ce sentiment : à lui, comme à nombre d'autres syndiqués, le patrimoine intellectuel et moral de la France échappe totalement à cause de son manque d'instruction. Il faut ajouter qu'un tel état d'esprit ne laissa guère de traces dans le syndicalisme de guerre, ainsi qu'on le verra par le chapitre IV de cette étude, exposant l'histoire des faits du syndicalisme de 1914 à 1922. Depuis la fin de la guerre cependant, cet état d'esprit semble avoir reparu et l'on peut prétendre que, théoriquement au moins, les dirigeants du syndicalisme révolutionnaire sont opposés dans les circonstances actuelles à l'idée de la Défense Nationale (1). Ce devoir ne paraît justifié à certains d'entre eux que dans un pays communiste comme la Russie, où dans leur propre intérêt les citoyens ont l'obligation morale de défendre leurs conquêtes contre les attaques des capitalismes étrangers.

* * *

II. — LE SYNDICALISME RÉFORMISTE

a) *Ses caractères, ses origines.*

Au syndicalisme révolutionnaire, qui poursuit la transformation totale de la société sans aucun compromis avec les puissances existantes par l'action directe et violente du prolétariat, s'oppose le *syndicalisme réformiste*. Le mot de réfor-

(1) Une grande prudence est de rigueur dans les assertions de cette nature ; on a vu pendant la guerre la distance qu'il y avait de la théorie à la pratique et que même parmi les rares syndiqués restés fidèles à l'antipatriotisme d'autrefois les sentiments nationaux et internationaux variaient suivant les circonstances militaires ou diplomatiques de la lutte ; le mot et l'idée de « défaitisme » ont toujours été répudiés par eux avec indignation.

miste prête à équivoque; il peut s'appliquer au but ou à la méthode et la distance est considérable entre les deux acceptations du terme.

« Le mot de réformiste appliqué au but veut dire que l'on se propose d'améliorer la situation matérielle et morale des travailleurs, en limitant les pouvoirs et les gains des patrons, mais sans s'attaquer aux bases du régime qui l'a faite, telle qu'elle est, soit qu'on les juge bonnes en elles-mêmes, soit qu'on les regarde comme impossibles à changer. J'entends par là qu'on estime ou juste ou nécessaire la division de la société entre les riches et pauvres, la scission des producteurs entre patrons et ouvriers, qu'on borne son ambition à chercher entre les deux classes une entente amiable, un moyen de les faire vivre ensemble en évitant les heurts et les conflits trop violents, qu'on ne songe point à modifier dans sa constitution juridique le régime capitaliste établi (1) ».

Ce n'est pas au syndicalisme communément appelé réformiste, mais plutôt au syndicalisme chrétien qu'une telle définition pourrait convenir.

Le syndicalisme réformiste actuellement incarné par la Confédération Générale du Travail (de la rue La Fayette) a des ambitions plus vastes et la Révolution impliquant la suppression du capital et la substitution au salariat du régime communiste ou collectiviste est son but essentiel. Son réformisme consiste uniquement dans sa méthode; il marque sa volonté de procéder par étapes progressives et pacifiques au changement total attendu. La prudente appréciation des difficultés qu'il rencontrera sur sa route l'amène à considérer les réformes comme indispensables à la réalisation de la Révo-

(1) Georges Renard, *Syndicats, Trade Union, Corporations*.

lution; mais il ne renonce pas pour cela aux autres armes qui sont offertes au prolétariat combattant. La contrainte, même dictatoriale, ne l'effraye point, à condition toutefois qu'elle soit temporaire et réduite au minimum. Cette double attitude, quant au fond et quant aux moyens, a permis d'affirmer avec raison que le syndicalisme réformiste était le plus souvent à la fois réformiste et révolutionnaire (1).

Le syndicalisme réformiste a puisé sa sève dans le socialisme, comme le syndicalisme révolutionnaire dans l'anarchie. Mais son développement tient à des causes qui ne sont pas entièrement d'ordre théorique. L'âge, le tempérament, l'ambiance nationale ou professionnelle jouent aussi leur rôle. C'est bien souvent à une psychologie plus avertie, à une expérience plus complète de la vie syndicale que les militants doivent de comprendre que « le cerveau et le cœur de l'homme, pas plus que ses passions et ses vices, ne se transforment en un tour de main (2) » et qu'au surplus la misère est mauvaise conseillère et qu'une classe ouvrière trop malheureuse serait absorbée par des soucis (3) de réforme immédiate et non de révolution sociale. Parfois aussi, c'est une question de territoire : et le réformisme est apparu comme l'apanage des pays de calme, d'ordre, d'organisation, tels l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Angleterre, tandis que l'âme latine ou slave, plus

(1) M. Georges Renard a fort bien marqué comment les deux méthodes bien loin d'être contradictoires, sont liées l'une à l'autre et se complètent. « On peut user d'une méthode révolutionnaire pour atteindre un but réformiste; par exemple, on peut briser des machines ou saccager une usine en vue d'obtenir une simple augmentation de salaires; l'histoire en offre vingt exemples en Angleterre aussi bien qu'en France. On peut en échange user d'une méthode réformiste pour arriver à un but révolutionnaire; une série de lois modifiant le régime des successions et les prérogatives de la propriété serait infiniment plus efficace qu'une série d'émeutes pour métamorphoser le régime qui domine autour de nous ».

(2) *Voix du Peuple*, n° 5, juin 1904, L. Niel.

(3) *Le Ralliement des Employés*, L. Niel, 16 avril 1907.

impatiente et plus ardente, s'y prête moins volontiers. On a pu remarquer également que certaines corporations, comme la typographie se sont toujours distinguées par leur attachement à la méthode réformiste qui semble leur avoir donné de forts heureux résultats, et que d'une manière générale ont incliné vers le réformisme les syndicats riches, nombreux, expérimentés, tandis que les isolés, riches de leur seul enthousiasme, les artistes et certains intellectuels (1) à l'idéalisme intransigeant et hautain, se montraient révolutionnaires.

Des circonstances de fait sont intervenues enfin pour aider au succès du réformisme ou pour l'entraver; sa popularité a augmenté ou diminué dans la mesure où son action a paru efficace. Comme il est une doctrine de réalisations immédiates, il porte en lui sa force et sa faiblesse, sa force parce que son œuvre se traduit par des résultats tangibles dont le travailleur éprouve aussitôt le bienfait, sa faiblesse, parce que les réalités sont bien rarement à la hauteur des espérances et que de petites déceptions peuvent orienter les prolétaires dans une direction radicalement opposée, celle de l'extrémisme et de la violence.

* * *

b) *La Nationalisation industrialisée.*

C'est dans le socialisme, ainsi qu'on l'a vu plus haut que le syndicalisme réformiste s'est alimenté. Dans le coopératisme de Fourier, le mutuellisme de Proudhon, le communisme de Karl Marx, il a trouvé des arguments précieux. Mais l'histoire nous montre que comme le syndicalisme révolutionnaire,

(1) Par exemple les auteurs dramatiques.

il s'est montré jaloux de son autonomie, et s'est efforcé de secouer la tutelle du socialisme politique qui menaçait de la faire définitivement dévier de sa voie corporative. Cependant son opportunisme même l'incitait à s'en séparer moins brutalement. Aussi le syndicalisme réformiste a-t-il longtemps subi l'influence d'hommes politiques comme MM. Alexandre Millerand, Jean Jaurès, Albert Thomas en France, Bernstein en Allemagne. Sa doctrine s'est précisée grâce à la collaboration d'historiens, comme M. Georges Renard, de juristes comme M. Maxime Leroy, de purs syndiqués comme Mme Béatrice Webb, M. Sidney Webb, M. Samuel Gompers. Les dirigeants de la C. G. T. de la rue La Fayette et particulièrement MM. Jouhaux, Dumoulin, Lapierre, Laurent, Dubreuil, ont su lui donner une forme souple et réaliste et en tirer des applications pratiques d'une haute portée.

Rajeunissant le collectivisme traditionnel qui implique la main mise de l'Etat sur tous les moyens de production, — la solution était plutôt dangereuse, à l'heure où la Puissance Publique, dont la guerre avait étendu démesurément les attributions, n'avait laissé à ses clients qu'un médiocre souvenir, — le syndicalisme réformiste s'est prononcé pour la nationalisation industrialisée.

Ces deux mots indiquent à la fois le retour à la Nation de toutes les richesses et leur exploitation suivant les règles modernes de l'industrie (exploitation dont toutes les lenteurs coutumières de l'administration seront bannies). Cette exploitation sera basée sur la collaboration étroite, à la fois technique et commerciale des ouvriers, des techniciens, des usagers et des représentants du Gouvernement. De cette collaboration harmonieuse qui avait été réalisée en fait sur une petite échelle

dans un certain nombre de coopératives, la C. G. T. voulut donner l'exemple, en élaborant des projets de nationalisation industrialisée de nos grands services publics, des richesses de notre sol et de notre sous-sol et notamment des chemins de fer et des mines. Le premier de ces projets eut un assez grand retentissement dans l'opinion publique et au Parlement, ainsi qu'on le verra au chapitre IV relatant les faits du syndicalisme; on en trouvera ci-dessous l'économie générale résumée par cette déclaration de la Commission Administrative de la C. G. T. (6 mai 1920) (1).

« 1° Le projet ne porte atteinte ni au respect des contrats, ni aux droits des porteurs d'obligations et d'actions des Compagnies de chemins de fer.

« En effet, le nouvel organisme prévu sera doté de la capacité juridique et financière, au même titre que les sociétés anonymes actuelles. Il assurera le service des intérêts et de l'amortissement des obligations des compagnies. Il remettra à chaque porteur d'action, en échange du titre qu'il possède, un nouveau titre à revenu fixe amortissable, dont le montant sera calculé en tenant compte du jeu des conventions passées entre l'Etat et les Compagnies ;

« 2° La gestion sera effectivement assurée par les représentants de la « collectivité économique », à l'exclusion des intérêts particuliers.

« Les organes de gestion et d'administration prévus comprennent :

« a) Des représentants des ouvriers et des techniciens des chemins de fer, *délégués* respectivement par leurs groupements professionnels ;

(1) *Information sociale*, 9 mai 1920

b) Des *délégués* des Fédérations ouvrières des industries principales ;

« c) Des délégués des Chambres syndicales d'industrie et des Syndicats agricoles ;

« d) Des délégués de la Fédération nationale des coopératives de consommation ;

« e) Des représentants des pouvoirs publics choisis parmi les compétences.

« La composition de ces organes est prévue de telle sorte que l'ensemble des intérêts nationaux groupés en *producteurs* et en *usagers* sera représentée au prorata de l'importance économique et sociale de chaque groupe.

« Il n'est donc pas justifié de prétendre que la « nationalisation industrialisée » consiste à enlever la gestion des mains de représentants d'intérêts particuliers pour la confier à d'autres intérêts particuliers ;

« 3° *Le projet prévoit la responsabilité des gestionnaires et du personnel à tous les échelons et intéresse les travailleurs au rendement.*

« Ce qu'il est impossible d'obtenir actuellement : intéresser chaque travailleur au rendement de son effort, *par suite du régime de la production où les travailleurs ne participent ni au contrôle ni à la gestion*, devient réalisable dans les « nationalisations industrialisées » par suite de la présence des travailleurs dans les organes de gestion.

« Cette situation marque la supériorité du nouveau système et la possibilité qu'il offre de voir naître l'« enthousiasme de production » indispensable à notre réveil économique ;

« 4° *Le projet prévoit la centralisation des directives générales et la décentralisation de l'exécution et du contrôle.*

« Les comités techniques officiels, comme les représentants des compagnies, ont réclamé : l'unification des tarifs, des règlements, des signaux et des types de matériel, la coordination de l'exploitation des divers réseaux, le développement de l'outillage (gares, triages, manutentions mécaniques).

« La gestion de l'ensemble des chemins de fer nationaux par un seul organisme permettra avec le moindre formalisme ces unifications, coordinations et améliorations.

« La direction sera confiée à des agents techniques responsables devant le « Conseil central ». Ces agents seront contrôlés par des « Conseils régionaux » (comme actuellement ils sont contrôlés par des agents du contrôle de l'Etat).

« Il n'y a donc pas de dualité de direction et ce régionalisme administratif permettra de surveiller l'exécution des décisions du Conseil central, de proposer des mesures concernant le développement des installations, de prendre certaines initiatives d'ordre *administratif et financier* dans les limites fixées par le Conseil central, d'assurer la liaison entre les régions et l'administration centrale.

« La composition de ces conseils centraux et régionaux constitués sur les bases indiquées au § 2, donne toutes garanties sur la représentation des intérêts généraux de la région.

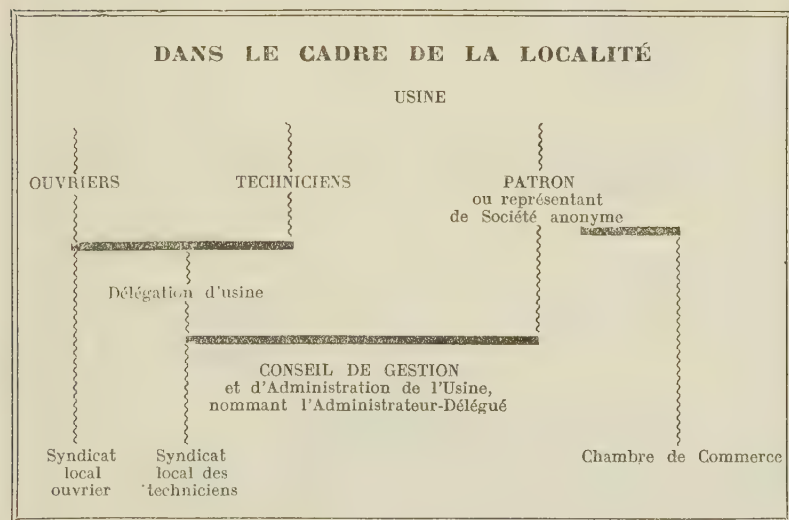
« Enfin le projet comporte l'intervention d'une autorité supérieure représentant les pouvoirs publics, qui s'exercera par l'intermédiaire, non plus d'un *pouvoir politique incompetent*, mais d'un organisme que nous appelons : *Direction générale de l'économie nationale*, émanation des intérêts économiques nationaux groupés par professions : *pouvoir économique compétent*.

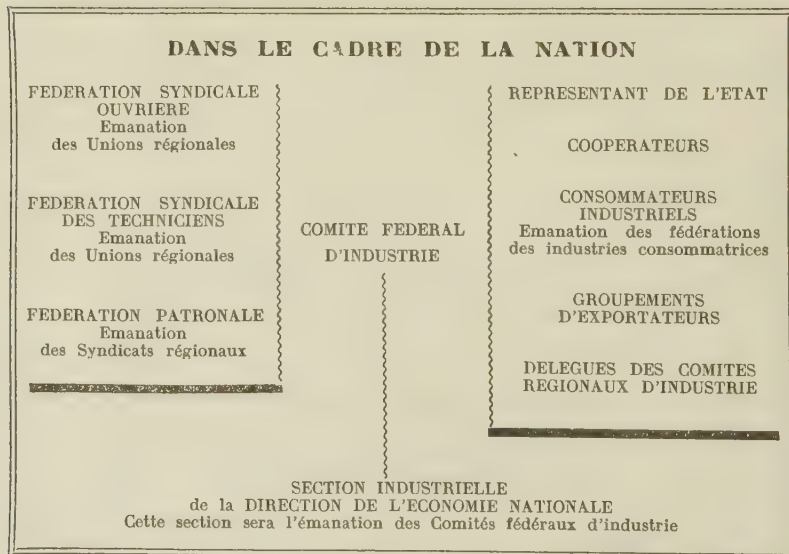
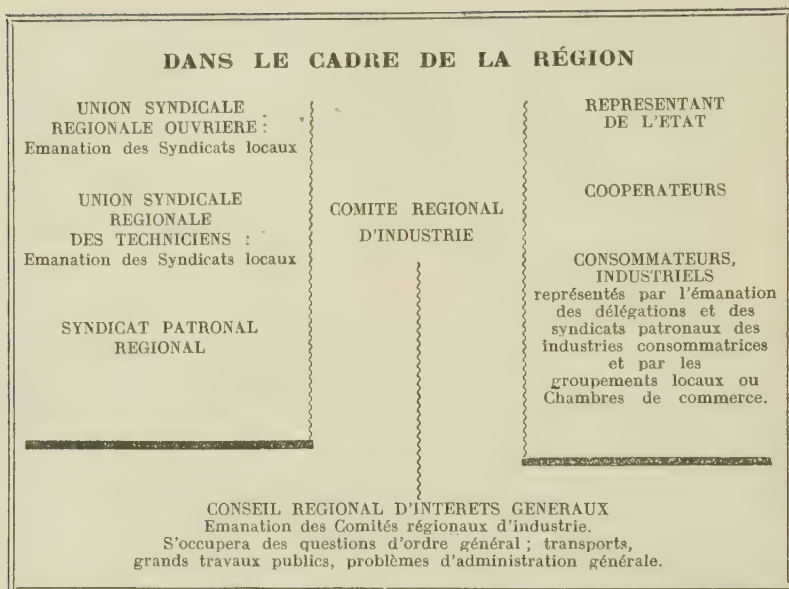
« En résumé, le projet respecte toutes les règles de la bonne

gestion industrielle et met les chemins de fer, service d'intérêt public, entre les mains des représentants qualifiés et compétents de la collectivité à laquelle ils sont destinés ».

* * *

Si l'on passe du domaine des voies ferrées à celui plus général de l'industrie et du commerce, on peut trouver dans le tableau fort curieux reproduit ci-dessous la conception de la C. G. T. au point de vue des rôles respectifs attribués aux ouvriers, aux techniciens, aux patrons, aux consommateurs; aux représentants de l'Etat dans le cadre de la localité, de la région et de la nation.





(1) Information sociale, 16 mai 1920.

Au problème agraire la C. G. T. a accordé une attention aussi profonde qu'à celui des chemins de fer, du commerce et de l'industrie. A la quatrième Commission du *Conseil Economique du Travail*, organisme émané du sein de la C. G. T. sur lequel j'aurai l'occasion de revenir, un projet fut déposé en 1920 par M. Launat. L'auteur y fait ressortir, en même temps que l'importance de la question, ses difficultés, tenant d'une part à ce que le sol de France, si anciennement cultivé, ne permet pas d'escompter une plus-value continue, d'autre part à ce qu'il est presque entièrement aux mains des petits propriétaires qui l'exploitent et dont il convient de ménager tous les droits acquis par le travail.

L'économie générale de ce projet est basée sur la nationalisation du sol qui devient propriété commune, indivise et inaliénable de la nation. La propriété individuelle fait place à un simple droit d'exploitation et d'usufruit, provisoirement héréditaire entre époux, parents en ligne directe et collatéraux privilégiés, jusqu'à ce que l'héritage soit définitivement supprimé. Avec les exploitants non propriétaires, l'Administration passe des baux de 3, 6 et 9 ans auxquels elle peut mettre fin en cas de faute grave de leur part. Le droit collectif de propriété appartient à la commune; l'attribution de l'usufruit, la surveillance de la gestion des particuliers, sont réservées au Conseil municipal, qui peut lui-même déléguer ses pouvoirs à une Commission rurale, dont les décisions sont déferées en appel à une Commission municipale agraire, composée de Conseillers municipaux et de représentants des inté-

ressés. Le projet prévoit le cas où l'attribution de l'usufruit aurait été faite à une personne autre que l'ancien propriétaire et reconnaît alors à ce dernier une indemnité annuelle égale à la moitié du bénéfice net. Dans le régime transitoire, indispensable pour permettre à la nationalisation de se réaliser, les anciens propriétaires qui exploiteront leurs biens conserveront ainsi l'intégralité de leur profit, les simples usufruitiers en obtiendront la moitié et verseront l'autre moitié à une masse qui sera répartie chaque année entre les anciens propriétaires non exploitants. Le revenu annuel de ceux-ci sera d'ailleurs limité à 12.000 francs, afin d'inciter par cette limitation tous les hommes valides à chercher des ressources supplémentaires dans le travail. Le projet de M. Launat propose en terminant de prendre comme champ d'expérience les régions dévastées, où la vie économique est à réorganiser sur des bases nouvelles et où la C. G. T. pourra mettre à l'épreuve un système caractérisé à la fois par l'idéalisme le plus élevé et le réalisme le plus souple.

* * *

M. Maxime Leroy, dans son dernier livre, les *Techniques Nouvelles du Syndicalisme* a fort heureusement relevé l'originalité de ces conceptions nouvelles. Il avait pleine qualité pour leur rendre hommage, lui qui, dès avant la guerre avait prévu l'orientation du syndicalisme réformiste et écrit : « Bien loin de croire à une rupture brusque et à une catastrophe inopinée, les syndicalistes rattachent la cité future à une organisation fédérale ouvrière développée dans les cadres de la société capitaliste centralisée ». N'avait-il pas contribué par

ses doctrines au réveil de l'esprit expérimental dont le syndicalisme réformiste éprouve encore les bienfaits ?

Cet esprit expérimental se traduit par une prudence et une modération fort opportunes à l'égard de la petite épargne et de la petite propriété que le syndicalisme a le devoir de ménager, s'il ne veut pas les « rejeter dans les bras de l'ennemi ».

Et ce sens pratique ne nuit nullement à la grandeur du rôle du syndicalisme que M. Leroy, en juriste et en philosophe, a su très heureusement mettre en lumière.

« Le syndicalisme tend ainsi, — et par là il continue et complète l'apport du passé — à créer un nouveau type historique, fortement individualisé par les conditions de temps et de lieu, mais d'une valeur néanmoins universelle et qui prend place dans la série déjà très riche que le développement de la civilisation nous a léguée à compter du début du moyen-âge. M. Leroy retrace à grands traits la formation, au cours de notre Histoire, de quelques-uns des principaux types qui ont successivement incarné l'idéal des hommes de leur temps : ainsi au moyen âge, le chevalier ; au xvii^e siècle, l'« honnête homme » ; sous la Révolution et au xix^e siècle, le citoyen ; aujourd'hui, le producteur. Le syndicalisme apparaît, comme le véritable continuateur du cartésianisme et de l'Encyclopédie : de même que Descartes avait rêvé d'une philosophie raisonnable et les réformateurs du xviii^e siècle avaient aspiré vers un gouvernement raisonnable, les syndicalistes réclament une organisation raisonnable de l'économie nationale ; ils revendiquent le même affranchissement à l'égard des prérogatives économiques de la bourgeoisie que leurs ancêtres révolutionnaires envers l'autorité de l'Eglise,

le despotisme royal ou les privilèges féodaux; mais ils ne la conçoivent plus sous la forme d'un déplacement de pouvoir qui ferait passer la force de la police des mains de la classe ennemie dans les leurs; ils veulent assurer la liberté par le plein épanouissement du travail, et non plus par l'autorité; la base en sera le métier et non plus la propriété. C'est en vain que le législateur bourgeois, par des lois comme celle du 12 mars 1920 sur la capacité civile des syndicats, essaie de briser l'élan de la classe ouvrière, en la détournant vers le profit et l'acquisition des richesses, de l'arracher à l'atmosphère nouvelle dont elle s'imprègne pour la replonger dans la tradition du citoyen-propriétaire, le prolétariat persistera dans sa fidélité à cet idéal du producteur, qu'il a constamment élargi depuis qu'il se l'est tracé : le résultat final de cet effort sera l'affranchissement de l'intelligence, qui cessera d'appartenir aux partis et aux classes, d'être au service tantôt des intérêts capitalistes, tantôt des intérêts ouvriers, et qui réclamera pour elle-même la primauté, afin de faire triompher la « notion de désintéressement (1) ».

De telles conceptions, alliant avec tant de mesure la prudence et l'audace, sont fort éloignées du « maximalisme » des dirigeants de la République soviétique et l'on conçoit que le syndicalisme réformiste n'ait éprouvé à l'égard de celui-ci que fort peu de sympathies; aussi bien dans ses moyens de violence que dans ses fins de communisme intégral, le bolchevisme était en opposition avec « l'évolutionnisme » réformiste. Mais ce ne fut pas seulement l'extrémisme des soviets qui encourut les critiques de beaucoup de nos syndiqués; ce fut aussi leur abdication nécessaire peut-être, mais

(1) Etienne Weill-Raynal, *L'information sociale*, novembre 1912.

pour le moins illogique, à l'égard des capitalismes étrangers, que M. Frossard tenta de justifier dans son discours au Congrès d'Orléans, dont nous avons cité plus haut des extraits : si l'on ajoute à ces arguments de principe des arguments de fait qu'on lira dans l'historique de la scission (1), la campagne acharnée menée par Moscou contre les chefs réformistes, l'invasion de la petite république socialiste de Géorgie et les persécutions en Russie à l'égard des socialistes révolutionnaires, on comprendra que l'hostilité du bolchevisme et du réformisme ait été irréductible.

* * *

c) *Les moyens de combat du syndicalisme réformiste.*

La doctrine générale du syndicalisme réformiste ainsi précisée, il nous reste à examiner ses moyens de combat : J'ai indiqué, en le définissant, sa préférence pour les moyens pacifiques, en marquant pourtant qu'il admettait l'éventualité de la contrainte dans des cas exceptionnels, tandis que les révolutionnaires la préconisent comme moyen habituel et l'apprécient en elle-même, comme l'école de la Révolution. « Il est vrai, ainsi que le fait observer M. Carcanagues (2), que les uns et les autres ne sont pas si éloignés qu'on pourrait le croire et qu'il convient de faire la part des exagérations verbales chez les révolutionnaires qui aiment à effrayer leurs contemporains (3) ». Les réformistes, cependant, se procla-

(1) Chapitre IV.

(2) *Le syndicalisme réformiste*. Thèse de Droit de la Faculté de Paris.

(3) M. Yvetot au Congrès de Toulon disait qu'il fallait intensifier ce jeu de menaces. M. Rappoport répondait : « Oui, vous êtes pour la fumée sans poudre, moi, je suis pour la poudre sans fumée ».

ment ouvertement adversaires du « sabotage », système qui manque de moralité, de courage, de dignité et qui ne peut atteindre avec certitude le but pour lequel il est pratiqué; ils n'ont qu'un goût médiocre pour la mise à l'index, le picketing, etc... « Au lieu de parler violence, parlons d'organisation disait M. Eugène Fournière, grand théoricien qui fut ouvrier... Et il ajoutait « Je suis pour le label contre le sabotage, pour les contrats collectifs contre la grève générale, pour les lois ouvrières enfin utilisées et servies par les travailleurs contre l'action directe, pour l'internationalisation légale du droit ouvrier contre l'antipatriotisme (1) ».

Les réformistes sont attachés à la grève comme au corollaire de la liberté individuelle, comme à une des conditions nécessaires de la vie sociale pour le prolétaire vivant en société capitaliste, mais ils n'admettent l'usage de ce moyen d'action que dans des cas limités; ils n'ignorent pas que la grève est une arme à deux tranchants qui blesse à la fois celui qui frappe et celui qu'on veut frapper. Ils connaissent les dangers des grèves impopulaires, qui ont pour effet d'indisposer d'une manière permanente le public, dont elles lèsent les intérêts légitimes, contre la classe ouvrière. Aussi ne préconisent-ils jamais la grève pour la grève et le syndicat, qui ne recourrait pas à tous les moyens légaux avant d'opter pour cette guerre limitée qu'est la grève, leur paraîtrait faillir à ses devoirs envers le prolétariat (2).

Le syndicalisme réformiste s'est montré de tous temps favorable aux conversations avec les employeurs; sans nier le moins du monde la lutte des classes, il admet, que pour

(1) *La Revue Socialiste*, Eugène Fournière, *Les Illusions de la violence*.

(2) Keufer, *Typographie française*, 1^{er} juin 1909.

bien combattre un adversaire, il faut le bien connaître et par conséquent le bien fréquenter (1). Fuir de parti pris tout contact avec les patrons lui paraît donc enfantin. Il faut au contraire ne jamais manquer l'occasion de se trouver face à face avec eux pour opposer sa thèse à la leur (2). On peut même admettre une certaine collaboration entre la classe patronale et la classe ouvrière ; sans rien abdiquer de son idéal révolutionnaire, celle-ci ne peut refuser par une intransigeance purement doctrinaire les avantages qu'elle est susceptible d'obtenir immédiatement. Elle a tout intérêt à mettre de l'ordre dans sa lutte, à assurer ses conquêtes par des traités de paix réguliers fixant le statut des deux parties en cause, opposant l'ensemble du groupement ouvrier au groupement patronal ; ces traités sont les contrats collectifs dont la loi du 25 mars 1919 a consacré l'existence et dont dès 1906 l'idée fut acceptée par le syndicalisme réformiste. Il admet également ces commissions mixtes, où patrons et ouvriers discutent en commun les questions de leur ressort, et l'arbitrage, à condition qu'il soit facultatif, c'est-à-dire librement accepté pour chaque espèce par la classe ouvrière.

Il n'en est pas de même de l'arbitrage obligatoire ; cette réforme dans laquelle d'éminents hommes d'Etat ont placé tant d'espérances n'inspire que défiance et répulsion au syndicalisme. C'est que l'absence de sanctions qui caractérise l'application de l'arbitrage obligatoire rend ses effets illu-

(1) Interview de M. Lapierre.

(2) Signalons à cet égard les tout récents articles de M. Dubreuil, un des dirigeants de la C. G. T. parus dans *l'Information sociale*, où l'auteur, au risque de passer pour un réformiste de droite préconise avec beaucoup de force une politique de réalisme syndical et envisage même une certaine collaboration avec la partie la plus conciliante du patronat.

soires et qu'il paraît insensé de renoncer pour eux à cette arme précieuse qu'est la grève.

M. Jouhaux condamne la réforme en ces termes en mars 1920 :

« Dans le passé, cette idée du recours à l'arbitrage n'a jamais eu l'approbation des masses et cependant elle ne se présentait pas sous les mêmes auspices réactionnaires qu'aujourd'hui.

« Pense-t-on vraiment, dans les milieux politiques, qu'avec cette aggravation la classe ouvrière organisée acceptera bénévolement l'arbitrage obligatoire ?

« C'est se faire illusion que croire cela.

« Et comment nos « politiques avisés » ne s'aperçoivent-ils pas qu'il y a actuellement assez de causes de malaises sans encore en ajouter d'autres, et non des moindres ?

« D'ailleurs l'arbitrage obligatoire n'a jamais empêché les grèves d'éclater, pas même en Australie, où cette réglementation des conflits parut être pendant un certain temps le fondement même de la législation sociale.

« Deux exemples suffisent à le prouver :

« En 1913, l'Australie a connu 208 grèves avec 33.693 ouvriers participants ; en 1917, le nombre des grèves est passé à 644 avec 154.061 grévistes !

« Ces chiffres sont, par eux-mêmes, éloquentes ; ils le deviennent plus encore, quand on les compare au chiffre global de la population australienne qui est de 5 millions.

« Enfin, ajoutons que l'année dernière eut lieu, en Australie, contre des décisions arbitrales, une grève générale des marins qui a duré plusieurs semaines ; que cette année même vient de se terminer une grève générale des mécaniciens de la

marine; qu'actuellement une grève générale des typographes vient d'éclater, alors qu'une grève générale des mineurs durerait déjà depuis plusieurs mois.

« Ces exemples ne sont-ils pas suffisants pour mettre en lumière l'inopérance de l'arbitrage obligatoire ?

« Les patrons australiens viennent de publier un mémorandum dans lequel ils constatent eux-mêmes l'échec de l'arbitrage obligatoire. Et c'est après de si retentissants et de si significatifs insuccès que nos parlementaires croient le moment venu d'en doter la classe ouvrière française ?

« Ils retardent, nos législateurs, s'ils se figurent que les syndicats se laisseront ainsi museler.

« Contre tout ce qui portera atteinte au droit *syndical*, lequel contient explicitement *le droit de grève*, on nous trouvera prêts à la résistance (1) ».

D'une manière générale et réserve faite de certaines violences et de certaines compromissions, les réformistes se montrent fort éclectiques quant au choix des moyens à employer. Il est en outre deux éléments qu'ils ne négligent pas moins que les révolutionnaires d'ailleurs, revenus à cet égard de leurs répugnances d'autrefois ; le *Nombre* et l'*Argent*.

Il leur faut, sinon la majorité, du moins une importante partie du prolétariat et, aux extrémistes d'autrefois qui, en disciples d'Ibsen, raillaient l'imbécillité du nombre, ils répondaient non sans raison que les minorités aussi peuvent ne pas être exemptes de ce défaut. Quant à l'argent, ils craignirent longtemps sa puissance corruptrice et préférèrent la pauvreté « plus conforme à l'idéal révolutionnaire », à l'« embourgeoisement » qu'amène trop souvent l'abondance. Mais la néces-

(1) *Information sociale*, 14 mars 1920.

sité de pourvoir aux multiples services de leur organisation les amena peu à peu à une conception différente (1), celle des Syndicats allemands et américains et des Trade Union, dont la « Caisse » est elle aussi un important élément dans la bataille.

Animés d'un réalisme qui transparait dans tous les domaines de leur activité, les syndicats réformistes ne pouvaient témoigner à l'égard de la légalité les mêmes sentiments que les syndicats révolutionnaires : les conseils de modération ne venaient-ils pas de leurs meilleurs amis ?

« Vous êtes les producteurs et vous êtes le nombre, écrivait l'un d'eux en 1909 (2). Vous pouvez donc être le droit et la force. Servez-vous donc de la légalité bourgeoise et par votre nombre vous imposerez votre droit ».

Avant lui les théoriciens du Trade Unionisme, dans un pays où l'on n'accorde à la politique qu'une médiocre confiance, Béatrice et Sydney Webb avaient écrit : « Nous n'avons pas besoin de rappeler à quiconque écrit l'histoire du Trade Unionisme qu'un vote du Parlement a été de tous temps un des moyens par lesquels les Trade-Union britanniques ont cherché à atteindre la fin (3). Dans le même sens, M. Georges Renard, après avoir énuméré les conquêtes dont se vantait le syndicat des égoutiers de Paris, ajoutait (4) :

« Qui croira que le bon vouloir du Conseil municipal fortement teinté de socialisme n'a été pour rien dans ces réformes » ? et plus loin « il n'y a point d'abîme entre l'action directe et l'action politique pas plus qu'entre le syndicalisme

(1) Henri Barbusse dans la *Lueur dans l'Abîme* a pu parler de la mentalité de « nouveau riche » de la C. G. T. au lendemain de la guerre.

(2) P.-M. André, *Le socialisme*, 10 juillet 1905.

(3) Béatrice et Sydney Webb. *Histoire du Trade Unionisme*.

(4) Georges Renard, *Trade Union et Corporations*.

et le socialisme. Séparer les deux mots d'émancipation dont la classe ouvrière peut se servir, serait les condamner l'un et l'autre à l'insuccès. Les socialistes ont à chercher dans les syndicats la force dont ils ont besoin pour donner plus de poids à leurs paroles et à leurs projets de loi... et les syndicats de leur côté ont à chercher chez les socialistes le concours qui leur est indispensable pour faire aboutir leurs revendications ! »

Ces diverses considérations ont incité les syndicats à pratiquer avec les pouvoirs publics durant les années de guerre une politique de collaboration qui sera longuement exposée dans notre dernier chapitre. On verra quels ont été ses résultats et aussi les déceptions qu'elle provoqua chez un grand nombre de syndiqués. A la suite de ces circonstances, certains militants sont revenus à leur ancienne défiance à l'égard du parlementarisme et d'une manière générale à l'égard de l'intrusion de la politique dans les syndicats (1). Beaucoup d'autres cependant continuent à admettre l'éventualité d'une collaboration avec un Gouvernement socialiste ou même socialisant et à *fortiori* une alliance avec le socialisme politique, en respectant bien entendu, dans son intégralité, l'autonomie syndicale.

Comme le syndicalisme révolutionnaire, le syndicalisme réformiste s'est trouvé dans l'obligation de faire connaître sa doctrine fiscale à l'occasion de l'application de l'impôt sur les salaires, prévu par la loi du 31 juillet 1917. L'opposition qu'il a témoignée à cette contribution a été toutefois plus prudente et plus nuancée et il a pris garde de ne pas prêter le flanc par ses attaques aux manœuvres des adversaires de

(1) L. Niel, *La Petite République*, 1911.

l'ensemble de la réforme fiscale, « qui, pour ne pas être une panacée, ne tend pas moins à établir une notion de justice dans l'établissement du système général des impôts (1) ».

Sa critique de l'impôt sur les salaires est une critique historique et juridique, s'appuyant sur des travaux parlementaires, sur le caractère primitif de la loi, les espérances de justice fiscale qu'on avait placées en elle.

Le manifeste de la C. G. T., qui ne dénie nullement l'obligation pour le prolétariat de participer aux charges de la nation, conclut en réclamant un impôt sur la fortune acquise et résume son programme dans les revendications suivantes :

« 1° Abandon des poursuites et saisies;

« 2° Annulation de l'impôt sur les salaires inférieurs à 10.000 francs depuis sa date légale de première application jusqu'au jour où le Parlement aura procédé à un nécessaire remaniement ;

« 3° Revision des taux minima de salaires imposables et fixation de ces taux à :

« 6.000 francs pour les communes de 50.000 habitants et au-dessous;

« 7.000 francs pour les communes de plus de 50.000 habitants ou situées dans un rayon de 15 kilomètres à partir du périmètre de la partie agglomérée d'une commune de plus de 50.000 habitants ;

« 8.000 francs à Paris et dans les communes de la banlieue dans un rayon de 25 kilomètres à partir du périmètre de l'octroi de Paris ;

« La fraction du revenu imposable comprise entre le mini-

(1) La C. G. T. et l'impôt sur les salaires.

mum exonéré et la somme de 10.000 francs serait comptée pour moitié ;

« 4° Obligation de consulter les organisations ouvrières pour l'évaluation du minimum nécessaire à l'existence ;

« Pour cela, constitution de Commissions régionales et d'une Commission supérieure dans lesquelles entreront les délégués des organisations ouvrières dans la proportion de 50 0/0 ;

« 5° Contre toute augmentation nouvelle des impôts de consommation ; au besoin pour leur diminution et l'augmentation proportionnelle des impôts sur les grosses fortunes, par le simple jeu des augmentations des tarifs prévus dans la loi d'impôt sur le revenu ».

La doctrine du syndicalisme réformiste à l'égard de l'anti-militarisme est assez complexe et les militants sont assez souvent divisés à cet égard, comme ils l'étaient déjà en 1911, quand M. Carcanagues les interviewa (1). S'ils sont unanimes à blâmer l'intervention de l'armée dans les grèves et son rôle de « remplacement » et de répression, s'ils répudient tous le chauvinisme et préconisent l'Union internationale des travailleurs, certains d'entre eux restent attachés à l'idée de défense nationale, tandis que les autres plus rares nient l'utilité de l'armée elle-même. En dépit de ces divergences théoriques, on peut affirmer que pratiquement le syndicalisme réformiste ne sépare pas les intérêts de la classe ouvrière des intérêts généraux de la nation.

* * *

Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste

(1) Voir les réponses des militants à la fin de sa thèse sur le syndicalisme révolutionnaire.

sont deux aspects, de la conscience ouvrière et de l'avis d'un éminent théoricien du réformisme (1), leur double action paraît avoir son utilité.

« D'un côté c'est la passion, l'audace, un magnifique enthousiasme, de l'autre c'est la réflexion, le bon sens, une séduisante sagesse ».

Et l'auteur conclut plein d'optimisme « C'est surtout dans les syndicats ouvriers et dans les laboratoires de savants que se prépare pour l'humanité un avenir meilleur (2) ».

* * *

III. — LE SYNDICALISME CHRÉTIEN

a) *Ses origines, ses caractères corporatifs et confessionnels*

Le mot même de syndicat a longtemps soulevé chez les catholiques de France les plus vives appréhensions. En dépit des avertissements prophétiques de M. de Mun, les syndicats rencontrèrent chez la plupart des chrétiens une résistance passive ou une franche hostilité.

Nous avons vu pourtant que dès 1887, des syndicats d'employés s'étaient formés avec une doctrine et une méthode propres, différant de celles du syndicalisme révolutionnaire et réformiste, encore que moins éloignée bien entendu du

(1) L. Bouglé : *Syndicalisme et Démocratie*.

(2) Après la doctrine du syndicalisme réformiste et celle du syndicalisme chrétien, il faudrait signaler, tout au moins, celle du syndicalisme indépendant, dont M. Gaston Morin, professeur à la Faculté de droit de Montpellier est un des principaux théoriciens : Ni politique, ni confessionnel, ni jaune, ni révolutionnaire, le syndicalisme indépendant poursuit la modification du régime de salariat basée sur la solidarité des employés et des patrons. Il réagit dans ce but contre l'individualisme excessif de la Révolution française qui a entièrement méconnu les bienfaits de l'Association et de l'action collective « et préconise la constitution d'un « Sénat professionnel » et de Conseils paritaires officiellement investis d'attributions étendues, dans toutes les professions.

second que du premier. Le syndicalisme chrétien, qui compte actuellement trente-cinq années d'existence, n'exerça longtemps qu'une influence très faible sur la vie sociale de la France. Nombre d'ouvriers catholiques adhéraient à la Confédération Générale du Travail ; la question confessionnelle leur semblait ne pas être en jeu dans une organisation purement professionnelle et les plus audacieux d'entre eux estimaient qu'au sein de cette organisation ils pouvaient lutter efficacement de par leur seule présence contre « les dangereuses déviations du syndicalisme ouvrier, l'antipatriotisme, l'anticléricalisme, le néo-malthusianisme » (2). Les membres du Sillon furent de ceux-là et M. Sangnier, leur chef très écouté, n'a pas encore abandonné l'espoir de christianiser la C. G. T. où le travail serait possible, mais fort ardu en raison de certains extrémistes.

Cependant une importante partie du prolétariat catholique s'est groupée depuis trois années en une *Confédération Française des Travailleurs Chrétiens*, qui a su dégager la doctrine du syndicalisme catholique, et représente maintenant une force autonome appelée à jouer un rôle intéressant dans l'histoire sociale contemporaine.

En définissant cette doctrine, l'esprit qui l'anime, le but qu'elle poursuit et les moyens qu'elle préconise, ses points de vue essentiels à l'égard des questions qui dominent aujourd'hui le syndicalisme ouvrier, il importe de la distinguer de celle du syndicalisme jaune dont j'ai signalé l'existence et qui n'a guère survécu au bouleversement de la guerre. Si les idées du syndicalisme chrétien semblent en effet se rapprocher par leur modération et leur réalisme de celles du

(1) *La Démocratie*, 9 mai 1920.

syndicalisme jaune, elles sont inspirées pourtant par un esprit fort différent : une indépendance totale envers le patronat, une loyauté à l'égard de la classe ouvrière, qui ne fut jamais suspectée et qui a permis à M. de Las Cazes d'écrire en des termes un peu vifs, dans l'intéressante plaquette qu'il a consacrée au syndicalisme chrétien : « Il ne s'enlisa jamais dans les hontes de la jaunisse (1) ».

C'est dans les encycliques pontificales, dans l'école sociale catholique de Le Play, dans les œuvres du Comte de Mun et de M. de Las Cazes, dans ces « semaines sociales » organisées sous le patronage de l'Eglise par de généreux esprits, économes chrétiens et membres du clergé illustres ou modestes, qu'il faut chercher les sources de la doctrine syndicaliste chrétienne (2).

La célèbre Encyclique « *Rerum Novarum* » eut une grande part dans l'élaboration de cette doctrine. En condamnant le socialisme et ses excès, le pape Léon XIII avait précisé clairement les devoirs sociaux des catholiques et la nécessité pour eux de coopérer à l'amélioration de la condition des travailleurs. Il avait posé nettement ces principes « que la paix sociale et l'organisation professionnelle, assise indispensable de cette paix, ne peuvent être réalisées que par l'application des idées de justice et de charité chrétienne... que l'homme étant l'élément essentiel de la production, dont il est à la fois la cause et le but, les conditions de la production doivent permettre le développement normal de la personnalité

(1) *Le syndicalisme chrétien*, 1920.

(2) Peut-être serait-il plus exact d'employer le terme de syndicalisme catholique, puisque en France le syndicalisme chrétien comprend une grande majorité de catholiques. Mais il ne faut pas oublier que dans les pays de l'Europe centrale il compte nombre de protestants et qu'en France même, sa doctrine se rattache par delà le catholicisme à celle de l'Evangile.

humaine dans l'ordre individuel, familial et social ». C'est donc avec raison qu'en tête de ses statuts, la Confédération Française des Travailleurs chrétiens se réclamait de l'encyclique de Léon XIII (1) et proclamait le caractère essentiellement religieux de sa doctrine.

« Catholique par ses origines, la Confédération l'est par ses déclarations, par ses chefs, par son action, par sa formation.

« Le syndicat n'est pas et ne peut pas être une œuvre de persévérance religieuse; il est et doit rester légalement une association professionnelle librement et exclusivement dirigée par des professionnels. Si donc on veut que ces professionnels le dirigent dans la voie droite, ce n'est pas par la vertu plus ou moins souveraine d'une formule qu'on y parviendra, mais c'est en assurant, en dehors du syndicat et parallèlement à lui, la formation et la persévérance religieuse de ses chefs et de ses membres et en favorisant son recrutement dans les milieux catholiques.

« Aussi, nous tournant respectueusement vers ceux qui ont charge de nos consciences, nous nous permettons de paraphraser l'apostrophe célèbre du baron Louis : « *Faites-moi de bonne politique et je vous ferai de bonnes finances* », et de leur dire, non sans quelque insistance : « *Donnez-moi de bons catholiques et nous vous ferons de bonne politique syndicale* ».

« Nous permettront-ils de leur exprimer, une fois encore, le douloureux serrement de cœur que nous éprouvons à retrouver parmi les militants, les plus ardents parfois, du syndicalisme révolutionnaire et, en tous cas, parmi les adhérents, de trop nombreux membres des œuvres de persévé-

(1) De même l'Encyclique *Motu proprio* du pape Pie X.

rance catholique que les nécessités parfois impérieuses de la vie professionnelle — dont on n'avait pas, dans ces œuvres, prévu et assuré la satisfaction — y ont peu à peu amenés et retenus au grand détriment de leur foi.

« Aujourd'hui comme hier donc, la C. F. T. C. proclame sa volonté toujours aussi énergique de suivre la doctrine sociale catholique; elle conserve le souci profond d'un recrutement de choix, aussi nécessaire d'ailleurs à sa prospérité matérielle qu'à la netteté de ses principes; elle n'a jamais voulu et ne veut pas sacrifier à la chimère du nombre la féconde réalité de sa force de dévouement et de sa cohésion. Elle croit donc ne pas être indigne qu'on lui accorde crédit et confiance.

« Ce qui assure l'avenir, en effet, ce n'est pas le présomptueux orgueil de ceux qui prétendent le deviner, le façonner à leur guise, c'est l'effort modeste de ceux qui besognent dans le présent et qui attendent de Dieu seul le succès et la paix promise aux hommes de bonne volonté ».

D'inspiration religieuse, le syndicalisme catholique est essentiellement corporatif et décentralisateur. Il sait que le syndicat est l'héritier direct de cette corporation dont le rôle fut si bienfaisant sous l'ancien régime, tant au point de vue du patron que du compagnon, de l'apprenti et du consommateur. L'avenir appartient à la corporation modernisée :

« L'organisation corporative doit grouper les divers éléments de la production en associations séparées, jouissant d'une indépendance absolue, mais reliées par des commissions mixtes. Elle est indispensable à assurer l'harmonie des forces productrices et la juste appréciation de leurs droits. Cette organisation doit se réaliser en toute liberté. Travailleurs et employés doivent pouvoir se grouper, comme ils

l'entendent, en tenant compte de leurs affinités et sans qu'un organisme quelconque puisse prétendre à l'hégémonie (1) ».

Cette modération dans la lutte, ce respect scrupuleux de l'indépendance des autres organisations sociales, n'empêche pas le syndicalisme catholique de viser à certaines transformations.

« Le capital, sous sa forme ancienne de moyen financier destiné à l'acquisition des moyens de production, possède sans doute un droit de propriété sur les objets qu'il a permis d'acquérir et a droit à une rémunération pour les possibilités de production qu'il apporte et les risques qu'il court, mais il n'est en lui-même qu'une force inerte au même titre que les forces naturelles et il n'est un élément de la production que lorsqu'il est fécondé par l'intelligence humaine sous sa triple manifestation, invention, direction et exécution.

« La Confédération Française des Travailleurs Chrétiens estime donc qu'un progrès social serait réalisé, si les divers éléments associés dans la production l'étaient aussi dans le partage du produit en dehors et en complément de la rétribution due à ces divers éléments. Les conditions de cette association devront être débattues et établies par les organisations professionnelles représentatives des intéressés. Il appartient en effet à ces dites professions et non à une organisation générale d'aviser aux modalités les plus avantageuses pour chacune d'elles. La réalisation d'une réforme de ce genre ne peut évidemment s'effectuer que d'une façon prudente et elle ne saurait entraîner l'abandon de la participation aux bénéfices, bénévolement établie, qui est une base d'expérience sociale, un moyen d'éducation et qui est de nature à réparer

(1) Confédération française des Travailleurs chrétiens, Congrès du 22 mai 1921.

dans une certaine mesure les imperfections économiques du régime actuel ».

Le but un peu lointain ne fait pas oublier aux syndicalistes chrétiens les réformes les plus urgentes à obtenir : leur Congrès de mai 1921 en donne l'énumération en ces termes :

« Une répression plus efficace et plus énergique contre les excès de mercantilisme, la répression du luxe effréné et de la scandaleuse impunité des profiteurs de la guerre, dont le contraste avec les misères et les difficultés de la vie de ceux qui ont tout sacrifié pour le salut commun, offensent la morale et sont contraires au bon ordre, la reconstitution de la main-d'œuvre française par l'établissement d'un logement salubre et le développement des lois qui permettent l'acquisition et l'extension du bien de famille, le maintien de la loi de huit heures et son application progressive, la création de caisses corporatives pour l'application de la loi de retraites, enfin le développement de l'enseignement professionnel ».

* * *

b) *Ses moyens d'action*

Pour réaliser ces buts importants et précis, les lois de la religion autant que celles de l'expérience commandaient de n'employer que des moyens pacifiques. A cet égard les syndicats catholiques partagent entièrement les vues du syndicalisme réformiste. Ils sont plus prudents encore et rejettent non seulement avec mépris sabotage, boycottage et autres formes d'action directe et violente, mais encore n'acceptent l'emploi de la grève qu'avec réserve et pour des raisons d'ordre uniquement professionnel. Ils ajoutent, il est vrai,

qu'elle est un moyen de défense légitime et parfois nécessaire, et revendiquent le droit pour l'organisation syndicale d'intervenir dès le début du conflit comme mandataire régulier de ses membres et comme défenseur de la convention de travail régulièrement signée par elle. Mais l'histoire des faits du syndicalisme nous montrera que si les syndicats catholiques n'ont pas hésité parfois à s'associer à des mouvements de grèves ou même à les déclancher, quand ils jugeaient à la fois leur motif raisonnable et leur succès probable, ils se sont gardés en échange de prêter leur appui à celles qui poursuivaient des résultats illusoires; c'est ainsi que dans certaines circonstances la hausse purement nominale des salaires, qui devait entraîner fatalement la hausse du coût de la vie et n'apporter en somme aucun avantage aux travailleurs leur a paru une revendication inopportune et qu'ils se sont montrés soucieux surtout d'amener la hausse réelle du salaire par la diminution du coût de la vie. Bien plus, ils n'ont témoigné aucune hostilité de principe à l'idée d'une baisse des salaires, au cas où les taux existants seraient absolument incompatibles avec la continuation d'une industrie, à condition toutefois que le patronat et les pouvoirs publics joignent leurs efforts pour assurer à l'ouvrier des conditions de vie suffisante. Au contraire, le maintien de la journée de huit heures qui donne au travailleur les loisirs nécessaires pour se consacrer à la vie morale et religieuse, est resté un article intangible de leur programme.

Le syndicalisme catholique qui n'accepte la grève qu'avec réserve se montre naturellement favorable à la formation de commissions mixtes, patronales et ouvrières qui préviennent les conflits, à l'usage de l'arbitrage qui les résout, ainsi qu'à

l'élaboration de contrats collectifs ; il préconise également l'intervention des consommateurs réunis dans des lignes d'acheteurs qui ne doivent accorder leur clientèle qu'aux maisons offrant toutes les garanties désirables de « moralité sociale ».

* * *

Bien que foncièrement patriote et tout à fait étranger à toute idée d'antimilitarisme, le syndicalisme catholique, tout comme le syndicalisme réformiste et révolutionnaire, avait l'impérieux devoir d'internationaliser son action. Entre l'Internationale économique et financière « entité réduite, mais rendue toute puissante par la guerre » et l'Internationale ouvrière « cohue nombreuse et turbulente, agitée de spasmes violents, mais qu'une troupe audacieuse de militants mène malgré ses mouvements désordonnés vers des buts trop certains », la Confédération française des Travailleurs chrétiens devait jouer son rôle : constituer « le bloc modeste, mais cohérent et résolu des travailleurs que rassemble un même idéal chrétien de justice et de charité et qui ne veulent d'aucun esclavage, d'où qu'il vienne et quel que soit le nom dont il se pare ».

« Tâche ardue et pleine de dangers... Combien de critiques ne nous a-t-elle pas values et ne nous vaudra-t-elle pas encore.... S'agit-il d'inquiétudes patriotiques ? Nous répondrons qu'assez de morts manquent parmi nous et que leur souvenir reste assez présent dans nos mémoires pour que nous ne puissions pas être tentés de nous rendre indignes d'eux ; qu'assez de vivants chez nous ont vécu la guerre et ont souff-

fert, pour qu'on n'ait pas de leçon de patriotisme à nous donner ».

C'est en ces termes que dans la déclaration de son Congrès de 1921, la C. F. T. C. a relevé les attaques de ses adversaires... Et elle ajoutait :

« C'est au moment même où la production tend à s'internationaliser, où de nombreux chefs d'entreprises commerciales, industrielles ou financières ne craignent pas de créer d'énormes consortiums internationaux, de signer des arrangements de tous ordres avec nos ennemis d'hier ou d'aujourd'hui, qui auront sur l'organisation de notre production nationale et sur les conditions mêmes du travail des répercussions profondes, qu'on semble dénier aux travailleurs le droit de s'organiser et de se défendre sur le terrain nouveau où les événements économiques les entraînent. Les chefs d'entreprises sont-ils donc moins sujets aux erreurs économiques que les travailleurs aux erreurs sociales ? Ces erreurs économiques sont-elles moins dangereuses au point de vue national que les erreurs sociales elles-mêmes ?

« Nous ne saurions donc oublier les graves responsabilités qui pèsent sur nous, quelques modestes que nous soyons, dans ce mouvement international chrétien auquel nous collaborons. Les conditions dans lesquelles nous agissons ont été précisées à l'heure même où ce mouvement a pris naissance, et il nous suffira de vous remettre en mémoire la déclaration faite sur notre proposition à l'ouverture même du congrès de la Haye de juin 1920 :

« *Les délégués de toutes les organisations nationales adhérentes au congrès reconnaissent que la morale chrétienne, base de l'édifice social, exige de tous, nations comme indi-*

« vidus, le respect de la liberté humaine, de la parole donnée, de la propriété individuelle ou collective, régulièrement acquise, et impose la juste réparation des dommages volontairement causés ».

« Voilà la voix de la justice ! nous ne l'avons pas oubliée, et elle parlera par notre voix tant que la justice n'aura pas été satisfaite. Mais elle ne nous empêchera pas cependant d'entendre la voix de la charité; elle ne nous empêchera pas de sentir et de comprendre l'immense désir de paix qui monte de l'humanité défaillante et troublée. Et si nous ne croyons pas qu'il soit possible de réaliser la paix sans la justice, nous ne croyons pas non plus qu'on puisse y parvenir sans la charité. Quel est donc cet évangile, si ce n'est le nôtre, et à qui donc, catholiques que nous sommes, laisserons-nous encore le soin de l'annoncer ?

* * *

A l'égard des obligations fiscales et notamment de l'impôt sur les salaires, le syndicalisme chrétien, partisan scrupuleux de la légalité, engage formellement ses adhérents à remplir leur devoir de contribuables. Son loyalisme ne l'empêche pourtant pas de constater que l'Administration des Finances témoigne aux ouvriers défaillants une sévérité singulièrement plus grande qu'aux contribuables assujettis à l'impôt sur les bénéfices de guerre. Aussi la C. F. T. C. émet-elle le vœu dans son Comité National des 15 et 16 octobre 1921 que certains tempéraments soient apportés dans l'assiette et la perception de l'impôt sur les salaires. Elle demande :

1° Qu'en présence de la crise actuelle de chômage, une

certaine latitude soit laissée, suivant les cas, pour le paiement de l'impôt et que les poursuites soient suspendues contre tout salarié ayant un revenu inférieur à 10.000 francs, charges de famille non comprises;

2° Que le minimum de salaires actuellement exempté d'impôt soit élevé jusqu'au chiffre susdit, avec effet rétroactif;

3° Que les bases d'imposition soient fixées de façon plus élastique, après consultation des groupements professionnels et des autorités locales.

Il me reste à examiner en terminant l'attitude du syndicalisme chrétien à l'égard des diverses collaborations qui peuvent s'offrir à lui pour la réalisation de son œuvre du côté gouvernemental, ouvrier et patronal. Ses principes mêmes lui commandent de n'en repousser aucune. Les moyens d'action en effet, purement pacifiques, impliquent ainsi que nous l'avons vu, l'entrée de ses délégués dans les commissions paritaires, dans les conseils des prud'hommes et dans le Conseil Supérieur du Travail. Tous les comités, dont les portes se sont ouvertes sous la pression de ses militants, lui semblent un champ d'action favorable pour pratiquer une certaine collaboration avec le Gouvernement. Mais une collaboration purement corporative et à laquelle toute considération de politique devra rester étrangère.

Quant aux syndiqués des deux Confédérations Générales du Travail, malgré les vives critiques que la C. F. T. C. n'a pas ménagées à leurs dirigeants, malgré sa répulsion pour le bolchevisme en opposition si complète avec le but et les

méthodes de la doctrine du syndicalisme chrétien, la C.F.T.C. ne ressent nulle antipathie pour ces frères de lutte et de travail; elle est même prête à unir dans certains cas ses efforts aux leurs pour la défense de leurs intérêts communs, mais elle ne saurait toutefois admettre le principe d'une unité de front avec eux :

« Loyauté professionnelle, union d'action avec tous nos frères du travail pour défendre et faire triompher des causes justes par des moyens légitimes : oui et de grand cœur ! Unité de front avec les contempteurs de nos principes et de nos doctrines, en vue d'une révolution sans merci : jamais ! »

Au patronat aussi, la C. F. T. C. est prête dans certaines conditions à tendre la main. Elle ne lui épargne pas cependant les conseils de morale :

« Trop peu de patrons, d'après elle, connaissent les travailleurs... »

« Est-ce parce que la forme actuelle de la production éloigne de plus en plus le patron de l'ouvrier de telle sorte que celui-là ne rencontre plus celui-ci que lorsqu'il s'agit de discuter ou de sévir ? Est-ce par suite de l'oubli de plus en plus fréquent des principes chrétiens dans les relations économiques ? Toujours est-il que jamais peut-être, dans certains milieux patronaux, le travailleur n'a été plus méconnu et qu'on ne l'a moins cru capable de réflexion, de jugement et de personnalité.

« On oublie trop cependant, dans ces milieux, que si l'ouvrier de nos jours ne possède pas peut-être plus de valeur intellectuelle que celui d'autrefois, il a, tout au moins, plus de possibilité de penser et de comprendre. Et puis, la pauvreté et surtout la misère sont souvent de rudes écoles d'énergie et

d'expérience, si elles sont parfois, hélas ! des écoles de dépravation et de révolte.

« Trop de patrons de la vieille école, de ceux auxquels un député donnait fort heureusement le nom de « patrons de droit divin », oublieux des devoirs religieux, moraux et quasi familiaux qui suivant la doctrine de Le Play les rattachent à leurs ouvriers, ferment l'oreille à leurs justes revendications.

« Si le monde patronal connaissait davantage le caractère du travailleur français, qui n'est autre que ce soldat français dont le général de Castelnau a tracé un émouvant et inoubliable portrait; s'il se penchait sur ses misères et sur ses défauts, non pas comme un homme d'affaires ou comme un juge, mais comme un frère en Jésus-Christ, quels trésors d'intelligence, de bon sens et de dévouement il découvrirait en lui et pourrait mettre en œuvre pour le plus grand bien de la production nationale !

« Si l'on apprenait mieux à ceux qui dirigent les entreprises ou qui les dirigeront un jour qu'il n'y a pas que le travailleur qui ait des devoirs, mais que le patron lui-même en a, et de toutes sortes, et d'autant plus grands qu'il est plus haut placé dans le monde économique, combien la justice sociale y gagnerait !

« Si enfin le monde patronal, comprenait mieux que lorsque certains sacrifices sont nécessaires pour rétablir l'équilibre social près de se rompre, ce n'est pas à celui qui a peu ou qui n'a pas assez qu'il faut les demander, mais à ceux qui possèdent beaucoup, dussent-ils sacrifier à la sécurité du lendemain le gain non intangible de la veille, combien plus certainement on éviterait les révolutions menaçantes ! ».

C'est par ces lignes éloquentes que je terminerai cet exposé

des doctrines du syndicalisme chrétien qui, à côté du syndicalisme révolutionnaire et réformiste incarné depuis quelques années, les tendances profondes et non les moins intéressantes d'une partie du prolétariat ouvrier et employé.

* * *

IV. — LE SYNDICALISME DES TECHNICIENS

a) *Ses origines. L'influence de Walther Rathenau*

Si le syndicalisme chrétien doit aux trois années d'après-guerre un essor que trente années de vie normale n'avaient pu lui assurer, le syndicalisme des techniciens leur doit plus encore : son existence même, en tant que doctrine et aussi en tant que réalité. Ce n'est pas qu'antérieurement à la guerre les théoriciens du socialisme et du syndicalisme n'aient reconnu la nécessité d'une collaboration des compétences techniques avec le monde ouvrier. MM. Georges Renard et Maxime Leroy l'avaient maintes fois recommandée aux militants du prolétariat qui lui témoignaient une défiance injustifiée. Mais désormais, c'est au sein des techniciens eux-mêmes que cette collaboration est proposée. Des ingénieurs, des employés, des agriculteurs se groupent avec la prétention de défendre non seulement les intérêts particuliers de leur profession, leurs droits si souvent méconnus de classes moyennes écrasées dans la lutte entre le capital et le travail, mais aussi les intérêts généraux de la nation et de l'Europe; ils se mettent immédiatement à l'œuvre de réformation sociale qui ne pourra être féconde que si elle s'appuie sur eux.

Deux grands événements avaient illustré cette vérité élé-

mentaire et trop souvent oubliée que rien ne s'improvise et qu'à côté, au-dessus même de la main qui finance et de la main qui travaille, il faut placer le cerveau qui dirige. Ces deux événements furent la guerre et la Révolution russe.

Dans toutes les nations belligérantes, la mobilisation économique non moins essentielle que la mobilisation militaire ne s'effectua qu'avec le concours des techniciens; et la victoire de l'Entente fut retardée dans la mesure où ces concours avaient été insuffisamment prévus ou négligés. La Révolution russe de son côté, éprouva par de nombreuses erreurs dont ses dirigeants ont fait l'aveu, ce qu'il en coûte de détruire aveuglément, sans avoir préparé les cadres de la société nouvelle et les circonstances lui imposèrent souvent l'obligation de recourir à prix d'or aux techniciens de l'ancien régime pour parer aux dangers les plus pressants qui devaient fatalement menacer une nation privée de ses dirigeants économiques.

En dehors de ces deux événements, il importe de signaler aussi l'influence d'un théoricien particulièrement éminent du syndicalisme technique, auquel l'Allemagne dut pour une grande part sa résistance économique de 1914 à 1918, et qui fut assassiné il y a quelques mois par les émissaires pangermanistes, WALTHER RATHENAU.

Ce prince de l'Industrie, président de l'*Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft* avait témoigné, dès avant la guerre, de ses préoccupations sociales, dans trois ouvrages intitulés : *Zur Kritik der Zeit* (1912), *Zur Mechanik des Geistes* (1913) et *Von Kommenden Dingen* publié seulement en 1917; on connaît son rôle durant les hostilités, où il remplit au ministère de la Guerre allemand les fonctions de Commissaire Général

au ravitaillement des matières premières et conquiert à ce titre la reconnaissance du Ministère et du Grand Quartier Général (1). Après la guerre il se voue à la reconstitution de son pays éprouvé par la défaite et en de célèbres accords avec le Ministre français des Régions libérées, s'efforce de jeter les bases d'une politique de réparations basée sur la collaboration de la France et de l'Allemagne.

La conception philosophique et sociale de Walther Rathenau est assez précise, assez originale et assez élevée pour qu'on s'y arrête quelques instants. Il semble qu'elle ne puisse se révéler pleinement que lorsqu'on a distingué clairement dans l'esprit de son auteur la double tendance idéaliste et réaliste qui l'éloigne à la fois des injustices du régime capitaliste actuel et des dangereuses imprécisions du socialisme.

Que Walther Rathenau soit un profond idéaliste; il n'est que de le lire pour s'en apercevoir et de retenir par exemple ces deux pensées qui lui sont familières... « Ne jamais quitter la terre d'un pied, ni les astres des yeux (1) ». « Dans le son de tout instrument organisé résonne le déroulement de la symphonie (2) ». Walther Rathenau a pleinement conscience que notre époque cherche son âme et ne pourra la trouver qu'à condition d'une rénovation totale, comportant le renoncement aux jouissances vulgaires, un sentiment plus profond de la solidarité qui lie les hommes entre eux et les générations entre elles. Pour cette œuvre essentielle, peu importe

(1) Voir *Deutschlands Rohstoffversorgung*.

(2) On consultera avec profit l'attachante étude que lui consacrait M. Gaston Raphael en 1919.

Docteur en Physique, Chimie et Mathématiques, Walther Rathenau fit de nombreux voyages d'études à travers le monde et partagea sa courte vie entre la direction de ses industries, ses fonctions officielles et ses ouvrages sociaux.

(1) Où va le monde ?

(2) *Am Deutschlands Jugend*.

la forme politique du régime; longtemps même — soit opportunisme, soit sincérité — Walther Rathenau a préféré la monarchie, parce qu'il faut à la tête de l'Etat « un homme profondément respectable, exempt de tous les désirs, appétits et tentations de la vie commune, un homme consacré, et non pas un arriviste parvenu au terme de son heureuse carrière (3) ». Mais ce qu'il faut avant tout, en monarchie comme en République, ce sont des hommes auxquels il soit accordé « un esprit qui cherche et un cœur infatigable (4) ». Ce profond idéalisme le conduit naturellement du côté des défenseurs des classes laborieuses et lui inspire pour ces classes une sympathie particulière :

« Lorsqu'on ressent comme une brûlure, l'esclavage d'une partie du sang qui nous est apparente, que nous aimons, qui est divin, on n'aura pas peur de marcher un bout de chemin côte à côte avec le socialisme ».

Mais Walther Rathenau par sa culture, par son métier, ne peut se contenter des solutions et des méthodes trop fantaisistes à son gré du socialisme « qui n'a jamais rien édifié de positif, qui s'est enfermé dans de redoutables fanatismes de l'intellect » au point de mériter cette définition sévère : « Associations d'intérêts, hiérarchie de fonctionnaires ». Le salut viendra non pas du Politique, mais de l'Economique. « Société des Nations, désarmement, tout cela est bel et bien, mais tout cela restera inopérant, si vous ne commencez tout d'abord par une organisation économique universelle. Je n'entends par là ni la suppression de l'économie nationale, ni du libre échange, ni des lignes douanières, mais bien la

(3) Von Kommenden Dingen.

(4) Am Deutschlands Jugend.

répartition et l'administration en commun des marchandises internationales et des moyens financiers internationaux... Un syndicat international contrôle les matières premières du négoce mondial... il les met à la disposition de tous à des conditions identiques en prenant pour base du moins dans les débuts le barème de consommation, tel qu'il était jusqu'à ce jour.... De même les livraisons des Etats se feront d'après l'échelle normale de leurs diverses productions; ils seront libres de passer des conventions au sujet des modifications possibles et de procéder à des virements dans des quantités (1) ».

Ainsi sera substituée aux anarchies nationales l'organisation économique mondiale.

La même organisation se retrouvera à l'intérieur de chaque pays où le capitalisme ne sera pas supprimé, mais seulement modifié, moralisé dans ses sources qui sont aujourd'hui l'héritage, la spéculation, le monopole et qui ne seront plus que le travail.

A la base de cette organisation, secondant l'Etat dans sa tâche et le plus souvent substitué à lui, nous retrouvons le syndicat. Le syndicat, qui comprend à la fois ouvriers, techniciens et capitalistes, est investi des droits les plus étendus, on pourrait presque dire souverains; c'est lui qui vend, achète, exproprie au nom de la Puissance publique. Les syndicats qui affecteront la forme de sociétés anonymes seront unis en fédérations, qui collaboreront étroitement avec le Gouvernement, veilleront à l'application des lois d'assistance et de prévoyance et jouiront, elles aussi, de l'indispensable autonomie administrative et financière. Les bénéfices seront

(1) Am Deutschlands Jugend.

décomposés d'une part en rémunération du capital, d'autre part en rémunération du concours de l'Etat, des ouvriers et des techniciens ; le surplus sera attribué aux usagers et consommateurs sous forme de réduction de prix de vente et de ristourne et des provisions spéciales seront prévues naturellement en faveur des syndicats et des fédérations.

La plus grande économie sera de rigueur dans la consommation et la plus grande énergie dans la production.

Pour sauver le monde et en particulier l'Allemagne, il faut produire sans multiplier dangereusement les types de fabrication dans le seul but de flatter la coquetterie de la clientèle, il faut que les techniciens, les capitalistes, les ouvriers, s'associent entre eux, mettent un terme à ces conflits qui dans l'organisation future seront obligatoirement tranchés par l'arbitrage.

Tel apparaît dans ses grandes lignes le syndicalisme « technique » de Walther Rathenau. Par son ampleur, sa précision, il devait exercer un grand attrait sur les nombreux intellectuels épris d'ordre et de justice, qu'éloignaient à la fois le désordre et l'iniquité capitalistes, la dictature soviétique et l'anarchie syndicaliste.

* * *

b) *La doctrine de l'U. S. T. I. C. A.*

La doctrine de l'*Union Syndicale des Techniciens de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture*, présente de nombreux points communs avec celle de Walther Rathenau. Dans quelle mesure l'influence de l'économiste allemand a-t-elle

agi sur les techniciens français ? Il est difficile de l'apprécier. Il serait inexact en tous cas d'exagérer cette influence et d'oublier qu'en France aussi, la guerre avait révélé l'importance de la « technicité » et rapproché ouvriers et techniciens (1).

La création du Conseil Economique du Travail par les soins de la Confédération Générale du Travail fut une intéressante manifestation de cet état d'esprit, entièrement conforme d'ailleurs aux enseignements de certains théoriciens socialistes. Le 9 mars 1919 un appel aux techniciens de l'Industrie, des Arts industriels, du Commerce, de l'Agriculture était lancé par quatre techniciens; M. Roger FRANCO, Ingénieur E. C. P., MONTAGNON, Ingénieur A. M., Alfred AGACHE, Architecte, RIPERT, Directeur commercial, LOUZON, Ingénieur agronome. Il exposait en ces termes la nécessité d'un syndicalisme technique :

« Toutes les compétences, tous les techniciens, tous les économistes sont d'accord sur la nécessité absolue de modifier en France les méthodes de travail, de réorganiser la vie du pays en vue de l'adapter aux conditions économiques de la vie moderne.

« L'organisation d'avant-guerre de l'Etat français était irrationnelle. Pour faire face aux fabrications intensives de guerre, des organismes nouveaux ont dû être créés qui, orientant les initiatives, classant les activités, se sont souvent superposés à la vieille administration.

« Les efforts faits pour organiser la production firent appa-

(1) *L'information sociale* que dirige M. Charles Dulot et dans laquelle nous avons puisé une abondante et précieuse documentation fit beaucoup pour ce rapprochement. C'est dans ses bureaux que prit naissance l'U. S. T. I. C. A. et l'*Information* fut pendant de longs mois l'organe de cette association.

raître nettement la prépondérance que tend à prendre dans l'Etat le domaine économique sur le domaine politique.

« Dans l'âpre mêlée sociale de l'après-guerre les techniciens trouvent d'un côté, le haut patronat; de l'autre, les ouvriers.

« Or, l'élément technique, sans lequel le travail ne peut produire rationnellement, sans lequel le capital ne peut être mis en œuvre, n'intervient pas ou intervient peu dans l'élaboration des réformes. Il ne peut émettre des avis autorisés, il ne peut même pas présenter la défense de ses intérêts.

« Au milieu des modifications économiques et sociales profondes qui sont en gestation, les techniciens sont isolés, ils sont muets, ils sont sans défense. Pourtant, plus proches de l'ouvrier, connaissant sa mentalité, ses aspirations, ils sont capables de présenter des solutions d'ordre pratique aux problèmes sociaux, ils peuvent préciser la collaboration fructueuse qu'on peut attendre de l'ouvrier, ils savent aussi ce que les directions peuvent céder aux justes réclamations du travail. Dans la question primordiale de l'apprentissage et de l'enseignement professionnel, ils sont les plus qualifiés pour connaître les lacunes de la situation actuelle et y indiquer les remèdes. A mi-chemin entre le capital et le travail ils sont directement intéressés au meilleur rendement social de l'ensemble. Pourtant s'ils ne s'organisent pas dans la refonte de l'Etat, s'ils n'occupent pas la place que leur science, leur technique, leur expérience légitiment, ils risquent de voir leurs intérêts lésés ».

Cet appel fut entendu des techniciens. L'Union se forma et bénéficia dès sa création des bienveillants encouragements de M. Albert Thomas, ancien Ministre des Munitions, qui, aussi bien comme socialiste que comme homme d'Etat, était

un ardent partisan de la collaboration des manuels et des intellectuels.

« Je fais appel à nos techniciens (1), disait-il, à ceux d'entre eux bien entendu qui se sont tracés comme règle d'agir en toute indépendance sans subordonner leur jugement à celui des patrons susceptibles de les employer. Je fais appel aux hommes qui veulent servir non pas les ambitions égoïstes de telle ou telle classe, mais les intérêts de la collectivité ».

L'U. S. T. I. C. A., dès sa naissance, ne sépara pas ces intérêts généraux de ceux des techniciens et des ouvriers. Plus nettement encore que Walther Rathenau, que sa culture et sa situation éloignaient du socialisme dont seule sa sensibilité le rapprochait, les techniciens français tendirent la main au prolétariat. Cette attitude apparut tout d'abord dans les statuts de l'Union qui se propose :

1° la défense des intérêts collectifs et individuels, moraux et matériels de la profession;

2° l'étude des questions techniques dans les rapports avec l'organisation économique et sociale;

3° la représentation de la technique générale vis-à-vis des organisations syndicales des travailleurs et des organismes publics;

4° le perfectionnement de l'éducation professionnelle économique et sociale des techniciens et des ouvriers syndiqués;

5° l'aide aux organisations syndicales des travailleurs intellectuels et manuels pour libérer ceux-ci de leur servitude et les préparer à la gestion de leur entreprise.

Elle apparaît aussi dans la position que l'U. S. T. I. C. A.

(1) *L'Information sociale*, 10 avril 1919.

a observée à l'égard des forces en lutte, position qui était ainsi précisée par le rapport moral présenté au Congrès de l'U. S. T. I. C. A. les 17 et 18 juin 1921 :

« Par rapport aux forces sociales, nos camarades, en adhérant à l'U. S. T. I. C. A. abandonnent le camp des puissances d'argent pour secourir les forces de travail ». Il en résulte donc nettement que l'U. S. T. I. C. A. est une alliée de la classe ouvrière.

Néanmoins, pour éviter de donner à cette alliance le caractère de domination qu'on est en droit de craindre toutes les fois que des intellectuels prétendent se mêler aux mouvements prolétariens, l'U. S. T. I. C. A. annonce qu'elle n'intervient pas dans les directives du syndicalisme ouvrier, « se réservant toutefois de faire connaître après étude la limite des possibilités de réalisations pratiques des revendications ouvrières ». Dans le même esprit, elle offre gracieusement son concours aux groupements de travailleurs intellectuels et manuels pour l'étude de leurs revendications. Indépendante de toute idée politique ou religieuse, elle poursuit économiquement le triomphe du capital sur le travail. En face de notre classe dirigeante qu'elle définit avec sévérité « étriquée dans ses actes, fermée dans son esprit, desséchée dans son cœur », l'U. S. T. I. C. A. prépare la transformation de la société et notamment le passage de cette période intermédiaire si délicate, où l'ordre nouveau se substitue à l'ordre ancien. « Dans cette période d'enthousiasme et d'irritation populaires, les techniciens, hommes de progrès et hommes d'ordre se préoccupent non pas de refréner l'ardeur de la masse, mais d'utiliser celle-ci à construire sur des bases nouvelles, la satisfaisant, sous la condition primordiale de n'ar-

rêter ni la production, ni les échanges, d'assurer le ravitaillement et de maintenir l'ordre, c'est-à-dire la sécurité des personnes, aucun régime ne pouvant survivre au désordre et à l'arrêt de la production ».

Grouper, éduquer, prévoir, la méthode de l'U. S. T. I. C. A. tient en ces trois mots qui témoignent assez de son « pragmatisme ». Sa méthode prétend être rigoureusement scientifique :

« L'U. S. T. I. C. A., organisme syndical scientifique et réaliste, ne cherche ni à établir une doctrine *à priori*, ni à se rallier à une doctrine existante.

« Elle étudie les faits, cherche à déterminer leurs causes, à fixer leur évolution *et à prévoir le développement de celle-ci*.

« Ces études doivent donc embrasser internationalement l'ensemble de la civilisation sociale et économique.

« C'est, par exemple, *le problème d'ensemble de l'organisation économique et sociale qu'elle doit étudier*.

« Cette nécessité logique a déterminé jusqu'à présent le plan de ces études. Formée par des hommes d'ordre, son effort tendra, par la prévision des mouvements économiques sociaux, à constituer la forme administrative et les cadres des organismes destinés à assurer la continuité de la vie économique, propres, par conséquent, à éviter le désordre et à maintenir la civilisation.

« N'étant pas maîtresse des événements, l'U. S. T. I. C. A. ne peut prévoir si certaines solutions fragmentaires du problème général sont susceptibles de s'introduire dès maintenant dans la vie. Elle estime toutefois indispensable de préparer, dans l'organisation actuelle, les éléments constitutifs

ainsi que les cadres des organismes dont les événements peuvent nécessiter la brusque constitution.

« Ses solutions pratiques ne sont que le corollaire de l'aspiration universelle à l'ordre et l'harmonie.

« L' U. S. T. I. C. A. devant s'efforcer d'apporter des solutions au problème d'ensemble que le chaos mondial pose à l'intelligence des hommes, a besoin de préciser les directives générales de son travail constructif. Ces directives sont d'ordre divers :

« 1° *Ordre intellectuel* :

« L'Humanité, prend de plus en plus la forme d'un être vivant et organisé. L'Humanité tend vers l'unité. C'est ainsi que l'idée de « l'Internationale » entre dès maintenant dans le domaine des réalités.

« Les peuples cherchent à organiser solidairement et scientifiquement leur existence.

« Pour que la Société des Peuples vive, il lui faut une conception générale et des méthodes d'application. Le peuple français a laissé dans l'histoire la trace de son génie créateur. Il doit essayer de continuer la tradition en présentant un plan qui puisse être appliqué par tous les peuples.

2° *Ordre social et moral* :

« L'unité de l'Humanité a comme corollaire l'union dans la Nation. Celle-ci sera le fruit de la justice sociale. Elle implique la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme et de la domination des puissances d'argent. Elle implique la sincérité. Elle nécessite d'assurer à chaque homme la sécurité et de ne répartir à chacun la jouissance des richesses sociales qu'en proportion des services rendus à

la collectivité : les droits du citoyen dans la Société seront proportionnés aux devoirs qu'il accomplit envers la collectivité.

3° *Ordre économique* :

« La stabilité implique en premier lieu d'ajuster internationalement la production aux besoins; en second lieu, de produire et de répartir avec le moindre effort.

« La condition de base *technique* est de remettre les instruments de production et d'échange entre les mains de ceux qui sont les plus aptes à en tirer le rendement maximum, c'est-à-dire les travailleurs.

« La condition de base *financière* est d'exploiter les richesses nationales au profit de la collectivité et non plus au profit de quelques privilégiés : seul moyen de rétablir une situation financière saine.

« La condition de base *administrative* est de faire évaluer les besoins par des organismes statistiques internationaux, d'assurer l'organisation de la production par le groupement des industries de même nature (syndicalisation), d'assurer la répartition des produits directement du producteur au consommateur (coopératives), de coordonner toute cette activité par des organismes gérés par les producteurs et les consommateurs (Direction générale de l'Economie nationale);

4° *Ordre éducatif* :

« Proportionner les droits du citoyen à ses devoirs sociaux, implique de donner à chacun la possibilité de développer toutes ses facultés. L'égalité d'une Société civilisée doit, en premier lieu, réaliser l'égalité devant l'instruction et l'éducation.

« Elle nécessite l'école unique, gratuite et obligatoire, conduisant, selon les facultés de chacun, à l'enseignement professionnel, technique, général ou supérieur;

5° *Ordre gouvernemental et administratif :*

« L'Etat, dans une Société harmonieuse, ne doit plus être une force de coercition centralisée, incompétente et sans souplesse, mais un instrument de liaison, de coordination, de concentration des efforts unitaires des citoyens.

« L'Etat ne doit plus être la Direction de la Nation, mais son secrétariat général. Il doit assurer l'évolution rapide de la nation vers le progrès et non plus chercher à ralentir sa marche.

« Les formes administratives à donner à la nouvelle organisation devront donc tendre à fondre les administrations d'Etat avec les organismes créés pour assurer le développement de la vie économique et sociale du pays. Ces organismes devront être constitués de façon à refléter aussi exactement que possible la volonté générale des citoyens, à transposer en formes constructives les aspirations populaires non concrétisées, à utiliser toutes les initiatives.

« L'U. S. T. I. C. A., par ses *organismes de Défense professionnelle* étudie les conditions d'emploi des techniciens dans la Société actuelle, et recherche l'amélioration de leur situation matérielle et morale : salaires, contrats, congés, participation, assurances, chômage et maladie. Elle travaille aussi à préciser le rôle des techniciens dans les transformations d'ensemble que les événements peuvent amener et à les préparer à ce rôle à la fois dans l'intérêt général et dans leur intérêt particulier.

« L'U. S. T. I. C. A., par ses *Commissions d'étude*, étudie le

problème de la transformation d'ensemble selon les directives ci-dessus fixées, ainsi que les problèmes fragmentaires qu'éventuellement les événements pourraient poser. Elle tient, toutefois, à constater l'inanité des efforts fragmentaires qui, ces derniers mois, ont été impuissants à faire admettre, sous forme évolutionniste, des transformations qui, pourtant, ne souffraient aucun retard (1) ».

A l'exemple de Walther Rathenau, l'U. S. T. I. C. A. attribue au syndicat un rôle primordial, aussi bien dans la période transitoire que dans le régime de l'avenir. Mais elle a, du syndicat, une conception particulière; elle veut qu'à la manière des anciennes *guildes* germaniques dont elle lui donne le nom, l'organisme corporatif, soit plus riche et plus complexe, qu'il tienne à la fois du syndicat et de la coopérative. « La guilde réalise en effet une forme de production entièrement indépendante de l'emprise du capital; elle permet l'application immédiate du contrôle ouvrier ou plus exactement du contrôle syndical. Elle est un centre d'éducation administrative et technique des travailleurs. Elle prépare ceux-ci à la gestion future de la production; elle crée dès maintenant les centres autour desquels se cristallisera la production, lorsqu'elle sera exclusivement dirigée par des travailleurs produisant sans profit particulier. Elle est pour le public, par la diminution du coût de la vie qu'elle produira, une démonstration vivante de la valeur de notre action. Enfin par son développement dans les branches annexes du Bâtiment, elle peut finalement, englobant l'ensemble de la production remettre celle-ci aux mains des travailleurs (1) ».

(1) *Information sociale*, 5 mai 1921.

(1) U. S. T. I. C. A. Congrès du 17 juin 1922.

La guilde n'est pas une coopérative, bien qu'elle doive en affecter légalement la forme. M. Ripert au Congrès de l'U. S. T. I. C. A. du 17 juin 1922 protestait contre une telle assimilation. Elle se différencie de la coopérative en ce que son capital est collectif au lieu d'être individuel et que la répartition des bénéfices est faite non pas aux individus, mais aux groupements qui l'ont formée, c'est-à-dire aux syndicats d'ouvriers et de techniciens. « La guilde démontrera par des faits que les ouvriers de toutes catégories n'ont plus intérêt à mettre leur travail au service des capitalistes, mais à entrer dans les syndicats qui les aboucheront avec les techniciens et les associeront à eux par son intermédiaire. Ils verront qu'ils peuvent y contrôler l'emploi de leur travail et qu'ils y touchent des salaires plus élevés que dans les entreprises patronales... C'est par l'exemple également que la guilde démontrera à l'opinion publique sans laquelle rien de grand ne se fait, que, contrairement aux capitalistes, les techniciens et les ouvriers ouvrent leur comptabilité toute grande à tous, qu'ils travaillent sans autre profit personnel que la légitime rétribution qui doit être attribuée à tous ceux qui produisent et qu'ils acceptent le contrôle des clients, des usagers, en faisant profiter ceux-ci de l'abaissement des prix de revient ».

C'est par des réalisations pratiques que la guilde hâtera ainsi l'avènement du travail au pouvoir (2).

L'auteur de ces lignes, M. Roger Francq place en l'avenir de ces guildes des espérances illimitées; il ajoute en effet :

« Prenons un exemple concret : avant mai 1920, il y avait environ 2 millions d'ouvriers syndiqués en France. A 20 francs de salaire journalier moyen, ils produiraient une « valeur

(1) Roger Francq, *l'Humanité*, 14 avril 1922

travail » atteignant 40 millions de francs, soit 8 milliards pour une année. Si ces deux millions d'ouvriers, au lieu d'accroître la richesse de leurs employeurs comme ils le font actuellement, formaient des Guildes de production, celles-ci, en prélevant seulement un bénéfice égal à 5 % des salaires (ce qui correspond à peine à 2 % du prix de revient, lorsque les capitalistes les plus raisonnables, — combien sont-ils actuellement ? — prélèvent 10 % des bénéfices sur ce prix de revient, c'est-à-dire cinq fois plus), *ces Guildes, dis-je, mettraient à la disposition de la collectivité des travailleurs syndiqués une somme annuelle de quatre cent millions.*

« Nos camarades ouvriers peuvent facilement s'imaginer ce qu'un organisme comme la C. G. T., ayant des hommes d'action à sa tête, pourrait tenter avec un pareil fonds de propagande. Nul doute que les 2 millions de syndiqués, en face de ce résultat, arriveraient bientôt à englober la quasi-totalité des ouvriers intellectuels et manuels.

« Ce jour-là, le syndicalisme des travailleurs, en étendant l'activité des Guildes à la production tout entière, possédera de manière effective la gestion de la production.

« La révolution économique sera accomplie. Ce résultat ne sera plus un rêve, quand les syndiqués comprendront qu'ils ne pourront se libérer du joug capitaliste qu'en retournant contre le vieil ennemi séculaire les armes dont il les frappe et qu'en passant enfin à l'action directe sous cette forme constructive pour la collectivité des travailleurs, et destructive des appétits capitalistes ».

La guilde apparaît alors non seulement comme le cadre essentiel de la société future, mais comme le moyen le plus efficace permettant d'y parvenir.

Les autres moyens envisagés par l'U. S. T. I. C. A. sont naturellement des moyens pacifiques : le groupement, l'éducation par la documentation scientifique et patiente, et cette éducation vise non seulement la masse des travailleurs manuels et intellectuels, mais encore et surtout les assemblées publiques, politiques et administratives. Aussi les « Conseils aux Municipalités » pour la municipalisation des services publics sont-ils particulièrement recommandés; il en est de même pour les Conseils au Parlement. L' U. S. T. I. C. A. doit toujours opposer le réalisme audacieux de ses projets aux projets de loi gouvernementaux; cette élaboration s'effectuait en accord avec le Conseil Economique du Travail, au temps où celui-ci existait. Il s'effectue aujourd'hui seulement par les soins de l'U. S. T. I. C. A., depuis que ce Conseil a cessé de fonctionner.

Voici à titre d'exemple les clauses essentielles du projet de l'U. S. T. I. C. A. sur l'utilisation de l'énergie électrique :

Principes généraux de base de la nationalisation industrialisée de l'énergie électrique.

« 1° Toutes les sources d'énergie hydraulique ne pourront désormais être distraites du patrimoine national;

« 2° Toutes les usines de production d'énergie existantes, soit hydro-électriques, soit électro-thermiques, tous les réseaux de distribution d'électricité produite par les usines génératrices seront utilisés ou exploitées au bénéfice exclusif de la collectivité;

« 3° Seules seront exceptées provisoirement du nouveau régime les usines ne produisant que la force nécessaire à leur propre exploitation.

Gestion et Administration.

« La gestion générale de l'exploitation de toutes les forces hydro-électriques ou électro-thermiques et de la distribution de l'énergie produite sera assurée par la Régie Nationale de Production et de Distribution d'énergie électrique.

« Cette Régie comprendrait :

« 1° Un *Conseil central de gestion* placé sous le contrôle général de la D. G. E. N.;

« 2° Des *Conseils de gestion régionaux* placés sous le contrôle du Conseil Central de gestion;

« 3° Un *Conseil d'administration* ».

Les divers Conseils de l'U. S. T. I. C. A. seront composés des délégués des ouvriers, des techniciens, des usagers et des représentants des intérêts généraux de la nation. Le projet prévoit un recensement général de l'énergie électrique de la nation et sa répartition par les soins d'un organisme supérieur, le Conseil de Gestion de la Régie Nationale des productions et distributions d'Energie électrique. Sans entrer plus avant dans ses détails, on peut remarquer qu'il procède des mêmes conceptions que le projet de la Confédération Générale du Travail sur les transports ferroviaires que nous avons examiné plus haut : celle de la nationalisation industrialisée.

L'U. S. T. I. C. A. a, comme on le voit, très nettement précisé son but et sa méthode, son double rôle de défenseur des intérêts des techniciens et de conseiller technique du prolétariat dans la formation de la société future. Elle apparaît ainsi comme un organe régulateur, destiné à éviter les

désordres plutôt qu'à les provoquer, à épargner les funestes erreurs de la Révolution uniquement destructive. Sa doctrine eût dû plutôt rassurer qu'effrayer les plus clairvoyants parmi ses adversaires. Mais parce qu'elle fut favorable en principe à toutes les revendications ouvrières et qu'elle combattît aussi bien les atteintes à la loi de huit heures que la baisse des salaires, parce qu'elle professe en dépit de son caractère purement corporatif un ardent internationalisme, parce que nombre de ses dirigeants ont pour le bolchevisme une sympathie marquée (qui ne se manifeste nullement, ajoutons-le, dans le programme de l'organisation elle-même), elle est considérée souvent, comme la plus dangereuse ennemie du patronat ou même comme une des ramifications de la puissance moscovite. Mais un simple exposé de ses doctrines permet de constater tout ce que l'U. S. T. I. C. A. a apporté de nouveau et de fécond dans le syndicalisme contemporain.

V. — LE SYNDICALISME DES TRAVAILLEURS INTELLECTUELS

a) *Ses origines. Son utilité.*

Toute différente d'esprit, aussi bien que de recrutement, apparaît la Confédération des Travailleurs intellectuels fondée à la fin de l'année 1919 sur l'initiative d'un certain nombre d'écrivains groupés à la *Renaissance politique, littéraire et économique* au nombre desquels MM. Comain Coolus et José Germain, jouèrent un rôle prépondérant.

Antérieurement à 1919, les professions libérales avaient déjà depuis bien longtemps éprouvé le besoin de se réunir

pour la défense de leurs intérêts communs et certaines de leurs Sociétés, telles la Société des Auteurs et Compositeurs dramatiques, vieille de plus d'un siècle, la Société des Auteurs et Compositeurs de musique, la Société des Gens de Lettres jouissaient d'une importante notoriété. Mais la crise sans précédent que la guerre avait provoquée et qui s'aggrava depuis la conclusion de la paix devaient amener les intellectuels à réunir leurs groupements jusqu'alors trop rares et trop dispersés en une organisation commune, à donner à leurs efforts à la fois plus de généralité et plus de précision et, sans rien abdiquer du profond idéalisme qui les anime, à s'inspirer dans une certaine mesure du réalisme syndical.

L'utilité d'un syndicalisme d'intellectuels ne fut contestée par personne. Le désaccord se manifesta, quand il s'agit de discuter les tendances de la Confédération future ; celle-ci pouvait soit rester autonome, soit s'affilier à la Confédération Générale de la Production (1), soit à la Confédération Générale du Travail. Si la deuxième solution ne fut préconisée par personne ; la troisième en échange recueillit quelques suffrages, ceux des écrivains dont les idées socialistes et syndicalistes militaient en faveur de l'union étroite du prolétariat tout entier, qu'il fût manuel ou intellectuel.

Ce fut la première solution qui triompha : l'ensemble des intéressés estima que la Confédération des Travailleurs Intellectuels devait poursuivre son action en toute indépendance : « Si nous devons avoir, écrivait l'un d'eux avec nos concitoyens du commerce et de l'industrie des rapports de sympathie et d'affaires, si nous pouvons dans de nombreux cas

(1) Groupement d'Associations et Chambres syndicales où l'élément patronal domine

faire avec eux échange de solidarité, nous ne saurions pour ce qui est des questions professionnelles adopter leurs procédés généraux. Ils agissent en effet sur des bases bien établies, tandis que nous autres, devons dans la plupart des cas répondre à des questions de sentiments et d'appréciations dont les gens de chez nous — et encore sont-ils peu nombreux — peuvent seuls saisir les nuances (2) ».

La C. T. I. a clairement exposé sa raison d'être et son but par la plume de son secrétaire général, *M. Henri de Weindel* dans la communication qu'il a faite le 16 octobre 1920 à l'Académie des Sciences morales et politiques.

La grande misère des travailleurs intellectuels lui sert de point de départ :

« Dans les journaux — où le labeur est difficile, complexe et absorbant — on trouve encore des rédacteurs qui sont payés moins de 500 francs par mois. Ceux qui dépassent 600 constituent l'exception. A côté d'eux, les ouvriers syndiqués, qui travaillent de six à huit heures par jour, alors que les rédacteurs travaillent souvent dix heures et parfois davantage, sont naturellement bien mieux traités puisqu'ils représentent une force et peuvent imposer leur volonté : un chef clichéur touche 1.500 francs par mois; un metteur en pages, 1.000 francs; un ouvrier qualifié du clichage, 30 francs par jour pour sept heures de travail; un conducteur de rotative, 30 francs pour six heures; un linotypiste de nuit, 26 francs pour le même temps.

« Nos écrivains qui, parfois, ont du génie et entretiennent dans le monde le grand renom de la pensée française, sont

(2) Renaissance politique, littéraire et économique. Lettre de M. Valmy Baysse, réponse à l'enquête de M. José Gernain.

encore plus mal traités que les ingénieurs, les médecins, les avocats et les journalistes.

« Nous n'en sommes plus au temps où Flaubert recevait de son éditeur, en lui livrant le manuscrit de *Madame Bovary*, 500 francs pour tous droits et pour vingt ans, mais je sais un commerçant qui acquérait dernièrement, d'un auteur de talent, par traité et pour tous droits, dix volumes à venir au prix total de 18.000 francs. En moyenne — tandis que les typographes, dits de labeur, qui composent les ouvrages des écrivains, gagnent 25 francs par jour, soit 7.500 francs par an — un littérateur qui n'a point la valeur marchande d'un Paul Bourget ou d'un Marcel Prévost, arrive à toucher au maximum 2.700 francs par volume, en admettant que chacun de ceux-ci soit tiré à cinq mille exemplaires.

« Or, il faut des qualités d'imagination et de réalisation assez exceptionnelles pour sortir deux romans chaque année. Où le romancier obtient difficilement 5.400 francs par an, le typographe trouve couramment un gain de 7.500 francs.

« La fortune ne sourit point davantage aux artistes. Tant qu'un marchand de tableaux ou un grand éditeur d'art, flairant la bonne affaire, ne les a pas monopolisés, peintres et sculpteurs meurent de faim devant des toiles ou des blocs sans acquéreurs.

« La situation des artistes industriels n'est pas moins lamentable. Je sais un de ces créateurs, employé par une grande maison de bijouterie-joaillerie de la rue de la Paix, qui trouve à la caisse, à la fin du mois, la somme ridicule de 450 francs, alors que les ouvriers chargés de matérialiser les œuvres qu'il imagina parviennent à un salaire de près de 50 francs par jour, et que le commerçant qui les exploite a réalisé une fortune.

« Regardons à présent quelle est la condition des fonctionnaires.

« Le projet de loi du 6 octobre 1919, qui a relevé leurs salaires, jusque dans la proportion de un à deux et demi, demeure fort édifiant à feuilleter, en dépit de cette augmentation considérable des tarifs.

« Des conseillers de préfecture touchent 5.000 francs où des garçons de bureaux sont payés 5.200; les professeurs du Conservatoire débutent à 2.000 et le concierge à 3.800; certains chefs d'ateliers des Beaux-Arts sont inscrits au budget pour 4.000 et les gardiens de la même Ecole pour 5.200; à la Manufacture de Sèvres, le chef des hommes de peine est payé le même prix — 6.000 francs — que le sculpteur chargé de la réalisation des biscuits qui ont fait la réputation de cet établissement; à la Manufacture de Beauvais, un professeur, dans ses débuts, est mieux rétribué qu'un balayeur de maison, — 4.000 francs au lieu de 3.800 — mais le balayeur peut arriver à 5.200 alors que le professeur ne peut dépasser 5.000.

« Enfin, voici l'enseignement :

« A Paris, les instituteurs gagnent en moyenne 5.500 francs; les professeurs licenciés, 9.200; les professeurs agrégés, 14.100. Oui..., mais un ouvrier carrossier d'automobile, qui touche 6 francs de l'heure, gagne, sans tenir compte des heures supplémentaires, 14.400 francs par an.

« D'où il ressort que les professeurs chargés d'établir jusque dans ses lignes supérieures le dessin intellectuel de la Nation sont moins « honorés », comme disent les avoués et les notaires, que les ouvriers attachés à déterminer les lignes de la caisse d'un automobile.

« Quel exemple et quelle leçon !...

« Et n'est-ce point la démonstration même de la force d'association ? Dans ces conditions, si les travailleurs intellectuels demeuraient isolés et continuaient de se laisser brimer sans unir leurs efforts dans une volonté de défense, et, au besoin d'attaque, ce serait une défaillance, une sottise et le témoignage qu'on a raison de ne pas compter avec eux.

« Actuellement, nous sommes en présence de deux impérialismes qui mettent une partie du pays en état de guerre contre une autre.

« D'une part, c'est la dictature du patronat que nous subissons.

« D'autre part, c'est la dictature du prolétariat dont on nous menace.

« La seconde ne semble pas moins dangereuse que la première. Elle maintiendrait l'état de guerre et le jeu simpliste de la bascule entre deux forces qui utilisent alternativement, et plus souvent concurremment, la violence et l'injustice, au mépris du droit, comme moyen de domination.

« A cet état de guerre, nous voudrions substituer l'état de paix. »

b) *Ses buts. Ses moyens d'action*

C'est dans ce but que la C. T. I. se propose « d'organiser entre le plus grand nombre possible de collectivités représentant les différentes professions intellectuelles, libérales et techniques, une action commune, concernant la protection et la défense des intérêts et des droits généraux des dites professions et le rôle des travailleurs intellectuels dans la nation, étant bien entendu que chaque collectivité conserve de la

façon la plus absolue sa personnalité propre, ainsi que son entière autonomie, et le choix de ses moyens d'action, en ce qui concerne son objet ou ses intérêts particuliers.

En conséquence la C. T. T. se propose notamment :

1° D'établir, de faire reconnaître, soutenir et étudier au besoin les droits généraux, actuels ou à venir des professions intellectuelles, libérales ou techniques.

2° D'étudier ou de surveiller tout ce qui peut de près ou de loin concerner les droits et les intérêts desdites professions.

3° De prendre l'initiative de toutes actions en vue d'assurer tant en France qu'à l'étranger la reconnaissance et la protection de ces droits;

4° d'apporter à chacune des collectivités adhérentes sur sa demande le concours de la C. T. I., chaque fois qu'un intérêt primordial de cette collectivité se trouvera en jeu.

5° De créer un ou plusieurs lieux ou centres de réunion.

6° De favoriser la création de groupements régionaux.

7° D'agir enfin d'une façon générale et en toutes circonstances pour le bien tant des collectivités adhérentes que des professions intellectuelles, libérales ou techniques ».

M. Henri de Weindel a tenu à énumérer dans la communication déjà citée les revendications corporatives de la C. T. I. Celles-ci varient naturellement suivant les différentes sections de la Confédération. Il en est certaines pourtant qui sont communes à la plupart des salariés intellectuels :

1° Un salaire minimum, basé sur les besoins, devrait être établi pour tous, de façon à ce qu'aucun gagne-petit ne soit exposé à ne pouvoir vivre de son travail. Les salaires supérieurs, par contre, et en dehors d'une échelle d'augmentations progressives par séries d'années de service dans une

même maison, ne seraient déterminés que par l'effort et le rendement de chacun.

2° Un contrat-type obligatoire, garantissant les droits de base et tenant compte des nécessités corporatives qui peuvent être différentes dans le délai serait élaboré, puis présenté aux syndicats patronaux et discuté avec eux.

3° Une indemnité de renvoi immédiat et des indemnités pour tous les autres cas de congédiement serait fixée d'accord avec les mêmes syndicats patronaux.

4° Une retraite serait due à tout salarié comptant 25 années de service et 55 ans d'âge. La caisse serait étendue à toute une corporation, de telle façon que, pour être admis au bénéfice de la retraite, il n'importerait pas d'avoir appartenu à une ou à plusieurs maisons.

5° Pour les travailleurs intellectuels rémunérés aux pièces, le paiement de tout travail livré et accepté serait obligatoire.

6° La participation aux bénéfices serait envisagée dans la volonté de trouver une solution à ce problème essentiel, et d'accord avec les syndicats patronaux.

Pour assurer la réalisation de ses principes, la C. T. I. n'hésitera pas à user de tous les moyens, y compris la grève pourvu qu'ils restent dans le cadre de la légalité. Toutes les collaborations, ouvrières, patronales, gouvernementales seront accueillies et même recherchées. Gardienne de l'intelligence, elle veut rendre à celle-ci sa place dans une société qui la méconnaît.

« Quand elle considère les possibilités de son action d'ensemble, la Confédération des Travailleurs intellectuels estime que, dans les difficultés qui naîtront en dehors d'elle

comme dans les questions économiques ou sociales qui s'imposeront à l'attention publique, elle devrait avoir, du fait des compétences multiples qui la composent, un rôle prépondérant à tenir.

« Pourquoi, dès lors, n'envisagerait-on pas la création d'une sorte de Conseil supérieur de la Nation où siègerait, en très petit nombre, et à égalité pour chaque élément représenté, des membres du gouvernement, des délégués de la Confédération générale du Travail, de la Confédération générale patronale, de la Confédération générale agricole et de la Confédération des Travailleurs intellectuels, étant admis que des personnalités qualifiées, extérieures au Gouvernement comme aux Confédérations, pourraient y être appelées à titre consultatif ».

La C. T. I., ennemie de toutes les dictatures, plus défiante que l'U. S. T. I. C. A. à l'égard du prolétariat manuel ou plutôt de certains de ses dirigeants, lui témoigne pourtant une sympathie très efficace; elle se préoccupe surtout de l'œuvre de réformation intellectuelle et morale, sans laquelle l'œuvre de réformation sociale serait vaine; sans avoir marqué de préférence pour tel ou tel parti politique, son intellectua-lisme la conduit à une pitié profonde pour les humbles. Sa doctrine, pure de toute arrière-pensée de servilité ou de déma-gogie, lui a permis de réunir dans son sein des fédérations de travailleurs les plus divers, des plus modérés aux plus révo-lutionnaires qui s'accordent seulement sur la place prépon-dérante qu'il convient d'attribuer à la pensée actuellement sacrifiée et sur les conditions minima d'existence qu'il con-vient d'assurer à ses représentants.

CHAPITRE III

LA STRUCTURE DU SYNDICALISME

La Confédération Générale du Travail unitaire. — La Confédération française des Travailleurs chrétiens. — L'Union Syndicale des Techniciens de l'Industrie, du Commerce, de l'Agriculture. — La Confédération des Travailleurs intellectuels.

Le syndicalisme, dont nous avons exposé les diverses doctrines dans un précédent chapitre, et dont nous décrirons plus loin l'activité de 1914 à 1922, se manifeste sous la forme de multiples groupements, réunis en un certain nombre de Confédérations, dont il convient d'examiner la structure, l'anatomie, pourrait-on dire, avec toutes les questions qui s'y rattachent : les organes qui assurent leur fonctionnement, l'autonomie des fédérations qui les composent, le mode de votation, l'importance et la nature de leurs services, le chiffre de leurs adhérents.

* * *

Il suffit de lire les statuts de ces diverses Confédérations pour constater dans leur structure certains points communs

essentiels^{*}; qu'elles soient chrétiennes, réformistes ou révolutionnaires, formées d'ouvriers, d'employés, de techniciens ou d'intellectuels, elles sont munies comme toutes les associations et les sociétés d'organes de *délibération*, d'*exécution* et de *contrôle*.

Les délégués des Fédérations, des Unions et des Syndicats qui composent les Confédérations se réunissent chaque année en un *Congrès Confédéral*. C'est au Congrès, investi du pouvoir législatif qu'il appartient de voter et de réviser les règlements, de fixer le chiffre des cotisations, de statuer sur les admissions et les radiations, d'approuver le budget et les comptes. De ce pouvoir législatif émane le pouvoir exécutif : *Comité* ou *Bureau Confédéral*, dont les membres élus par le Congrès doivent satisfaire à certaines conditions d'ancienneté dans le syndicat (trois ans pour la C. G. T. et la C. G. T. U.) et siègent tous les trois ou quatre mois, suivant les termes des règlements. A ces organismes ainsi constitués s'ajoutent dans les deux C. G. T. une *Commission exécutive* composée des militants de la région de la Seine et un organisme d'arbitrage, la *Commission des Conflits*, chargée de trancher en premier ressort les différends pouvant surgir entre les Fédérations confédérées et la Confédération, sauf appel au Comité Confédéral ou au Congrès.

Enfin dans toutes les Confédérations, l'administration est confiée à un *bureau* muni d'un secrétaire général, de secrétaires adjoints et d'un trésorier (1). Le secrétaire général est chargé de rédiger les procès-verbaux des séances, de faire les convocations, de tenir à jour les correspondances et de lire à

(1) La C. T. I. compte également un archiviste. Les membres de son bureau portent le nom de délégué général et de délégués généraux adjoints.

chaque Comité et à chaque Congrès le rapport sur l'activité et la situation confédérale, auquel on donne le nom de *rapport moral*. Les secrétaires adjoints se partagent la tâche d'assurer la liaison entre le siège et les organismes confédéraux, de vaquer aux devoirs de la propagande, de réunir les travaux techniques des unions et des syndicats et de diriger l'organe — journal quotidien ou revue — qui est le porte-parole de la Confédération. Le trésorier recouvre les cotisations, place les fonds, pourvoit aux dépenses dûment ordonnancées et, chaque année, prépare un bilan qui lui est vérifié par une Commission de Contrôle.

L'importance des fonctions confiées aux membres du bureau justifie l'allocation qui leur est faite d'une rémunération plus ou moins généreuse suivant la nature de l'emploi, les ressources de la Confédération... Le principe même de cette rémunération a été rarement discuté. Mais on s'est souvent demandé s'il pouvait être opportun de favoriser dans le syndicalisme l'éclosion d'un véritable fonctionnarisme avec tous les défauts que le mot implique et s'il ne serait pas préférable de changer tous les ans ou tous les deux ans les membres du bureau qui, une fois leur mandat expiré, rentre- raient dans les rangs des travailleurs. Cette dernière solu- tion, qui risquerait de priver les Confédérations d'agents précieux, dont la compétence et le dévouement ont été mis à l'épreuve par de nombreuses années de propagande, aurait l'avantage en échange de renouveler constamment les repré- sentants mis ainsi à l'abri de la routine du fonctionnarisme, de placer par ce renouvellement perpétuel le bureau en con- tact direct avec les aspirations du monde du travail.

* * *

Le fonctionnement du mécanisme confédéral implique une délimitation précise des attributions de la Confédération et de celles des organismes confédérés. Les Fédérations et les Unions constituent, ainsi qu'on l'a vu, la base de la Confédération : base administrative, puisque la Confédération n'est que leur émanation et que c'est par leur canal que le contact est établi entre le bureau confédéral et le syndicat, base financière, puisque le budget de la Confédération est alimenté par les cotisations des travailleurs syndiqués, prélevées par leur intermédiaire. Ces cotisations qui ne peuvent dépasser 1 franc par an et par membre dans les deux C. G. T., 0 fr. 25 par an et par membre à la C. F. T. C. (1), peuvent être ristournées en partie aux organismes confédérés, lorsqu'ils assurent des services d'ordre général. Mais quels que soient les services dont ces Unions et Fédérations assument la charge, il est naturel que la Confédération se réserve l'autorité suprême, que la puissance des organismes confédérés soit restreinte au domaine où s'exerce leur activité (2) : que par exemple, la grève générale pour toute la France ne puisse être décidée que par la Confédération, tandis que le droit de grève générale pour une industrie appartiendra à la Fédération et que le droit de grève dans un établissement déterminé appartiendra à un syndicat (3). Il est naturel aussi que la Confédération garde un certain droit de contrôle sur les travaux

(1) A la C. T. I., l'admission comporte un droit d'entrée de 10 francs, et une cotisation annuelle de 25 francs.

(2) La C. G. T. de la rue La Fayette a réalisé dans son fonctionnement une centralisation plus grande que la C. G. T. U.

(3) Le droit de grève a paru pourtant à la C. F. T. C. une arme si dangereuse qu'elle a tenu à s'en réserver l'usage exclusif.

de ses sections (c'est ainsi que la C. T. I. exige qu'elles se réunissent au moins une fois par mois et donnent connaissance de leurs travaux dans un rapport au Comité Directeur).

Mais on est plus embarrassé, quand il s'agit des petits événements quotidiens de la vie confédérale, pour déterminer le départ exact qu'il convient de faire entre l'autorité et la liberté; « cela dépend de mille circonstances passagères, en particulier du but que poursuit à tel moment une fédération donnée; ce qui du moins peut être affirmé sans crainte, c'est que les problèmes délicats posés par le problème fédératif, qui est probablement le système dominant de l'avenir, et certainement le plus complexe, le plus savant du temps présent, achèvent l'éducation politique et même économique de la classe ouvrière. Ils accoutument les syndicats non seulement aux concessions mutuelles, au respect des minorités, à l'observation d'un pacte consenti, mais encore à l'étude et à la discussion d'intérêts qui embrassent un territoire et un grand nombre d'êtres humains. Ils le préparent mieux que tout autre enseignement à exercer sur le commerce et l'industrie une influence décisive (1) ».

* * *

Outre la question de l'autonomie des organismes confédérés, un autre problème d'une importance primordiale — parce que sa solution a eu pour effet de fixer souvent, contrairement aux majorités de leurs membres les tendances et la couleur des Confédérations —, est celui du mode de votation. C'est lui qui divisa les Etats Généraux en 1789, alors

(1) Georges Renard. Syndicats, Trade Union et Corporations, p. 357-358.

que la noblesse et le clergé réclamaient le vote par ordre, et le Tiers-Etat plus logiquement le vote par tête. Nous le retrouvons au sein du syndicalisme, où la première solution triompha. « Chaque organisation représentée au Congrès n'aura droit qu'à une voix ». « Chaque délégué ne pourra représenter que dix syndicats au maximum » proclame l'article 26 des statuts des deux C. G. T. Contre un tel système, on n'a pas manqué de formuler de nombreuses et judicieuses objections. On a pu lui reprocher à bon droit de fausser la représentation confédérale, en favorisant les petites Unions syndicales, qui sont aussi à cause de leur petitesse même, plus ardentes, plus audacieuses, plus intransigeantes que les grandes. Les réformistes, certains que l'autre mode de scrutin leur assurerait la suprématie, ont demandé, à l'instar de notre bourgeoisie révolutionnaire, que le vote ait lieu par tête, que chaque délégué ait autant de voix qu'il représente de membres effectifs et non pas de syndicats. Le Parlement, convaincu de la justesse de cette revendication, a posé la question à sa tribune et a même prétendu consacrer dans une loi la thèse réformiste et trancher d'autorité le litige. Outre qu'une telle intervention dans la vie intime d'une association paraît plutôt inopportune, on est amené à constater après réflexions que les deux systèmes de votation prêtent à la critique et que les arguments échangés de part et d'autre ont trop souvent pour mobiles des raisons égoïstes inavouées.

Le vote par syndicat risque d'aboutir à l'oligarchie; on ne s'étonnera pas qu'il plaise aux partisans de la dictature qui « parlent fort gaillardement comme les bourgeois du temps de Louis-Philippe de la sotte souveraineté du nombre ». C'est

à ce système que la C. G. T. doit pour une certaine part la direction révolutionnaire qui fut imprimée à son action au commencement du xx^e siècle, contre la volonté d'une majorité réformiste.

Mais le vote par tête également n'est pas sans reproche « c'est la domination des petits syndicats par les syndicats puissants, qui, comme ceux des mineurs ou des employés de chemins de fer réunissent des dizaines de milliers d'hommes... il peut y avoir étouffement des minorités qui ont droit, non seulement à faire entendre leur avis, mais à exercer leur part d'influence dans la gestion des intérêts communs (1) ».

La meilleure solution paraît donc la représentation proportionnelle au sein des divers organismes confédérés et de la Confédération elle-même. Ce serait aussi dans l'organisme central une double représentation, l'une par syndicat, l'autre par tête, analogue à celle dont la Suisse nous offre des exemples avec son Conseil des Etats et son Conseil National. Un excellent correctif au régime actuel serait enfin le recours au referendum, en cas de conflit entre l'Exécutif et le Législatif (le Congrès et le bureau), qui permettrait à la masse des syndiqués de statuer en arbitre suprême, de faire entendre directement et loyalement sa volonté.

La Confédération française des Travailleurs chrétiens, la Confédération des Travailleurs intellectuels, en proportionnant dans une certaine mesure le chiffre des délégués à l'ef-

(1) La C. F. T. prévoit dans l'article 12 de ses statuts que chaque syndicat ou section aura droit à une voix, plus une voix par 100 membres ou fraction de 100 membres cotisants, la C. T. I. donne à chaque collectivité adhérente le droit de nommer un nombre de délégués qui varie de 1 à 10, suivant que l'effectif de ses membres varie de 200 à 1 million.

fectif des syndicats représentés, ont assez heureusement échappé aux dangers que présente encore le système adopté par nos deux C. G. T. Nous ajoutons que la C. G. T. de la rue Lafayette étudie en ce moment une proposition de sa Commission administrative tendant à transformer en ces termes l'art. 42 de ses statuts :

Art. 42 (nouveau). — Chaque organisation représentée au Congrès n'aura droit qu'à un nombre de voix proportionné au nombre de ses cotisants, en prenant comme base les cotisations perçues pendant les six mois qui ont précédé la date de convocation du Congrès.

Les syndicats ayant de 7 à 50 *membres* disposeront de 1 *voix*.

Les syndicats ayant de 51 à 100 *membres* disposeront de 2 *voix*.

Les syndicats ayant de 101 à 250 *membres* disposeront de 3 *voix*.

Les syndicats ayant de 251 à 500 *membres* disposeront de 4 *voix*.

Les syndicats ayant de 501 à 1.000 *membres* disposeront de 5 *voix*.

Les syndicats ayant plus de 1.000 *adhérents* auront droit à une *voix* supplémentaire par 2.000 *cotisants* ou fraction de deux mille.

* * *

Au siège de chacune des grandes Confédérations syndicales, fonctionne un certain nombre de services, service de propagande, service de placement et de lutte contre le chômage, services d'études et de contentieux, où les syndiqués sont

assurés de trouver l'aide matérielle et morale et la documentation qui leur sont indispensables dans la lutte sociale (1).

Le placement compte au nombre des attributions traditionnelles des syndicats : il est donc naturel que les Confédérations s'y soient consacrées et aient lutté par ce moyen et par les secours en argent (2) ou en nature contre le chômage, qui a sévi si cruellement depuis ces dernières années. Le syndicat des Employés catholiques, le seul qui ait rendu compte publiquement de son œuvre en ce domaine, a procuré près de 20.000 emplois à ses adhérents. Les diverses Confédérations mettent également à la disposition de leurs syndiqués une bibliothèque plus ou moins importante suivant leurs ressources et leur accordent gratuitement leurs consultations juridiques et leur concours devant les tribunaux. La propagande confédérale est activement menée par les Unions et Fédérations adhérentes et stimulée par des tournées de certains membres du bureau délégués en province à cet effet. Elle est naturellement servie par la diffusion des journaux et revues, des tracts, des manifestes que l'actualité commande aux Confédérations de publier et qui sont distribués aux cours des meetings et expédiés dans chacun des syndicats (3). Parfois des cours professionnels sont organisés pour compléter ou perfectionner les connaissances générales ou techniques

(1) Nous ne parlons ici que des Confédérations. Quant aux syndicats, certains d'entre eux (les syndicats agricoles) ont joint à ces services traditionnels une Caisse de prêt, d'autres (le syndicat des Employés Catholiques) un restaurant coopératif à bon marché. En février 1923, l'Union des Syndicats de la Seine a décidé de créer une « Commission de l'Education et des Loisirs, et jeté les bases d'une Université du Travail.

(2) Notamment le viaticum ou secours de route accordé à l'ouvrier.

(3) Pour la C. G. T. U. *La Vie Ouvrière*. Pour la C. G. T. *L'Atelier et le Peuple* d'une documentation fort remarquable et dont l'utilité fut pourtant discutée en raison des frais considérables qu'ils entraînent pour l'U. S. T. I. C. A. La C. T. I. n'a pas de quotidien.

des syndiqués. Parfois aussi (dans l'U. S. T. I. C. A. et dans la C. T. I.), tous les membres sont répartis en un certain nombre de commissions chargées d'étudier les grands problèmes de l'heure présente.

C'est ainsi que l'U. S. T. I. C. A. comprend :

1° *la commission de l'outillage central*. Transport, force motrice et distribution d'énergie;

2° *la Commission de l'organisation économique*. Gestion et contrôle technique et ouvrier, direction de l'économie nationale, représentation des intérêts économiques et professionnels;

3° *la Commission de la production industrielle*. Matières premières, produits manufacturés;

4° *la Commission de la production agricole*. Organisation agraire, agriculture, industries agricoles;

5° *la Commission d'échanges et du crédit*. Banque, commerce, coopération, échanges internationaux;

6° *la Commission du cadre de la vie sociale*. Urbanisme, logement, service en commun, assurances;

7° *la Commission de l'éducation technique*. Apprentissage, préparation aux métiers, écoles techniques, universités du travail post-scolaires (1).

Dans le même esprit, la C. T. I. s'est divisée en 11 sections qui sont :

1° Art dramatique et musical;

2° Arts graphiques et plastiques;

3° Enseignement;

(1) La C. T. I. a même organisé pour ses adhérents individuels une Coopérative, la C. O. R. T. I. dans laquelle ils peuvent se procurer des produits d'alimentation, des fournitures de ménage et grâce à laquelle ils peuvent obtenir des rabais pour les installations d'immeubles et même pour les frais médicaux.

- 4° Fonctionnaires;
- 5° Lettres;
- 6° Presse;
- 7° Professions libérales;
- 8° Sciences pures et appliquées;
- 9° Techniciens du Commerce;
- 10° Techniciens de l'Industrie;
- 11° Groupements divers.

* * *

Il est assez difficile de déterminer par des chiffres précis l'effectif des diverses Confédérations dont on vient d'étudier la structure. Sans parler de certaines exagérations volontaires qu'on pourrait craindre de la part de leurs militants et qui sont moins fréquentes qu'on ne le croit, la cause en est à l'insuffisante organisation des services de statistique, aux irrégularités dans le paiement des cotisations syndicales de plus en plus nombreuses par le fait de la vie chère, qui ne permettait pas de se rendre compte exactement du nombre des adhérents. A ces difficultés permanentes se sont ajoutées pour les deux C. G. T. des difficultés accidentelles provenant de la scission qui a motivé la création de la C. G. T. U. Cette scission a laissé nombre de syndicats dans l'incertitude. Quelques-uns d'entre eux n'ont pas encore à l'heure actuelle fixé leur choix et beaucoup de syndiqués, atteints par la lassitude et le découragement, ont quitté leurs organisations. La crise des effectifs sévit donc avec intensité. Quelques chiffres permettront d'apprécier sa gravité. Nous avons vu (chap. I) qu'en 1914 la C. G. T. comprenait 2.837 syndicats et environ

600.000 cotisants (1). En 1919, après cinq années de guerre, la C. G. T. avait su par sa politique constructive, par sa largeur de vues et son loyalisme patriotique, s'attirer des sympathies si nombreuses dans les milieux les plus divers que son chiffre d'adhérents avait plus que quadruplé; il atteignait en effet 2.500.000. Parmi ceux-ci se trouvaient des fonctionnaires, des médecins, des artistes lyriques et dramatiques, des danseurs, des écrivains jusque-là rebelles au syndicalisme et étrangers à toute idée révolutionnaire.

En novembre 1922, à la suite des événements qui seront développés dans le chapitre IV, la C. G. T. de la rue La Fayette ne comptait plus que 5 à 700.000 membres et la C. G. T. U. que 250 à 350.000 (2). Les organisations ouvrières se trouvent ainsi du fait de leurs divisions privées de près d'un million et demi de syndiqués. Il semble pourtant qu'en ces tout derniers temps, la crise des effectifs ait tendance à s'atténuer pour la C. G. T. de la rue La Fayette aux dépens de la C. G. T. U. (3).

Le syndicalisme catholique, au contraire du syndicalisme réformiste et révolutionnaire, a vu le chiffre de ses adhérents notablement augmenter depuis 1919. Tandis qu'il s'élevait en 1915 à 85.000 ainsi décomposé :

Fédération française des Syndicats d'Employés catholiques 30.000

(1) Ces chiffres m'ont été donnés oralement sous toutes réserves. C'est au printemps 1923 à l'occasion du renouvellement des cartes syndicales qu'il sera possible d'avoir des précisions sur la question. Il est à remarquer que le chiffre des adhérents de la C. G. T. avait baissé en mai 1922 jusqu'à 400.000.

(2) Martin Saint-Léon. *Le Syndicalisme catholique*.

(3) A laquelle continuent pourtant à adhérer un certain nombre de grandes Confédérations telles que le Bâtiment, une grande partie des syndicats des Cheminots et du Spectacle.

Union Centrale de Syndicats professionnels féminins, rue de l'Abbaye.....	20.000
Fédération française des Unions des Syndicats profes- sionnels libres, rue de Sèze.....	10.000
Syndicats féminins de l'Isère.....	15.000
Syndicats professionnels d'ouvriers, rue Cadet.....	2.000
Syndicat des Cheminots	3.000
Divers Syndicats de la région du Nord.....	8.000
Syndicats catholiques des arsenaux de Brest et de Bourges	500
Syndicat d'Alsace-Lorraine	21.000
Fédération syndicale de Franche-Comté.....	1.000

Il atteint maintenant 125.000 membres (1).

La statistique nous offrira des chiffres sensiblement plus modestes dans le syndicalisme des techniciens : l'U. S. T. I. C. A. ne compte guère plus de 2.000 membres, mais ainsi que nous l'avons vu plus haut, ce n'est pas sur ce chiffre réduit qu'on peut juger l'influence importante qu'elle a exercée dans la vie syndicale française des trois dernières années.

(1) (Rapport général au Congrès Confédéral du 4 juin 1922 : 45 syndicats furent fondés depuis 1921 et la C. F. T. C. comprend 23 Unions locales ou régionales, 7 Fédérations Nationales de Métiers, au lieu de 3, et 753 groupements).

Le syndicalisme indépendant, dont j'ai signalé au précédent chapitre l'existence, en tant que doctrine est formé d'un certain nombre de fédérations non encore confédérées, d'employés de commerce, d'employés de banque et de comptables. Son importance n'est pas négligeable, puisqu'il réunit actuellement près de 100.000 adhérents.

Le syndicalisme indépendant a pour organes *Le Salarial nouveau*, anciennement *Le Voyageur et l'Employé de commerce* (Paris, rue Bertin-Poirée, 9e), *l'Echo de la Banque* (109, rue Porte-Dijeaux à Bordeaux), et divers bulletins corporatifs.

Quant aux anciens Syndicats jaunes dont les deux Fédérations portent respectivement le nom de Confédération Nationale du Travail et de Fédération des Syndicats réformistes (siège 6, rue Cochin et 37, rue Bonaparte) ils seraient au nombre de 18 dans l'une, de 71 dans l'autre et réuniraient 13.380 et 20.700 membres.

La C. T. I. groupe un nombre de plus en plus grand d'associations de travailleurs intellectuels et le chiffre de ses adhérents a passé depuis quelques mois de 120.000 à 150.000. Les plus importantes associations (amicales et syndicats) de l'art dramatique et musical, des arts graphiques et plastiques de fonctionnaires, de l'Enseignement primaire et secondaire public, de l'Administration des Finances et des Colonies, de journalistes et d'écrivains, de médecins et de techniciens du commerce et de l'industrie, ont tenu à adhérer à la Confédération des Travailleurs intellectuels (1), tandis que d'autres ont préféré s'affilier à l'U. S. T. I. C. A. ou rester fidèles à la C. G. T. dont les principes d'ailleurs sont bien loin d'être en contradiction avec ceux de la C. T. I.

En additionnant les chiffres approximatifs indiqués pour les effectifs des grandes confédérations syndicales (600.000 C. G. T.) + 350.000 (C. G. T. U.) + 125.000 (C. F. T. C.) + 20.000 (Syndicats jaunes) + 2.000 (U. S. T. I. C. A.) + 150.000 (C. T. I.) + 100.000 (Syndicats Indépendants), on arriverait à un total de 1.467.000 syndiqués tant manuels qu'intellectuels auxquels il faudrait ajouter 4 à 5 millions de syndiqués agricoles (ouvriers agricoles, agriculteurs, fermiers et propriétaires) sur une population de 38 millions d'habitants et sur 20 millions de travailleurs.

(1) La C. T. I. compte actuellement quarante sections provinciales créées grâce à l'inlassable activité de son délégué général adjoint M. José Germani.

CHAPITRE IV

L'activité syndicaliste (1914-1922).

Le rapide historique, consacré dans le chapitre premier de cette étude à l'évolution du syndicalisme de 1864 à 1914, nous a permis de mesurer le chemin qu'il avait parcouru à la veille de la guerre. En 1914 une Confédération générale du Travail, forte de près de 600.000 adhérents groupe la presque totalité du prolétariat ouvrier : elle a, par l'énergie et l'activité de ses dirigeants occupé dans la vie économique du pays une place disproportionnée à l'importance de ses effectifs : par le déclenchement de grandes grèves fédérales, par la menace de grèves générales, par l'organisation de premiers mai révolutionnaires, elle s'est dressée non seulement contre le patronat, mais aussi contre l'Etat lui-même. Les gouvernements néanmoins — soit prudence politique, soit sympathie démocratique, — ont hésité à la dissoudre et n'ont poursuivi que les excès individuels de ses militants. D'éminents théoriciens, venus des classes possédantes se sont intéressés à son activité et lui ont prêté le concours de leurs doctrines. Mais le bloc syndical de la C. G. T. a été dès ses débuts fortement entamé par les luttes entre les diverses tendances qui

se manifestaient dans le prolétariat ouvrier français : nous avons vu comment, à la suite de certaines circonstances, liées à l'organisation interne de la C. G. T., la tendance révolutionnaire avait triomphé avec les doctrines et les méthodes que comporte l'anarchisme actif : antimilitarisme et antipatriotisme, sabotage et violence, opposition systématique à toute collaboration de classe et de gouvernement. Cependant, dans les dernières années qui précèdent la guerre, un certain revirement s'est produit : l'exemple des syndicalismes des pays voisins, dont toute la force réside à la fois dans l'ordre et le calme qui président à leur activité, ainsi que dans les ressources abondantes et régulières dont dispose leur caisse, incite le syndicalisme français à plus de prudence et plus de réflexion. Il comprend que l'idéal révolutionnaire n'exclut pas la réalisation immédiate de réformes, qui, bien loin de retarder la venue d'une société nouvelle, la préparent et la facilitent, et les éléments réformistes pénètrent dans le bureau de la Confédération générale du Travail. D'autre part, l'horizon politique se modifie; les élections d'avril 1914 qui se sont faites à gauche permettent d'envisager la possibilité de réaliser une partie au moins des réformes projetées. Puis les menaces de guerre, qui pèsent de plus en plus lourdement sur l'été commençant, groupent la C. G. T. en un seul faisceau pour protester contre l'éventualité prévue et redoutée, y répondre le cas échéant par la grève générale. Le syndicalisme français s'efforce de maintenir le contact avec les syndicalismes de Belgique, d'Angleterre et d'Allemagne, ainsi que fait le parti socialiste dans le domaine politique.

A mesure que la guerre approche, il se rattache, avec un optimisme d'autant plus ardent que moins justifié, aux hypo-

thèses les plus favorables et, une fois le fléau déclanché, par une vision tragique et tardive de son impuissance, il n'envisage plus les moyens de lutter contre lui. En outre l'attitude si résolument pacifiste du gouvernement français, dans les derniers jours de juillet, sur laquelle les dirigeants de la C. G. T. sont personnellement et presque quotidiennement renseignés, les incite à appuyer et tout au moins à ne pas entraver la politique française conforme dans l'ensemble aux intérêts du prolétariat. « L'Union sacrée », en dépit de certains melings intempérants, se prépare déjà dans cette période de négociations pacifiques et pacifistes parmi les rangs du syndicalisme réformiste. Puis le 31 juillet arrive. Le coup de revolver d'un assassin anéantit le grand orateur socialiste qui, malgré ses dissentiments avec la C. G. T. pour laquelle il paraissait trop « politique, trop bourgeois », n'en était pas moins une des idoles du syndicalisme ouvrier. Devant cette provocation inattendue, qui peut changer brusquement en révolte, la réserve presque sympathique que la C. G. T. a gardée vis-à-vis de la politique gouvernementale, on peut tout craindre du prolétariat. Le président du Conseil, frappé par l'attentat à la fois dans son amitié personnelle et dans ses convictions de socialiste, et troublé dans ses préoccupations d'homme d'état des conséquences qu'il peut avoir sur les destinées de la France, a fait placarder sur tous les murs de Paris une affiche invitant la population au calme, annonçant que l'assassin est arrêté, qu'il sera châtié. Les obsèques de Jean Jaurès ont lieu le 1^{er} août. En ce jour qui fait date dans l'histoire de la France et dans l'histoire du Syndicalisme, M. Léon Jouhaux prononce « devant la tombe ouverte du Tribun, à l'heure où tant de tombes vont s'ouvrir », des

paroles émouvantes, auxquelles presque toute la presse et notamment l'*Echo de Paris*, par la plume de M. Maurice Barrès, rend un éloquent hommage, et fait au nom du prolétariat le serment de défendre la Patrie en danger (1).

Le ministre de l'Intérieur répond à ce serment par une mesure de confiance, la promesse de ne pas user du carnet B, où se trouvaient inscrits en vue d'une incarcération immédiate le jour de la mobilisation, les noms des militants de l'anarchie et du syndicalisme révolutionnaire. La mobilisation s'accomplit dans l'ordre. La « collaboration » tacitement acceptée par les membres du Gouvernement et les dirigeants du prolétariat commence à porter ses fruits. A la fin du mois d'août, deux notoires représentants du socialisme politique (2) entrent au ministère. Un *Comité de Secours National* est créé, dans lequel M. Jouhaux prend place au nom de la C. G. T. à côté du Cardinal Archevêque de Paris et des délégués de toutes les grandes organisations nationales. Alors que le pays traverse les jours les plus sombres et que l'exode du Gouvernement à Bordeaux, motivée par l'avance continue de l'armée allemande, risque d'ébranler fâcheusement le moral de la population, M. Jouhaux est officieusement investi de la mission de « *Commissaire à la Nation* », chargé de porter à travers les provinces et plus particulièrement dans les centres ouvriers la parole de « foi en la victoire ». L'application de la loi du 5 août 1914, sur les allocations militaires aux familles des militaires mobilisés, va donner aux repré-

(1) « Cette guerre, nous ne l'avons pas voulue ; les despotes sanguinaires qui l'ont déclenchée en subiront le châtiment. Empereurs d'Allemagne et d'Autriche, hobereaux de la Russie, qui par la haine de la démocratie, avez voulu la guerre, nous prenons l'engagement de sonner le glas de votre règne... Nous serons les soldats de la liberté ».

(2) MM. Jules Guesde et Marcel Sembat.

sentants du syndicalisme l'occasion de collaborer une fois encore avec les gouvernants.

Deux membres du bureau de la C. G. T., MM. JOUHAUX et DOUMENG sont nommés membres de la Commission Supérieure des Allocations, chargée d'examiner l'appel des pourvois formés contre les décisions des Commissions départementales.

Enfin les nécessités de la défense nationale, imposant l'obligation d'intensifier notablement l'insuffisante production des canons et des munitions, amènent à la fin de 1914 la mobilisation des ouvriers dans les usines et le rappel du front des « spécialistes » indispensables à cette fabrication. Les rapports entre les autorités civiles et militaires et les représentants du syndicalisme seront par suite de plus en plus fréquents. Nombre d'ouvriers vont bénéficier, de par leurs capacités professionnelles, d'un régime de faveur, institué uniquement sans doute dans l'intérêt supérieur de la défense nationale, mais qui n'en aura pas moins pour effet de les sauver des souffrances et des dangers de la bataille que certains d'entre eux ont déjà connus, et que d'autres auront toujours ignorés (1). La présence de M. Albert Thomas, d'abord officieuse auprès du ministre de la Guerre, puis officielle à la tête du Sous-Secrétariat d'Etat des Munitions et du ministère de l'Armement et des Fabrications de l'Artillerie, devait faciliter grandement ces rapports et l'on peut dire qu'il fut le principal artisan de ce pacte conclu tacitement entre le syndicalisme et la France, où Gouvernement et syndiqués

(1) Il importe de distinguer parmi ces ouvriers ceux qui se trouvent en sursis d'appel et jouissent en somme, sous certaines réserves au point de vue de la liberté de s'absenter de leur poste, du régime de la vie civile et de tous les avantages matériels qui s'y attachent, et les mobilisés détachés dans les usines qui touchent la solde militaire.

exécutèrent chacun loyalement leur obligation, l'un en pratiquant une politique de confiance envers la classe ouvrière et en réalisant d'importantes réformes, les autres en apportant une collaboration sans réserve à la Défense Nationale.

Une publication, créée en 1916 par les soins du Sous-Secrétariat d'Etat des Munitions, le *Bulletin des Usines de Guerre*, reflète d'une manière fort intéressante l'esprit de cette période de collaboration. On constate dans ce Bulletin les efforts personnels du Sous-Secrétaire d'Etat et des fonctionnaires de son cabinet pour maintenir un contact étroit entre eux et le prolétariat. Les discours prononcés par M. Albert Thomas, au cours de ses tournées à travers les usines de France, expriment très exactement la pensée du syndicalisme réformiste, qui s'efforce, sans rien renier de ses idées d'avant la guerre, de concilier le patriotisme et l'idéal révolutionnaire et qui a fait du « jusqu'au boutisme de guerre » un article de foi de son programme.

En avril 1916, M. Albert Thomas définissait en ces termes l'esprit de guerre devant un auditoire d'ouvriers « L'esprit de guerre, c'est l'esprit de sacrifice et d'abnégation, la conscience des devoirs collectifs qui nous dominent, c'est la subordination de tous les intérêts particuliers à l'intérêt commun, l'assentiment à la discipline et à l'organisation sociale, la volonté de tendre toutes ses forces pour le salut de la Patrie ». Il conviait les ouvriers à la lutte « nationale » sans abandonner pour cela la lutte « sociale » qui reprendra dès le lendemain de la victoire.

« Demain, lorsque la guerre victorieuse n'ayant pas aboli toutes les inégalités sociales, vous aurez à faire valoir de nouveau vos droits légitimes, camarades de lutte, camarades

d'espérance, vous me retrouverez avec vous pour réaliser l'idéal de justice et de liberté, qui fut et demeure le vôtre ».

Le patriotisme de tous les syndiqués doit être d'autant plus ardent qu'ils sont des socialistes plus convaincus; c'est — thème fort souvent répété — l'idée révolutionnaire qu'ils défendent avec la France.

« Forgez, tournez, usinez, camarades, vous usinez pour la victoire, vous usinez pour la France de demain, celle qui toujours défendra le droit, mais puisqu'il le faut, saura l'imposer par la force ».

Le nouveau syndicalisme, dont M. Albert Thomas se félicite de favoriser l'éclosion, doit savoir rendre hommage à l'ancien adversaire, au patronat, quand celui-ci mérite des éloges. Le ministre socialiste donne l'exemple. Le 12 juillet 1917, inaugurant une cantine de guerre aux usines Citroën, il constate :

« Le patronat fait son devoir, je veux lui demander aussi de vous aider à faire le vôtre. Ce restaurant ne serait qu'une organisation sans âme, si vous n'étiez pas tous demain, d'accord avec le chef de cette maison, prêts à en assurer le contrôle et la gestion, de toute votre volonté et de toute votre intelligence ».

Les interlocuteurs de leur côté se montrent, eux aussi, préoccupés des questions d'ordre général qui dominent leurs revendications corporatives.

Le 1^{er} septembre 1917, à l'occasion de l'inauguration d'une cantine coopérative, à Billancourt, M. Michelet, ouvrier de l'atelier d'Artillerie, fait au nom de ses camarades les déclarations suivantes :

« Il faut qu'après la guerre nous sachions prouver que

nous sommes un peuple fort et qui veut jouir de la liberté à la face du monde. Nous ferons le nécessaire pour que la classe ouvrière comprenne l'intérêt qu'il y a pour elle à faire fi des vieux préjugés et à s'adapter aux méthodes nouvelles. Nous demandons que dès maintenant on envisage la révision des traités de commerce pour qu'enfin nous ayons la sympathie du monde entier, sympathie qui nous est due et que nous avons méritée (1) ».

Le ministre des Munitions s'efforce, toutes les fois qu'il en a l'occasion, d'associer la classe ouvrière aux manifestations patriotiques ; il facilite en octobre 1916 sa participation à l'emprunt par les retenues sur les salaires, et la classe ouvrière souscrit.

La politique de collaboration se traduit du côté gouvernemental par un certain nombre de mesures administratives et législatives : Tout d'abord l'institution d'une *Commission permanente de conciliation et d'arbitrage* (17 janvier 1917), fonctionnant dans chaque région, composée en nombre égal de représentants de patrons et d'ouvriers non mobilisables, chargée de statuer sur les conflits entre employeurs et employés, dont la décision doit être homologuée par le ministre et peut être sanctionnée, au cas de non-exécution, par la réquisition des travailleurs. Grâce à cette procédure, de nombreux conflits sont résolus : l'arbitrage arrive même à ce résultat, de convaincre les ouvriers de certaines corporations (Bois et Optique pour l'Aéronautique) de l'opportunité d'accepter le travail aux pièces qu'ils avaient jusqu'alors toujours refusé.

(1) Les dirigeants du syndicalisme en France sont pleinement suivis dans leur zèle patriotique par ceux des syndicalismes des peuples alliés et notamment par BEN TILLET, le leader travailliste, en Angleterre et SAMUEL GOMPERS aux Etats-Unis.

La bienveillance administrative se manifeste encore par l'institution de délégués ouvriers (mars 1917) destinés à faire entendre les revendications de leurs camarades au contrôle et à la direction des usines et dont les interventions réussissent à prévenir de nombreux différends. En faveur des ouvrières des usines, le Sous-Secrétariat d'Etat des Munitions édicte un grand nombre de prescriptions d'ordre hygiénique; il impose notamment la création de Chambres d'allaitement pour permettre aux mères de remplir pendant les heures de repos leurs devoirs de nourrices.

Le Parlement, soit spontanément, soit sur la proposition du Gouvernement, ne se montre pas moins favorable à ceux qui forgent les instruments de la victoire et d'une manière générale au prolétariat ouvrier.

La loi du 17 juillet 1915 institue des commissions paritaires (1), chargées de fixer dans chaque département le salaire minimum des ouvrières travaillant à domicile, salaire qui ne doit pas être inférieur pour dix heures de travail au salaire normal et courant de la région. Le repos du samedi après-midi est accordé par la loi du 11 juin 1917 aux salariés de l'Industrie du vêtement à la suite des grèves de mars 1917 auxquelles le Gouvernement témoigne une neutralité bienveillante (2).

Dans la même année, une loi de finances du 29 juin 1917 ouvre des crédits additionnels, pour des avances remboursables à 20 mois aux organisations ouvrières qui créent des œuvres en faveur du personnel. Enfin une loi du 5 août 1917

(1) Comités de salaires départementaux, comités professionnels d'expertise. Commission centrale.

(2) Il n'est pas sans s'inquiéter pourtant des éléments souvent troubles qui s'y mêlent, à une des époques des plus critiques de la grande guerre.

encourage l'allaitement maternel des femmes travaillant en usine, en atelier ou dans le commerce, en leur accordant pendant une année, à compter du jour de la naissance, une heure par jour de repos pendant les heures de travail et en renforçant les dispositions administratives relatives aux Chambres d'allaitement.

* * *

Si étroite qu'ait été durant les trois premières années de la guerre la collaboration entre le Gouvernement et le syndicalisme, il s'en faut de beaucoup que celui-ci ait entièrement abandonné son ancien internationalisme. Les éléments extrémistes de la C. G. T. n'ont nullement abdiqué leurs principes que l'état de siège et peut-être aussi le sentiment profond des injustes épreuves du pays les empêchent de manifester. Bien plus, parmi les plus fidèles collaborateurs du Gouvernement, il en est qui dans l'intérêt même de la Patrie, s'efforcent de reprendre le contact avec les syndicalismes des pays ennemis pour les convaincre de la justice de notre cause et combler le fossé que la guerre a creusé entre les prolétaires. En février 1915, M. Jouhaux se rend à Londres pour conférer avec les représentants des syndicalismes alliés sur la possibilité de renouer les relations internationales. Dans la même année, il se rencontre à Berne avec Bernstein et Kautsky et de cette entrevue, il résulte que les efforts anti-bellicistes sont vains temporairement du moins. Cette impression n'est pas partagée pourtant par certains membres fort influents du Comité Confédéral en septembre 1915 et notamment par M. MERRHEIM qui tente l'audacieux voyage

de Zimmerwald. M. Merrheim a exposé au Congrès de Lyon de 1919 à quels mobiles il avait obéi, en partant après beaucoup d'hésitations à cette Conférence, où se trouvaient avec LÉNINE et de nombreux socialistes russes, de notables représentants du syndicalisme allemand (1).

Il a rappelé en ces termes le sens de la déclaration qui y fut votée :

« Que disons-nous dans la déclaration qui, dans la brochure, précède les résolutions votées à Zimmerwald. Déclaration qui indique dans quel esprit nous allons à la Conférence.

« Nous disons : Voici qu'après l'Italie, les Etats balkaniques sont entraînés par la folie sanglante qui a rendu l'Europe démente.

« On nous parle d'un effort au printemps prochain, d'un autre au cours de l'été qui suivra et, peut-être de la paix pour l'automne 1916 !

« Les dépenses totalisées de toutes les nations belligérantes atteindront alors, si elles ne le dépassent pas, le chiffre de quatorze milliards de francs par mois, c'est-à-dire qu'aux 180 et 200 milliards qui seront dépensés à la fin de 1915, des dizaines, des centaines d'autres milliards viendront s'ajouter. Les millions de vies humaines déjà anéanties vont s'augmenter d'autres millions d'aveugles, de fous, de mutilés, de cadavres. Dans les foyers de toutes les nations s'accroîtra le nombre des veuves et des orphelins.

« Devant ces horribles perspectives, nous nous tairions ? On voudrait nous imposer silence ? On exigerait l'abdication

(1) M. Merrheim était resté dès le début de 1915 au contact avec M. RANSAY MAC DONALD, un des chefs du Trade Unionisme et avait fait paraître de concert avec lui dans *The Labour Leader* un appel pour un mouvement collectif pour la paix.

complète de tous les sentiments humains de solidarité, de fraternité, ancrés au plus profond de nous-mêmes, pour nous empêcher, par-dessus les frontières et les champs de carnage, de tendre à nos frères d'Allemagne, d'Autriche toutes les nations belligérantes, une main fraternelle ?

« Quand dans les tranchées, aux heures de répit, d'apaisement, les combattants s'estiment et s'aiment, on voudrait nous empêcher de communier avec eux par la pensée et de parler de paix ? Le seul sentiment permis serait la haine, et nous laisserions à nos gouvernants et à leurs diplomates, qui nous ont enlisés dans cette guerre, le soin de régler les conditions de paix sans que la classe ouvrière n'ait formulé à l'avance ni ses aspirations, ni sa volonté ? En un mot, nous attendrions de nos gouvernants l'ordre ou l'autorisation de parler de paix ; nous subirions leur seule volonté de paix comme nous avons subi leur volonté de guerre ?

« Pareille attitude serait interprétée par le prolétariat en général et plus particulièrement par ceux des nôtres qui sacrifient leur vie sur les champs de bataille, comme le reniement et l'abdication de la mission historique que les organisations ouvrières et socialistes avaient assignée, par leurs efforts, au socialisme.

« Ce n'est que par l'action internationale, simultanée et coordonnée des classes ouvrières de tous les pays, que nous pourrions empêcher les dirigeants d'insérer dans le traité de paix des clauses funestes aux intérêts de tous les travailleurs, que nous rendrons possible la continuation de notre action revendicatrice et internationale après la guerre. Nous l'avons toujours pensé, proclamé, et c'est pourquoi nous sommes allés à Zimmerwald.

« A tous ceux qui, après les avoir lues et méditées, approuveront les résolutions qui y furent votées, nous adressons le présent appel.

« Qu'ils se joignent à nous. Avec eux nous pourrons poursuivre et intensifier notre action vers les buts indiqués, pour le rétablissement de la paix entre les peuples. Qu'il nous envoient leur adhésion, directement, ou par l'intermédiaire d'amis résidant à Paris; nous l'attendons avec confiance, avec la ferme résolution d'agir.

« Voilà, camarades, quels étaient notre esprit, nos intentions quand nous sommes allés à Zimmerwald (1) ».

.

« L'attitude admirable de Ledebourg fut pour nous un grand soulagement et un réconfort. C'est lui qui, après avoir lu la motion que nous avons rédigée, nous dit : Camarades français, vous avez oublié de parler de la Belgique. Nous voulons que la violation de la Belgique soit stigmatisée dans la motion franco-allemande. C'est lui qui rédigea la phrase et je me rappelle que quand nous revîmes les quatre délégués allemands et français dans la salle de la conférence de Zimmerwald, et que je donnais lecture de la résolution franco-allemande, tous les délégués, unanimes, se levèrent et nous acclamèrent en disant : Vous avez sauvé la conférence de Zimmerwald, le but principal qu'elle se proposait est maintenant atteint.

« Nous (les délégués), nous nous sommes réunis pour renouer les liens brisés des relations internationales, pour

(1) La Conférence de Zimmerwald fut le point de départ d'une action pacifiste plus intense, encore que limitée à certains milieux minoritaires : Un Comité pour la reprise des relations internationales fut créé en 1916.

appeler la classe ouvrière à reprendre conscience d'elle-même et l'entraîner dans la lutte pour la paix.

« Cette lutte est la lutte pour la liberté, pour la fraternité des peuples, pour le socialisme. Il faut entreprendre cette lutte pour la paix, pour la paix sans annexions, ni indemnités de guerre. Mais une telle paix n'est possible qu'à condition de condamner toute pensée de violation des droits et des libertés des peuples. Elle ne doit conduire ni à l'occupation de pays entiers, ni à des annexions partielles. Pas d'annexions ni avouées ni masquées, pas plus qu'un assujettissement économique qui, en raison de la perte de l'autonomie politique qu'il entraîne, devient encore plus intolérable. Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes doit être le fondement inébranlable dans l'ordre des rapports de nation à nation ».

La conférence de Zimmerwald provoqua bien des polémiques : faite en marge de la majorité du syndicalisme français qui estimait, pour le moment tout contact avec les ennemis inopportun et inutile, elle n'affecta pas dans l'ensemble le moral du prolétariat. Ce n'est qu'en 1917 que la politique de collaboration qui s'était révélée si fructueuse pour le Gouvernement et la classe ouvrière reçut ses premières atteintes. L'offensive du printemps sur le front de la Somme et de l'Aisne, en laquelle civils et militaires avaient placé de si grandes espérances, ne donna pas les résultats attendus.

Des troubles graves s'ensuivirent dans la zone des armées sur lesquels nous n'avons encore que des renseignements insuffisants (1). Le pacifisme, ou comme on disait alors, le « défaitisme », reprit son offensive dans les milieux syndi-

(1) Voir les débats du Comité Secret à la Chambre des Députés. Année 1917.

caux, le doute envahit les âmes des ouvriers d'usine en même temps que celles des soldats de la tranchée. D'importantes grèves éclatèrent (dans les usines Citroën et dans un certain nombre de maisons de couture), qui faillirent avoir de graves conséquences. Les grèves de la couture (mai 1917) eurent pour cause la décision prise par les patrons de fermer les ateliers les samedis après-midi et de réduire ainsi les salaires déjà modestes des ouvrières (0 fr. 50 pour les apprenties, 1 fr. 50 à 1 fr. 75 et 2 francs pour les petites mains, 2 fr. 50 à 3 fr. 50 pour les secondes mains, 3 fr. 50 à 5 francs pour les premières mains). Elles se terminèrent par une victoire ouvrière et le calme revint dans la région parisienne. Mais si les velléités révolutionnaires de certains militants du syndicalisme n'aboutirent pas, grâce à l'attitude très nette des dirigeants de la majorité et à l'énergique et habile politique du Président du Conseil, si nul corps d'armée ne se joignit au prolétariat parisien pour s'emparer des pouvoirs publics, si la population civile fut « reprise en main », comme l'avait été l'armée, la déception du printemps 1917 n'en laissa pas moins de traces profondes chez les travailleurs.

Le 1^{er} septembre 1917, dans un discours déjà cité, M. Albert Thomas fit allusion, à la propagande qui les atteignait, à l'angoisse de l'ouvrier, qui, rentrant le soir de son travail, se demande « Est-ce bien utile ? » Le ministre les exhorte à la lutte, tout en admettant fort bien la nécessité d'engager un combat parallèle sur le terrain diplomatique. C'était bien là la pensée du parti socialiste, qui avait vainement sollicité l'autorisation de participer à la Conférence Internationale de Stockholm, et celle des syndicalistes qui s'étaient vu également refuser des passeports pour la Conférence Internationale

de Berne et n'avaient pu se réunir en dehors de Zimmerwald qu'avec les syndicalistes alliés (Conférence de Londres de 1915, Conférence de Leeds de 1916 d'où étaient sortis des vœux en faveur de l'adjonction au traité de paix d'une Charte Internationale du Travail).

A la fin de 1917, l'avènement d'un nouveau ministère avec un programme de lutte à outrance contre l'ennemi de l'extérieur et le pacifisme de l'intérieur, devait apporter de nouvelles atteintes à l'ancienne politique de collaboration. Des poursuites furent intentées contre certains militants du parti socialiste (intellectuels plutôt que manuels (1) et bien que le syndicalisme ouvrier, en la personne de ses chefs, ait été fort habilement ménagé, la prolongation d'une guerre dont l'issue paraissait incertaine à beaucoup d'ouvriers, la reprise progressive de l'esprit syndicaliste d'avant-guerre entraînaient d'importants changements dans l'attitude de la C. G. T. Ces changements se manifestent en février 1918, lors des incidents survenus dans la métallurgie à Saint-Etienne. Quatre ouvriers et un dessinateur, dont un espagnol et un suisse, avaient été arrêtés dans cette ville pour traite des blanches et contrebande. Ces arrestations coïncidant avec la recrudescence du mouvement pacifiste, le Gouvernement et la presse parisienne établirent un rapport entre les deux faits. *Le Petit Parisien* annonce alors que l'Allemagne entretient en France « une vaste organisation de défaitisme ». *Le Figaro* précise qu'une « organisation de défaitisme est à l'œuvre, dont le but avoué est de produire à une date convenue en pleine offensive allemande des troubles insurrectionnels sur divers points du territoire ». *L'Echo de Paris*

(1) Mme Izambard, M. Lorient, instituteurs.

parle d'une formidable organisation de trahison et ajoute, avec l'optimisme qu'il n'a cessé de garder aux plus sombres moments de la guerre : « Le coup était bien monté; la découverte de cette affaire équivaut à une belle victoire ». « Oui » s'explique à la lumière de ces faits cette effervescence pacifiste, ces mouvements de grève, ces préparations à l'émeute si peu explicables ».

L'accusation de défaitisme est violemment relevée du côté ouvrier : citons à titre documentaire ce communiqué du Comité Incorporatif des industries du matériel de guerre de Lyon qui s'exprime ainsi sur ce sujet :

« Depuis quelques jours, une certaine presse fait grand tapage autour d'une affaire dite d'espionnage découverte à Saint-Etienne, ajoutant même que Lyon a été touché par cette affaire. On veut tenter une diversion pour laisser croire que le malaise qui subsiste dans les milieux ouvriers est causé par une propagande occulte, voir défaitiste faite par affiches et tracts arrivés à Lyon dans des colis destinés à la foire qui se tient en ce moment...

« Que l'on sache bien que cette classe ouvrière est toujours restée moralement propre, et ce ne sont pas les accusations ou insinuations lancées par des adversaires sans scrupules qui la feront dévier de la ligne de conduite qu'elle s'est tracée et qui la conduira au triomphe des idées qui lui sont chères ».

Quelques semaines après, le centre métallurgique de Saint-Etienne est le théâtre d'agitations singulièrement plus sérieuses : deux militants syndicalistes, mobilisés dans une usine de cette ville qui se sont rendus, sans autorisation des autorités militaires, à une réunion de la C. G. T. sont renvoyés à leur dépôt. Cette sanction apparaît au prolétariat

stéphanois comme une injuste atteinte aux libertés syndicales. La grève générale est déclarée et ce n'est pas trop de la diplomatie de M. Merrheim et de l'opportunisme du Président du Conseil pour arranger l'incident, qui eût pu avoir de très graves conséquences, à la satisfaction de la classe ouvrière qui obtient gain de cause et du Gouvernement qui échappe aux dangers de guerre sociale.

* * *

Dans les derniers mois de la guerre, la collaboration maintenue à grand peine entre le Gouvernement et le syndicalisme subit ainsi de rudes atteintes. Au point de vue extérieur, la C. G. T. retourne peu à peu à son internationalisme d'antan ; elle se montre entièrement favorable à la réunion d'une Conférence Syndicale Internationale, contrairement à l'avis des Syndicats américains qui refusent de rencontrer leurs nouveaux ennemis, avant qu'ils aient abjuré le militarisme. L'opposition apparente entre les deux thèses fournit à la grande presse française l'occasion de souligner l'antimilitarisme de nos syndiqués « auxquels nos alliés donnent une excellente leçon de patriotisme ».

Mais, comme le dit M. Albert Thomas (1) :

« La réalité est tout autre. L'échange de vues entre Français et Américains l'a bien démontré. Les Américains ont dit : « Nous refusons d'aller à une conférence internationale tant que les ouvriers socialistes ou syndiqués d'Allemagne n'auront pas déclaré qu'ils rompent avec leur Empire, qu'ils cessent d'être les serviteurs dévoués de l'impérialisme ». Et

(1) *Information sociale*, 9 mai 1918.

les ouvriers de France avaient dit à Londres, et ils ont répété devant les Américains : « Nous sommes disposés à nous rencontrer dans une conférence internationale avec les Allemands, si ceux-ci donnent des garanties au point de vue démocratique, s'ils acceptent préalablement les conditions posées à Londres ».

« Qui ne voit que les raisons données par les uns pour justifier leur intention sont exactement les raisons données par les autres quant aux conditions et aux garanties qu'ils exigent ? Qui ne voit qu'au fond, c'est la même proposition formulée sous deux formes différentes ? Et qui ne sent que dans la réalité, en face surtout de l'offensive allemande et du silence gardé par les majoritaires d'Allemagne sur les questions qui leur ont été posées, pour les Américains comme pour les Français, le moment sera le même où une conférence internationale apparaîtra possible, si elle l'est un jour ? »

L'accord se manifeste en effet dans l'entrevue qui réunit à Paris les représentants de l'*American Fédération Labour* avec ceux de la C. G. T. M. Jouhaux y définit alors en ces termes le point de vue auquel la C. G. T. restait inébranlablement attachée (1).

« Nous sommes heureux de pouvoir enfin, en tant que représentant la classe ouvrière française, nous rencontrer avec nos camarades de l'*American Federation of Labour*.

« Dans cette rencontre, dans les conversations qui vont suivre se dissiperont les malentendus et les interprétations fausses qui ont pu se produire au sujet des pensées exprimées par les deux prolétariats.

« La C. G. T., expression du prolétariat organisé en France,

(1) *Information sociale*, 9 mai 1918.

n'a jamais, depuis 1914, modifié l'attitude que l'agression allemande l'avait obligée de prendre dans la Défense nationale.

« Au début de la guerre, nous avons déclaré que, devant le danger, nous ne pouvons appliquer les décisions prises dans les Congrès internationaux du Travail. Mais nous avons indiqué en même temps, dans cette douloureuse situation, notre inébranlable attachement aux principes mêmes des décisions de l'Internationale ouvrière.

« En 1914, répondant à la proposition de l'*American Federation of Labour*, la C. G. T. a accepté la tenue d'une Conférence internationale au même lieu et à la même date où se tiendra la Conférence de la Paix.

« En février 1915, la Conférence interalliée de Londres, qui réunissait les délégués ouvriers anglais, français, belges et italiens, affirmant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, a exprimé le désir du prolétariat allié d'aboutir à une paix qui soit la paix des peuples.

« En juillet 1915, la C. G. T. déclarait encore ne pas craindre d'affronter le verdict des prolétaires du monde entier, sûre que la classe ouvrière française n'avait aucune responsabilité dans la guerre actuelle.

« Aussi, depuis toujours, malgré les divergences inévitables dans tout mouvement réellement vivant et actif, nous sommes restés fidèles à la proposition de l'*American Federation of Labour*.

« Si nous avons répondu à la Défense nationale, si nous ne voulons à aucun prix subir le joug de l'impérialisme allemand, nous voulons quand même de tout notre cœur agir au nom du prolétariat qui, voulant aboutir à son affranchisse-

ment total, ne veut aliéner aucun de ses droits de contrôle et de ses libertés d'action. A Leeds comme à Londres, avec les Anglais, les Belges, les Italiens, nous avons renouvelé ces déclarations.

« Nous avons affirmé le droit des peuples à s'élever contre les tractations de la diplomatie secrète.

« Camarades américains ! oui ! nous avons accepté l'idée d'une conférence internationale parce que nous sommes sûrs du droit que nous représentons, et c'est pourquoi nous ne craignons pas de faire appel aux peuples des Empires centraux.

« Puisse à nouveau et rapidement arriver le jour où tous les peuples se dresseront contre les impérialismes et les militarismes.

« Nous croyons que demain, après des explications aussi cordiales que complètes entre nos camarades américains et nous-mêmes, après avoir examiné en commun la situation actuelle, il jaillira la possibilité d'une action commune pour l'entente entre tous les peuples contre toute tentative d'hégémonie ».

* * *

Les événements de la politique intérieure amènent la C. G. T. à accentuer son opposition au Gouvernement. Mais cette opposition se déroule toujours dans le cadre de la légalité et l'on assiste en juin 1918 à une bien curieuse séance au bureau de la Chambre des Députés où des délégués de la C. G. T. viennent exposer devant un grand nombre de parlementaires les revendications du monde du travail.

Au cours de cette séance, M. Jouhaux explique pourquoi la C. G. T. a voulu se faire *entendre des représentants de la nation*. Il dit l'autorité que la classe ouvrière, en dépit de certaines attaques, continue de leur attribuer.

M. Merrheim s'écrie avec force que pas un, même parmi les plus exaltés, n'a songé un moment à trahir les intérêts du pays, à plus forte raison, à entrer en relations quelconques avec l'ennemi. Mais si l'on veut prévenir toute catastrophe, si l'on veut qu'aucun événement, ni de près ni de loin, ne rappelle ici les événements de Russie, il faut faire confiance au monde ouvrier, il ne faut pas faire de répression.

Intéressante audition, où les délégués de la C. G. T. reçoivent des parlementaires le plus sympathique accueil. Ils parleront également en des audiences plus solennelles, devant les membres du Sénat érigé en Haute-Cour pour juger un ancien ministre de l'Intérieur, accusé de haute trahison. La Haute Assemblée a relevé parmi les principaux chefs d'accusation la trop grande complaisance du ministre à l'égard du syndicalisme ouvrier : la C. G. T. ne peut donc manquer l'occasion qui lui est offerte de préciser l'attitude qu'elle a observée pendant les quatre ans de guerre et d'apporter en même temps son témoignage à l'accusé qui fut un des fidèles artisans de la politique de collaboration.

Le rapporteur en effet, avec le procès de l'ancien ministre, a fait aussi celui de la C. G. T. ou tout au moins de ses militants minoritaires : il rappelle les propos pacifistes tenus par certains d'entre eux, dès janvier 1915, le voyage à Zimmerwald de M. Merrheim, les pamphlets distribués par les instituteurs syndicalistes et les grèves révolutionnaires de 1917.

Le syndicalisme violemment, pris à parti par le rapporteur

reçoit en échange l'hommage et le brevet de patriotisme de trois anciens présidents du Conseil et de l'ancien ministre de l'Armement. Ses dirigeants viennent le justifier à la barre des attaques, dont il a été l'objet et un grand nombre d'organisations syndicales (notamment la Chambre Syndicale des Ouvriers ébénistes, le Comité de l'Union des Syndicats du Havre, les délégués des ouvriers de la maison Lapeyre et des ouvrières des maisons de couture) attestent l'impartialité du ministre de l'Intérieur dans les conflits entre le capital et le travail, son seul désir de les résoudre au mieux des intérêts de la nation. Malgré ces vibrants témoignages, l'ancien ministre de l'Intérieur est condamné à cinq ans de bannissement. Au lendemain du verdict, le Comité Confédéral et l'Union des Syndicats de la Seine expriment leur indignation dans le manifeste suivant :

« C'est avec stupeur et indignation que nous avons appris le jugement de la Haute-Cour, jugement qui atteint la classe ouvrière.

« Il y avait à choisir entre deux politiques. L'une de liberté à l'égard de la classe ouvrière;

« L'autre de provocation par l'emploi des moyens policiers.

« L'ex-ministre de l'Intérieur choisit la première de ces politiques et fit, dans une certaine mesure confiance au prolétariat organisé.

« Cette attitude, il la paie aujourd'hui de la peine du bannissement.

« Nous ne voulons pas être dupes des attendus de la sentence. Dans son esprit, elle frappe bien la classe ouvrière de suspicion dans ses intentions et dans son action.

« Cela, nous ne saurions l'accepter. Quatre années de sacri-

fices, d'abnégation, nous donnent le droit de réclamer une connaissance plus exacte de nos besoins et de nos aspirations.

« Nous ne pouvons pas abdiquer notre droit de formuler notre pensée sur les événements et les problèmes de l'heure présente, nous ne devons pas non plus renoncer à mener notre action dans la plénitude de notre indépendance.

« Notre dignité, l'avenir de notre mouvement nous font un devoir de ne pas laisser sans protester une condamnation politique dirigée contre la classe ouvrière organisée.

« En face de la réaction politique et économique qui, une fois de plus, comme à toutes les heures historiques de l'évolution de notre peuple, se dresse contre le progrès social nous devons nous élever.

« Le jugement de la Haute-Cour a porté un coup à l'unité nationale et divisé ce pays à une heure grave.

« Nous en laissons la responsabilité à ses auteurs ».

« La C. G. T. relève « le défi », mais pleinement consciente de ses responsabilités elle recommande aux groupes syndicaux de ne pas se livrer à des manifestations tumultueuses qui pourraient se retourner contre la classe ouvrière.

La Fédération du Sous-Sol à son Congrès se montre moins modérée et demande à la C. G. T. d'organiser un chômage général de vingt-quatre heures pour protester contre le verdict. Le procès Malvy donne ainsi à la Confédération générale du Travail l'occasion de manifester publiquement ses sentiments politiques.

En même temps qu'elle guette avec vigilance l'horizon diplomatique international et les espérances de paix qui se précisent, elle ne néglige pas les problèmes corporatifs et ses revendications traditionnelles, telles la loi de huit heures

que la Fédération des Mineurs réclame avec véhémence (Congrès du 28 août 1918). Une Commission mixte d'études économiques, constituée par les délégués du Parti Socialiste au Parlement et un Comité d'action composé des membres du Parti Socialiste, du Bureau de la C. G. T. et de la Fédération Nationale des Coopératives de Consommation se réunit le 6 novembre pour examiner les questions importantes qui se poseront à la démobilisation : chômage, baisse des salaires, etc., etc...

Puis le 11 novembre arrive et avec ce jour si impatiemment attendu, semble s'ouvrir une ère de détente et d'allégresse dans tout le monde du travail. L'atmosphère est presque celle du 4 août 1914. Va-t-on retrouver dans les premiers jours de la paix l'union sacrée des premiers jours de la guerre? Le Gouvernement tient compte de cet état d'esprit et se montre tout disposé à envisager des mesures de clémence. Aussitôt après l'armistice, la Commission exécutive de la C. G. T. est reçue par le Président du Conseil.

Au cours de cette audience, elle l'entretient de la question générale de l'amnistie et de la situation particulière des militants ouvriers relevés des usines, poursuivis ou condamnés à l'occasion des mouvements revendicatifs.

La délégation reçoit l'assurance que, dès aujourd'hui, pour tous ceux qui ont été déplacés des usines ou renvoyés aux armées, des mesures seront prises pour leur retour dans les usines.

Pour les camarades actuellement poursuivis, dont l'instruction n'est pas close, c'est leur mise en liberté assurée.

Pour ceux dont l'instruction est close, les dossiers vont être

immédiatement examinés et des mesures de clémence interviendront rapidement, ainsi que pour tous ceux dont la condamnation est déjà prononcée.

Le président du Conseil fait part à la délégation de ses préoccupations d'ordre social, l'assurant qu'il était très disposé à donner au travail et aux organisations syndicales les plus larges satisfactions et toute la place qui leur revient dans l'activité économique et sociale (1).

L'arrivée du Président Wilson en France, contribuera à accentuer la détente qui s'est produite entre le syndicalisme et le Gouvernement. Le chef d'une des plus puissantes nations alliées, de la plus puissante peut-être, est l'objet d'un accueil enthousiaste de la part de la classe ouvrière française. Sans doute y a-t-il dans cet accueil une part de critique à l'égard de notre Gouvernement dont la politique est loin de ressembler à celle du Chef d'Etat américain. Le Gouvernement l'entend bien ainsi, puisqu'il interdit la manifestation spéciale que la C. G. T. avait projetée pour saluer le Président à son arrivée (2).

(1) Le Président du Conseil paraît avoir eu au lendemain de la guerre pleine conscience des devoirs du Gouvernement envers la classe ouvrière. Ne l'a-t-on pas accusé de lui « avoir fait ce cadeau de la loi de huit heures qu'elle n'aurait pas sollicité » ? Dans une conversation avec M. Laurent de la C. G. T. il prononça ces paroles profondes : « La France est aux prises avec des difficultés semblables à celles qui écrasaient, il y a cent ans, la noblesse. Aujourd'hui, c'est la bourgeoisie qui se montre incapable. L'heure du travail a sonné ». Et il ajoutait : « Mais je crains bien que vous ne soyez obligé de dire ce que Ledru Rollin disait : Je suis leur chef, il fallait bien que je les suive ».

(2) M. Jouhaux, secrétaire général de la C. G. T., avait expliqué dans la Bataille la signification de cette manifestation :

« La C. G. T. a voulu marquer son attachement irréductible à la paix des peuples, dont le président des Etats-Unis d'Amérique a le premier, très fortement, déterminé les bases.

« Le mouvement ouvrier ne pouvait pas laisser passer ce moment historique sans affirmer sa volonté de ne pas permettre que triomphe la théorie de la force par l'application du *Vox Victis*.

« La participation ouvrière à la réception du président Wilson signifiera qu'une ère nouvelle est ouverte, une ère de paix, que rien ne peut plus désormais troubler, la Société

Mais quelque opposition qu'il y eût entre la politique américaine et la politique française, il n'en résulte pas moins que la C. G. T. a désormais en la personne du Président Wilson sinon un représentant, du moins un ami dans les conseils interalliés. Le rôle du syndicalisme consistera non plus dans une hostilité systématique à l'action officielle, mais dans un appui cordial accordé aux éléments de la Conférence les plus sympathiques à la classe ouvrière. Aussi la C. G. T. ne manque-t-elle jamais de marquer ses préférences pour la paix wilsonienne (1).

« La Commission administrative de la C. G. T., (2) réunie le 30 décembre 1918, renouvelle une fois de plus son attachement aux principes de paix contenus dans les 14 points fixés par le Président Wilson. Elle invite les travailleurs de France à manifester inlassablement leur volonté arrêtée de faire

des Nations remplaçant le vieil adage romain : « Si tu veux la paix, prépare la guerre », par la formule plus humaine et plus vraie : « Si tu veux la paix, prépare la paix par la concorde internationale ».

« La présence des travailleurs aux manifestations populaires que l'arrivée du président Wilson va susciter dans le pays tout entier, mettra une note grave et réfléchie à la joie spontanée des citoyens que le langage clair et généreux du premier magistrat de la République américaine a su toucher.

« Les ouvriers français organisés ne sont pas, en la circonstance, mus seulement par des mobiles sentimentaux.

« Comme le président Wilson, et dans le cadre modeste qui est le leur, ils ont eux aussi pesé les conséquences de la guerre et cherché la voie qui conduit à la justice internationale.

« Leur bon sens, leur soif d'équité les a conduits aux mêmes conclusions que les médiations du juriste de Washington, si bien qu'on ne peut dire aujourd'hui exactement si les ouvriers ont fait leur le programme Wilson ou si le président Wilson a adopté le programme des classes ouvrières ».

(1) Une délégation de la C. G. T. apporte au Président des Etats-Unis une image représentant la statue de la Liberté et portant « Paix aux peuples », sur les plis de son manteau. En épigraphe est écrite cette pensée extraite d'un discours de M. Wilson : « L'histoire est à un tournant suprême. Les yeux des peuples ont été dessillés et ils voient ».

(2) Un nouveau bureau confédéral est entré alors en fonction de tendances nettement réformistes, il comprend : M. Dumoulin (Service des Fédérations), M. Lapierre (Unions départementales), M. Laurent (Documentation, Voix du Peuple), M. Jouhaux (Secrétaire général).

triompher ces principes sans lesquels l'avenir du Monde ne pourra être assuré dans une paix juste et durable ».

Cette attitude vaut à la C. G. T. de nombreux reproches ; les uns l'accusent d'accaparer le Président, les autres de s'incliner devant un bourgeois, M. Merrheim défend la C. G. T. de ces critiques et n'a pas de peine à rapprocher la formule de M. Wilson « Ni annexions, ni contributions, » de la formule de la Conférence de Zimmerwald « ni indemnités, ni châtement ». Et puis, M. Wilson n'a-t-il pas dans un de ses discours relégué le principe de propriété à la deuxième place ? Ne s'est-il pas proclamé l'ami sincère du peuple allemand ? « En toute occasion, il travaille à écarter les haines entre les peuples, à les rapprocher pour, dans l'avenir, rendre possible une paix juste et humaine ».

Le rattachement de l'Alsace-Lorraine à la France amène à la C. G. T. une grande quantité de nouveaux adhérents ; elle s'entend avec l'organisation centrale allemande à laquelle adhéraient les syndicats alsaciens-lorrains, pour que les droits de chacun soient sauvegardés. Elle se préoccupe également de la réorganisation des Fédérations régionales, les invite à se documenter activement en vue du travail de reconstitution économique, auquel elle va collaborer.

Les premières nouvelles qui lui parviennent de la Révolution russe lui rappellent la nécessité de ne rien improviser, de joindre ses efforts à ceux des techniciens pour fixer dès maintenant les cadres de la société nouvelle. D'où l'idée du Conseil Economique du Travail que j'ai mentionnée dans le chapitre II, idée qui paraît si intéressante au Président du Conseil qu'il la fait sienne.

M. Albert Thomas salue ce succès du syndicalisme et

engage ses camarades à ne pas boudier devant l'offre gouvernementale et à ne pas être dupe non plus des manœuvres ministérielles tendant à séparer syndicalistes et socialistes. Mais pour la composition de ce Conseil Economique, un certain désaccord se manifeste. Du côté ouvrier, on craint que la majorité ne soit accordée à l'élément gouvernemental. M. Albert Thomas réclame qu'on y fasse place aussi aux représentants des consommateurs. En dépit de ces petites divergences, la « collaboration » continue. La C. G. T. est invitée à désigner quatre délégués pour faire partie de la Commission Nationale des clauses ouvrières du Traité de Paix. Et la journée de huit heures appuyée de toutes parts, et notamment par les syndicats catholiques et par l'U. S. T. I. C. A., qui vient de se former, va bientôt recevoir la consécration législative. Les militants ouvriers présentent la réforme comme conforme aux intérêts bien entendus du patronat, puisqu'elle aura pour effet d'intensifier le travail, de diminuer les absences irrégulières et les accidents.

M. Henri Prété, secrétaire du Comité d'Action des organisations ouvrières écrit dans l'*Information Sociale*, en février 1919:

« Ainsi l'observation scientifique de l'effort au travail et l'expérience pratique arrivent également à cette conclusion: la journée de huit heures est conforme à l'intérêt bien compris du patronat, comme elle est conforme à l'intérêt ouvrier et à l'intérêt général ».

Un écrivain, M. Georges DUHAMEL, soucieux du perfectionnement moral de l'ouvrier, intervient dans cette question qui n'est pas uniquement sociale pour recommander au prolétariat de bien user de ses loisirs. Le 23 avril 1919, la loi ins-

tituant la journée de huit heures (1) est votée, et malgré les dérogations qu'elle prévoit, donne dans l'ensemble largement satisfaction à la classe ouvrière (2).

La réalisation de cette réforme qui figurait depuis de nombreuses années en tête du programme de revendications de la classe ouvrière, contribue à consolider la situation de la C. G. T. Nous avons vu dans le précédent chapitre combien ses effectifs avaient augmenté et les sympathies qu'elle avait su s'attirer de la part des fonctionnaires, des artistes et des intellectuels. La C. G. T. est alors une des grandes forces nationales et elle se doit de ne pas rester inactive. Le premier mai approche; le prolétariat va manifester sa volonté de voir la loi de huit heures appliquée sans délai. Il dira en même temps sa réprobation d'un récent verdict de la Cour d'Assises de la Seine, qui vient d'acquitter l'assassin de Jean Jaurès (3).

En prévision du Premier Mai, la Commission Administrative de la C. G. T. adresse aux travailleurs de France, la proclamation suivante: « Hommes et femmes, ouvriers, employés, fonctionnaires, paysans et artisans, vous ferez entendre la même clameur, pour marquer votre désir de mieux être et de liberté.

(1) Complétée par la loi du 24 juin 1919, instituant la journée de huit heures dans les mines et celle du 2 août 1919, accordant la journée de huit heures aux inscrits maritimes. L'application de la loi a été réglée par un certain nombre de règlements d'administration publique à la suite desquels sont intervenues des conventions entre les grandes fédérations patronales et ouvrières.

(2) Un mois avant la réforme des huit heures est votée la loi du 25 mars 1919 consacrant la légalité des conventions collectives du travail dans lesquelles les groupements et syndicats ouvriers fixent en accord avec les patrons les conditions du travail.

(3) Cet acquittement a soulevé l'indignation du prolétariat parisien; il a provoqué certains incidents, notamment dans les théâtres, où la Fédération du Spectacle a fait arrêter tous les spectacles pendant un quart d'heure, en signe de protestation, à laquelle d'ailleurs de nombreux directeurs s'étaient joints.

« Le même cri protestataire sortira de vos poitrines contre le maintien d'une armée qui pèse sur la nation et qui ne peut servir aux gouvernements qu'à écraser les révolutions des autres peuples.

« Réclamez la démobilisation générale !

« Exigez une paix sans annexion et sans possibilité de guerre future.

« Revendiquez l'amnistie immédiate pleine et entière.

« Dressez-vous contre l'intervention armée en Russie, contre les formes draconiennes de l'impôt sur les salaires.

« Revendiquez les huit heures. Proclamez la nécessité de la réorganisation économique sur les bases du programme minimum de la C. G. T. Pour revendiquer et protester, travailleurs, chômez le premier mai (1).

LA C. G. T. »

* * *

Le premier mai 1919 marqua la fin de cette politique de collaboration qui, après avoir subi de rudes atteintes en 1917 et 1918, avait repris, depuis l'armistice une tournure favorable et dont on pouvait attendre dans la paix des résultats aussi féconds que dans la guerre.

Le Gouvernement, en effet, craignant que des manifestations ne vinssent troubler l'ordre public, fit connaître par un bref communiqué qu'il avait décidé de les interdire. Le prolétariat ayant maintenu son intention de manifester, les plus graves incidents pouvaient être redoutés.

Nous empruntons à l'*Information Sociale* quelques lignes du récit de cette triste journée :

(1) *Information sociale*, 24 avril 1919.

« La matinée était calme; ceux qui aiment les bruits de Paris ont éprouvé un sentiment de vide et de tristesse. Une pluie fine tombe. Mais, dès midi, le Gouvernement a procédé à un important déploiement de forces policières sur la rue Royale... Les soldats du 59^{me} régiment d'infanterie à l'entrée de la rue Royale mettent baïonnette au canon... Quelques-uns soudain croisent leurs baïonnettes... Des militants les adjurent... « C'est pour cela que vous avez mis là votre fourragère », disent-ils. Des cris s'élèvent: « Démobilisation! Nous voulons la paix! Vive les poilus! Des mutilés montrent leurs blessures d'anciens combattants, leurs médailles. Peu à peu, les deux rangs se rapprochent. Les manifestants touchent les baïonnettes. Que va-t-il se passer? On fraternise et débordés, les « rangs s'ouvrent et laissent passer le flot humain »... Ce qu'il faut dire encore, écrit *la France Libre*, c'est la joie qui éclatait sur la face des soldats, enfin délivrés d'une angoisse terrible. »

Mais il s'en faut de beaucoup que tout Paris ait offert cet émouvant et très romantique tableau. Le peuple de Paris eut ses victimes, des blessés tout d'abord, parmi lesquels un député, M. Paul Poncet et M. Jouhaux, et même un mort, le jeune mécanicien Charles Lorne, tué d'un coup de révolver à l'oreille (1).

La C. G. T. ressentit cruellement les atteintes de cette journée; elle adresse au *Peuple de Paris* et aux honnêtes gens, le manifeste vibrant qu'on lira ci-dessous :

(1) La police dégagea entièrement sa responsabilité dans le meurtre de Charles Lorne. Elle n'aurait pas été armée de revolver, mais seulement de sabres, dans la journée du 1^{er} mai.

« Peuple de Paris,

« Ton premier mai est une démonstration éclatante de la valeur de ton travail.

« Elève ta pensée et constate ta puissance.

« Tu n'as pas voulu manifester pour te battre, mais pour exiger ton droit.

« Les violences policières se sont exercées contre toi sans provocation de ta part. Ne te laisse pas troubler.

« Groupe-toi davantage dans les syndicats et prépare-toi à d'autres luttes.

« Si tu veux rester fort, sois discipliné !

« Serrons les rangs ! Confiance aux organisations ! Confiance aux militants !

Aux Honnêtes Gens,

« La France entière a pu chômer et manifester dans des conditions d'ordre et de sécurité. Partout les organisations ouvrières se sont trouvées d'accord avec les autorités. Aucun incident, même dans les grandes villes n'est venu troubler les manifestations ouvrières. Seul Paris a fait exception.

« Pourquoi ?

« Parce que le Gouvernement l'a voulu.

« Avec nous, vous le rendrez responsable des violences qui ont été exercées, du sang qui a coulé, de la liberté qui a été violente.

Aux gouvernants,

« Vous êtes responsables parce que vous avez donné des ordres barbares aux policiers.

« Parce que vous avez transformé les soldats, nos frères, en argousins.

« Vous avez mis l'armée contre la nation.

« Vous êtes coupables.

« Nous nous en souviendrons ».

La C. G. T. s'en souvient, en effet : M. Jouhaux démissionne de la Commission des clauses ouvrières du Traité de Paix, estimant que le représentant du prolétariat ne saurait jouir à la Conférence d'une liberté qui est refusée à la classe ouvrière. A la Chambre des Députés, les socialistes quittent la salle, lorsque le Ministre de l'Intérieur tente de justifier l'attitude du Gouvernement dans les incidents du premier mai, et tout en rendant hommage à M. Jouhaux, reproche à la C. G. T. d'avoir fait le silence autour de la manifestation.

Dès cette époque, la rupture est consommée; elle n'exclut pas pourtant toute collaboration, même permanente, à l'action gouvernementale, nationale et internationale. C'est ainsi qu'après beaucoup d'hésitations, la C. G. T. décida de se faire représenter à la conférence de Washington, en octobre-novembre 1919, et de participer au Bureau International du Travail, que dirige M. Albert Thomas; ses délégués prirent même une part active aux travaux de ce bureau, opposant avec force la thèse interventionniste du syndicalisme à la thèse des délégués patronaux.

Mais, depuis le 1^{er} mai 1919, l'atmosphère syndicale est troublée; des grèves éclatent dans des corporations où l'agitation ouvrière ne s'était jamais encore manifestée. Les employés de Banque et de Bourse, après avoir vainement essayé d'obtenir des augmentations de salaire cessent le travail. Ils dénoncent au public les agissements de certains établissements de crédit: « Sache, public, que c'est pour obtenir des

appointements de début de 2.400 francs et une retraite, que nous avons quitté les bureaux... Sache que ceux qui nous refusent cela ont fait les bénéfices suivants en 1918:

Crédit Lyonnais	27.950.972
Comptoir National d'Escompte	15.757.464
Société Générale	15.404.058
Banque de l'Union Parisienne	12.404.329
Banque de Paris et des Pays-Bas	9.218.186

« Sache qu'avant la guerre, ils ont exporté à l'étranger 45 millions ».

La grève se termine par un succès partiel; les employés obtiennent une augmentation de traitement de 10 à 20 %, la titularisation des femmes au bout d'un an seulement et un traitement de base porté de 1.800 à 2.000 francs.

Presque en même temps une grève générale éclate dans la Fédération du Sous-Sol, motivée par l'application de la journée de huit heures. Les mineurs obtiennent eux aussi, satisfaction : on décompte des huit heures les minutes nécessitées par la montée et la descente, ce qui réduit la durée totale de la journée effectuée à 7 h. 40. Puis ce sont des grèves dans la métallurgie, dans les transports où des jeunes gens de la bourgeoisie, remplacent, comme volontaires, les grévistes, dans les spectacles (septembre-octobre 1919), où les syndiqués font accepter par les directeurs de théâtre un contrat-type prévoyant certaines conditions de salaire minimum, d'hygiène et de moralité (ils ont la sagesse de renoncer à la clause d'exclusion des travailleurs non syndiqués, qui figurait primitivement au nombre de leurs revendications et qui eût fâcheusement indisposé contre eux le public).

Les employés des grands magasins suivent l'exemple des autres corporations. La vie a augmenté de 225 % et leurs salaires de 75 % seulement et uniquement à titre temporaire. La grève est déclarée le 25 octobre 1919; le cahier des revendications présenté quelques jours avant aux patrons n'ayant pas été admis. Les revendications portaient sur les points suivants :

Salaire minimum :

17 ans	300 francs
17-21 ans	500 »
Plus de 21 ans.....	600 »
Augmentations pendant 5 ans....	240 »
De la 5 ^e à la 10 ^e année.....	300 »
De la 10 ^e à la 25 ^e année.....	100 »

Réduction de 25 % sur les achats.

Vacances de 15 jours par an.

Salaires entiers payés pendant les trois premiers mois en cas de maladie et un demi-salaire après.

Deux mois de repos pour les femmes en couche.

Une indemnité en cas de licenciement, etc...

L'échec de ces revendications provoque une grève qui s'étend bientôt à tous les magasins... même au Bon Marché où l'entente était pourtant proverbiale entre employeurs et employés. (Les grévistes pour montrer qu'ils gardaient un souvenir reconnaissant à l'ancienne Direction du Magasin tinrent à déposer une gerbe de fleurs sur le buste de Mme Boucicaut).... La grève se prolongea et les patrons congédièrent individuellement chaque gréviste. Le Ministre du Travail

essaya vainement d'intervenir : les employés durent céder et réintégrer le travail aux mêmes conditions, en acceptant le congédiement de trois cents d'entre eux.

A peine la grève des grands magasins est-elle terminée que celle des journaux commence. Les typographes réclamaient depuis juin 1919 une augmentation de salaire de 5 francs, portant leur salaire à 23 francs pour le jour et 26 francs pour la nuit; mais les pourparlers engagés depuis plusieurs mois n'ayant donné aucun résultat, ils sommèrent en octobre 1919 les directeurs de journaux de leur accorder cette augmentation; et, sur le refus de ceux-ci, décidèrent de quitter le travail. La grève dura un mois et pour ne pas priver entièrement le public de nouvelles, deux quotidiens continuèrent à paraître sur format réduit, l'un coordonnant tous les journaux du centre et de la droite, hostile aux grévistes, l'autre représentant la gauche et l'extrême-gauche qui leur est favorable.

Durant cette grève, les typographes n'hésitent pas à sortir souvent du domaine corporatif pour émettre sur la presse des appréciations d'ordre général :

« A part de rares exceptions, écrit le Comité de grève, vous vous apercevrez qu'ils (les journaux quotidiens) ont observé sur les forbans qui se sont enrichis des dépouilles publiques le plus coupable silence.

« La presse a donc menti à ses traditions et fait faillite à sa mission.

« C'est ce que nous avons tenu à établir (1) ».

(1) *Information sociale*, 11 novembre 1919.

Le 21 novembre la grève prenait fin et les ouvriers durent reprendre le travail à l'ancien tarif.

La C. G. T. a prêté à ces diverses grèves, dont les résultats ne furent pas toujours heureux, un concours très actif : Elle s'est efforcée d'autre part de renouer les relations syndicales internationales interrompues presque entièrement par six années de guerre. Une Conférence se réunit à Amsterdam du 26 juillet au 2 août 1919. Allemands et alliés s'y rencontrent pour la première fois depuis 1914. Malgré l'attitude un peu gênée des délégués des syndiqués allemands et particulièrement de l'un d'entre eux, M. Legien, qui hésite à reconnaître les responsabilités de son pays dans la guerre, l'Internationale est reconstituée, ses statuts sont fixés à nouveau et ses Congrès se tiendront désormais régulièrement comme par le passé.

A l'intérieur, la C. G. T. intensifie sa propagande auprès des agriculteurs. Au Congrès de Lyon des 3 et 4 septembre 1919, l'Unité terrienne est réalisée par les syndiqués agricoles. La C. G. T. s'en félicite et adresse au prolétariat paysan un manifeste dont nous détachons les lignes suivantes (1) :

« Pour que se cicatrise la plaie nationale, pour que se réalise enfin l'œuvre émancipatrice, l'unité véritable et puissante des forces du travail, de la production et du progrès s'impose. La terre et la cité se complètent, l'une et l'autre ont une mission qu'elles doivent remplir en coordonnant fraternellement leur but dans un accord commun.

« Vos maîtres vous traitent en serfs, les politiques en bâtards, vous restez les déshérités du prolétariat, parce que

(1) *Information sociale*, 9 octobre 1919.

vous n'avez pas encore compris la force de l'organisation syndicale.

« La France, nation agricole par excellence, accuse chaque jour son impuissance productive, parce que l'ignorance a perpétué chez vous la crainte du progrès. Pour que notre agriculture renaisse puissante, il faut qu'elle adopte et applique toutes les acquisitions scientifiques partout ailleurs, efficaces. Pour cela aussi, il faut que s'améliorent les conditions des travailleurs afin qu'ils ne soient plus tentés de rechercher dans les cités un relatif bien-être.

« Etablir l'équivalence entre les salaires de l'agriculture et ceux de l'industrie.

« Lutter contre le chômage, par un perfectionnement méthodique de notre système de production qui permettrait la réglementation des heures de travail. Assurer à tous le repos hebdomadaire et des garanties d'hygiène et de production sociale. Stimuler les expériences d'exploitations communes. Protéger la main-d'œuvre nationale, non pas en établissant un étroit protectionnisme, mais un contrôle direct des organisations syndicales sur la main-d'œuvre étrangère ».

Et sa tâche de propagande ne lui fait pas oublier son devoir de documentation et de préparation de l'avenir. Rompant avec le Conseil National Economique, dont elle critique à la fois les attributions trop limitées, exclusivement consultatives, et la composition en majorité administrative et patronale, elle constitue dans son sein un Conseil Economique, composé de représentants des ouvriers, des techniciens et de personnalités particulièrement compétentes, auquel elle assigne pour la cité future un rôle de décision et d'exécution.

Mais la C. G. T. à la fin de cette année 1919, devait avoir à lutter contre un ennemi plus redoutable que le patronat et le Gouvernement avec lequel « sa collaboration » temporaire venait de cesser : un ennemi que tous les révolutionnaires ont connu et que sous l'influence de la Révolution russe s'insinuait de plus en plus ouvertement dans ses rangs, l'ennemi de gauche qui allait selon les uns jeter la suspicion sur ses chefs, et provoquer ainsi la rupture de l'unité ouvrière; selon les autres, rendre à l'organisation enlisée sa vigueur et son audace d'autrefois et l'acheminer vers la victoire prolétarienne.

La tendance extrémiste s'était déjà manifestée au Congrès de la Fédération des Métaux des 10-14 septembre 1919. Le Congrès National de la C. G. T., qui se tint à Lyon quelques jours après, permit aux deux thèses de s'affronter et se termina par un vote d'approbation de « la politique de guerre » suivie par le syndicalisme français.

La thèse extrémiste, ou comme on disait alors minoritaire, fut clairement exposée par M. Pierre Monatte, un des syndiqués révolutionnaires restés fidèles, dès les premiers mois d'union sacrée, à l'antimilitarisme traditionnel et qui avait démissionné en décembre 1914 du Comité Confédéral, dont il blâmait le « chauvinisme ».

Dans les mêmes rangs de l'Assemblée, M. Monmousseau se joint à lui pour flétrir la Conférence « majoritaire d'Amsterdam, accuser la C. G. T. d'avoir fait la conspiration du silence et par suite d'avoir été complice de l'écrasement de la révolution hongroise, de la chute de Bela Kuhn, du renforcement du blocus contre la Russie ».

La résolution des minoritaires résume ces diverses critiques en ces termes :

« Le 14^e Congrès confédéral ayant à examiner l'attitude et l'action de la Confédération Générale du Travail depuis le 2 août 1914;

« Rappelle que les guerres, et particulièrement celle qui vient de mettre aux prises les peuples de plusieurs nations, sont les résultats de rivalités capitalistes pour la conquête du marché du monde.

« Il constate que, dans cette guerre, la C. G. T., par ses diverses manifestations aux côtés du Gouvernement, a pratiqué une politique d'abdication et de compromission avec les dirigeants bourgeois.

« Que par cette attitude, la C. G. T. s'est laissée lier à l'œuvre de guerre dont elle a partagé les responsabilités.

« Que de ce fait, elle n'a pu agir avec l'indépendance et la vigueur suffisantes contre une paix d'injustice et de violence qui, sans apaiser les haines existantes, en suscite déjà de nouvelles et rend fatale de prochaines guerres.

« Qu'elle n'a pas davantage imposé aux gouvernants l'amnistie totale et le rétablissement des libertés publiques.

« Pour ces raisons, le Congrès blâme l'attitude et l'action du comité confédéral pendant la guerre.

« Le Congrès condamne aussi la politique de collaboration des classes inaugurée par le comité confédéral, et dont les manifestations actuelles ne sont que le prolongement de la même politique de collaboration pratiquée pendant la guerre avec le gouvernement capitaliste.

« Il considère que ce ne sont pas les tractations inévitables entre patrons et ouvriers qui constituent des actes de colla-

boration, mais la participation dans des organismes permanents à l'étude en commun « entre les représentants ouvriers et ceux de la classe bourgeoise » des problèmes économiques dont la solution ne saurait que prolonger l'existence du régime actuel. Rappelant avec force les principes essentiels du syndicalisme français énoncé dans la charte d'Amiens, le Congrès proclame à nouveau l'inéluctable nécessité de la lutte des classes avec son aboutissement logique : la suppression du salariat.

« Affirmation qui se précise ainsi :

« Dans l'action revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit : la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement de mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation de salaire, etc, etc....

« Mais cette besogne n'est qu'une partie de l'œuvre du syndicalisme; il prépare l'émancipation intégrale des travailleurs, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale, et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

« La grève générale révolutionnaire peut être le résultat de grèves partielles qui s'étendent, se communiquent de proche en proche, ou d'autres événements inattendus qu'il faut savoir saisir délibérément.

« Avec les idées d'affranchissement et la situation révolutionnaire créée par la guerre, aucune hésitation, aucune tergiversation, aucune attitude passive, aucun opportunisme n'est permis.

« Toute l'énergie révolutionnaire dont dispose le prolétariat, toutes ses forces vives, doivent être transformées en actes.

Le Congrès, constatant la volonté manifeste des Gouvernements d'écraser les révolutions ouvrières partout où elles éclatent, blâme la C. G. T. d'avoir failli à la parole donnée au peuple d'Angleterre et d'Italie en reculant devant le geste qui pouvait sauver la république hongroise, et déclare que cette faiblesse est une autre conséquence de la politique pratiquée depuis 1914 par le comité confédéral.

« Indigné du cynisme des prétendus chevaliers du droit et de la justice qui font du prolétariat français le gendarme international et l'étrangleur de la liberté.

« Le Congrès, répondant à l'appel du conseil central des syndicats de Russie déclare :

« Que c'est dans l'épanouissement de la révolution russe et dans son extension à tous les pays que résident les espérances de tout le prolétariat martyrisé et épuisé par cinq années d'une guerre d'extermination sans précédent.

Il crie au peuple russe :

« Courage, camarades ! les coups portés à votre liberté nous atteignent comme s'ils étaient portés à nous-mêmes.

« Nous crions avec vous, camarades : « A l'action, travailleurs du monde entier, contre tous les brigands impérialistes pour la révolution ouvrière mondiale ».

« Vive la République internationale des Soviets !

La thèse de la majorité est éloquentement défendue par MM. Jouhaux, Dumoulin et Merrheim.

Le premier de ces orateurs se justifie longuement des cri-

tiques qui lui sont adressées et définit à ce propos la politique de collaboration et les mobiles auxquels il a obéi en la pratiquant :

« On a dit que ma politique de guerre, car je n'entends pas laisser à d'autres la responsabilité personnelle que j'ai prise dans les événements, on a dit que ma politique de guerre avait été une politique de collaboration et de participation à la guerre.

« Si, par collaboration, on entend « prendre une responsabilité dans les décisions du pouvoir », cette collaboration, jamais je ne l'ai faite. Si on entend par collaboration que « cédant aux circonstances, accablé par elles comme les autres camarades, essayant de défendre pied à pied les intérêts ouvriers, j'ai pris ma place partout où il était nécessaire de les défendre », cette collaboration, je l'ai faite. Mais cette collaboration, on en conviendra avec moi, est une collaboration humaine et non pas la collaboration d'appétit qu'aujourd'hui comme hier, je repousse avec la même force et avec la même violence.

« Collaboration, la Commission des allocations !

« Ah ! J'aurais pu apporter au Congrès des milliers et des milliers de lettres reçues de tous les coins du territoire dans lesquelles on réclamait mon intervention pour l'obtention d'une allocation, pour l'obtention de secours auxquels on avait droit. Je ne l'ai pas fait, comme je ne serai pas assez cruel de rappeler à certains des camarades qui me combattent, les demandes qu'ils m'ont eux-mêmes adressées, les appels qu'ils m'ont faits et auxquels j'ai répondu. C'est leur affaire à eux et à leur conscience de déclarer aujourd'hui que j'ai trahi en donnant satisfaction aux revendications qu'ils posaient.

« Commission des allocations, dans laquelle je n'ai fait, en vérité, qu'essayer de m'opposer à l'arbitraire et de combattre tous ceux qui, par rancune politique, par haine de classe, essayaient de ne pas donner à ceux qui les réclamaient les secours auxquels ils avaient droit. Politique humaine qui n'est ni lutte de classe, ni collaboration, mais simplement humaine. Est-ce que par hasard les militants syndicalistes n'auraient plus le droit d'être humains ? Est-ce que par hasard les militants syndicalistes n'auraient plus le droit d'agir sur le terrain de l'humanité ? Vous ne pouvez pas dire cela, par conséquent vous ne pouvez pas condamner cette action.

« Comité du Secours national; oui, où je suis allé là encore pour défendre les intérêts humains, car le Comité du Secours national s'était interdit toute pénétration sur le terrain de la guerre. Notre œuvre devait être exclusivement d'humanité. Elle le fut en effet et je ne regrette pas d'y avoir participé. L'Union des Syndicats de la Seine, d'autres organisations de province ont pu répondre aux misères par le concours du Secours National. Là s'est bornée l'intervention du Secours national et je le répète une fois de plus, je ne désapprouve pas, je ne renie pas cette action ».

M. Merrheim fonce également contre l'adversaire en traitant la question du point de vue moral et en essayant de sauvegarder l'unité ouvrière. Ses paroles contre la vague d'immoralité dénotent des préoccupations tout à fait supérieures, fort éloignées de l'esprit démagogique, qu'on est tenté parfois de prêter à certains dirigeants de la C. G. T. :

« Si nous ne luttons pas aujourd'hui contre cette vague d'immoralité générale qui a pénétré dans toutes les classes

de la société, moins dans les classes ouvrières que dans les autres classes, si nous ne nous dressons pas contre elle, si nous ne faisons pas comprendre même aux anarchistes, aux masses, que vouloir de l'argent, toujours de l'argent, beaucoup d'argent, c'est la corruption ruinant la société humaine, nous serons entraînés, engloutis par cette vague d'immoralité. Aujourd'hui, oui, tout le monde veut de l'argent ; l'idéal, l'affranchissement, ne le niez pas, cela on ne le comprend plus, on n'en veut plus. Eh bien ! notre mission, à nous, militants, à nos organisations, est de relever la moralité, la dignité de la classe ouvrière. C'est cela que, toute ma vie, j'ai tenté de faire par ma propagande et c'est cela que je continuerai à faire demain avec vous ou contre vous, les minoritaires ».

Il adjure ses auditeurs de ne pas assimiler la situation de la France à celle de la Russie.

« Ne comparez pas, surtout, la situation de notre pays à celle de la Russie, épuisée, saignée, sans classe bourgeoise dirigeante, où il n'y avait que les seigneurs féodaux et le moujik illettré et, entre eux deux, quelques intellectuels qui avaient puisé à l'étranger la sève révolutionnaire et socialiste ; regardez notre situation à nous, telle qu'elle est, les classes telles qu'elles sont et dites-vous bien que demain nous aurons de lourdes responsabilités à prendre, nous, organisations, ouvrières, mais que nous serons impuissants à les prendre, que nous ne pourrons pas les prendre, s'il n'y a pas la confiance dans les militants comme nous devons avoir confiance en nous-mêmes.

« Oui ! si cela n'existe pas, nous serons une fois encore des vaincus : ce sera la haine qui triomphera et le courant d'im-

moralité que nous avons le devoir de remonter, de combattre, nous emportera, nous balayera tous impitoyablement, et la réaction triomphera pour un siècle sur les ruines du syndicalisme révolutionnaire vaincu ».

C'est la thèse majoritaire qui l'emporte : en fin du Congrès le rapport moral est adopté par 1.393 voix contre 583 et 42 abstentions sur 2.033 votants et une longue résolution résume le point de vue de la majorité des congressistes, conforme d'ailleurs aux termes de la résolution du Congrès confédéral d'Amiens :

« I. — Emanation directe des forces ouvrières organisées, le Congrès confédéral proclame à nouveau, avec une conviction renforcée par toute l'expérience passée comme par l'effroyable catastrophe qui a désolé le monde, que l'idéal syndicaliste s'accomplira seulement par la transformation totale de la société.

« Née de la lutte de classes, expression complète de la situation faite au prolétariat, s'inspirant pour son action et dans son objet de la défense des intérêts professionnels et du développement complet des droits du travail, l'organisation ouvrière répète que son but essentiel est la disparition du patronat et du salariat. La lutte de classes, elle la constate comme un fait dont elle entend tirer toutes les conséquences. Cette lutte ne pouvant prendre fin qu'avec la suppression de toutes les classes, de tous les privilèges économiques et sociaux, elle doit aboutir à une organisation nouvelle de la collectivité. Participation égale de tous aux charges et aux droits que les rapports nécessaires des hommes font naître, tel est le principe initial sur lequel le mouvement ouvrier

entend instaurer un régime nouveau ; il réalisera celui-ci suivant ses conceptions propres, avec les organismes qu'il aura lui-même créés et dont le caractère essentiel doit être de donner aux forces de production la direction et le contrôle de l'économie collective : créateur de toutes les richesses, élément qui commande l'activité sociale, le travail entend être tout parce que les autres facteurs de la société ne sont que ses subordonnés ou ses parasites.

« Ainsi, sans qu'aucune équivoque puisse être possible, le syndicalisme déclare qu'il est dans son origine, son caractère présent, son idéal permanent, une force révolutionnaire.

« II. — Imprégné de ces principes et de ce but, le Congrès confédéral de Lyon rappelle et reprend les termes de la résolution d'Amiens, qui déclare :

« Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2 consécutif de la C. G. T. :

« La C. G. T. groupe en dehors de toute école politique tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.

« Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de la classe qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

« Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique :

« Dans l'œuvre revendicatrice, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du bien-

être des travailleurs par la réalisation immédiate d'améliorations telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

« Le Congrès déclare que cette double besogne quotidienne et l'avenir découlent de la situation de salarié qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat.

« Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de luttes correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe en dehors :

« En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent suivre, en toute liberté, la transformation sociale.

« Le Congrès de Lyon estime en outre nécessaire de dire que

cette déclaration ne se borne pas à affirmer pour un moment donné, de façon provisoire et révisable, la neutralité des organisations professionnelles à l'égard des partis ou des écoles, des doctrines ou des philosophies, mais qu'elle proclame de façon permanente cette conception fondamentale de l'action syndicale qui est l'action directe.

« Il ne peut laisser croire, par contre, que cette action trouve son expression exacte et exclusive dans des actes de violence ou de surprise, ni qu'on la puisse considérer comme une arme pouvant être utilisée par des groupements extérieurs au syndicalisme.

« C'est parce qu'ils sont producteurs que le syndicat appelle à lui tous les travailleurs, et c'est l'utilisation de la force qu'ils tiennent de leur fonction productive qui est la puissance de l'organisation ouvrière.

« Plus que toute autre force sociale présente, il traduit ce fait essentiel qui est la conséquence fatale de l'activité collective moderne : le recul de la politique devant l'économie.

« Continuer la production pour satisfaire les besoins des hommes, l'accroître pour mettre à la disposition de tous une plus grande somme de richesses consommables, ainsi se traduisent ses préoccupations auxquelles la situation mondiale résultant de la guerre donne une gravité formidable.

« Le mouvement ouvrier affirme qu'il doit, et qu'il peut y répondre, mais il déclare aussi que tout effort dans ce sens n'est plus conciliable avec le maintien du régime actuel ; l'appel au travail, auquel les travailleurs sont prêts à répondre, ne peut se comprendre désormais qu'avec la reconnaissance totale des droits du travail.

« Le mouvement syndical ne peut être que révolutionnaire,

puisque son action doit avoir pour effet de libérer le travail de toutes les servitudes, de soustraire tous les produits à tous les privilèges, de mettre toutes les richesses entre les mains de ceux qui concourent à les créer.

« Cette conception, réalisée par l'effort des travailleurs, se fera suivant les modalités du travail lui-même constituant l'ordre nouveau, basé non sur l'autorité, mais sur les échanges; non sur la domination, mais sur la réciprocité, non sur la souveraineté, mais sur le contrat social.

« L'action quotidienne du syndicat est une préparation à ce renversement des valeurs.

« Toute manifestation de la force ouvrière, en effet, tend à l'heure présente, à la conclusion des contrats. Ce serait une erreur profonde, d'y voir une collaboration; les conventions collectives, qu'elles s'étendent à un atelier, ou à toute une région, ou à une corporation sur toute l'étendue du territoire, possèdent une valeur de transformation parce qu'elles limitent l'autorité patronale, parce qu'elles ramènent les relations entre employés et employeurs à un marché qui encourage l'effort sans apaiser l'énergie, puisque le travail n'y trouve pas la reconnaissance à tous ses droits, mais la satisfaction d'amoindrir l'absolutisme patronal en introduisant, dans l'atelier ou l'usine, le contrôle d'une puissance non assujettie à l'exploitation du patronat, d'une force d'émancipation : le syndicat.

« S'inspirant du même esprit qui l'a déjà amené à réclamer des mesures efficaces et pratiques contre la cherté de la vie, démonstration même du gâchis économique dans lequel se débat la société, le syndicalisme déclare qu'il entend faire un effort pour aboutir aux solutions nécessaires, non dans un

intérêt égoïste, mais dans le ferme désir de trouver une solution satisfaisante pour la collectivité.

« Cette réorganisation industrielle, ce retour à l'équilibre économique ne peuvent pas être obtenus par les palliatifs que propose le pouvoir. Le régime actuel repose trop sur la défense des profits particuliers, pour qu'on puisse attendre de lui les solutions qui s'imposent.

« L'impuissance de la classe dirigeante et des organisations politiques s'affirme de jour en jour plus forte, plus forte aussi apparaît constamment la nécessité pour la classe ouvrière de prendre ses responsabilités dans la gestion de la société.

« Le mouvement syndical a dû ainsi envisager les solutions qui s'imposent sans délai. Il n'en saurait trouver de plus urgentes, de plus nécessaires que celle de la nationalisation industrialisée, sous le contrôle des producteurs et des consommateurs, des grands services de l'Economie moderne : les transports terrestres et maritimes, les mines, la houille blanche, les grandes organisations de crédit.

« L'exploitation directe par la collectivité des richesses collectives, la mise sous son contrôle des fonctions et des organismes qui commandent les opérations industrielles de transformation de ces richesses et leur répartition sont une condition essentielle de la réorganisation que nous voulons poursuivre. Mais constatant l'impuissance des organismes politiques et le caractère même du pouvoir, nous ne songerons à augmenter les attributions de l'Etat, à les renforcer, ni surtout à recourir au système qui soumettrait les industries essentielles au fonctionnarisme avec son irresponsabilité et ses tares constitutives, et réduirait les forces productrices au sort d'un monopole fiscal.

« Les résultats déplorables, que l'on a pu constater dans le passé et qui se manifestent tous les jours, sont une condamnation suffisante de ce système. Par la nationalisation, nous entendons confier la propriété nationale aux intéressés eux-mêmes : producteurs et consommateurs associés.

« Faisant confiance à la Confédération Générale du Travail, les syndicats confédérés déclarent que l'action ouvrière se doit de se développer sur ce plan, pour réaliser le plus rapidement possible ces buts immédiats.

.

« Le Congrès de Lyon proclame à nouveau le droit inaliénable pour les peuples de se déterminer eux-mêmes; exprimant sa profonde sympathie à la révolution russe, il proteste contre toute continuation d'interventions armées en Russie et contre le blocus réduisant un peuple à la famine parce que coupable de s'être révolté contre ses oppresseurs.

« Le Congrès, soucieux d'affirmer sa solidarité effective à l'égard du peuple russe, charge le bureau confédéral de demander aux organisations syndicales des transports de faire que leurs membres se refusent de transporter armes et munitions destinées aux armées Koltchak et Denikine.

« Le bureau confédéral est chargé également de transmettre cette même proposition au bureau syndical international pour que ce dernier internationalise cette action.

« Le Congrès réclame que soit mise en application, le plus rapidement, la résolution votée à Amsterdam, concluant à l'envoi d'une délégation ouvrière en Russie.

« Enfin le Congrès, exprimant la volonté unanime de la classe ouvrière, condamnant la politique réactionnaire des

pays de l'Entente, exige que la paix soit conclue avec la Révolution russe ».

* * *

La scission qui avait menacé de se produire au Congrès de Lyon n'était que momentanément écartée. Des propos amers avaient été échangés; des thèses irréductiblement opposées s'étaient confrontées. Le silence imposé par la guerre à l'opposition des révolutionnaires avait pris fin; ces derniers, de plus en plus nombreux, se heurtent désormais sans répit aux majoritaires au sein de chaque syndicat et de chaque fédération comme au sein de la C. G. T. elle-même. Quelques semaines après le Congrès de Lyon, la célébration de l'anniversaire de la République soviétique donne lieu dans la Seine à de violents incidents; l'Union des Syndicats de la Seine tient dans son immeuble de la rue Grange aux Belles la manifestation bolchevique pour laquelle les salles de la Bourse du Travail ont été refusées. Les relations deviennent de plus en plus tendues entre minoritaires et majoritaires. Un an après, les luttes seront si vives que dès octobre 1920 (Congrès d'Orléans), la scission sera une réalité, des comités syndicaux révolutionnaires (C. S. R.) se constituant en marge des organisations régulières. Enfin l'année 1921 verra la scission s'accomplir officiellement au Congrès de Lille et la C. G. T., jusque-là l'unique incarnation du syndicalisme ouvrier socialiste et anarchiste se diviser en C. G. T. « majoritaire » et C. G. T. unitaire.

* * *

L'histoire du syndicalisme durant l'année 1920 a été marquée dans son ensemble par trois ordres d'événements :

Des grandes grèves fédérales accompagnées de tentative de grèves générales, des poursuites intentées contre la C. G. T. et les progrès de la scission ouvrière.

I. — C'est en février 1920 que la grève des cheminots éclata; mais dès le début de l'année, des symptômes avaient révélé une agitation sérieuse chez les travailleurs des voies ferrées. A leurs revendications générales, tendant à la nationalisation des transports ferroviaires, que le Conseil Economique de la C. G. T. avait précisée dans le projet dont on a indiqué plus haut les grandes lignes, s'ajoutaient en 1920 des revendications spéciales, relatives à leurs salaires, qu'on peut résumer ainsi : Traitement de début, fixé à 3.800 francs par an, indemnité de résidence fixée à 1.200 francs pour Paris, indemnité de vie chère fixée à 700 francs. L'indemnité de vie chère leur fut accordée par décision prise en Conseil des Ministres le 8 janvier 1920; quant aux autres questions et notamment l'échelle des traitements, la solution en fut confiée à une commission paritaire siégeant au ministère des Travaux Publics. Le conflit menaçant paraissait donc provisoirement écarté. Il n'en fut pas ainsi pourtant, par le fait des syndicats des cheminots de la région parisienne auxquels ces résultats semblèrent incomplets et illusoires. Leurs délégués en effet infligèrent un blâme à la Fédération pour n'avoir pas rempli le mandat dont elle était investie et décidèrent de faire triompher par une propagande effective, les revendications ci-après (1) :

(1) *Information sociale*, 29 février 1920.

Nationalisation des chemins de fer, projet de retraites, salaire minimum du personnel féminin en employant la formule « à travail égal, salaire égal », application des 3.800 fr. au personnel stagiaire des deux sexes ainsi qu'au personnel mineur; enfin, maintien des primes de gestion et des primes de travail pour tous les services.

Le mot de grève, fort prudemment, n'avait pas été prononcé par les syndicats. Dans l'atmosphère orageuse, où leur propagande s'effectuait, un fâcheux incident vient la provoquer, très mince en apparence, mais grave, en réalité, parce qu'il posait la question de la reconnaissance du droit syndical.

Un Congrès de l'Union des Syndicats du réseau P.-L.-M. devant avoir lieu les 14 et 15 février, à Dijon, les délégués des organisations demandèrent l'autorisation nécessaire pour s'y rendre. La Compagnie accorda le congé aux employés membres du conseil d'administration de l'Union, mais le refusa aux membres de la commission de propagande en déclarant que cette dernière « n'avait pour but que de faire de l'agitation ». Un membre de cette commission, M. C... qui appartenait en qualité de menuisier aux ateliers de Villeneuve-Saint-Georges, passa outre au refus et se rendit à Dijon. A son retour, il fut avisé qu'il était frappé d'une mise à pied de quarante-huit heures et sous le coup d'une menace de radiation. En apprenant ces faits, les camarades d'atelier de M. C... décidèrent la cessation du travail; le mouvement s'étendit d'abord dans les importants services de Villeneuve-Saint-Georges; puis il atteignit les ateliers de Paris, de Marseille, d'Arles, d'Oullins, de Nîmes, d'Avignon, dont les travailleurs abandonnèrent le travail. Et dans la soirée du mercredi 24 février, on apprenait que, d'après des ordres

venus de Paris, cinq mille employés des services sédentaires de Lyon avaient décidé la grève générale à partir du lendemain, à midi.

D'autre part, les délégués des groupements parisiens, réunis le soir même à la Bourse du Travail, invitaient les sédentaires de tous les réseaux à chômer dès le 25 au matin, et les agents des services actifs à suspendre leur travail à partir de 17 heures. A Lyon, Marseille, Dijon, des décisions analogues étaient prises.

Tous ces faits se passaient en dehors de la commission exécutive de la Fédération qui se réunit cependant pour examiner les événements. A l'issue de cette réunion, l'ordre de grève fut lancé dans la nuit du 24 au 25, pour une heure du matin.

Tandis que les Syndicats de la région parisienne, fidèles à leurs méthodes se préoccupaient de généraliser le conflit, la Commission exécutive de la Fédération des Cheminots, comprenant la gravité de la grève, tant au point de vue des cheminots qu'à celui des intérêts généraux de la nation, s'efforçait de garder le contact avec le ministre des Travaux Publics. Celui-ci ne leur paraissait pas disposé à la conciliation. Résolu à réprimer énergiquement cette grève révolutionnaire, il conférait immédiatement avec le ministre de l'Intérieur et les directeurs des grandes Compagnies pour aviser aux mesures que comportait la situation. D'une part des bureaux spéciaux d'enrôlement furent ouverts, pour remplacer les grévistes; d'autre part, il fut décidé, en accord avec le Président du Conseil :

1° Que le plan de protection des voies ferrées serait appliqué partout où les circonstances l'exigeront;

2° Que les portions actives des sections de chemins de fer

de campagne du réseau P.-L.-M. seraient convoquées, de manière à assurer la circulation des trains indispensables au ravitaillement du pays.

Enfin des restrictions alimentaires furent édictées et des instructions données, pour prévenir toute spéculation ou manœuvre d'accaparement et pour en assurer la répression de la façon la plus rigoureuse.

Cependant, la Commission Exécutive continuait à obtenir du Président du Conseil de fréquentes entrevues. Grâce à la modération témoignée de part et d'autre, l'entente fut près de se faire, le Président du Conseil ayant proposé de soumettre le conflit à l'arbitrage, à condition que les grévistes reprendraient le travail. Toutefois, malgré l'insistance des délégués, refusa d'admettre que la punition, dont le militant avait été frappé, serait suspendue en attendant la décision des arbitres. Les représentants de la Fédération étaient disposés à accepter l'arbitrage, mais ils considéraient qu'ils n'auraient pas l'autorité morale pour amener leurs syndiqués à reprendre le travail, si la punition n'était point suspendue. Dans un dernier effort de conciliation, ils devaient demander au Directeur de la Compagnie du P.-L.-M., au cours de l'après-midi, de souscrire à la demande faite vainement par eux au Président du Conseil. Ils se heurtèrent à un dernier refus. La rupture était consommée.

L'ordre de grève générale fut lancé le 27 février. Aussitôt l'ordre connu, les Compagnies prononcèrent un certain nombre de révocations et la police procéda à l'arrestation d'un certain nombre de militants.

La grève, fort heureusement fut de courte durée. Elle fut terminée dans la nuit du 29 février au 1^{er} mars à la suite de

négociations entre les délégués des cheminots et les directeurs des grands réseaux.

L'accord se fit sur les quatre points suivants :

a) Respect des droits syndicaux.

Il est entendu que la situation sera réglée pour l'avenir;

b) Application dans leurs grandes lignes, des projets d'échelles des salaires et de statut de la Fédération dans les délais fixés par le Conseil fédéral.

c) Institution de commissions paritaires spéciales aux Compagnies secondaires pour les mêmes revendications.

Les représentants de la Fédération reconnaissent que les directeurs des grands réseaux ne sont pas compétents sur ce point.

d) Etude immédiate et en commun du futur régime des chemins de fer.

Les directeurs déclarent qu'ils ne peuvent traiter cette question qu'avec le Gouvernement, celui-ci pouvant prendre tel avis qu'il jugera convenable.

Le cinquième point était le suivant :

Aucune sanction pour fait de grève : Sera considérée comme nulle et non avenue la peine disciplinaire prononcée pour le seul fait de n'avoir pas repris le travail à la suite d'une mise en demeure. Les peines disciplinaires prononcées dans toutes les autres circonstances seront soumises à une revision opérée par chaque directeur dans un esprit de justice. La Fédération aura toujours le droit de faire appel à l'arbitrage de M. le Président du Conseil, si les décisions prises par les directeurs n'étaient pas conformes à l'esprit de justice contenu dans le texte ci-dessus ».

(1) *Information sociale*, 4 mars 1920. Communiqué de la Fédération des Cheminots.

Le travail reprit, mais en dépit de l'optimisme dont la Fédération des Cheminots avait témoigné dans ce communiqué, la grève laissa derrière elle de nombreuses victimes : le chiffre des révoqués s'éleva à 2.636, non compris les ouvriers des ateliers. Quant aux conséquences matérielles de l'arrêt du travail, elles se traduisaient pour le réseau de l'Etat seulement, pendant les trois semaines qui suivirent la reprise du trafic par une insuffisance de recettes de 22 millions.

La C. G. T. gravement frappée par l'échec de ce mouvement dans lequel elle n'avait qu'une faible part, ayant plutôt suivi les troupes qu'elle ne les avait commandées, interpréta les résultats obtenus comme une victoire et une reconnaissance du droit syndical. Les cheminots ne s'y trompèrent pas cependant, et la scission s'accrut entre la Fédération et les Syndicats de la région parisienne qui s'attribuaient mutuellement la responsabilité de cette demi-défaite.

A la grève des cheminots, d'autres grèves vont succéder : celle des ouvriers métallurgistes du Doubs, du Rhin, du territoire de Belfort (1), qui donnent lieu à de regrettables incidents avec la troupe à la suite desquels des travailleurs sont blessés; les grèves se terminent par un succès partiel des ouvriers qui obtiennent une augmentation de salaire avec prime à la production.

Puis l'agitation générale pour la nationalisation des grands services publics recommence. La Fédération des Cheminots rompt toutes relations avec la Direction des Chemins de fer et le ministre des Travaux Publics, qui n'entend décidément pas, dans son projet de loi réorganisant nos transports ferroviaires, s'inspirer des vues de la C. G. T.

(1) Commencés les 11 mars et 17 avril 1920.

Le premier mai approche et dans l'atmosphère belliqueuse de l'année 1920, les menaces de grève générale se font plus dangereuses et plus précises.

La C. G. T. invite les travailleurs à chômer et à manifester :

« Contre les coups de force,

« Contre les nouvelles guerres,

« Pour la Fédération des Peuples,

« De façon immédiate, elle réclame :

« Le retrait des troupes envoyées sur la rive droite du Rhin;

« La cessation des nouvelles expéditions coloniales poursuivies, par exemple, en Syrie;

« La libération immédiate de la classe 18, pour prouver au monde que ce pays veut la paix.

« Car il la veut, et de toutes ses forces, comme le monde tout entier ».

Le premier mai est marqué par un arrêt presque complet du travail : les services publics sont assurés pourtant tant bien que mal par la police, l'armée et les jeunes gens des Unions civiques. La journée est calme dans la plupart des quartiers, sauf dans les environs de la place de la République où une manifestation conduite par MM. Alexandre Blanc et Vaillant-Couturier se heurte à des forces policières : comme en 1919, le prolétariat parisien laisse des blessés et des morts (1). Les écoles publiques, elles aussi, célèbrent à leur manière la fête du travail (2).

« Tous les instituteurs et institutrices syndiqués ont fait allusion au fait du jour : le 1^{er} mai.

« Ici, on a commenté, dans la lecture du samedi, un des

(1) Au nombre de trois : M. Maurice Bertrand, M. Ruols et Mme Legras.

(2) *Information sociale*, mai 1922.

beaux contes de Pierre Hamp; là, une leçon d'histoire a permis d'évoquer la vie corporative et familiale du moyen âge ou celle, plus sociale, des ouvriers de 1848 ou de la Commune, selon le programme.

« Ailleurs, on a bavardé sur une gravure représentant l'effort collectif d'un atelier moderne, pendant que, dans la classe voisine, une série d'images donnant à l'enfant l'impression de la solidarité internationale des travailleurs.

« Souvent enfin l'opposition entre le travail qui crée et la guerre qui tue, a mis toute la classe en émoi.

« En général aussi, un chant de circonstance appuyait l'effort éducatif de la journée et enfin, dans les écoles qui ont la rare fortune d'avoir un appareil cinématographique, quelques bons films ont fait sentir toute la noblesse du travail.

« Bref, les instructions données par le syndicat ont été suivies. Ainsi l'enfant a pu participer au fait du jour et de telle manière qu'en aucun cas l'administration n'a pu contrarier l'initiative des maîtres ».

Le premier mai donne le signal des grandes grèves fédérales, déclenchées non pas pour une augmentation de salaire, mais pour un principe, celui de la nationalisation des services publics, grèves entièrement nouvelles dans l'histoire du syndicalisme, auxquelles M. Maxime Leroy a pu donner le nom de grèves « constitutionnelles ».

La Fédération des Cheminots, celle des Mineurs, celle des Inscrits maritimes lancent successivement l'ordre de grève; et le 8 mai, elles font appel à l'appui des Fédérations des Métaux, du Bâtiment, des Moyens de Transports et de la Voiture Aviation. La Fédération des Inscrits précise dans divers manifestes adressés à ses adhérents et au public sa conception

de la nationalisation industrialisée qui comporte la gestion de la flotte nationale, suivant des méthodes plus modernes, par les soins d'un Conseil central de Gestion. Ce Conseil serait composé pour :

1/3 de représentants du personnel navigant (officiers et marins);

1/3 de représentants techniques des pouvoirs publics;

1/3 de délégués des organisations d'usagers (expéditeurs et réceptionnaires) et de coopérateurs représentant les consommateurs en général.

Cet arrêt complet dans les transports pouvait avoir de très graves conséquences au point de vue du ravitaillement général du pays. La C. G. T. le comprend et M. Jouhaux a la sagesse d'autoriser télégraphiquement les dockers de Cette à procéder au débarquement de 5.000 tonnes de blé destinées aux départements de l'Aude, de l'Hérault et du Gard.

Le 21 mai, le Comité Confédéral national, qui avait eu plutôt l'intention, semble-t-il, de procéder à une mobilisation qu'à une véritable guerre, se rend compte de l'impossibilité de prolonger plus longtemps ces grèves interfédérales; il invite toutes les fédérations à reprendre le travail, à l'exception de celle des cheminots. L'ordre de reprise est suivi successivement par les fédérations intéressées et la grève des cheminots elle-même prend fin quelques jours après (28 mai 1920), non sans que de nombreuses sanctions et révocations aient été décidées par les Compagnies et le Gouvernement (1).

(1) *Information sociale*, 3 juin 1920.

A ces grandes grèves interfédérales, il faut ajouter celles de l'Industrie du Textile du Nord (avril 1921) qui se terminent par un échec, celle de la Verrerie ouvrière d'Albi, où se trouvait en jeu l'intéressante question du Contrôle ouvrier : le différend fut soumis à l'arbitrage du Comité Confédéral de la C. G. T. et heureusement résolu.

Ces diverses grèves provoquent à la Chambre de longs et éloquentes débats où les thèses les plus opposées sont soutenues tour à tour par MM. Lobet, ancien cheminot, Paul-Boncour, Millerand, Le Trocquer, Paul Doumer et Noblemaire. M. Paul-Boncour défend très habilement l'attitude de la C. G. T. qui a été contrainte un peu, malgré elle à s'engager dans ces grèves interfédérales qu'elle n'avait pas voulues, mais qui ont pris pour drapeau, une de ses revendications essentielles, la nationalisation des services publics : « Ce grave conflit de conscience qu'elle avait à résoudre.

« Paraître fermer la porte et trahir l'idée qu'on a servie, propagée, ou, au contraire, la mettre à la merci d'une aventure, la C. G. T. l'a tranché comme elle a cru devoir le faire, mais à l'honneur de la solidarité ouvrière. Elle l'a fait non pas en décrétant la grève générale, mais en déclenchant des grèves successives, espérant à chacune que le Gouvernement comprendrait ».

Et M. Paul Boncour ajoute :

« Le travail va reprendre. Etes-vous bien sûrs qu'il se reprendra dans les dispositions d'esprit que nous devons tous souhaiter. Croyez-vous que ce soient les têtes courbées qui font le labeur joyeux et le travail intensif ?

« Messieurs, ce n'est pas un désir que j'exprime. De toute ma force, entendez-le bien, je combats, chaque fois que je la rencontre, cette théorie qui voudrait qu'en régime capitaliste il n'y ait pas de travail intensif. Je suis contre la sous-production, contre le travail ralenti. Pas plus en matière de production qu'en matière de défense nationale, je ne fais de différence entre la patrie d'aujourd'hui et la patrie de demain, que nous voulons conforme à nos idées.

« Quelles que soient les épithètes que nous y ajoutions, en y mettant toute la force de nos convictions et quelquefois même nos haines qui s'entrecroisent, il y a la France tout court ».

Le Président du Conseil et le ministre des Travaux Publics affirment que la politique du Gouvernement « est une politique de collaboration confiante et loyale envers la classe ouvrière ». Les responsables du conflit, ne sont-ce pas ces extrémistes qui rendent une telle politique impossible, en préconisant le sabotage et les constantes violations de la liberté du travail ?

Les débats se terminent par l'ordre du jour suivant, approuvant les déclarations du Gouvernement (1).

« La Chambre, résolue à assurer avec une égale énergie la liberté du travail et les droits syndicaux, et décidée à maintenir contre toute tentative de dictature, d'où qu'elle vienne, la souveraineté du suffrage universel et le respect des lois de la République, félicite les travailleurs d'avoir, en très grande majorité, spontanément condamné une action dirigée contre les intérêts vitaux de la nation et remercie les citoyens qui les ont aidés, dans leur tâche, volontairement;

« Approuvant le Gouvernement et confiante en lui pour pratiquer, dans l'ordre et la liberté, une politique de reconstruction nationale et de justice sociale, repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour ».

* * *

II. L'agitation continue, dont la C. G. T. avait été le foyer,

(1) Le Parlement qui réclame l'énergique répression des grèves des services publics tient à témoigner pourtant sa bienveillance à la classe ouvrière, en élargissant la capacité civile des syndicats : par une loi du 12 mars 1920 il leur donne le droit d'acquérir sans limitation des biens immobiliers et accorde la personnalité civile aux Unions de Syndicats.

les grèves nombreuses dont elle avait été sinon l'instigatrice, du moins la complice solidaire, amenèrent le Gouvernement à considérer comme un danger permanent l'existence de l'organisation dont il avait, pendant la guerre et jusqu'en 1919, sollicité et obtenu la collaboration.

Au cours d'une séance du Conseil des Ministres, M. le Garde des Sceaux fut invité à faire ouvrir une information contre la C. G. T., aux fins de dissolution, en vertu des articles 3, 5 et 9 de la loi du 21 mars 1884, qui donnent pour objet exclusif aux syndicats et unions de syndicats professionnels « l'étude et la défense de leurs intérêts économiques (1) ».

Le Président du Conseil précisa dans une déclaration faite aux représentants de la presse qu'il n'entendait nullement poursuivre le syndicalisme, mais seulement les déviations politiques de la Confédération Générale du Travail, qui s'était dressée à plusieurs reprises contre les pouvoirs publics, en arrêtant la vie économique du pays.

La C. G. T. s'éleva énergiquement contre l'accusation gouvernementale. Elle tint à manifester son dévouement à l'intérêt général qu'elle était soupçonnée d'avoir sacrifié aux intérêts de la classe ouvrière.

(1) Voici le texte des articles visés dans la décision du Gouvernement :

Art. 3. — Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Art. 5. — Les syndicats professionnels régulièrement constitués, d'après les prescriptions de la présente loi, pourront librement se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. Ces unions devront faire connaître, conformément au deuxième paragraphe de l'article 4, les noms des syndicats qui les composent. Elles ne pourront posséder aucun immeuble ni ester en justice.

Art. 9. — Les infractions aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5, 6 de la présente loi, seront poursuivies contre les directeurs ou administrateurs des syndicats et punies d'une amende de 16 à 200 francs. Les tribunaux pourront, en outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat et la nullité des acquisitions d'immeubles faits en violation des dispositions de l'article 6. Au cas de fausse déclaration relative aux statuts et aux noms et qualités des administrateurs ou directeurs, l'amende pourra être portée à 500 francs.

Dans un manifeste du 12 mai, elle rappelle qu'elle n'a cessé de le défendre « contre la gabegie politique et le mercantilisme des profiteurs », et conclut par ces mots :

« La Confédération Générale du Travail restera debout ».

Dans un autre manifeste, elle rapporte une proposition fort intéressante qui lui fut faite par l'Amérique pour la reconstitution des régions dévastées, témoignant par là de son souci passionné de reconstruction nationale. La C. G. T. que l'on veut dissoudre, a reçu, lors de sa délégation en Amérique, une offre qu'elle a fait connaître au Gouvernement et qui consistait en un concours financier et technique pour la reconstruction des régions dévastées. Des *dizaines de milliards*, des concours techniques, des matières premières, des matériaux, un outillage considérable et qui nous manque, étaient mis à la disposition de la France pour la reconstruction de ses régions dévastées avec toutes garanties pour les intérêts français, à la seule condition que la C. G. T., représentant le Travail, se porte comme garante *morale* vis-à-vis des prêteurs, en retour de quoi elle aurait sa part de contrôle et de gestion comme sa part de responsabilité dans l'entreprise.

Le Gouvernement, informé de cette offre, a fait ouvrir une enquête officielle qui a révélé l'importance, l'honorabilité et la compétence de la personnalité qui faisait ces propositions par l'entremise de la C. G. T. Elle a établi que les bases financières étaient saines et sérieuses.

« Cependant le Gouvernement a décliné l'offre et préféré conduire le pays à sa perte ».

Les poursuites contre la C. G. T. eurent naturellement des échos au Parlement et M. Paul Boncour se fit à nouveau

l'avocat de l'organisation qu'il devait défendre aussi d'ailleurs dans l'enceinte du Tribunal. Traçant rapidement l'histoire des origines de la C. G. T., il rappela la bienveillante sympathie que lui témoignèrent les Gouvernements depuis sa création en dépit de ses intempérances de langage et même d'idées et d'action. La loi de 1864 elle-même et le rapport de M. Emile Ollivier qui la prépara, lui fournirent des arguments pour affirmer que jamais le législateur n'entendit distinguer entre les grèves, les grèves corporatives et non corporatives, les réformistes et les révolutionnaires. Et la tradition du parti républicain fut toujours de chercher en cette C. G. T. une collaboratrice et une alliée. Ce fut le point de vue de M. Waldeck Rousseau, celui de M. Viviani qui, sommé d'exercer des poursuites contre la Confédération s'y refusa énergiquement.

« En réclamant la nationalisation des services publics, en essayant de sortir de ce cercle de fer des réformes insuffisantes, d'augmentation de salaires sans issue, dont l'effet est annihilé par les augmentations correspondantes de la vie, la C. G. T. reste fidèle à son but le plus essentiel ».

Les paroles de confiance de M. Paul Boncour n'empêchent pourtant pas le Gouvernement d'obtenir l'approbation de la Chambre.

Quelques mois après, le bureau de la C. G. T. comparait devant la 11^e Chambre du Tribunal correctionnel.

M. Jouhaux, au nom des prévenus, revendique avec orgueil la responsabilité de la politique de la C. G. T.; il qualifie les poursuites intentées de poursuites purement politiques, rappelle le temps où le Gouvernement sollicitait son appui. La C. G. T. n'en fut pas moins dissoute et condamnée pour les motifs suivants, dont il nous faut citer d'importants extraits,

parce qu'ils résument son activité « révolutionnaire » du point de vue gouvernemental (1).

Sans insister sur les griefs de détails (omission du dépôt des statuts, adhésions de syndicats non déclarés ou irrégulièrement formés comme les syndicats de fonctionnaires, le jugement passe en revue l'action de la C. G. T. depuis le 1^{er} mai 1919 :

« 1919, 1^{er} mai. — Chômage de 24 heures et meetings prescrits et organisés par la C. G. T. pour faire triompher les revendications suivantes : « Journée de 8 heures, amnistie, levée de l'état de siège, signature de la paix, protestation contre l'intervention en Russie ».

« 26, 27 mai. — Le Comité National vote une résolution d'action, aux termes de laquelle il constate l'influence morale qu'exerce dans le pays la C. G. T. l'invite à redoubler d'efforts en faveur de la collectivité, à prendre possession de la part du contrôle qui revient à la classe ouvrière et, « plus que jamais convaincu du rôle social que doit remplir la C. G. T., entend ne plus se borner simplement à formuler les aspirations de la classe ouvrière ».

« Le Comité Confédéral adopte une motion signée Rivelli ainsi rédigée :

« Le Comité National de la C. G. T., ayant eu connaissance que les marins français de la flotte de guerre de la mer Noire ont refusé de combattre contre les révolutionnaires russes et obligé le Gouvernement à faire rentrer cette flotte en France,

« Félicite les marins de cette flotte pour leur acte de courage, d'énergie et de volonté;

« Se solidarise avec eux et déclare qu'il est décidé à les

(1) *Information sociale*, 16 janvier 1921.

défendre par tous les moyens en son pouvoir contre toute espèce de brimade collective ou individuelle que voudrait leur infliger le Gouvernement :

« Décide de mettre en œuvre toutes les forces de l'organisation syndicale pour obtenir : 1° le rétablissement des libertés constitutionnelles; 2° la démobilisation rapide et totale; 3° l'amnistie pleine et entière; 4° la cessation de toute intervention militaire dans les pays étrangers, notamment en Russie et en Hongrie ».

« Mandat est donné à la C. G. T. pour la réalisation du programme, de faire appel au cartel interfédéral et d'organiser dans la première quinzaine de juin une tournée de propagande en France et en Algérie, s'adressant aux travailleurs des villes, des campagnes et de la mer, et mandat est donné au Bureau Confédéral de se mettre en rapport avec la coalition syndicale d'Angleterre pour en assurer l'application.

« 14 juillet. — Le Bureau Confédéral, au nom de la C.G.T., lance un appel aux travailleurs pour les inviter à chômer le 21 juillet dans le but de faire triompher les revendications : « Démobilisation, cessation de l'intervention en Russie, amnistie, rétablissement des libertés constitutionnelles, notamment la suppression de la censure ».

.

« 8 août. — Le projet d'amnistie déposé par le Gouvernement ne comportant pas amnistie pleine et entière, la commission administrative proteste contre ce qu'elle qualifie « d'injustice criarde » et en appelle à l'opinion publique.

« 15 au 20 septembre. *Congrès Confédéral*. — Le Congrès réclame l'amnistie et envoie son salut à tous les emprisonnés,

victimes de la bataille sociale, soldats et marins victimes des tribunaux militaires.

« Discours-programme de Jouhaux, dans lequel il expose que la disparition du patronat et du salariat sera réalisée par une expropriation mettant fin à l'ordre social actuellement existant et obligeant à instaurer un ordre entièrement nouveau, que va s'employer à définir l'organisme destiné à diriger dans l'avenir la production et qui est le Conseil Economique du Travail.

« Le Conseil, placé sous l'égide de la C. G. T., assuré du concours de la Fédération Nationale des Coopératives, de la Fédération Nationale des Fonctionnaires et de l'Union syndicale des Techniciens de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, a un comité de direction constitué par trois délégués de chacune des organisations adhérentes et est présidé par le secrétaire général de la C. G. T., qui prend le titre de secrétaire général du Conseil Economique du Travail.

« Le Conseil Economique affirme dès l'origine la volonté de « désarmer l'Etat en le faisant évoluer vers le moment où il ne sera plus la représentation des organes collectifs de production et de répartition, lui retirer ainsi les formes de coercition qu'il recèle, soustraire des mains du capital la direction de l'économie nationale, donner au travail les droits auxquels il aspire et les responsabilités qu'il est à même d'assumer » et proclame hautement qu'il engage contre l'Etat une lutte, à l'issue de laquelle les syndiqués doivent être vainqueurs ou vaincus.

.

« 22 octobre. — La Commission administrative adopte un

ordre du jour de protestation contre la loi d'amnistie du 19 octobre; « elle y dénonce à tous les honnêtes gens l'attitude du Parlement, qui s'est fait le complice du Gouvernement dans sa mauvaise action » et termine ainsi : « Emue du sort qui leur est fait, envoie son salut fraternel aux soldats mutins de 1917 restés emprisonnés, ainsi qu'aux marins de la mer Noire et les assure de la sympathie de la classe ouvrière organisée ».

.
« Novembre et décembre. — Propagande intense pour s'opposer aux transports d'armes et de munitions destinées aux adversaires de la Révolution russe.

LA GRÈVE DES CHEMINOTS

« 1920. Fin février. — Grève de travailleurs de chemins de fer, provoquée par le fait qu'une peine disciplinaire a été infligée par ses chefs à un ouvrier des ateliers de Villeneuve-Saint-Georges pour avoir, bien que l'autorisation lui en ait été refusée, abandonné quand même son travail pour se rendre à un congrès de l'Union des Syndicats du P.-L.-M.

.
« Fin mars. — Le Comité Confédéral National, après avoir discuté sur la nature de la manifestation qui serait faite le 1^{er} mai :

« 1^o Décide d'organiser pour le 1^{er} mai 1920, d'accord avec l'Internationale Syndicale, une démonstration mondiale sous forme d'un chômage général de 24 heures en faveur de la socialisation des moyens de production et d'échange;

« 2° Estime que la situation générale économique de notre pays et de l'Europe nécessite la préparation de la mise en action de tout l'effort du prolétariat;

« 3° En cas de circonstances exceptionnelles, donne mandat à la commission administrative de déterminer, au mieux des intérêts généraux de la classe ouvrière et en lui laissant l'entière maîtrise de son mouvement, le caractère et l'époque d'une action générale ».

.

Puis c'est l'historique de la grève de mai. Les cheminots cessent le travail et mettent le Gouvernement devant le fait accompli : « grève d'expropriation, de prise de possession ».

Le jugement prononcé enfin la condamnation avec ces attendus :

« Attendu :

« Qu'un Syndicat, et à plus forte raison une Confédération générale de syndicats, ne sont pas des centres d'études purement théoriques, mais des foyers d'action également puissants pour le bien et le mal, suivant qu'ils restent dans leur voie (celle de 1848) ou qu'ils s'en écartent pour suivre le mirage des révolutions stériles et purement destructives comme en l'espèce;

« Que la C. G. T. s'est montrée capable de cette double action et qu'il ne faut pas oublier les services rendus par elle pendant la guerre, ses rapports utiles avec les pouvoirs publics pendant cette effroyable crise, non plus que son souci d'organisation positive et de documentation méthodique, conforme à l'esprit de la loi et aux espoirs du législateur, s'il n'avait été immédiatement interprété comme une source de

conflits volontairement provoqués entre le monde du travail et le Gouvernement et un moyen de lutte violente — simple succédané de l'émeute, destiné à obliger les pouvoirs publics à s'incliner devant les injonctions syndicales;

« Qu'en regard de cet effort, il faut retenir les erreurs d'orientation que la C. G. T. a commises;

« Que la plus grave de ces erreurs consiste à avoir méconnu la grande loi d'évolution qui spécialise et différencie les organes au fur et à mesure qu'on s'élève dans l'échelle des créations sociales, aussi bien que des êtres vivants, et que le législateur de 1884 avait cependant respectée, en spécialisant l'action syndicale dans l'étude et la défense d'intérêts économiques, le Gouvernement et les assemblées parlementaires restant investis et maîtres de l'autorité publique;

« Que les dirigeants de la C. G. T. ont été manifestement grisés par l'importance d'attributions momentanées qui leur ont été données sous la pression des circonstances et par la collaboration à laquelle les ont admis des ministres qui ont pu, pendant la crise, placer l'union sacrée au-dessus des hiérarchies sociales, sans s'arroger cependant, au détriment du pouvoir législatif, le droit de modifier la législation en vigueur;

« Que les inculpés se sont ainsi engagés dans la voie dangereuse d'une révolution politique, d'autant plus incompatible avec les prérogatives essentielles de l'Etat que cette action s'appuie sur tout un réseau d'alliances avec de puissantes organisations syndicales étrangères acquises à l'internationalisme;

« Qu'ils ont prétendu créer un Etat dans l'Etat, imposer à l'Etat régulier de tolérer la réalisation violente de concep-

tions politiques unilatérales, sans son concours et contre lui, et se sont enfin employés à soutenir par l'action syndicale révolutionnaire des manifestations si nettement politiques que la classe ouvrière, retenue par l'instinct plus sûr qui concentre ses préoccupations sur les questions réellement économiques, a refusé de les suivre.

« Qu'il appartient essentiellement au Gouvernement, investi du pouvoir et responsable de l'avenir du pays, de seconder de toute son autorité cette résistance de la classe ouvrière à subir les écarts de direction qu'on a prétendu à tort lui faire subir et de maintenir, par l'application des lois, l'action ouvrière dans le cadre exact qui lui avait été tracé, non pour restreindre arbitrairement son domaine, mais pour la rendre plus féconde, compatible avec l'ordre social et conforme à la loi;

« Qu'au lendemain de la victoire, que seule l'union sacrée a rendue possible, cet ordre est plus que jamais une nécessité et qu'il importe essentiellement de ne pas compromettre, par la fantasmagorie d'un idéal révolutionnaire plus ou moins décevant et plus ou moins en opposition avec les lois profondes qui régissent la vie de toute société, l'accomplissement du devoir qui s'impose à tous dans les circonstances présentes de serrer les rangs pour réparer les ruines de la guerre, de coordonner toutes les énergies et de tendre toutes les volontés pour remplacer dans un immense effort de production les forces que nous avons perdues.

« Attendu que cet ensemble de faits précis et concordants démontre surabondamment que les inculpés ont volontairement dépassé le domaine des intérêts économiques et la limite expressément imposée à l'action syndicale;

PAR CES MOTIFS :

« Attendu que les divers chefs de prévention relevés par l'ordonnance de renvoi sont établis ;

« Vu les articles 2, 3, 4, 5, 8, 9 de la loi du 21 mars 1884 modifiée par la loi du 12 mars 1920 ;

« Condamne :

« Jouhaux, Lapierre, Dumoulin, Laurent, Calveyrah, chacun et solidairement à 100 francs d'amende ;

« Les condamne en outre solidairement aux dépens ;

« Prononce la dissolution de la Confédération Générale du Travail ;

« Nomme Doyen, expert avec mission de procéder à la liquidation des biens de la Confédération Générale du Travail dissoute :

« Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps ».

Ce jugement, qui provoqua de nombreux commentaires d'ordre politique et économique, comporte aussi certaines critiques à un point de vue plus spécialement juridique (1). Il semble qu'on puisse distinguer d'une part parmi les griefs retenus, ceux qui concernent l'inobservation par la C. G. T. des formalités légales (non-déclaration des unions et syndicats affiliés) et dont on peut admettre le bien fondé ; d'autre part la participation de la C. G. T. aux grands mouvements politiques, dont celle-ci pouvait, conformément à la thèse marxiste, soutenir la légitimité, parce que ces mouvements lui semblaient intimement liés à la défense des intérêts économiques généraux du prolétariat.

(1) M. Rolland à son cours. Faculté de Droit de Paris.

* * *

III. L'hostilité de plus en plus marquée, qui règne entre le Gouvernement et la C. G. T. ; n'a pas pour effet de ramener l'union au sein du syndicalisme français. Comme en 1919 et bien plus encore, les divisions se manifestent de plus en plus aiguës entre réformistes et révolutionnaires. Chaque congrès de fédération, chaque comité confédéral leur donne l'occasion de s'affronter et l'échec partiel ou total rencontré par la plupart des grèves de 1920 rend les querelles plus vives et incite les adversaires à se rejeter mutuellement la responsabilité de l'insuccès.

L'attitude un peu incertaine, gardée par la C. G. T. lors des grèves générales de mai, est vivement critiquée par la Fédération du Sous-Sol (Congrès des 25-26-27-28-29 juin 1920). MM. Dumoulin et Bartuel tentent de faire justice des attaques « souterraines » dont les plus dévoués militants sont l'objet : « ni traites, ni vendus, comme on les accuse... mais, actifs et loyaux, ils ne laisseront pas toucher à l'unité ouvrière. »

Malgré une vive opposition, conduite par M. Rullière, l'attitude de la C. G. T. obtient l'approbation de la majorité.

Cependant, le syndicalisme « minoritaire » en grande partie inspiré par le bolchevisme russe redouble d'activité. Le Gouvernement soviétique possède de nombreuses ramifications dans les syndicats de toutes les nations et peut assez aisément accomplir sa besogne (1).

(1) A chaque Congrès, Moscou sera représenté désormais par des délégués officiels ou officieux qui prendront la parole pour soutenir l'opposition minoritaire et tenter de discréditer les dirigeants de la C. G. T. Nombre de syndiqués — parmi les plus antimilitaristes — seront choqués dans leurs sentiments syndicaux et nationaux de la besogne de ces camarades étrangers et dénonceront leurs visées « impérialistes » et leurs prétentions à l'hégémonie sur le prolétariat français.

M. Zinoviev, Président du Comité de l'Internationale Communiste, dénonce dans une circulaire aux Fédérations syndicales l'opportunisme des « social traîtres ».

« Ils livrèrent leurs organisations à la servitude morale de la bourgeoisie. Les journaux publiés par les organisations vouaient à la mort les ouvriers pour les intérêts du capitalisme, rabâchaient le mensonge bourgeois de « la défense nationale » et se montraient les représentants des idées bourgeoises qu'ils inoculaient à la masse des ouvriers organisés.

« Entachées d'opportunisme, trahies par leurs chefs et énervées par la tiède atmosphère du réformisme pacifique, les organisations manquèrent de la vigueur nécessaire pour opposer une résistance tant soit peu énergique à la guerre impérialiste.

« Ces organisations n'ont pas rempli leur devoir lorsqu'elles ont contribué à majorer de quelques centimes les salaires : la majoration des prix de tous les articles indispensables sur toute la surface du globe rend absolument illusoires toutes les « Victoires » dont se prévalent les militants de la vieille école. Les organisations syndicales se trouveront devant deux alternatives : ou bien elles mourront de déperdition de forces, ou bien elles se transformeront en véritables organisations de combat de la classe ouvrière.

« Nous adressons cet appel aux organisations du monde entier. Dans le mouvement ouvrier, le même développement et la même scission, qui ont eu lieu dans le mouvement politique, sont inéluctables. Comme tous les grands partis ouvriers se sont détachés de la II^e Internationale jaune, les différentes fédérations syndicales se verront obligées de rompre

avec la Fédération Syndicale Internationale jaune d'Amsterdam.

« Nous invitons les ouvriers syndiqués de tous les pays à mettre notre appel à l'ordre du jour de leurs assemblées, et nous sommes convaincus que tous les travailleurs conscients du monde entier saisiront la main que leur tend l'Internationale Communiste ».

M. Jouhaux releva énergiquement cette déclaration de guerre des Soviets dont il fit à son tour le procès (1) :

« L'Internationale syndicale, dont M. Zinoviev annonce la mort, groupe 27 millions d'adhérents; elle est la seule force ouvrière qui existe dans le monde, tandis que l'Internationale dont Moscou veut être le siège, n'est qu'un centre de surenchère et de division ». La République des Soviets se rend si bien compte des contradictions qui existent entre l'application du régime bolchevik et les principes du socialisme et même de la civilisation, qu'elle refuse l'entrée de son territoire aux délégations de la Société des Nations, comme à celle de la C. G. T. Aussi la C. G. T. estime-t-elle de son devoir de s'opposer aux manœuvres de Moscou..., elle a le devoir aussi, de ne pas assimiler la révolution russe au bolchevisme. C'est pourquoi la Commission administrative dans un manifeste, annonce qu'elle combattra de toutes ses forces la guerre éventuelle des nations capitalistes contre la Russie. « Une telle guerre n'aura ni charbon, ni transport, ni munitions (2) ».

C'est ainsi que la C. G. T. s'efforce de concilier ses obli-

(1) *Information sociale*, 2 septembre 1920.

(2) Le Syndicat des Métaux de la Seine prend l'engagement de refuser de participer à la fabrication de munitions contre ses frères de Russie.

gations envers l'Unité ouvrière qu'elle incarne et la solidarité internationale.

Le Congrès d'Orléans, qui tient ses assises les 26-30 septembre 1920, marque une nouvelle étape dans la voie de la scission. Avant l'ouverture du Congrès, les minoritaires, déjà scindés moralement de l'ensemble de leurs camarades, se réunissent et préparent leur résolution « Contre la collaboration de classe », « Pour la Renaissance Syndicale ». Les arguments habituels de la thèse extrémiste sont développés dans ce texte et appuyés sur la doctrine du Congrès d'Amiens, constamment violée, » par les dirigeants de la C. G. T. « La motion blâme la participation à la Conférence de Washington » de même que la constitution de leur Conseil Economique du Travail.

« Le Congrès d'Orléans doit exiger que la C. G. T. revienne sur la route droite et propre qu'elle suivait avant-guerre, qu'elle transforme et s'incorpore le Conseil économique, qu'elle rompe sans hésitation avec l'Office gouvernemental qui a nom Bureau international du Travail; et qu'elle s'inspire vraiment, dans son action journalière et dans sa préparation d'avenir, des principes révolutionnaires énoncés dans la résolution d'Amiens ».

Elle recommande ensuite la formation de groupes de syndicalistes révolutionnaires dans tous les établissements industriels, commerciaux et financiers, futurs Soviets auxquels seront remis ultérieurement l'administration de ces établissements.

Elle préconise enfin l'adhésion de la C. G. T. à la Troisième Internationale. « Il n'existe qu'une Internationale de la Révo-

lution, la troisième, celle de Moscou ; la C. G. T., redevenue fidèle à l'esprit révolutionnaire, se doit d'y adhérer et se déclare prête à collaborer avec l'organisme politique qui agira révolutionnairement, en fait et non en paroles, gardant malgré cela sa complète autonomie ».

La thèse minoritaire est longuement développée par MM. Totti, Monmousseau, Mazoux et Verdier, tandis que MM. Dumoulin, Bidegaray, Jouhaux, la combattent violemment. M. Dumoulin profite de l'occasion pour flétrir « le noyautage » auquel se livrent les communistes sur l'ordre de Moscou (on entend par noyautage l'organisation de noyaux extrémistes dans chaque centre syndical, ayant pour mission de jeter le discrédit sur la politique majoritaire). M. Merheim fait vigoureusement le procès du bolchevisme que M. L.-O. Frossard, délégué du parti socialiste, directeur de Russie, a défendu à la tribune du Congrès. M. Jouhaux présente un plaidoyer personnel et justifie le Conseil Economique du Travail des injustes attaques, dont il fut l'objet, il revendique avec fierté la place qu'il y a réservée à d'éminents techniciens favorables à la cause ouvrière.

Ces explications des militants majoritaires donnent satisfaction à la majorité des congressistes. Par 1.479 voix contre 646 et 83 abstentions, une motion de confiance est votée, dont nous citons ici les principaux passages.

« Le Congrès reconnaît que le Conseil Economique du Travail créé par la C. G. T. et opérant sous sa seule direction, est une institution nécessaire à l'œuvre poursuivie.

« Renouvelant la déclaration de Lyon, le Congrès proclame l'urgence de la nationalisation industrialisée des industries essentielles et des moyens d'échange, et il demande à toutes

les organisations syndicales d'intensifier la campagne engagée et que devra développer la C. G. T.

« Le Congrès accorde au Bureau International du Travail le mérite fondamental d'être un moyen de faire appliquer aux colonies et petits pays des législations de protection ouvrière imposées par les organisations syndicales dans les pays plus industriellement développés et de s'attacher aux vitaux et pacifiques problèmes de la répartition équitable des matières premières.

« Uniquement pour ces buts et en considération de ce qu'il est un bureau documentaire, la C. G. T. est représentée à cette institution, résolue à défendre et à exiger le respect des principes fondamentaux du syndicalisme international. Au cas de déviation des buts définis ou d'une absence de volonté réalisatrice, la C. G. T. aurait à examiner la continuité de sa représentation qui, jusqu'ici fut donnée avec toute l'indépendance et avec la dignité syndicale que les travailleurs organisés sont en droit d'exiger.

« Comme à Lyon, il affirme à nouveau que la motion d'Amiens demeure la charte constitutive du syndicalisme français.

« Sans réserve, il rappelle que le but révolutionnaire, qu'elle définit et qui doit être poursuivi avec toute l'audace et la vigueur que doivent servir les circonstances et les événements sociaux prévus ou imprévus, reste plus que jamais incompatible avec les institutions actuelles, avec le capitalisme et ses expressions politiques.

« Confirmant sa résolution de Lyon, il affirme la valeur révolutionnaire des conquêtes quotidiennes qui améliorent la vie des travailleurs et les libèrent partiellement de l'insé

curité de la servitude ; il déclare que parmi les actions immédiates, le Syndicalisme français met au premier plan le contrôle des travailleurs sur l'industrie et le commerce ».

Bien que la minorité sortit renforcée de ce Congrès, le Bureau Confédéral avait obtenu satisfaction sur toute la ligne. Et les délégués de la C. G. T. purent se rendre, munis de toute l'autorité nécessaire au Congrès de la Fédération Syndicale Internationale (1) de Londres (22 au 28 novembre 1920).

Ce fut à M. Jouhaux que revint l'honneur de prononcer le discours d'ouverture à la Conférence de Londres et il obtint les approbations presque (2) unanimes de l'auditoire ; en acceptant la bataille avec Moscou, en opposant à l' « illusionisme russe et à l'égoïsme corporatif de certains délégués américains, le syndicalisme internationaliste de la C. G. T. française ». Un certain nombre de résolutions furent votées, protestant contre la réaction anti-ouvrière qui sévit dans tous les pays, de même que contre le militarisme et notamment l'occupation de la Ruhr.

Le Congrès déclare « que la question du charbon ne peut

(1) La Fédération Internationale Syndicale, rappelons-le, avait été reconstituée en 1919, par le congrès d'Amsterdam. En réalité cette reconstitution était une création véritable. Avant la guerre, seul existait, depuis 1902, un Secrétariat Syndicat International, et si la conférence tenue à Berne en 1913, suivant enfin les idées vainement défendues pendant dix ans à la C. G. T. française, avait décidé la création d'une organisation effective, le conflit européen n'avait pas permis de réaliser cette décision.

Pendant sa courte période d'existence, la F. S. I. avait fait preuve d'une activité considérable. Elle avait participé à tous les actes où se trouvaient engagés les intérêts des travailleurs ; lors de la Conférence Internationale de Washington, pour tous les pays dont l'organisation syndicale centrale adhère à l'Internationale — en fait toutes les nations industrielles — les délégués ouvriers étaient de ses militants ; elle avait ses représentants au Bureau International du Travail. En dehors de cette activité, elle avait mené trois actions importantes : apportant une aide matérielle considérable, aux travailleurs autrichiens, boycottant la Hongrie réactionnaire et frappant d'interdit le transport des munitions destinées à combattre la Russie.

(2) A l'exception des délégués italiens, défenseurs mitigés du bolchevisme et du délégué norvégien.

être résolue par des coups de force militaires : qu'elle ne peut l'être que par une organisation internationale de la production et de l'échange des combustibles, telle que l'a réclamée le Congrès international des mineurs de Genève.

« Qu'en ce qui concerne particulièrement la Ruhr, la production est indiscutablement soumise à une alimentation convenable des mineurs.

« Ceux-ci ayant tenu les engagements pris à Spa, le Congrès réclame pour eux la réalisation des promesses qui leur ont été faites comme contre-partie; il signale la situation douloureuse de la population laborieuse de cette région, la misère qui frappe mortellement toute la jeune génération, et demande en conséquence que des mesures soient prises pour remédier à cette situation déplorable.

« Il proclame enfin que la reconstruction des ruines laissées par la guerre ne peut être réalisée effectivement que dans l'effort solidaire des travailleurs indépendants, unis dans une même volonté de libération et de paix ».

* * *

L'année 1921 sera celle de la scission définitive. Les effectifs des minoritaires continuent à augmenter et les luttes entre les deux tendances sont toujours aussi vives; la question russe reste le criterium de la fidélité révolutionnaire, avec cette réserve que le bolchevisme a des adversaires non moins acharnés parmi les syndiqués anarchistes que parmi les réformistes. C'est ce qui apparaît au Comité National de la C. G. T. (8-9-10 février 1921) où M. Marchand (anarchiste du Syndicat des Tonneaux) se joint à M. Jouhaux pour combattre le com-

munisme de M. Mayoux, flétrir le « noyautage » et la campagne de calomnies dont les Soviets seraient les instigateurs. Les C. S. R. (comités syndicalistes révolutionnaires) sont mis en demeure de cesser leur besogne de division (1). En même temps qu'elle se défend de ces attaques intérieures, la C. G. T. présente un programme minimum, fort précis de revendications qui sont :

Le droit syndical, la journée de huit heures, la protection du travail, les assurances sociales, l'extension aux travailleurs agricoles des garanties accordées aux autres ouvriers, l'application des lois ouvrières aux colonies, la sauvegarde des droits des travailleurs étrangers; à ces réformes partielles, elle ajoute ses grandes revendications générales : la nationalisation des services publics et l'union internationale des travailleurs pour la reconstruction de l'Europe.

La conséquence des divisions syndicalistes se fait sentir dans la journée du 1^{er} mai, qui est un complet échec. Le Comité National de la C. G. T. (12-13 mai 1921) s'en inquiète et décide d'avancer la réunion du Congrès National de septembre à juillet.

La scission, qui est déjà moralement réalisée à l'intérieur de nombreuses fédérations, devient officielle dans celle des Cheminots à la suite des Congrès des 1^{er} et 2 juin 1921 (1). Le Congrès National de Lille des 25-30 juillet la précipite. Les minoritaires, soucieux de ne pas paraître entièrement inféodés au régime soviétique, se présentent au Congrès avec ce triple programme.

(1) La motion de la majorité recueille 82 voix contre 26 et 12 abstentions.

(2) De violents incidents éclatent à ce Congrès. M. Bidegaray « majoritaire » doit quitter la salle et les minoritaires restent en possession de l'immeuble de la Fédération des Cheminots, rue Baudin.

Briser la volonté de scission des dirigeants confédéraux.

Ramener la C. G. T. dans la voie de la lutte des classes.

Rompre avec le Bureau International du Travail.

Ce programme est accepté dans l'ensemble par le centre du Congrès qui refuse d'ailleurs toute adhésion à la Troisième Internationale. La motion minoritaire reproduit tous les arguments que nous avons déjà rencontrés :

« Le Congrès constate que l'Internationale d'Amsterdam dont le secrétaire confédéral est le vice-président, a fait une obligation aux Centrales nationales et aux secrétaires corporatifs internationaux, d'exclure les Syndicats et les Fédérations révolutionnaires;

« Se prononce énergiquement contre toute décision d'exclusion de syndicats ou de syndiqués révolutionnaires, qui aboutirait fatalement à la scission, briserait l'unité ouvrière, affaiblirait le mouvement syndical et le rendrait incapable pour un certain temps d'accomplir sa mission.

« Voulant ramener le mouvement ouvrier sur son véritable terrain de lutte de classes et d'internationalisme, le Congrès déclare que la C. G. T. doit renoncer à tout le bagage d'utopie et de démagogie réformiste dont elle s'est chargée au cours de la guerre;

« Pour tous ces motifs, il condamne la politique confédérale actuelle tant sur le terrain économique national que sur le terrain international ».

La motion majoritaire, renouvelle l'affirmation que l'effort de transformation sociale poursuivie par les travailleurs organisés prendra fin seulement par la disparition des classes, la suppression du salariat, l'avènement des producteurs à la direction de l'activité sociale.

« Le Congrès reprend dans leur intégralité les principes inscrits dans la Résolution d'Amiens, confirmés par tous les Congrès ultérieurs de la C. G. T., qui lui donnent ainsi un caractère absolu. Il ajoute que l'interprétation donnée à ces principes et les précisions qui y sont ajoutées excluent sans équivoques possibles, sans qu'il puisse s'établir une confusion, toutes les thèses qui prétendraient accommoder l'autonomie nécessaire et totale du syndicalisme aux visées d'un parti politique ou d'un gouvernement quels qu'ils soient.

« Il y a une contradiction irréductible entre l'indépendance du mouvement syndical et toutes les formes de liaison permanente à une action politique qui mettraient le mouvement, ses forces, ses possibilités à la remorque d'un parti et qui entraîneraient les travailleurs à des luttes non décidées par eux-mêmes, pour des objets qu'ils n'auraient pas discutés, pour des fins qu'ils n'auraient pas déterminées.

« Le Congrès donne mandat à la C. G. T. de poursuivre la réalisation du programme minimum comportant notamment la reconstitution des régions dévastées, la nationalisation industrialisée des grands services publics, les assurances sociales, le contrôle ouvrier, et enfin la résistance aux tentatives du patronat contre les salaires et les heures de travail, conformément à la charte d'Amiens qui précise que le syndicalisme doit agir « pour l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates ».

« Considérant que, pour la réalisation de ce programme, le mouvement ouvrier ne dispose que d'une arme vraiment efficace : l'unité, le Congrès estime que la « coordination des efforts ouvriers » doit être la préoccupation dominante des militants.

« Constatant, d'autre part, que dans la situation actuelle du monde, toutes les questions particulières à chaque pays sont conditionnées par des solutions internationales, le Congrès maintient son adhésion à la *Fédération syndicale internationale*, dont le siège est actuellement à *Amsterdam*.

« Le Congrès déclare que l'*unité ouvrière* ne pourra être effectivement maintenue dans l'action quotidienne que par une discipline volontaire des syndiqués et des organisations.

« De même qu'un syndiqué ne peut adhérer à deux syndicats, un syndicat à deux fédérations, les groupements confédérés s'interdisent d'appartenir à deux Internationales syndicales ».

La motion majoritaire est adoptée par 1.572 mandats contre 1.325 à la motion minoritaire et 66 abstentions (1).

Mais les minoritaires qui ne méritent guère plus leur titre, par le nombre de plus en plus important de voix qu'ils ont recueilli, continuent leur agitation. Leur opposition au Bureau de la C. G. T. revêt l'allure d'une polémique personnelle (2).

(1) Il n'est pas sans intérêt à ce propos de rappeler les votes du Congrès extraordinaire d'Orléans du 27 septembre au 2 octobre 1920 et ceux du Congrès de Lyon du 15 au 21 septembre 1919.

A Lyon, sur 2.023 mandats, les votes sur le rapport moral s'étaient répartis ainsi : 1.393 mandats pour 588 contre, et 42 abstentions.

A Orléans, sur 2.225 mandats, 1.482 s'étaient prononcés pour le rapport moral, 691 contre et 52 abstentions.

Sur l'orientation syndicale :

Au Congrès de Lyon (programme d'action de la C. G. T.) :

Motion majoritaire	1.633 mandats
Motion minoritaire	324 —
Abstentions	43 —

Au Congrès d'Orléans :

Motion majoritaire	1.479 voix
Motion minoritaire	602 —
Motion Verdict	44 —
Abstentions	44 —

(1) Ils accusent même ses dirigeants de malversations à l'égard des deniers de la Caisse syndicale.

Le Comité confédéral, décidé à ne pas tolérer ces attaques, donne mandat au Bureau, conformément à la résolution du Congrès de Lille, de prononcer toutes exclusions qui pourraient s'imposer : « La C. G. T. ne pouvant remplir son rôle qu'à condition qu'un minimum de discipline soit observé dans l'action (1) ».

De nombreuses scissions s'ensuivent notamment à Lyon, dans les Bouches-du-Rhône et dans le Var. Les C. S. R. convoquent au mépris des règles statutaires un Congrès confédéral. Les appels à la discipline de la C. G. T. (11 décembre et 21 décembre 1921) ne sont pas entendus et ce Congrès confédéral, qui se tient rue Grange aux Belles, décide de faire imprimer et timbrer des cartes d'adhérents. Les minoritaires préparent alors la constitution d'une Confédération Générale du Travail Révolutionnaire (2) et la scission est définitivement accomplie.

* * *

C'est au cours de l'année 1922 que cette deuxième C. G. T. est officiellement constituée; pour bien marquer l'aspiration permanente de ses adhérents à l'Unité de la classe ouvrière, elle prend le nom d'*Unitaire*, titre que les majoritaires ne manquent pas de relever avec ironie. Quelques mois après sa création elle est parvenue à réunir des effectifs de plus en plus nombreux qui, comme on l'a vu au chapitre III de cette étude,

(1) 20 septembre 1921. Cette résolution est adoptée par 63 voix contre 56 et 10 abstentions.

(2) *L'Atelier* du 17 décembre 1921 s'élève de cette création et cite à ce propos les mots de Lénine pour caractériser les méthodes de ses adversaires.

« Il faut être prêt à tous les sacrifices et même, si cela est nécessaire, employer différents artifices, la tromperie, les méthodes illégales, le silence, la dissimulation de la vérité, ne serait-ce que pour pénétrer dans les syndicats, pour y rester et développer à tout prix dans leur sein l'activité communiste ».

peuvent s'évaluer à environ 300.000 à 350.000 membres à l'heure où nous écrivons ces pages. Mais les succès de la C. G. T., sa puissance matérielle et son autorité morale ont toutefois tendance à diminuer; dans ses rangs où les divisions entre communistes et libertaires commencent à faire leurs ravages, un besoin impérieux d'unité se fait sentir : les syndiqués, entendus par leurs chefs, aspirent à rejoindre par dessus les « Etats-Majors » les troupes de l'autre organisation, dont ils ont été momentanément séparés. La C. G. T. de la rue La Fayette accepte ces avances avec froideur et refuse les propositions de « front unique » qui lui sont faites sous l'égide de Moscou. Pleinement confiante en la sagesse de ses méthodes et en son avenir, elle attend.

Tel apparaît dans l'ensemble l'aspect général de l'année syndicale 1922.

* * *

Le Congrès constitutif de la C. G. T. U. se tient dans les premiers jours de juillet 1922 à la Bourse du Travail de Saint-Etienne : on y discute les statuts de la nouvelle Confédération : dès la première séance, communistes et anarchistes s'affrontent, en désaccord sur la rédaction du texte de l'article 1^{er} où les communistes se refusent à insérer « la suppression de l'Etat », comme un des buts essentiels de la C. G. T. U. Les anarchistes s'élèvent avec force contre toute autorité gouvernementale : MM. Leconi, Totti, Borghi font le procès de la dictature du prolétariat, qui n'est qu'une dictature sur le prolétariat. Leur motion revendique la plus complète autonomie nationale et internationale et repousse toute affiliation à l'Internationale de Moscou.

« L'Internationale Syndicale, dit-elle, ne peut être liée en aucune façon avec une organisation internationale politique. Le congrès repousse donc tout interchange de délégués et toute interpénétration.

« Il est tout disposé à donner l'adhésion de la C. G. T. U. à une Internationale qui, dans son congrès, fera sien les principes ci-dessus énoncés.

« Mais fidèle aux traditions de l'anarchisme, il préconise pour réaliser ses fins l'emploi de la violence et notamment de la grève générale expropriatrice.

« En ce qui concerne la grève générale expropriatrice, premier acte révolutionnaire qui marquera la cessation concertée et simultanée du travail en régime capitaliste, le Congrès affirme qu'elle ne pourra être que violente.

« Elle aura pour objectif :

« 1° De priver le capitalisme et l'Etat de toute possibilité d'action en s'emparant des moyens de production et d'échange;

« 2° De défendre les conquêtes prolétariennes qui doivent permettre d'assurer l'existence de l'ordre nouveau, en réduisant au minimum le temps d'arrêt de la production et des échanges ruraux et urbains ».

La thèse communiste est défendue par M. L.-O. Frossard, qui affirme que les Soviets n'ont jamais eu la pensée d'attenter à l'autonomie syndicale, par M. Boret qui rappelle la nécessité d'une autorité dictatoriale en période révolutionnaire, enfin par M. Losowsky, secrétaire général de l'Internationale Syndicale Rouge, qui vient exhorter en ces termes les syndiqués de la Révolution :

« Camarades, si vous faites la Révolution pas à la russe,

mais à la française, nous serons les premiers à vous en féliciter.... Faites la révolution, comme vous l'entendez, le principal est de la bien faire ».

Le Congrès se termine par l'adoption de la motion de la majorité présentée par M. Monmousseau et qui est la même que celle qui avait été adoptée au Congrès des cheminots « unitaires » sauf une légère modification. En voici le texte :

« Fidèle à la résolution d'Amiens, le congrès considère que le syndicalisme est, par son origine, par son caractère et son idéal, une force révolutionnaire, il affirme à nouveau son indépendance complète vis-à-vis des groupements politiques ou philosophiques; il déclare qu'aucune influence extérieure ne peut s'exercer sur lui dans son action quotidienne nationale ou internationale.

« Il estime que le syndicalisme doit porter au maximum l'effort des syndicats ouvriers, afin de détruire le régime capitaliste et de réaliser la Révolution prolétarienne.

« Dans cette œuvre révolutionnaire, le syndicalisme, plaçant la Révolution au-dessus de tout système et de toute théorie, se déclare prêt à accepter l'aide de toutes les autres forces révolutionnaires.

« Cette collaboration, non point permanente, mais circonstancielle, avec les groupements extérieurs, ne peut être envisagée qu'en vue de poursuivre, « par des moyens d'action directe », des objectifs nettement déterminés et dictés par les nécessités de la lutte de classes.

« Le congrès estime que l'action commune peut se réaliser, sans que se justifie la création de liens organiques et permanents entre les différents organismes et repousse toute idée

de liaison organique qui ne peut être qu'une subordination voilée du mouvement syndical.

« Au milieu du chaos de ce monde bouleversé, les travailleurs ont, plus que jamais, le devoir impérieux de se tendre la main par-dessus les frontières et de proclamer qu'ils appartiennent à leur classe avant d'appartenir à l'Etat qui les opprime.

« Pour opposer un front commun et irrésistible à la puissance capitaliste internationale, les ouvriers du monde entier doivent, en effet, se réunir au sein d'un organisme dans lequel ils retrouvent internationalement le prolongement de la lutte des classes qu'ils engagent dans leur propre pays contre leur patronat respectif.

« Le Congrès condamne toute idée de création d'une autre Internationale syndicale que celle de Moscou, à la condition expresse que les statuts et les résolutions de cette internationale respectent nationalement l'autonomie du syndicalisme français.

« Il demande à l'Internationale syndicale de Moscou de bien vouloir les modifier dans ce sens et dans le plus bref délai, afin que la situation du syndicalisme français soit enfin régularisée. Résolument partisan de l'autonomie de l'Internationale syndicale rouge vis-à-vis de la III^e Internationale communiste, il mandate ses délégués pour défendre au sein du 2^e Congrès le principe de cette autonomie et pour voter contre l'application de l'article 11 des statuts de l'I. S. R.

« Le Congrès espère que le 2^e Congrès de l'Internationale syndicale lui donnera pleine satisfaction et décide, au cas où satisfaction ne lui serait pas donnée, de consulter à nouveau les syndicats avant de prendre toute décision ».

La motion de la majorité fut adoptée et le Congrès de Saint-Etienne se termina en somme par une victoire communiste. Les anarchistes restèrent dans la Confédération, mais les relations furent de plus en plus tendues entre eux et leurs camarades « étatistes ».

Pendant que la C. G. T. achève de se constituer, la vieille C. G. T. n'arrête pas sa propagande nationale et internationale; elle prend une participation importante à la Conférence Internationale Syndicale de Rome (20 à 25 avril 1922) qui siège en même temps que la Conférence de Gênes. M. Albert Thomas est invité à y assister et à y prendre la parole, pour y définir le rôle du Bureau International du Travail. M. Jouhaux présente un rapport sur la question de la reconstitution économique de l'Europe et une résolution développant la thèse de solidarité internationale déjà exposée à la Conférence Intersyndicale d'Amsterdam, est transmise à M. Colrat, président de la Section Economique de la Conférence de Gênes. Une énergique résolution antimilitariste est également votée :

« Le Congrès appuie les efforts des organisations professionnelles internationales qui partout imposent le contrôle de la fabrication des armes et du matériel de guerre de toute nature, la restreignent et la réduisent au minimum pour les besoins civils.

« Le Congrès décide de confirmer le Comité provisoire constitué par la Conférence tenue à Amsterdam les 15 et 16 novembre 1921 et composé du Comité directeur de la Fédération Syndicale Internationale et d'un représentant de chacun des secrétariats professionnels internationaux des Ouvriers du

Transport, des Mineurs et des Métallurgistes, comme comité permanent.

« Le Congrès charge ce comité de maintenir, diriger et pousser la propagande contre la guerre et le militarisme qui doit être faite par les diverses centrales syndicales nationales et les secrétariats professionnels internationaux, ainsi que leurs organisations affiliées respectives et de prendre toutes mesures contre la guerre et le militarisme qui peuvent être jugées nécessaires en vue de rendre effectives l'action et la propagande (1) ».

La C. G. T. se préoccupe de conserver ses effectifs que la scission a si considérablement réduits; parmi ses adhérents, il en est dont l'appoint, en raison de leur qualité, lui semble particulièrement précieux : ce sont les fonctionnaires des diverses administrations publiques et notamment ceux de l'enseignement. La plupart d'entre eux déplorent la rupture de l'unité ouvrière et restent fidèles à l'ancienne organisation. Certains restent neutres, estimant que les syndicats sont de frères adolescents et que la scission ne leur vaut rien, qu'il faut donc ne pas prendre parti et faciliter par cette abstention la reprise de l'unité (2). Enfin les communistes n'hé-

(1) Sont représentées à ce Congrès les organisations centrales syndicales de France, Angleterre, Allemagne, Italie, Autriche, Belgique, Tchéco-Slovaquie, Pologne, Suède, Danemark, Norvège, Hollande, Espagne, Suisse, Hongrie, Letonie, Yougo-Slavie, Luxembourg, Bulgarie. Comprenant au total 24 millions de travailleurs organisés et de représentants des syndicats professionnels internationaux des Ouvriers du Transport, Mineurs, Ouvriers sur métaux, Ouvriers d'Usine, Travailleurs de la Terre, Ouvriers Textiles, Employés de commerce et Techniciens, Employés des Postes, Télégraphes et Téléphones, Ouvriers des Services publics, Ouvriers du Bois, Ouvriers du Bâtiment, Ouvriers de l'Habillement, Relieurs, Imprimeurs, Cordonniers, Ouvriers de l'Alimentation, Ouvriers de la Pierre, Ouvriers du Tabac, Peintres, Lithographes, Chapeliers, Diamantaires, Musiciens.

(2) Syndicat des Contributions Indirectes.

Parmi les instituteurs, 5.000 d'entre eux et non les moins remuants ont adhéré à la C. G. T. U., 5.000 à la C. T. I. et 58.000 à la C. G. T. En avril 1922, les instituteurs ont tenu au Havre un important Congrès : de nombreuses questions corporatives et extra-

sitent pas à adhérer à la C. G. T. U., tandis que les plus réformistes estiment sage de se retirer de la C. G. T. et d'adhérer à la C. T. I. qui leur apparaît mieux répondre à leurs aspirations.

* * *

Les deux C. G. T. prennent une participation active, encore qu'animée par un état d'esprit fort différent, aux grèves nombreuses et dans l'ensemble peu fructueuses qui se produisent au cours de l'année 1922 : grèves de la Métallurgie, des Houillères, du Textile, etc., etc... assez souvent d'ailleurs déclenchées par les syndicats extrémistes, en dehors de la C. G. T. de la rue La Fayette, qui s'y rallie finalement. La plupart de ces grèves (1) ont généralement pour origine : l'application de l'impôt sur les salaires, la baisse des salaires que la crise économique impose en de nombreuses industries, et les dérogations apportées à la journée de huit heures.

Les grèves fiscales furent les moins graves. Des saisies effectuées en application de l'impôt sur les salaires provoquèrent des manifestations tumultueuses et de brefs arrêts du travail en juin et juillet 1922, chez les lithographes parisiens (2), chez les métallurgistes du Vimeu (3), dans les corporations de la Métallurgie, du Bâtiment et de la Voiture Aviation à Asnières, et en novembre 1922 dans les usines à gaz de la région pari-

corporatives y furent discutées; on y protesta contre « la pression des préfets sur les membres de l'enseignement » et aussi contre le but inavouable poursuivi par les puissances capitalistes qui profitent des excès bolchevistes pour reprendre une à une les conquêtes de la classe ouvrière ».

(1) L'une d'entre elles qui éclata à la Porcelainerie Martin de Limoges pose le problème de l'apprentissage. Elle fut déclarée dans le but de s'opposer à l'embauchage d'un apprenti.

(2) Grève de 24 heures pour s'opposer à la saisie des meubles d'un ouvrier mutilé de guerre.

(3) Région côtière de la Somme qui s'étend d'Abbeville à Amiens.

sienne. Toutes ces grèves furent de courte durée, les saisies ayant le plus souvent été ajournées par ordre de l'Administration Supérieure. Quant aux manifestations qui les accompagnèrent, elles eurent un certain retentissement et les syndicats extrémistes qui les organisèrent en conçurent beaucoup d'orgueil. La C. G. T. de la rue La Fayette au contraire leur témoigna une certaine froideur : sa doctrine en effet (1) n'est pas hostile au principe de l'impôt sur les salaires, mais seulement à ses modalités. Aussi, M. Marcel Laurent dans le *Peuple* du 1^{er} juillet blâmait-il cette « démagogie malsaine, cette opposition tapageuse de période électorale ».

Les grèves provoquées par la baisse des salaires furent plus longues et plus sérieuses. Je me bornerai à citer la grève des métallurgistes de Lille, qui grâce à l'importance et à la puissance financière du syndicat confédéré (2), se termina d'une manière favorable pour les grévistes par un contrat « en bonne et due forme conclue de puissance à puissance » et je m'arrêterai un peu plus sur celle des métallurgistes du Havre.

Ainsi que l'écrivait, M. Charles Dulot dans l'*Information Sociale* du 15 septembre 1922 :

« La grève des métallurgistes du Havre mérite une étude attentive parce qu'elle n'est pas, comme nous l'avons déjà signalé, un incident purement local ou un conflit né de circonstances accidentelles. C'est un épisode émouvant de la lutte qui va mettre aux prises dans tout le pays les industriels obligés, après une période de grande prospérité et de larges bénéfices, d'abaisser par tous les moyens le prix de revient

(1) N. ch. II.

(2) Il comptait 3.000 adhérents et versa plus de 310.000 francs de secours aux familles ouvrières.

en raison de la concurrence étrangère, et leurs ouvriers, dont les salaires ne peuvent pas être comprimés au-dessous des nécessités du coût de la vie, qui reste exagérément élevé, parce que ni le Gouvernement ni les grandes organisations économiques ne se sont encore préoccupés des moyens d'abaisser le prix des denrées alimentaires ».

La grève des métallurgistes du Havre eut pour origine la décision prise par la Chambre syndicale patronale d'imposer une nouvelle réduction de 10 0/0 sur tous les salaires.

Dès les premiers jours de grève, le maire du Havre offrit spontanément ses services pour épargner à ses concitoyens la prolongation de ce grave conflit et entreprit de jouer entre les ouvriers et la Chambre syndicale des métallurgistes le rôle délicat de conciliateur. Sans se départir de ses devoirs d'impartialité, il fut l'instigateur, par ses appels à la bienfaisance de ses administrés, d'une assistance très réelle et très agissante donnée par les commerçants, par les groupements et par les personnalités les plus en vue, à ses 40.000 citoyens directement éprouvés par la guerre.

Mais ses efforts de conciliation se heurtèrent à un refus formel de la part des industriels havrais qui déclarèrent ne pouvoir, en raison de l'intensité de la crise économique, accepter les propositions de leurs ouvriers.

L'intervention du Préfet de la Seine-Inférieure ne fut pas plus heureuse; la Chambre Syndicale des Constructeurs des Mécaniciens répondit à ce haut fonctionnaire ses regrets de ne pouvoir consentir aucune concession, ni aucun arbitrage.

« La solution, écrit un de ses vice-présidents, n'est pas dans l'aggravation des sacrifices demandés à nos industries, aggravation qui nous conduirait à la fermeture de nos usines

en augmentant ainsi la misère et les ruines; de l'aveu de tous, elle est dans la mise en œuvre des moyens nécessaires pour réduire le coût de la vie ».

La grève se poursuit donc au milieu de la bienveillante sympathie de la population : les petits commerçants, les jeunesses catholiques réunies en des fêtes sportives sous la présidence de Mgr l'Archevêque de Rouen, soutiennent les travailleurs de leurs offrandes et ceux-ci s'en montrent dignes, en prenant grand soin de ne pas troubler l'ordre (1). Mais un ordre si parfait ne devait pas longtemps se maintenir ; les grévistes en effet, énervés par ces longues semaines de privations, ont de plus en plus de peine à obéir aux instructions de calme que leur prodigue le bureau de leur syndicat (pourtant communiste et adhérent à la C. G. T.); d'autre part le Préfet de la Seine-Inférieure croit devoir déployer dans la ville d'importantes forces de gendarmerie et demander au ministre de l'Intérieur qui y consent, de retirer la police au maire du Havre. Cette décision provoque une grande émotion dans la population et une vive agitation chez les grévistes. Le Préfet s'en émeut et fait remettre ses pouvoirs de police au maire..., mais les dispositions des ouvriers ont changé et tous les désordres sont à craindre.... De violents incidents éclatent dans la journée du 26 août 1922 entre la police et la troupe. Trois morts sont à déplorer dans la population ouvrière.

L'Administration justifie son attitude par des motifs d'ordre public; elle estime qu'il n'est plus question de grève ni de conflit ouvrier, mais que l'on est en présence d'un mou-

(1) Voir à ce sujet un curieux article du *Matin* du 21 août 1922. Voir aussi les études de M. R. de Marmande dans l'*Ere Nouvelle*, octobre-novembre 1922 sur les grèves du Havre.

vement nettement politique, communiste, pour lequel Le Havre a été choisi pour centre d'opération. Dans ces conditions, il lui paraît indispensable de rétablir l'ordre, dans le plus bref délai, par une répression sévère.

L'ordre est rétabli, mais le prolétariat tout entier ressent une vive indignation de cette journée. La C. G. T. U. décide une grève générale de protestation de 24 heures dans toute la France : la C. G. T. de la rue La Fayette a la prudence de ne pas s'y associer, mais recommande à ses adhérents un geste qu'elle estime plus efficace : celui de verser le produit de leur journée de travail à leurs camarades havrais. La grève de 24 heures échoue presque entièrement et quelques semaines après, au bout de 110 jours de grève, le 7 octobre 1922, les grévistes du Havre décident de reprendre le travail.

Dans son manifeste de rentrée, le Comité de Grève affirme que ses sacrifices n'ont pas été inutiles :

« Nous rentrons dans les usines, la tête haute avec l'orgueil de nous être bien battus, avec la volonté de continuer, dans le syndicat des métaux du Havre, — autour duquel nous devons tous nous resserrer — la cohésion et la confiance qui ont uni entre eux, pendant la grève, les 15.000 métallurgistes de la place, avec l'espoir aussi de prendre un jour prochain notre revanche ».

L'opinion publique déplore d'une manière générale l'acuité de ce conflit qui n'est pas fait pour apaiser le malaise économique et social. M. Pierre Dumas, dans la *Production française*, peu suspecte de partialité en faveur du monde ouvrier, s'exprime ainsi (21 octobre 1922) :

« Les ouvriers du Havre ont fait 112 jours de grève pour rien, pire, pour essayer une défaite totale. Combien de

misères inutiles représente une pareille résistance, de privations pour les grévistes et leurs familles ! Pour les plus sérieux, cela représente la disparition des économies réalisées sou par sou.

« Les ouvriers ne sont pas les seuls, il s'en faut de beaucoup, à enregistrer des pertes matérielles.

« Pendant ces quatre mois de grève les usines de métallurgie du Havre, occupant 15.000 ouvriers, ont dû cesser toute production. Cette interruption doit représenter des sommes importantes si l'on se place au triple point de vue des frais généraux du loyer, de l'argent et du manque à gagner ».

Et il ajoute :

« Je me ferais un devoir de crier casse-cou. De montrer que la guerre ainsi déclenchée comporte des risques sérieux pour ceux qui en prennent l'initiative ; que les vainqueurs, de quelque côté de la barricade qu'ils se trouvent, auront à payer chèrement leur victoire d'un jour ».

Au moment où la grève des métallurgistes du Havre touchait à sa fin, le 28 septembre 1922, l'ordre de cesser le travail était lancé par la Fédération des Inscrits maritimes ; il s'agissait cette fois non plus d'une question de salaire, mais de la durée de la journée de travail, de l'application de la loi de huit heures qu'un décret du 5 septembre 1922 avait gravement modifiée. Ce décret en effet, pris sur la demande des armateurs et inspiré par le désir d'épargner à la marine française si défavorisée vis-à-vis des marines étrangères une partie des sacrifices que la nouvelle législation lui avait infligés, révisait provisoirement les conditions d'exécution de la loi du 2 août 1919 ; il précisait d'une manière limitative la définition du travail effectif à la mer : dans le nouveau décret, le

service pénible de la machine est limité à huit heures, alors que le service du pont qui a un caractère d'intermittence, n'est réputé travail effectif que pour les deux tiers de sa durée. Dans le port, le service reste limité pour les marins du pont et de la machine à huit heures.

« Le décret du 5 septembre était provisoire. En révisant les conditions d'application de la loi de huit heures, le Gouvernement avait pris dans le texte même du décret du 5 septembre l'engagement que les marins français ne seraient jamais astreints à un régime de travail plus sévère que les marins étrangers. Le décret du 5 septembre devait devenir donc caduc, dès lors qu'une convention internationale donnerait aux gens de mer un régime de travail plus libéral (1) ».

Dans ces dispositions nouvelles qui pouvaient se justifier par des motifs légitimes, les inscrits maritimes virent seulement un recul vers le passé, la suppression de la réforme qu'ils avaient eu tant de mal à conquérir, en même temps qu'une menace de chômage pour tous ceux dont le nouveau régime devait amener le licenciement. Après trois semaines de négociations avec le sous-secrétariat d'Etat de la Marine Marchande, ils décidèrent de faire grève. Cette grève bénéficia de la sympathie de certaines sections de capitaines au long cours, notamment de celle de Saint-Nazaire dont le sous-secrétaire d'Etat de la Marine Marchande était membre et dont il démissionna. Mais comme toutes les grandes grèves fédérales, la grève des inscrits ne pouvait durer plus de quelques jours. Les pourparlers qui n'avaient jamais été rompus finirent par aboutir. Le sous-secrétaire d'Etat, tout en maintenant le décret, fit connaître qu'il n'était pas opposé à la convocation

(1) *Information sociale*, 28 septembre 1922.

d'une commission paritaire, une fois le travail repris, pour résoudre le conflit. Le 10 octobre 1922, la Fédération des Syndicats maritimes, cédant à des considérations d'intérêt général, et pressentant aussi peut-être l'inutilité de prolonger la grève, invita les marins à rejoindre leurs bords (1).

Les deux C. G. T. accordèrent à la grève des inscrits et à la protestation des cheminots leur cordial appui (2).

La nécessité d'organiser une résistance énergique contre les violations de la loi des huit heures amena certains syndicats de cheminots et d'inscrits appartenant à la C. G. T. et à la C. G. T. U. à envisager une action commune aux deux confédérations ou, pour employer une expression en faveur dans le monde syndical, à envisager l'idée d'un « front unique ». Des avances furent officieusement faites en ce sens par le bureau de la C. G. T. U. au bureau de la C. G. T. de la rue La Fayette qui se montra fort réservée. Elle déclina nettement au début de novembre une invitation, lancée par le parti communiste, de participer à une manifestation contre la politique générale du Gouvernement, estimant qu'une alliance même temporaire était impossible avec les auteurs responsables de la scission. Néanmoins dans les rangs des syndicats, devant la menace de plus en plus grande de l'offensive patronale, un grand désir d'unité se manifeste.

La situation apparaît à cet égard toute différente de ce qu'elle était à la fin des années 1920 et 1921. Il semble que

(1) Une certaine agitation, qui n'amena pas pourtant la cessation du travail, se produisit pour des raisons analogues dans la Fédération des Cheminots, le Ministre des Travaux Publics ayant modifié la réglementation du travail sur nos grands réseaux et augmenté le nombre d'heures supplémentaires, tout en maintenant le principe de la loi de huit heures.

(2) Un ordre du jour de sympathie à leur endroit fut voté, à une réunion organisée par la C. G. T. de la rue La Fayette le 24 septembre 1922 dans la salle Gaumont Palace, la première réunion tenue depuis la scission, qui rassembla plusieurs milliers de travailleurs.

le « front unique » que les communistes rêvaient de faire sous l'égide de Moscou ne doive se réaliser qu'en dehors de toute tutelle politique. Si l'ère des scissions ouvrières est loin d'être terminée, on est en droit de penser qu'elle a passé par son point culminant et que les majoritaires et surtout les minoritaires n'ont pas éprouvé de cette séparation les bienfaits qu'ils en attendaient. Par ce jeu d'actions et de réactions dont l'histoire est coutumière, le réformisme qui paya si chèrement sa « politique de collaboration » bénéficie aujourd'hui des fautes de son adversaire. L'intransigeance parfois stérile des révolutionnaires fait regretter les réalisations des modérés, même entachées de certaines compromissions. Bien qu'il soit impossible de prophétiser en pareille matière, on peut dans l'horizon syndical apercevoir de réelles tendances à l'unité (1).

(1) Sous ce titre « Symptômes d'unité », l'*Information sociale* du 19 octobre 1922 écrivait :

« Il est impossible de ne pas noter le désir d'unité qui se fait jour de plus en plus.

« Les mineurs cégétistes et unitaires ont conclu récemment une sorte de pacte pour résister en commun à la baisse des salaires et aux atteintes prévues à la loi Durafour ; voici que les cheminots cégétistes s'adressent à leur tour à tous les groupements des travailleurs du rail. Le « Comité de Défense syndicaliste », constitué par ceux que les leaders du parti communiste appellent les « anarcho-syndicalistes » et qui forment la minorité de la C. G. T. U., publie un appel pour l'unité ouvrière.

Enfin, dans le *Semeur*, organe de la Bourse du Travail de Lyon qui réunit les syndicats lyonnais adhérents à la C. G. T. et à la C. G. T. U., M. Francis Million, ancien secrétaire de l'Union des Syndicats du Rhône, a écrit un article qui lui a été demandé par des militants de toutes les tendances sur une entente possible des forces ouvrières.

Ce sont là des symptômes que nous ne pouvons négliger. Sous la pression des événements, les groupements ouvriers éprouvent de nouveau le besoin de concentrer leurs forces ».

Ces symptômes d'unité se sont manifestés plus nettement encore en décembre 1922 et dans les deux premiers mois de l'an nouveau. Des propositions officielles de front unique furent adressées par la C. G. T. U. à la C. G. T. de la rue La Fayette et examinées par celle-ci à son Congrès national des 30 janvier-2 février 1923. Elles furent accueillies avec réserve par la C. G. T. qui, sans témoigner aucune confiance dans la bonne foi de sa rivale, préconisa l'unité par la base au sein de chaque syndicat « majoritaire ».

Il nous faut signaler encore durant ces derniers mois, avant de donner ces pages à l'imprimerie, la réunion d'un Congrès Syndical de la Paix à la Haye en décembre 1922,

* * *

Si la C. G. T. et depuis la scission, si les C. G. T. ont joué un rôle prépondérant dans la vie syndicale de la France, les autres confédérations dont j'ai exposé la doctrine au chap. II, la C. F. T. C., L. U. S. T. I. C. A., la C. T. I. ne sont pas non plus restées inactives. Leurs interventions, pour être moins nombreuses et moins bruyantes, n'en ont pas été moins efficaces. Mais leurs principes et la qualité même de leurs adhérents leurs commandaient, pour des raisons diverses et propres à chacune d'elles, une attitude plus réfléchie et plus modérée.

* * *

La prudence de la C. F. T. C. ne l'a pas empêché d'intervenir dans un certain nombre de grèves, dans celles qui lui semblaient « de justes grèves » et qui s'imposaient tant à cause de la nature des revendications en jeu qu'à raison de l'échec de tous les moyens de conciliation tentés jusque-là. Ce fut le cas des grèves des employés de Banque en 1919 dont le mouvement fut soutenu par une partie de la presse catholique, de celle des ouvriers du Textile du Nord et de l'Est en 1921 et de celle des Métallurgistes du Havre en l'automne 1922.

Les relations entre syndiqués chrétiens et cégétistes sont par la force même des choses, par l'identité des intérêts en jeu, assez fréquentes et si les dirigeants tiennent à bien

tenu sous l'égide de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam et auquel toutes les organisations pacifistes furent représentées et en janvier et février 1923 l'énergique protestation des deux C. G. T. contre l'occupation de la Ruhr, celle de la C. G. T. de la rue La Fayette naturellement plus mesurée dans les termes, encore que catégorique.

marquer leurs divergences de vue, les organismes locaux sont fatalement amenés à des ententes pour des opérations limitées (1).

Conformément aux directives de ses congrès tenus respectivement en mai 1920, juin 1921, juin 1922, la C. F. T. C. repousse les offres de front unique qui lui ont été faites indirectement par le syndicalisme communiste — ce qui ne l'empêche pas de se trouver, à l'occasion en accord complet avec les autres organisations réformistes et même révolutionnaires. Les violations successives de la loi de huit heures lui donnent l'occasion de manifester nettement son opinion dans la déclaration suivante :

« La Confédération française des Travailleurs chrétiens,
Considérant :

« Que la situation même de la race française, après les pertes, les mutilations et les souffrances d'une guerre sans précédent, rend plus nécessaires que jamais les avantages hygiéniques, moraux et intellectuels qui résultent d'une limitation raisonnable de la durée du travail ;

« Que cette limitation, sur la base de huit heures par jour, est d'ailleurs pratiquée dans la plupart des pays industriels ;

« Que la loi française du 23 avril 1919 présente un excellent exemple de réglementation sociale vraiment corporative,

(1) C'est ainsi que deux syndicats du textile de Mazamet conclurent un accord à la suite d'un conflit qui avait éclaté entre eux au sujet d'une ouvrière, ayant quitté le syndicat cégétiste pour le syndicat catholique.

Aux termes de cet accord les parties s'engagèrent à respecter les clauses et conditions suivantes :

« 1° Au cas où un travailleur déjà syndiqué, usant du droit qui lui appartient, voudrait adhérer à un autre syndicat, celui-ci s'assurera que le postulant a rempli vis-à-vis de son précédent groupement les obligations imposées par la loi.

« 2 A° titre de conciliation, et en vue de mettre fin au conflit, Mme F..., l'ouvrière qui avait provoqué le différend accepte la place qui lui a été proposée par le maire de Mazamet à la Crèche municipale ». *Information sociale*, 19 octobre 1922.

c'est-à-dire dont la souplesse est adaptée aux exigences de la vie professionnelle;

« Que cette loi, votée à la presque unanimité par le Parlement, avait été précédée, notamment dans les industries métallurgiques, d'importantes conventions collectives ayant le même objet;

« Que la loi prévoit expressément que la durée maxima du travail peut être calculée, selon les professions, à raison de huit heures par jour ou de quarante-huit heures par semaine, ou déterminée « pour une période de temps autre que la semaine », fût-ce, par conséquent pour les industries saisonnières, sur l'année entière;

« Qu'elle admet, pour chaque profession, la possibilité d'un régime national uniforme ou, au contraire, d'accommodements régionaux;

« Que les délais d'application sont prévus, ainsi que de nombreuses dérogations permanentes, temporaires ou accidentelles ;

« Que les règlements d'administration publique, en vertu desquels la loi s'étendra progressivement aux divers métiers, doivent être conformes aux contrats collectifs existants dans chaque profession et ne peuvent être rendus qu'après consultation des syndicats patronaux et ouvriers intéressés;

« Que des travaux préparatoires à la loi, il ressort que la réduction éventuelle de la production devait être compensée par une meilleure organisation technique et par une perfectionnement de l'outillage;

« Que les ouvriers et employés, qui ont le devoir de travailler en toute conscience, ne sauraient être rendus responsables des retards apportés aux adaptations et remaniements

nécessaires, non plus que d'une insuffisante utilisation possible de leurs heures de présence ;

« Renouvelle et confirme la déclaration adoptée par son Congrès national des 23 et 24 mai 1920 ;

« Emet énergiquement le vœu que la loi du 23 avril 1919 soit maintenue et promptement appliquée dans son esprit et dans son texte (1) ».

Dans le même esprit, le décret du 14 septembre 1922 modifiant profondément les conditions du travail sur les grands réseaux d'intérêt général soulève de vives protestations des cheminots catholiques qui contestent la légalité de ce décret, parce qu'il n'a pas été établi dans les conditions prévues par la loi du 23 avril 1919. Aussi réclament-ils son abrogation et la convocation rapide de nouvelles Commissions paritaires qui seront chargées d'apporter aux conditions actuelles du travail dans les chemins de fer les modifications qui seront jugées nécessaires (2).

La netteté, avec laquelle la C. F. T. C. n'a cessé d'affirmer depuis sa constitution, son opinion sur les grands problèmes sociaux de l'heure, lui a donné une autorité morale incontestée, et elle a vu s'ouvrir devant elle les portes du Conseil Supérieur du Travail et des Commissions administratives qui n'étaient jusqu'alors ouvertes qu'aux représentants de la C. G. T.

Nous avons vu plus haut (3) que la C. F. T. C. s'était préoccupée de renouer les relations internationales et d'entrer

(1) Adoptée par le Bureau confédéral dans sa séance du 9 mars 1921, conformément à la mission qui lui avait été donnée par le Comité national de janvier, cette déclaration a été transmise à M. le Président du Conseil, à M. le Ministre du Travail et à M. le Président de la Commission du Travail de la Chambre des Députés.

(2) *Information sociale*, 12 octobre 1922.

(3) Ch. II.

en rapport avec les syndicalismes chrétiens des autres pays. En juin 1920, le Congrès International des Syndicats chrétiens se réunit à La Haye, en juin 1922 à Innsbrück où plus de trois millions de travailleurs sont représentés. A ce dernier Congrès, le président de la Délégation française, M. ZIRNHELD joue un rôle prépondérant. Le Congrès se déclare prêt à collaborer avec toutes les organisations internationales de réglementation ouvrière et agricole, notamment avec le Bureau International du Travail. Il vote à l'unanimité une résolution préconisant l'internationalisation de la journée de huit heures, affirmant la solidarité morale et économique entre les peuples, et demandant que les principes chrétiens dominent les relations internationales. Le Congrès réclame ensuite la stabilisation des changes pour améliorer la situation industrielle et commerciale, puis suggère un règlement définitif des dettes internationales qui débiterait par la compensation des créances entre pays alliés et sauvegarderait entièrement les droits aux réparations. Il propose enfin une défense énergique de la classe ouvrière contre les tentatives de régression sociale et préconise la participation ouvrière à la direction de la vie économique.

* * *

L'Union Syndicale des Techniciens du Commerce et de l'Industrie, de création aussi récente que la Confédération française des Travailleurs chrétiens, a joué un rôle aussi important et aussi efficace. On a vu plus haut les raisons qui amenèrent sa constitution. Aussitôt fondée, elle commence sa besogne de propagande active. Elle tente de s'attirer tout d'abord la sympathie des futurs techniciens, intervient auprès

du sous-secrétariat de l'Enseignement technique en faveur des élèves de l'Ecole des Arts et Métiers. Dans une conférence publique organisée le 28 avril 1920, à laquelle assistent des élèves de l'Ecole Polytechnique, de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines et de l'Ecole des Arts et Métiers, elle attire l'attention de ses auditeurs sur la gravité qu'il y a pour eux à intervenir dans les conflits du Travail contre les ouvriers, qu'ils sont appelés à diriger plus tard; l'un des orateurs expose l'œuvre constructive de la C. G. T.; un autre développe la communauté d'intérêts entre manuels et intellectuels.

En 1921, l'action de l'U. S. T. I. C. A. devient internationale. Elle s'entend avec la grande organisation sœur d'Allemagne qui compte 120.000 membres, le *Bund der Technischen Angestellten und Beamten* (B. U. T. A. B) et les deux organisations se mettent en rapport avec l'Internationale Syndicale d'Amsterdam pour étudier de concert la reconstitution des régions dévastées : les délégués du B. U. T. A. B. (1) reçoivent très cordialement leurs camarades français et déclarent qu'ils feront tout pour effacer « les sentiments de haine qui, cela se conçoit aisément, existent encore en France ». A la suite de la C. G. T., dont elle reprend l'idée, l'U. S. T. I. C. A. élabore un plan complet de reconstruction, qui est soumis aux fédérations françaises et aux guildes du Bâtiment allemandes. Elle s'assure à cet effet l'appui du ministre de la Reconstruction allemande, M. Walther Rathenau et demande au Gouvernement français l'autorisation d'entreprendre à titre d'exemple dans un petit secteur de l'ancien front (2) l'application de son plan.

(1) U. S. T. I. C. A., 5 juin 1921.

(2) Celui de Chaumes.

« Nos moyens techniques, écrit alors l'U. S. T. I. C. A. dans les colonnes de son journal, permettent de reconstruire 750 maisons en moins de deux ans dans cette zone ravagée, *sans qu'aucun bénéfice soit prélevé sur les travaux.*

« Seuls les salaires des travailleurs seront payés et ces salaires seront publics, comme la comptabilité et les livres.

« C'est donc une « Guilde » constituée entre travailleurs, techniciens et ouvriers français et allemands, à qui serait confié l'entreprise. Elle travaillerait en régie pour le compte des sinistrés, groupés en Sociétés civiles. S'il reste un reliquat entre le montant des travaux et le montant des dommages, ce reliquat sera employé par les sinistrés à des installations collectives ».

Le Gouvernement accepte en principe sous réserve d'un referendum dans les populations sinistrées. Un premier vote donne en faveur du projet de l'U. S. T. I. C. A. une majorité de 80 0/0, puis un second vote émis, d'après l'U. S. T. I. C. A., à la suite d'interventions administratives, et auquel l'influence préfectorale n'aurait pas été étrangère, ne donne plus au projet de reconstruction que 49 0/0 des voix des sinistrés. Le ministre ne peut donc accorder son autorisation et l'intéressante idée de l'U. S. T. I. C. A. et du B. U. T. A. B. ne peut être réalisée.

Malgré l'échec de ses efforts dans les régions libérées, l'U. S. T. I. C. A. ne reste pas inactive. Elle intervient en faveur de la journée de huit heures et réclame la suppression des dérogations au nouveau régime. Son action est en somme parallèle à celle de la C. G. T. et en 1920, ses sympathies sont égales pour toutes les tendances qui s'y manifestent. Aussi bien, son rôle de technicien ne la met-elle pas à l'abri du

reproche de favoriser telle ou telle coterie ouvrière? Elle les conseille toutes, sans prétendre les diriger. Nous avons vu pourtant plus haut (1) que le régime bolchevick avait provoqué dans ses rangs un réel enthousiasme et que la plupart de ses dirigeants adhèrent dès 1921 au Parti Communiste. C'est donc tout naturellement du côté de la C. G. T. U. qu'après la scission, l'U. S. T. I. C. A. se tourna, pour continuer la fructueuse collaboration ébauchée avec le Conseil Economique de la C. G. T. Cette attitude provoqua les protestations d'une partie de ses membres qui en démissionnèrent et sa rupture avec le journal *l'Information sociale* dans les bureaux duquel elle avait pris naissance (2). Il s'en faut de beaucoup pourtant, malgré les préférences personnelles de ses fondateurs que l'U. S. T. I. C. A. soit un organisme communiste; elle continue à rester en rapport avec toutes les organisations capables d'aider dans sa préparation technique d'une société nouvelle et poursuit dans l'étude et dans la confiance, cette œuvre d'une incontestable utilité.

* * *

L'action de la C. T. I. concerne plus spécialement les intérêts des travailleurs intellectuels dont elle a assumé la défense. En leur faveur elle multiplie ses interventions près du Parlement où elle compte d'assez nombreux adhérents. Tous les projets ou propositions de loi, tous les décrets mettant en jeu à un titre quelconque la situation des intellectuels, sont l'objet de sa plus sérieuse attention. C'est ainsi qu'elle étudie

(1) Ch. II.

(2) M. Ch. Dulot a conté avec ironie et quelque amertume sa séparation d'avec l'Ustira dans un article de *l'Information sociale* intitulé « les Chauves Souris ».

tour à tour : en 1920 un décret, prohibant l'importation des papiers étrangers, qui à la suite des protestations de la C. T. I. ne fut pas mis en vigueur, une loi sur la prorogation des baux des travailleurs intellectuels, une loi concernant le droit moral de l'artiste sur son œuvre; en 1921 des propositions de loi établissant un statut du cinéma et réglementant le repos hebdomadaire dans la presse, un projet de loi d'assurances sociales, et un projet de réforme de l'enseignement secondaire à l'occasion duquel la C. T. I., contrairement à l'avis du ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, défend les humanités modernes (1). A ces interventions près du Parlement, il faut ajouter celles qui s'exercèrent auprès de la Société des Nations et du Bureau International du Travail pour obtenir une représentation officielle dans leurs conseils. La C. T. I. obtient également en ce domaine un commencement de satisfaction, puisque la S. D. N. crée une commission internationale de protection des travailleurs intellectuels dans laquelle M. Henri Bergson représente la France et la C. T. I.

En matière internationale, la tâche de la C. T. I. française était double. D'une part, aider à la création de C. T. I. nationales étrangères. D'autre part, former un faisceau de ces C. T. I., de façon que les travailleurs intellectuels ainsi organisés internationalement soient forts et puissent défendre leurs légitimes intérêts si souvent méconnus.

(1) L'inflation fiduciaire, qui devait faire l'objet de graves débats au Parlement, ne pouvait laisser indifférent le Comité de la C. T. I.

La question fut étudiée avec le plus grand soin par une commission composée de MM. Emile Borel, délégué général adjoint de la C. T. I.; Louis Gallié, Sainte-Laguë et Alfred de Tarde, secrétaires généraux adjoints de la C. T. I., auxquels s'étaient joints, dès le premier appel qui leur fut adressé, MM. Charles Gide, Gaston Jèze, Germain Martin, Charles Rist; Simiaud.

La C. T. I. ne manqua pas à ce double rôle et elle espère pouvoir réunir à Paris dans un temps pas trop éloigné un Congrès International des C. T. I. (1).

Ajoutons en terminant que la C. T. I. nourrit avec les grandes Confédérations syndicales de France les plus cordiales relations. Certaines ententes qu'elle a eu l'occasion de conclure avec la C. G. T. sur des points déterminés (2) ont donné de forts heureux résultats (3).

(1) La C. T. I. vient de tenir un important Congrès au début de l'année 1923.

(2) La Fédération du spectacle adhérente à la C. G. T. collabore en juin 1920 avec la C. T. I. pour la rédaction du contrat-type des artistes, à soumettre aux directeurs du théâtre.

(3) Je dirai un mot seulement, à la fin de ce chapitre, de l'action plus modeste exercée par le syndicalisme indépendant. Cette action s'est traduite par un certain nombre de vœux conformes aux doctrines « évolutionnistes » qui l'inspirèrent; vœux favorables au maintien intégral de la journée de huit heures, protestant contre les dérogations trop nombreuses qui y sont apportées, réclamant la généralisation de la semaine anglaise et l'octroi aux ouvriers et employés d'un congé annuel de 15 jours, le relèvement du minimum imposable pour l'impôt sur les salaires, et enfin : revendication plus importante qui témoigne de l'audace du syndicalisme indépendant, la participation des employés à la gestion des entreprises.

CONCLUSION

Nous voici parvenus au terme de cette vaste étude qui nous a conduit jusqu'au seuil de l'année 1923. A la dernière page de cette thèse qui ne prétend être qu'une modeste contribution à l'histoire d'une des plus riches périodes du syndicalisme français, un grand point d'interrogation se pose devant le mystère de l'avenir.

Après les cinq années de collaboration où triomphe le syndicalisme réformiste et constructeur, après les trois années de scission où les déceptions du retour et les espoirs mystiques que la Révolution russe a soulevés ont amené une puissante et victorieuse offensive du syndicalisme révolutionnaire, les masses ouvrières françaises groupées autour des syndicats et acquises de tous temps aux idées, aux actions les plus avancées, pensent-elles, agissent-elles, sentent-elles comme auparavant?

Il semble bien, comme le dit M. Martin Saint-Léon (1), que pour la masse des syndiqués une évolution se soit produite et que suivant le mot d'Henri Bergson « les sentiments qui ont

(1) M. Martin-Saint-Léon dans une remarquable communication faite en octobre 1922 à l'Académie des Sciences Morales et Politiques se montre fort optimiste sur la nature de cette évolution.

varié en intensité aient aussi varié en nature : « on aime et on hait autrement (1) ». Beaucoup d'entre eux ont reconnu que le monde ne se transforme pas en un jour et les plus extrémistes ont compris la nécessité de la compétence technique et de la discipline.

Dans les rangs des troupes syndicales un grand besoin d'ordre et d'unité commence à se manifester. La situation économique n'est-elle pas trop grave pour que l'heure soit encore aux querelles byzantines ?

Au moment où les conquêtes ouvrières sont une à une menacées, où la situation intérieure et extérieure met de plus en plus en péril les intérêts des travailleurs intellectuels et manuels, les grandes Confédérations qui prétendent être l'incarnation du travail organisé sauront-elles réaliser l'union entre leurs divers éléments et leurs diverses tendances ? Révolutionnaires, réformistes, chrétiens, intellectuels et techniciens sauront-ils opposer au patronat uni et fort, mais qui n'a pas su ou n'a pas pu surmonter les difficultés de l'heure présente, un bloc du travail qui ne serait pas uniquement un bloc de combat, mais aussi à certains égards un bloc de collaboration ? Le syndicalisme saura-t-il amalgamer l'ardeur combative des uns, le réalisme fécond des autres, l'évangélisme de ceux-ci, la compétence technique et le large idéalisme de ceux-là ? Prêtera-t-il l'oreille à la voix des plus autorisés et des plus sincères de ses dirigeants qui sont unanimes à dénoncer le péril « d'immoralité » qui le menace, qui lui montrent par delà les vains appels démagogiques, la route féconde, mais austère et longue à parcourir ? Saura-t-il mériter et préparer la société qu'il dépend de lui d'établir,

(1) Les Données Immédiates de la Conscience.

en réservant à l'intelligence la place qui lui revient, justifier l'étymologie du beau nom de syndicat où s'unissent à la fois l'idée de solidarité et l'idée de justice ?

Pierre PARAF.

Vu :

Le Doyen,
BERTHÉLÉMY.

Vu :

Le Président,
GERMAIN-MARTIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur
de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

- Edouard AMMANIEUX. — *L'Armature sociale.*
- Louis BARTHOU. — *L'action syndicale.*
- Suzanne BAUDARD. — *Le mouvement syndicaliste dans le corps des instituteurs*
- Edouard BERTH. — *Les méfaits des intellectuels.*
- C. BOUGLÉ. — *Syndicalisme et démocratie. Impressions et réflexions.*
- Pierre CARCANAGUES. — *Sur le mouvement syndicaliste réformiste.*
- Félicien CHALLAYE. — *Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste.*
- Paul DESCHANEL. — *Discours à la Chambre des Députés du 23 janvier 1908.*
- Albert ESQUERRE. — *Le néo-syndicalisme et le mythe de la grève générale.*
- O. FROSSARD. — *Socialisme et syndicalisme. Discours prononcé au Congrès de la C. G. T. (Orléans, 2 octobre 1920).*
- G. FAGNIEZ. — *Corporations et Syndicats.*
- José GERMAIN. — *La Confédération des Travailleurs intellectuels.*
- Victor GRIFFUELHES. — *L'action syndicaliste.*
- G. GUITTON. — *L'action syndicale chez les catholiques.*
- Sylvain HUMBERT. — *Le mouvement syndical.*
- O. JEAN. — *Le syndicalisme. Son origine. Son organisation. Son rôle social.*
- Hubert LAGARDELLE. — *Le syndicalisme et le socialisme en France.*
- Philippe DE LAS CAZES. — *Le syndicalisme chrétien.*
- Louis SAINT-LAURENS. — *Les syndicats et la répression des infractions professionnelles.*
- T. M. LAURIN. — *Le syndicalisme et les instituteurs.*
- Maxime LEROY. — *Les Transformations de la Puissance publique. Les syndicats de fonctionnaires. Les techniques nouvelles du syndicalisme.*

- Louis LEVINE. — *The Labour Movement in France.*
- Germain MARTIN. — *Les Associations ouvrières au XVIII^e siècle. Le contrôle ouvrier et l'expérience russe.*
- Martin SAINT-LÉON. — *Le syndicalisme révolutionnaire et la Confédération Générale du Travail. Syndicalisme ouvrier et syndicalisme agricole.*
- André P. MASSAUDON. — *Les syndicats jaunes.*
- André MAY. — *Les tendances et les variations du syndicalisme révolutionnaire.*
- C. MUTSCHLER. — *Syndicalisme ouvrier et syndicalisme agricole.*
- H. DU PASSAGE. — *Les tendances et les variations du syndicalisme révolutionnaire.*
- Emile POUGET. — *La Confédération Générale du Travail.*
- Gaston RAPHAËL. — *Walther Rathenau.*
- Walther RATHENEAU. — *Deutschlandsrohstoffversorgung: Am Deutschlands Jugend. Von Kommenden Dingen, Où va le monde ?*
- Georges RENARD. — *Le régime socialiste. Paroles d'avenir.* (En collaboration avec Albert DULAC) *L'évolution industrielle et agricole depuis 150 ans.*
- Ch. GIDE et Ch. RIST. — *Histoire des Doctrines économiques.*
- J. H. ROSNY. — *La vague rouge.*
- Léon DE SEILHAC. — *Syndicats ouvriers, fédérations, bourses du Travail.*
- Georges SOREL. — *Réflexions sur la violence. La Ruine du Monde Antique. Matériaux d'une théorie du prolétariat.*
- Albert THOMAS. — *Histoire socialiste. Le Second Empire.*
- J. ZIRNHELD. — *La Confédération française des Travailleurs Chrétiens.*
- BÉATRICE et SIDNEY WEBB. — *Histoire des Trade-Union.*

L'Atelier, 1921-1922.

Le Bulletin Communiste, septembre 1921.

Bulletin des Usines de guerre, 1916-1917-1918.

L'Information ouvrière et sociale, 1918-1919-1920-1921-1922.

Le Libertaire, 1922.

La Revue Anarchiste, 1922.

Revue Economique Internationale, 1908 (novembre. Emile Levasseur).

Revue socialiste, 1909 (*Les Illusions de la violence*, Eugène FOURNIER).

Les Temps nouveaux, 1907-1908-1909.

L'Ustica, 1920-1921-1922.

La Voix du Peuple, janvier 1922.

Confédération Générale du Travail (211, rue Lafayette), *Statuts et modifications à apporter aux statuts. La C. G. T. et l'impôt sur les salaires.*

Confédération Générale du Travail unitaire, Statuts.

Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, Statuts. La journée de huit heures. Le Congrès national (31 mai 1920). *Le deuxième Congrès National* (15 juin 1921). *Le troisième Congrès National* (30 juin 1922).

Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie, Notice et Statuts.

Le Syndicat des Employés pendant la guerre (Bureau catholique de la Presse).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — La place du Syndicalisme dans la Société contemporaine. Division du sujet : Bref historique du syndicalisme de 1864 à 1914. — Le syndicalisme en France de 1914 à 1922 : <i>Les doctrines. La Structure. Les Faits</i>	1
--	---

CHAPITRE I. — Le Syndicalisme de 1864 à 1914.

<i>Historique.</i> — La loi du 25 mai 1864. — Le syndicalisme sous l'Empire libéral. — L'Association Internationale des Travailleurs. — La guerre de 1870 et la Commune. — Le syndicalisme de 1872 à 1914	5
<i>La période corporative</i> (1872-1879). — Le Congrès de Paris (1876). Le Congrès de Lyon (1878).	9
<i>La période politique</i> (1879-1893). — Les diverses tendances des partis socialistes. — Les Fédérations d'industrie et de métiers et les Bourses du Travail. — <i>Vers l'Unité</i> (1895-1902). Du Congrès de Limoges au Congrès de Montpellier. — La Confédération Générale du Travail	11
Le Congrès d'Amiens (1906). — La Charte d'Amiens. — La C. G. T. de 1906 à la guerre	17
<i>Le Syndicalisme jaune.</i> — Ses origines. Ses Congrès. — Le syndicalisme chrétien. — Les syndicats agricoles et les syndicats de fonctionnaires ..	20

CHAPITRE II. — Les doctrines du syndicalisme.

Rôle de la doctrine dans le syndicalisme	27
I. <i>Le syndicalisme révolutionnaire.</i> — Les sources : Proudhon-Karl Marx. — Les anarchistes. — Bakounine. — Kropotkine. — Reclus. — Georges Sorel et ses Réflexions sur la Violence. — Le mythe de la grève générale. — Les disciples de Georges Sorel. — M. Edouard Berth	29

Les doctrines actuelles du syndicalisme révolutionnaire. — <i>Le syndicalisme communiste et le syndicalisme anarchiste.</i> — <i>Le but</i> : La dictature et la suppression de l'Etat. — La syndicalisation individualisée. — <i>Les moyens</i> : l'action directe. Le label. Le boycottage. La grève. La grève générale. — La collaboration avec le Gouvernement et la classe patronale. — L'influence du bolchevisme. — L'antimilitarisme et l'impôt sur les salaires	41
II. <i>Le syndicalisme réformiste.</i> — Le double sens de réformisme appliqué au but et aux moyens. — Les sources (Fourrier-Proudhon-Karl Marx) et la doctrine actuelle (MM. Sidney Webb, Millerand, Georges Renard, Albert Thomas, Maxime Leroy). — La doctrine de la C. G. T.: La nationalisation industrialisée. — Les projets de la C. G. T. sur la nationalisation des voies ferrées et de la propriété agraire. — L'esprit expérimental	53
Les moyens du syndicalisme réformiste. — L'arbitrage obligatoire. — La grève. — L'action parlementaire	67
L'antimilitarisme et l'impôt sur les salaires	73
III. <i>Le syndicalisme chrétien.</i> — Différences avec le syndicalisme jaune. — Les sources: les encycliques. Les semaines sociales	76
Les caractères généraux: Syndicalisme confessionnel et corporatif. — Le but lointain et les réformes immédiates. — Les moyens: l'arbitrage et la grève	76
Le syndicalisme chrétien et l'internationalisme. — L'impôt sur les salaires. — L'action gouvernementale. — Attitude du syndicalisme chrétien à l'égard du syndicalisme révolutionnaire, réformiste et du patronat	84
IV. <i>Le syndicalisme des techniciens.</i> — Sa nouveauté. Ses sources. — L'œuvre de Walther Rathenau. — Son influence. — La doctrine de l'Union des Techniciens de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture. — Son but. — Sa méthode et son attitude à l'égard de la classe ouvrière. — La Guilde, élément de transformation sociale. — Les conseils aux municipalités	90
V. <i>Le Syndicalisme des Travailleurs Intellectuels.</i> — La doctrine de la Confédération des Travailleurs Intellectuels. — Ses origines, son but. — Ses moyens	109

CHAPITRE III. — La structure des Grandes Confédérations syndicales

La Confédération Générale du Travail de la rue Lafayette. — *La Confédé-*

<i>ration Générale du Travail Unitaire. — La Confédération Française des Travailleurs Chrétiens. — L'Union Syndicale des Techniciens de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture. — La Confédération des Travailleurs intellectuels.</i>	118
<i>L'organisation interne de ces Confédérations. — Leurs divers organes. — La question du fonctionnarisme syndical. — Centralisation et autonomie. — Vote par syndicat et vote par tête. — Les divers services des Confédérations syndicales. — Les effectifs de chacune d'elles : incertitude des chiffres. — L'importance numérique du syndicalisme en France.</i>	118

CHAPITRE IV. — L'activité syndicaliste (1914-1922).

<i>I. La Confédération Générale du Travail. — A) La Période de collaboration (août 1914-mai 1919). — La C. G. T. en juillet 1914. — La déclaration de guerre. — « L'Union sacrée ». — La collaboration aux grandes commissions nationales. — Les usines de guerre. — Les mesures administratives et législatives favorables à la classe ouvrière : le salaire minimum. — Les délégués ouvriers. — La semaine anglaise</i>	132
<i>Les premières atteintes à la collaboration : La persistance de l'internationalisme syndical. — La conférence de Zimmerwald. — Les grèves de 1917 à Paris et dans la région de Saint-Etienne. — La C. G. T. à la Haute-Cour</i>	149
<i>L'armistice. — La détente dans les relations avec le Gouvernement. — La C. G. T. et le Président Wilson. — Le Conseil Economique du Travail. — La participation de la C. G. T. à la Commission des clauses ouvrières du Traité de Paix</i>	156
<i>B) La rupture de la collaboration</i>	162
<i>Le premier mai 1919. — La journée sanglante. — Démission de M. Jouhaux de la Commission des clauses des traités de paix. — La persistance de la collaboration au Bureau International du Travail. — La conférence de Washington</i>	162
<i>Les grèves des employés de banque, des grands magasins et des journaux.</i>	165
<i>Le Congrès de Lyon. — La thèse réformiste et la thèse révolutionnaire</i>	171
<i>Le syndicalisme en 1920 : Les grèves. — La grève des cheminots (février 1920) : Ses causes. Ses résultats. Les troubles du 1^{er} mai 1920. — Les grandes grèves interfédérales. — Leurs répercussions au Parlement</i>	186
<i>Les poursuites contre la C. G. T. Sa dissolution</i>	207
<i>Les divisions syndicales. — Les C. S. R. — La C. G. T. et le bolchévisme — Le Congrès d'Orléans (septembre 1921). — Les progrès de la</i>	

minorité révolutionnaire. — Le syndicalisme en 1921. — L'échec du premier mai. — Le Congrès de Lille (juillet 1921). — La scission. — La formation de la C. G. T. Unitaire	220
Le Syndicalisme en 1922. — La C. G. T. U. (communistes et anarchistes). — Le Congrès de Saint-Etienne (juillet 1922). — La C. G. T. de la rue Lafayette. — La Conférence Internationale Syndicale de Rome. — Les fonctionnaires et la scission. — Les grandes grèves de 1922. — Les grèves fiscales. — La grève des métallurgistes du Havre. — La grève des Inscrits maritimes. — Les tendances à l'unité	225
II. <i>La Confédération des Travailleurs Chrétiens</i> . — La participation à certaines grèves. — Rapports de ses syndicats avec la C. G. T. — Sa défense de la journée de huit heures. — La Conférence Internationale d'Innsbruck	234
III. <i>L'U. S. T. I. C. A.</i> — L'U. S. T. I. C. A. et les techniciens. — Ses relations avec le B. U. T. A. B. d'Allemagne et son rôle dans la question des réparations	240
IV. <i>La C. T. I.</i> — Ses interventions parlementaires et autres en faveur des intellectuels	243
CONCLUSION. — Ce que le syndicalisme a appris dans ces huit dernières années. — Les tendances à l'ordre et à l'unité qui semblent tout récemment s'y manifester. — Saura-t-il amalgamer ses forces pour l'œuvre constructive de l'avenir ?	247

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.